

# CABRIERES D'AVIGNON

DEPARTEMENT DU VAUCLUSE



PIECE N° **1**



## Plan Local d'Urbanisme

### *RAPPORT DE PRESENTATION*

Conçu par	Commune
Dressé par	Habitat et Développement de Vaucluse
B. WIBAUX	Ingénieur aménagement rural Direction animation
JB. PORHEL	Chargé de mission urbanisme
M. DUBOIS	Chargé d'études urbanisme



05/07/2019

# SOMMAIRE

---

<b>PREAMBULE</b>	<b>6</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>8</b>
Contexte et dispositions supracommunales	9
Situation de la commune	9
Situation administrative	10
Situation intercommunale	11
SCOT du bassin de vie de Cavaillon-Coustellet-L'Isle sur la Sorgue	14
Le Parc Naturel Régional du Luberon	16
Gestion des milieux aquatiques	18
<b>TITRE I – BILAN DE L'EXISTANT – ANALYSE DES BESOINS</b>	<b>21</b>
<b>I.1. – POPULATION</b>	<b>22</b>
I.1.1. – Evolution démographique	22
I.1.2. – Une croissance portée essentiellement par le solde migratoire	23
I.1.3. – La répartition par âge de la population	23
I.1.4. – Caractéristiques des ménages	25
<b>I.2. - LOGEMENT</b>	<b>26</b>
I.2.1. – Composition du parc de logements	26
I.2.2. – Caractéristiques du parc de résidences principales	27
I.2.3. – Quelques éléments sur le marché du logement dans le Vaucluse et sur Cabrières d'Avignon	30
<b>I.3. – ACTIVITES ECONOMIQUES</b>	<b>33</b>
I.3.1. – La population active	33
I.3.2. – Les emplois et migrations journalières	35
I.3.3. – Les services, le commerce et l'artisanat de Cabrières d'Avignon	36
I.3.4. – Le tourisme	38
I.3.5. – L'agriculture	41
<b>I.4. – SERVICES ET INFRASTRUCTURES</b>	<b>51</b>
I.4.1. – Infrastructures de déplacement	51
I.4.2. – L'assainissement	56
I.4.3. – Le réseau pluvial	60
I.4.4. – Le réseau d'eau	60
I.4.5. – La défense extérieure contre l'incendie	62
I.4.6. – Le traitement des ordures ménagères	63
I.4.7. – Les équipements scolaires et la petite enfance	63
I.4.8. – Les équipements publics	64
I.4.9. – Les communications numériques	65



<b>I.5. – CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET EMISSIONS DE CO2</b>	<b>69</b>
I.5.1. – Le contexte	69
I.5.2. – Les consommations d'énergie en PACA	69
I.5.3. – Les consommations d'énergie de la commune	72
<b>TITRE II – ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>72</b>
<b>II.1. – GRANDES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL</b>	<b>73</b>
II.1.1. – La géologie du lieu	73
II.1.2. – Contexte hydrogéologique	73
II.1.3. – Le Mistral et la Tramontane	73
II.1.4. – La topographie communale	74
II.1.5. – Le réseau hydrographique de la commune	76
II.1.6. – Données climatiques	78
<b>II.2. – PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL</b>	<b>79</b>
II.2.1. – Les éléments d'histoire	79
II.2.2. – Patrimoine bâti	84
<b>II.3. – MILIEUX NATURELS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>94</b>
II.3.1. – Contexte et périmètre de protection	94
II.3.2. – Milieux naturels et patrimoine naturel	106
II.3.3. – Continuum écologiques et TVB	111
II.3.4. – Bilan des enjeux écologiques sur Cabrières d'Avignon	113
<b>II.4. – PAYSAGE</b>	<b>115</b>
II.4.1. – Contexte supracommunal : le pays de Calavon	115
II.4.2. – Les Bois et forêts	117
II.4.3. – Paysage agricole	118
II.4.4. – Structure du paysage urbain : les entrées de village	120
II.4.5. – Morphologie urbaine	123
II.4.6. – Conclusion paysagères	131
<b>II.5. – RISQUES NATURELS ET NUISANCES</b>	<b>133</b>
II.5.1. – Risque inondation	134
II.5.2. – Risque feux de forêt	135
II.5.3. – Risque Mouvement de terrain	136
II.5.4. – Risque sismique	137
II.5.5. – Risque naturel lié au phénomène de retrait gonflement des argiles	138
<b>II.6. – RISQUES TECHNOLOGIQUES ET LES NUISANCES</b>	<b>139</b>
II.6.1. – Transports de matières dangereuses	139
II.6.2. – Nuisances sonores	140

<b>II.7. – SERVITUDES D’UTILITE PUBLIQUE</b>	<b>141</b>
<b>TITRE III – ANALYSE DES ESPACES BÂTIS</b>	<b>142</b>
<b>III.1 – ANALYSE DU PLAN D’OCCUPATION DES SOLS (POS)</b>	<b>143</b>
III.1.1. – Le descriptif du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable	144
III.1.2. – L’analyse de la consommation des espaces agricoles et forestiers du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable	146
III.1.3. – L’analyse de la densité de constructions réalisées avec l’application des règles du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable	146
III.1.4. – L’analyse du résiduel constructible du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable	146
<b>III.2 – ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L’ENSEMBLE DES ESPACES BATIS</b>	<b>148</b>
<b>TITRE IV – PARTI D’AMENAGEMENT ET JUSTIFICATION DU ZONAGE</b>	<b>150</b>
<b>IV.1 – PRESENTATION DES CHOIX DU PROJET PAR THEME</b>	<b>151</b>
IV.1.1. – Rappel des grands objectifs du PADD	151
IV.1.2. – Favoriser l’accueil de populations jeunes	154
IV.1.3. – Mettre en œuvre un urbanisme durable au sein de la commune	156
IV.1.4. – Ancrer la bipolarité de Cabrières au cœur de tout projet de développement	161
IV.1.5. – Recentrer les valeurs communales autour de l’identité rurale du territoire	172
<b>IV.2 – PRESENTATION DU ZONAGE ET ESPRIT DU REGLEMENT</b>	<b>178</b>
IV.2.1. – Présentation des différentes zones du PLU	178
IV.2.2. – Autres délimitations	181
IV.2.3. – L’esprit du règlement	182
<b>TITRE V – EVALUATION DES INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT</b>	<b>189</b>
<b>V.1 – INCIDENCES SUR L’ENVIRONNEMENT</b>	<b>191</b>
V.1.1. – Développement urbain et durable	191
V.1.2. – Infrastructure et équipements	197
V.1.3. – Incidences sur l’environnement communal	203
V.1.4. – Risques et nuisances	216
<b>V.2 – INCIDENCES SUR LES ZONES NATURA 2000</b>	<b>218</b>
V.2.1. – Rappels des caractéristiques des zones Natura 2000 sur Cabrières d’Avignon	218
V.2.2. – Incidences du PLU sur les zones Natura 2000	219

<b>V.3 – OUTILS DE SUIVI ET MESURES COMPENSATOIRES</b>	<b>221</b>
V.3.1. – Mesures d’évitement, de réduction et de compensation	221
V.3.2. – Les outils de suivi	224
<b>V.4 – ARTICULATIONS AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX</b>	<b>229</b>
V.4.1. – Préambule	229
V.4.2. – Articulation du PLU avec le SCOT du Bassin de Vie de Cavaillon, Coustellet et l’Isle sur la Sorgue	231
<b>V.5 – RESUME NON TECHNIQUE</b>	<b>236</b>
V.5.1. – Contexte du projet et évaluation environnementale : la méthode retenue	236
V.5.2. – Analyse de l’état initial de l’environnement	236
V.5.3. – Les incidences du PLU sur l’environnement	240

## PREAMBULE

---

**Le PLU expose le diagnostic** établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

**Il présente le projet urbain de la commune**, par le biais notamment du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**, qui définit les grandes orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune.

**Il traduit de façon spatiale ces grandes orientations**, en déterminant sur chaque partie du territoire communal les choix de développement. Dans un souci de mixité urbaine, d'équilibre entre les espaces naturels et urbains et de préservation de l'environnement, le PLU définit les vocations des différents espaces de la commune. Des zones sont ainsi déterminées dans les documents graphiques, à l'intérieur desquelles des règles spécifiques fixent les droits à construire.

**Le PLU détermine les grands équilibres entre les secteurs urbanisés et les espaces naturels** et délimite les espaces d'urbanisation future. Il doit prendre en compte les contraintes limitant l'urbanisation (risques naturels, risques technologiques,...), les richesses naturelles et patrimoniales à préserver et à valoriser.

Le rapport de présentation du PLU est régi par l'article R.123-2 et L.151-4 du Code de l'Urbanisme.

« *Le rapport de présentation :*

*1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article L. 123-1-2 ;*

*2° Analyse l'état initial de l'environnement, présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et justifie les objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard, notamment, des objectifs fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale, et des dynamiques économiques et démographiques ;*

*3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et, le cas échéant, les orientations d'aménagement et de programmation ; il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles et des orientations d'aménagement et de programmation mentionnées au 1 de l'article L. 123-1-4, des règles qui y sont applicables, notamment au regard des objectifs et orientations du projet d'aménagement et de développement durables. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;*

*4° Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur ;*



*5° Précise les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1.*

*En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles R. 123-23-1, R. 123-23-2, R. 123-23-3 et R. 123-23-4, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. »*

L'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme précise que :

*« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*

*Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.*

*Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales.*

*Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.*

*Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.*

*Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités ».*

# INTRODUCTION

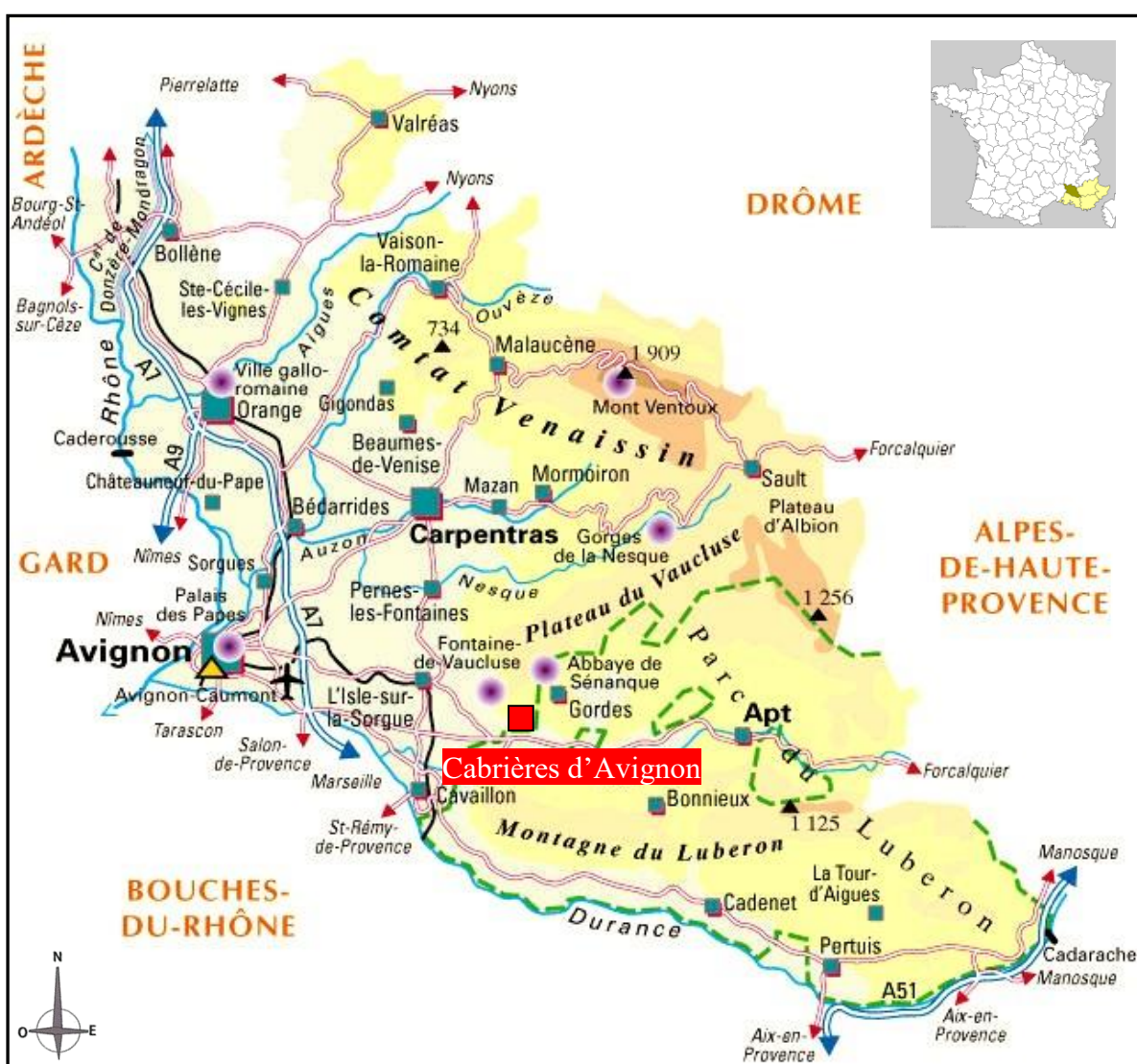
## CONTEXTE ET DISPOSITIONS SUPRACOMMUNALES

### SITUATION DE LA COMMUNE

La commune est localisée dans la partie sud du département de Vaucluse sur l'adret des Monts de Vaucluse, et à proximité des montagnes du Luberon.

Cabrières d'Avignon se trouve à proximité de Cavaillon, et de L'Isle sur la Sorgue qui offrent des services et équipements variés, mais elle se place également en complémentarité grâce à une identité propre.

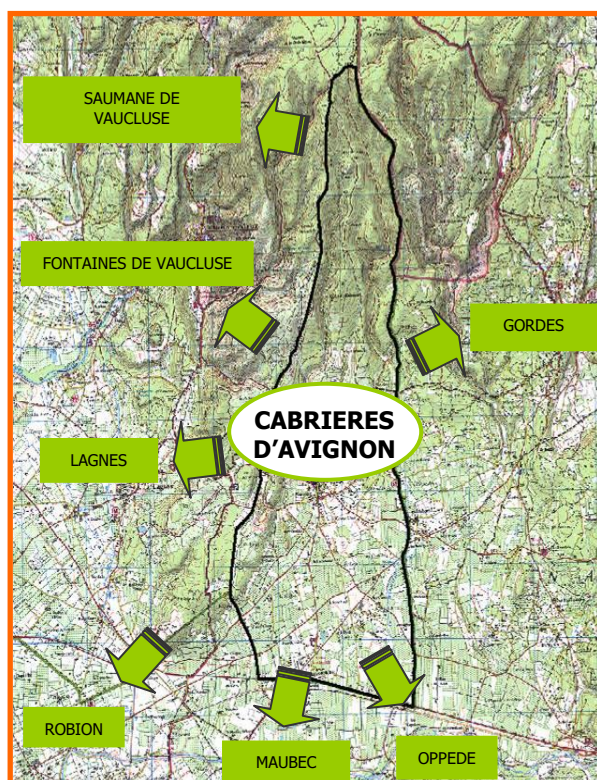
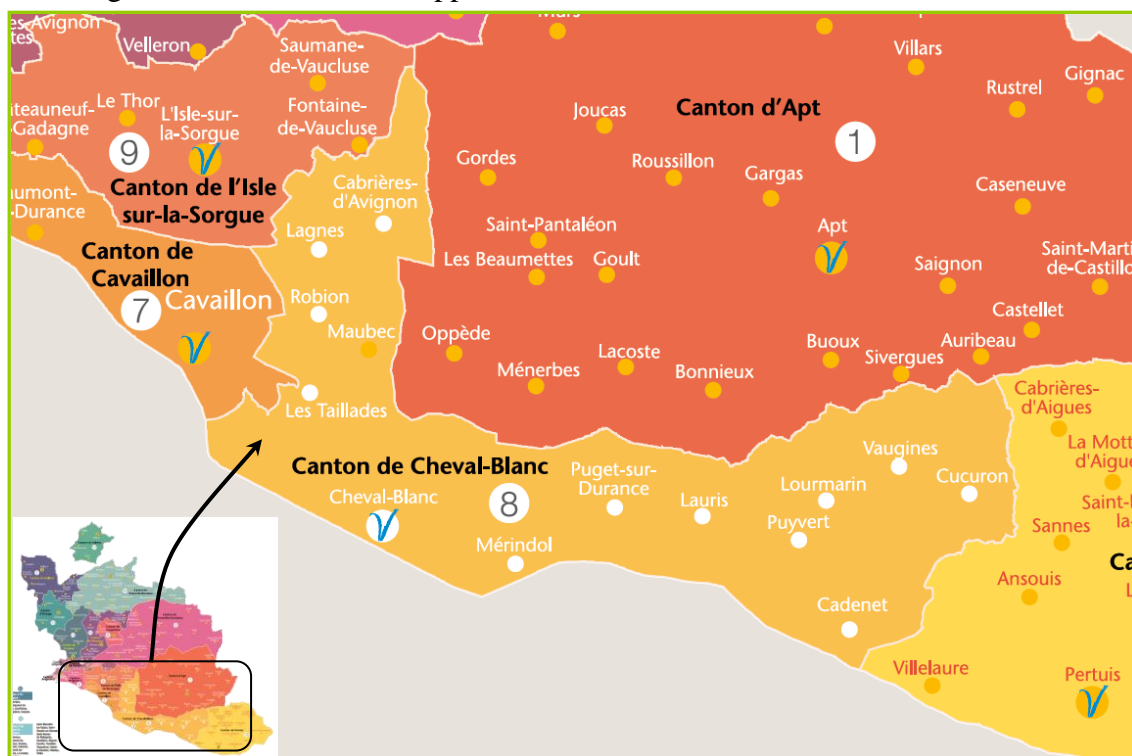
Le territoire communal s'étend sur une superficie de 1 468 hectares. La commune fait partie du Parc Naturel Régional du Luberon, elle a adhéré à la charte de 2009.



## SITUATION ADMINISTRATIVE

La commune de Cabrières d'Avignon appartient à l'arrondissement d'Avignon et au canton de Cheval Blanc qui regroupe 14 communes : Cheval Blanc (chef lieu), Cabrières-d'Avignon, Lagnes, Robion, Maubec, Les Taillades, Mérindol, Puget-sur-Durance, Lauris, Puyvert, Lourmarin, Vaugines, Cucuron, Cadenet.

Les communes limitrophes de Cabrières d'Avignon sont : Saumane de Vaucluse, Fontaine de Vaucluse, Lagnes, Robion, Maubec, Oppède et Gordes.

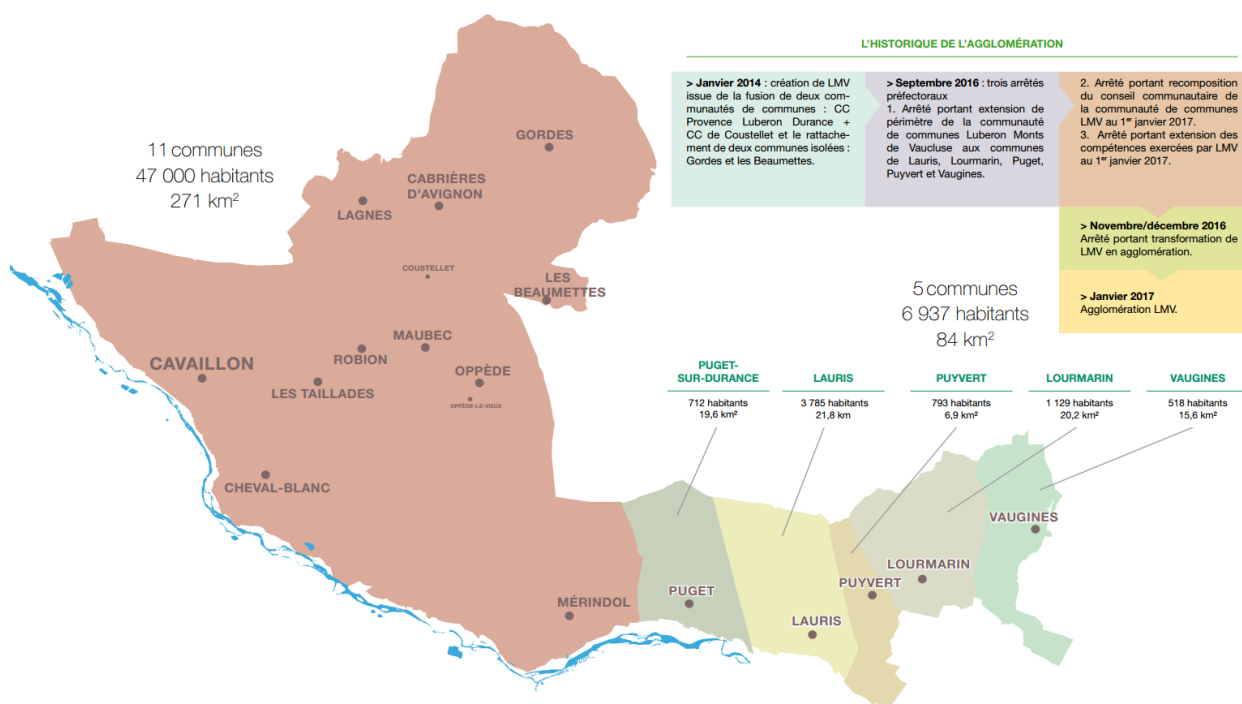




## SITUATION INTERCOMMUNALE

### ■ Communauté d'Agglomération Luberon – Monts de Vaucluse (LMV Agglomération)

La commune de Cabrières d'Avignon fait partie de LMV Agglomération, communauté d'agglomération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle faisait également partie de la Communauté de Communes LMV (Luberon Monts de Vaucluse) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. La communauté de communes est devenue communauté d'agglomération avec l'arrivée de communes appartenant anciennement à la Communauté de Communes des Portes du Luberon (Puget, Lauris, Puyvert, Lourmarin et Vaugines).



Le territoire communautaire compte 16 communes rassemblant près de 54.000 habitants, dans le sud Vaucluse, entre Avignon et Aix en Provence : Cabrières d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Lagnes, Les Beaumettes, Les Taillades, Maubec, Mérimindol, Oppède, Robion et les 6 communes « ex CCPL » à savoir Puget, Lauris, Puyvert, Lourmarin et Vaugines.

## Les compétences

### 1. Les compétences obligatoires

#### ■ Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire :

- Conduite des actions ou opérations d'aménagement destinées à la réalisation de projet d'intérêt communautaire.
- Création, aménagement, entretien et gestion d'une aire d'accueil des gens du voyage conformément au schéma départemental d'accueil des gens du voyage.
- Instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte de certaines communes par conventionnement avec celles-ci.
- Elaboration, révision et suivi du schéma de cohérence territoriale du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, Isle sur la Sorgue.

▪ **Actions de développement économique intéressant l'ensemble du territoire communautaire :**

- Création, extension, aménagement, gestion, entretien et promotion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique ainsi que la création et l'entretien des équipements induits par la création de ces zones.
- Actions de développement économique et de promotion du territoire communautaire, actions en faveur de l'emploi et de l'insertion par l'activité économique et soutien aux diverses structures intervenant dans ces domaines.
- Création, entretien et gestion d'équipements d'intérêt communautaire, destinés à l'accueil des entreprises.
- Politique touristique communautaire.

2. Les compétences optionnelles

▪ **Protection et mise en valeur de l'environnement :**

- Collecte, élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés.
- Sauvegarde, protection et mise en valeur des espaces naturels sensibles identifiés sur le territoire communautaire.

▪ **Création, aménagement et entretien de la voirie reconnue d'intérêt communautaire :**

- La voirie communautaire est constituée par la chaussée et ses dépendances.

A titre indicatif, l'état actuel de la voirie communautaire est la suivante :

- l'ensemble des voiries d'accès, de desserte et internes aux zones d'activités communautaires,
- les voiries d'intérêt communautaire ainsi que les voies internes à ces équipements.

▪ **Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs communautaires :**

- Création, extension, gestion et entretien des médiathèques déclarées d'intérêt communautaire.
- Musiques actuelles
- Création, extension, gestion et entretien des piscines publiques situées sur le territoire communautaire.

3. Les compétences supplémentaires

▪ **Actions en faveur de la petite enfance :**

- Conduite, coordination et mise en oeuvre de la politique petite enfance ainsi que des politiques contractuelles correspondantes avec les différentes institutions intervenant dans le secteur de la petite enfance, sur le territoire communautaire.
- Création, extension, gestion et entretien des établissements d'accueil du jeune enfant, des relais d'assistantes maternelles, des lieux d'accueil enfants-parents.

▪ **Aménagement rural**

▪ **Actions de protection contre les crues de la Durance :**

- Définition, création et entretien d'une digue de protection contre la Durance sur la commune de Cheval-Blanc sur le linéaire défini sous l'appellation « Digue des Iscles de Milan ».

- **Communication électronique**

- Création, extension et gestion d'infrastructures, équipements et réseaux de communication électronique déclarés d'intérêt communautaire.

- **Lutte contre l'incendie**

- Prise en charge des cotisations au service départemental d'incendie et de secours en lieu et place de chaque commune membre.

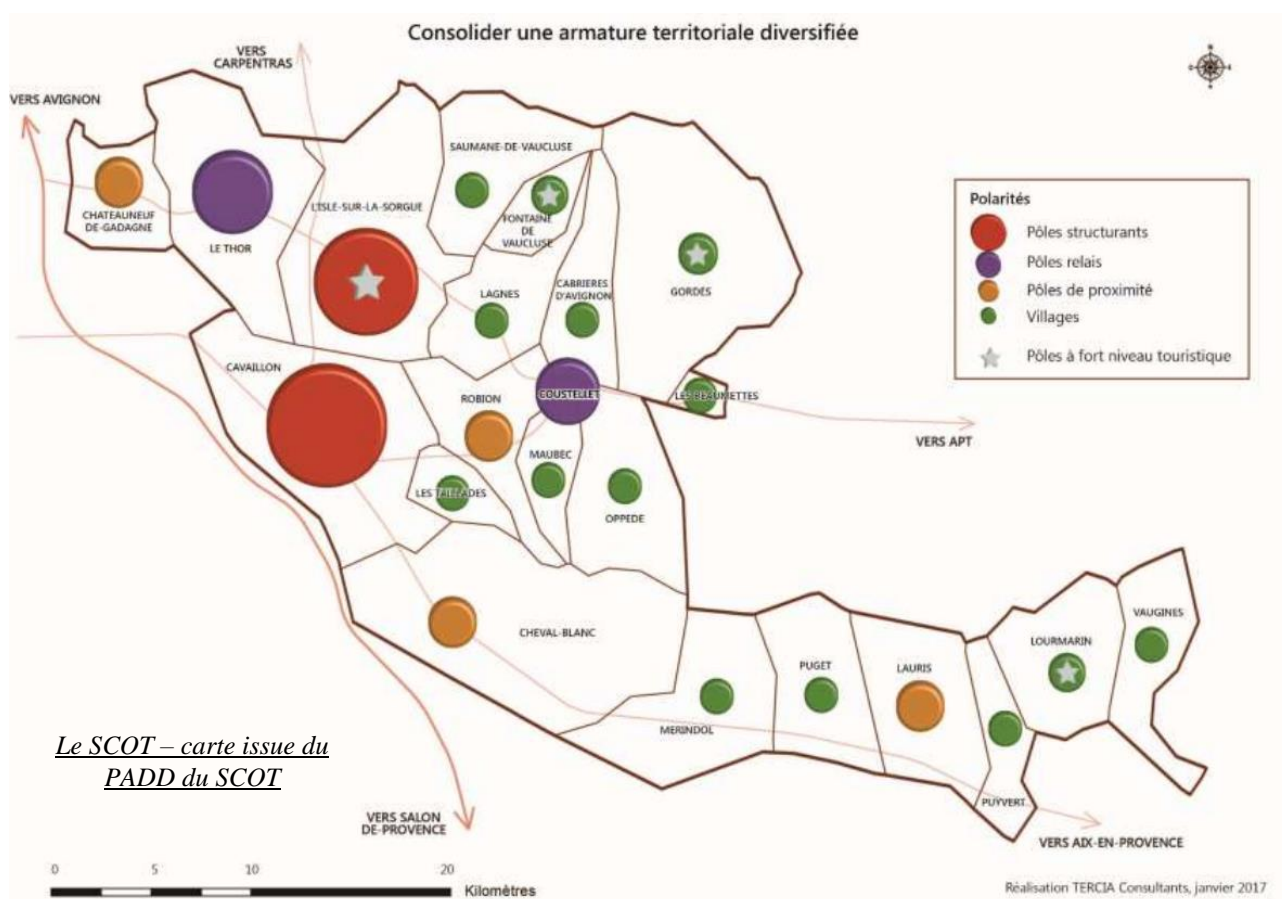
## SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) DU BASSIN DE VIE CAVAILLON – COUSTELLET – L'ISLE SUR LA SORGUE

Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, L'Isle-sur-la-Sorgue regroupe 21 communes du Vaucluse comprises dans la communauté d'Agglomération Luberon Mont de Vaucluse, et la communauté de communes Pays de Sorgues Monts de Vaucluse :

- Les communes du SCoT du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet, l'Isle-sur-la-Sorgue sont les suivantes : Fontaine-de-Vaucluse, Saumane-de-Vaucluse, l'Isle-sur-la-Sorgue, Le Thor, Châteauneuf-de-Gadagne (Communauté de communes "Pays des Sorgues et Monts de Vaucluse") Cabrières-d'Avignon, Cavaillon, Cheval-Blanc, Gordes, Lagnes, Les Beaumettes, Les Taillades, Maubec, Mérindol, Oppède, Robion (Communauté d'agglomération "Luberon - Monts de Vaucluse") et depuis le 1er janvier 2017 Puget, Puyvert, Lauris, Lourmarin et Vaugines.
- La cartographie des SCoT est effective depuis le 1er juillet 2014 et a été modifiée au 1er janvier 2017. Pour information, les communes ayant rejoint un EPCI, le SCoT ne s'applique pas jusqu'à sa révision.

Le 23 octobre 2013 le conseil syndical a mis en révision le SCoT pour intégrer les dispositions des lois Grenelles et les communes de Gordes et les Beaumettes.

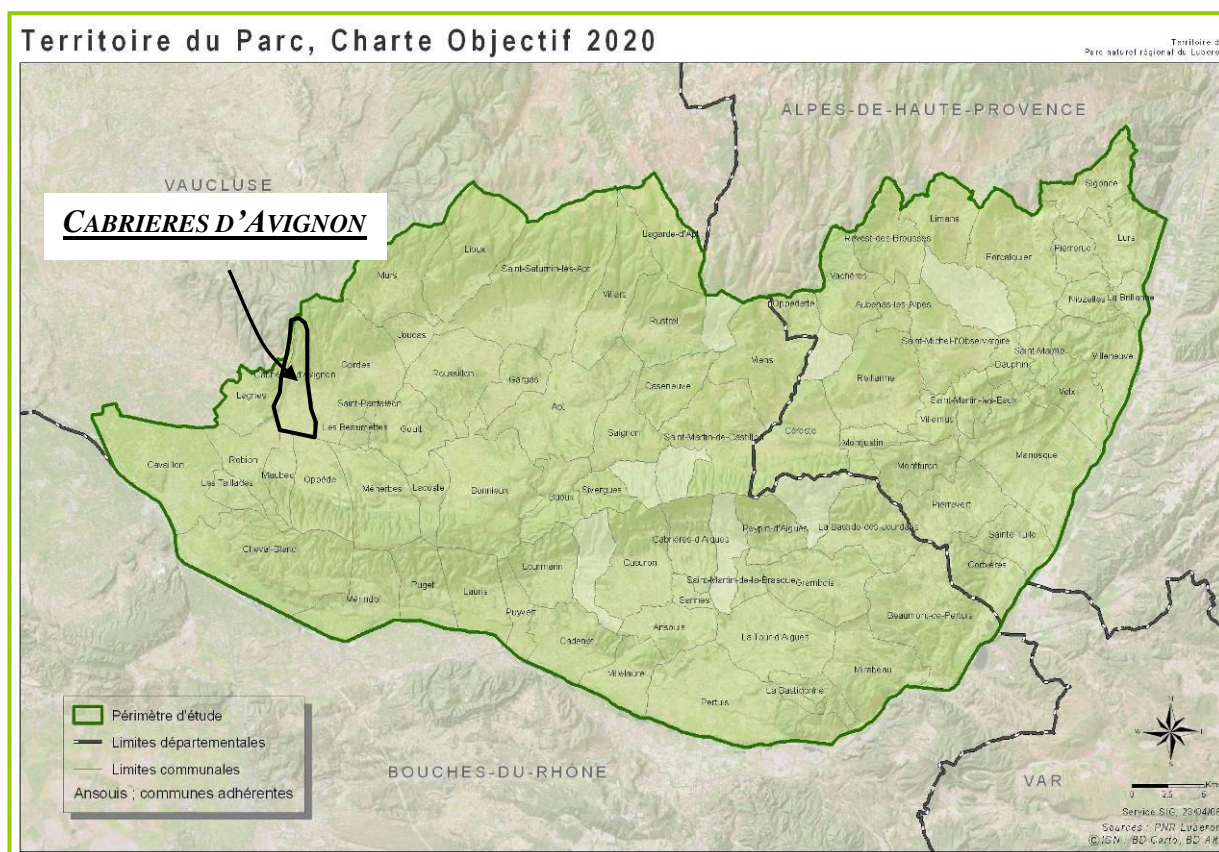
Le 20 avril 2015, Le préfet de Vaucluse a transmis le porter à connaissance (PAC) à l'EPCI. Suite à l'extension du périmètre, un complément de PAC a été envoyé à l'EPCI le 17 mars 2017. **Le SCOT a été approuvé en novembre 2018. Le PLU doit ainsi être compatible avec le SCOT révisé.**





## LE PARC NATUREL REGIONAL DU LUBERON

La commune de Cabrières d'Avignon se situe dans le périmètre du Parc Naturel Régional du Luberon et a approuvé la révision de la charte du PNR du Luberon. La procédure de révision de la charte a eu lieu dans le Parc Naturel Régional du Luberon et a abouti par la publication au Journal Officiel du 23 mai 2009 au décret renouvelant le classement jusqu'en 2021.

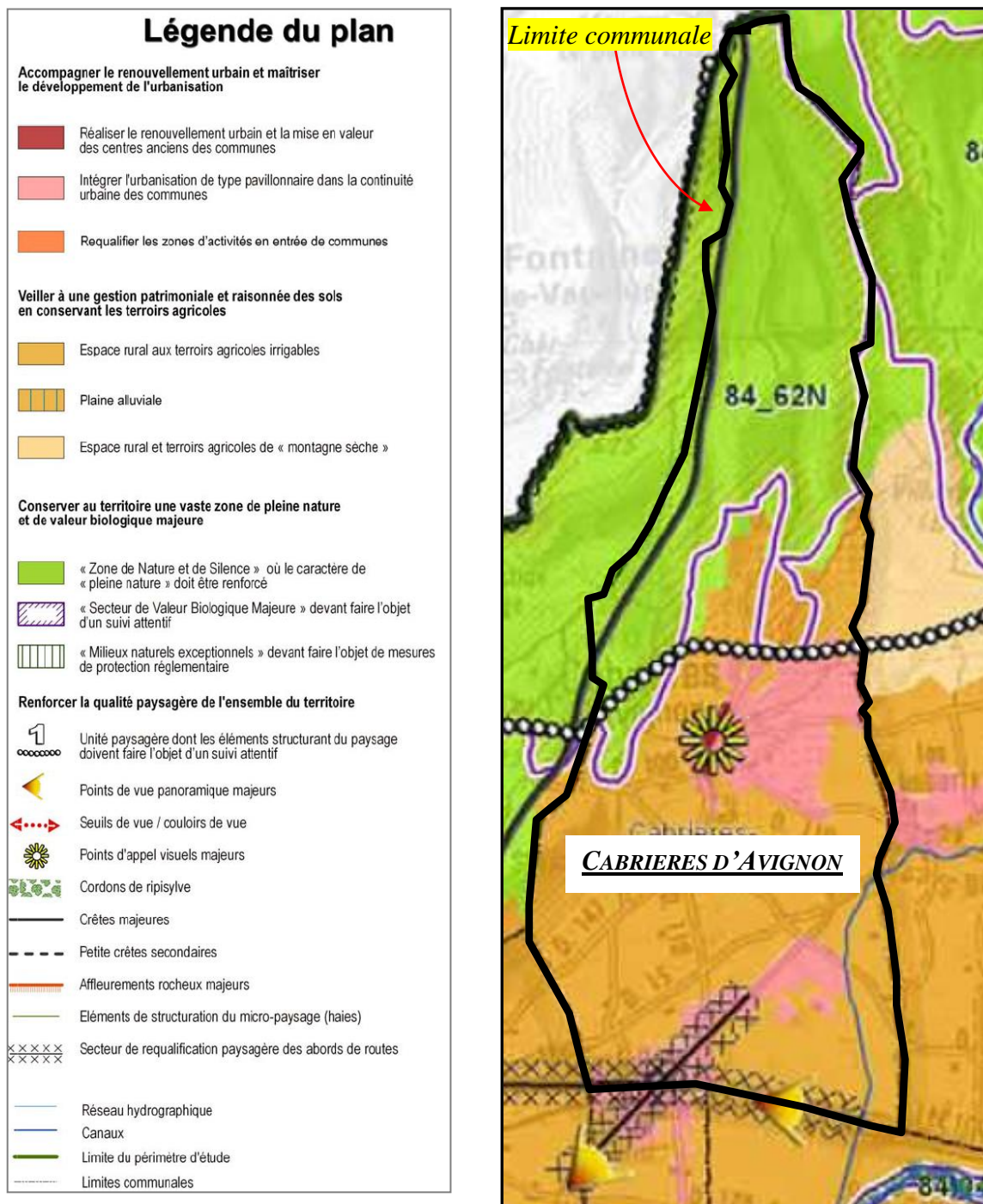


La Charte n'a pas une simple valeur d'engagement moral. Elle constitue un cadre de référence pour toutes les procédures de planification mises en œuvre par les acteurs du territoire (plans d'urbanisme communaux, schémas d'aménagement de rivières, schémas d'aménagement touristique, zonages agricoles et forestier...). La charte est approuvée par l'Etat qui attribue le classement en « parc naturel régional ».

**Le Code de l'Urbanisme impose la compatibilité des documents d'urbanisme avec les orientations et les mesures de la Charte du Parc Naturel Régional.**

La charte poursuit 4 missions, chacune étant déclinée sous forme d'orientations :

- Protéger les paysages ; transmettre les patrimoines ; gérer durablement les ressources naturelles ;
- Développer et ménager le territoire ;
- Créer des synergies entre environnement de qualité et activité économique ;
- Mobiliser le public pour réussir un développement durable.



Ce plan issu de la charte du PNRL, permet de mettre en avant l'impact naturel du Luberon sur la commune.

Cabrières d'Avignon est concernée par la zone de nature et de silence du Plan du Parc. Cette zone concerne le versant Sud des Monts de Vaucluse. C'est une zone de pleine nature dont la vocation pastorale forestière et cynégétique doit être conservée. La richesse de ces écosystèmes justifie que n'y soient pas autorisées les nouvelles constructions ou les installations classées pour la protection de l'environnement.

La commune possède également au sud un espace rural aux terroirs agricoles irrigables. Il y a également un secteur de valeur biologique majeure devant faire l'objet d'un suivi attentif ; il est localisé au Nord de la commune.

## GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES

---

Les documents de planification s'inscrivant dans la Directive Cadre Européenne sur l'Eau (DCE) et concernant la commune de Cabrières d'Avignon sont les suivants :

- Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône Méditerranée 2016-2021.
- Le SAGE Calavon-Coulon
- Le contrat de milieu Coulon-Calavon.

### ▪ **LE SDAGE RHONE MEDITERRANEE 2016-2021**

La commune de Cabrières d'Avignon appartient au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône Méditerranée qui est un document de planification approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 20 novembre 2009. Il a été élaboré par le Comité de bassin en application de la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000. Le projet de SDAGE pour les années 2016 à 2021 a été adopté par le comité de bassin le 19 septembre 2014. Il a été soumis à la consultation du public et des assemblées du 19 décembre 2014 au 18 juin 2015. Le nouveau SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

**Le Code de l'Urbanisme établit que les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec le SDAGE.**

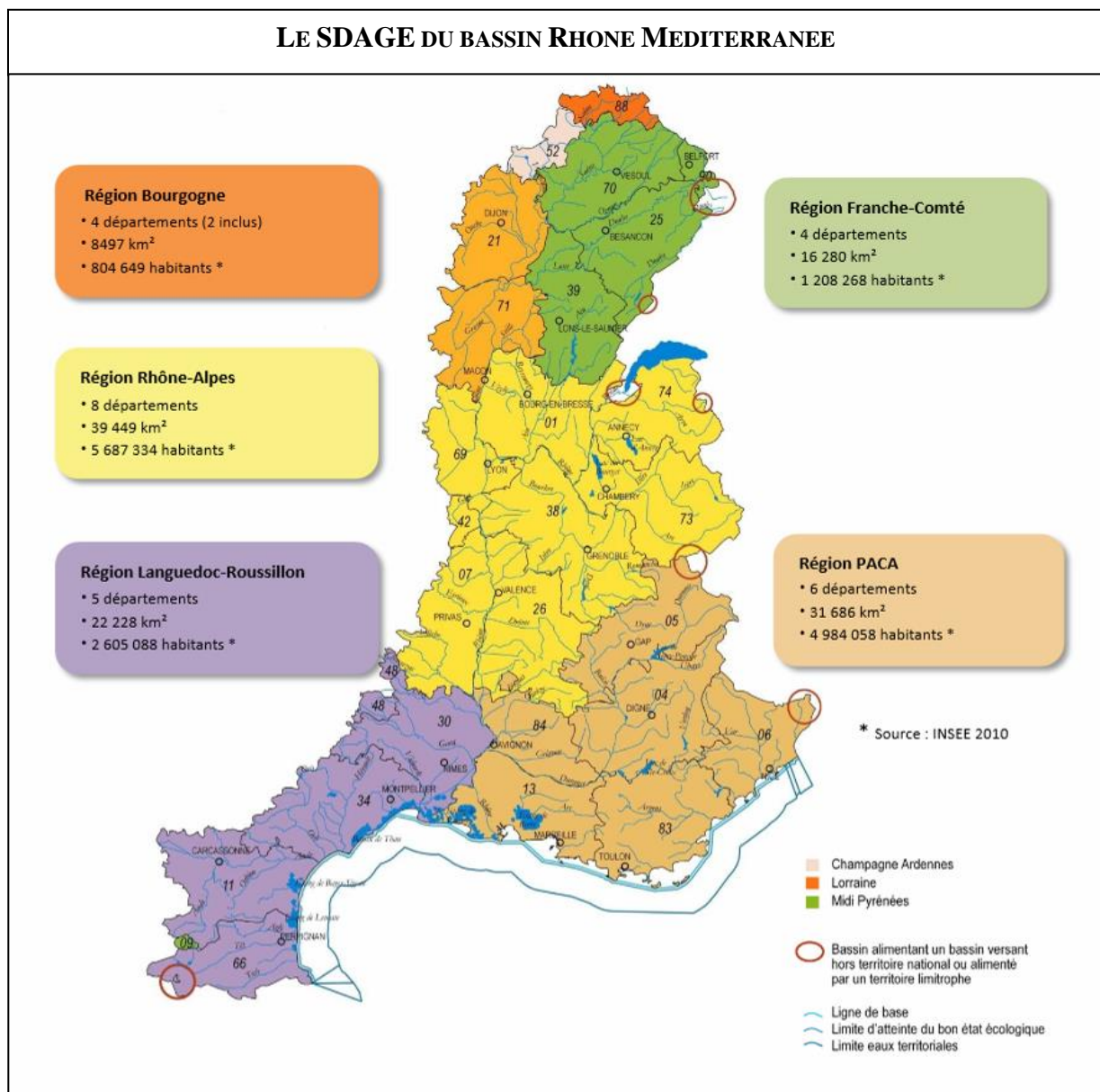
Le SDAGE et la directive cadre sur l'eau visent l'atteinte du bon état des eaux en 2021 et fixent notamment comme objectif la non dégradation des milieux aquatiques. Le SDAGE Rhône Méditerranée prévoit que **les documents d'urbanisme doivent respecter ce principe de non dégradation et tenir compte des évolutions prévisibles ou constatées des milieux aquatiques du fait des aménagements projetés**. Le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 comprend les objectifs assignés aux masses d'eau (66% des eaux superficielles visent le bon état écologique d'ici à 2021) ainsi que 9 orientations fondamentales.

Les 9 orientations fondamentales du SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 sont les suivantes :

- 1. Changement climatique** : s'adapter aux effets du changement climatique.
- 2. Prévention** : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
- 3. Non dégradation** : concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
- 4. Dimensions économique et sociale** : prendre en compte des enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.
- 5. Eau et aménagement du territoire** : renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- 6. Pollutions** : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.
  - Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle.



- Lutter contre l'eutrophisation des milieux
  - Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses.
  - Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles.
  - Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine.
7. **Fonctionnement des milieux aquatiques** : préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.
    - Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
    - Préserver, restaurer et gérer les zones humides
    - Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
  8. **Partage de la ressource** : atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
  9. **Risques d'inondations** : augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques







## **LE CONTRAT DE MILIEU CALAVON-COULON**

Le syndicat du Coulon Calavon (SIRCC) et le PNR du Luberon ont officialisé conjointement, le 8 octobre 2015 à Oppède, le lancement du second SAGE et la signature du second contrat de rivière du Calavon-Coulon.

Le Calavon, également appelé Coulon dans son cours inférieur, est le dernier affluent rive droite de la Durance. Il prend sa source à Banon et se jette dans la Durance à Cavaillon après un parcours de 84km. Son bassin versant topographique couvre près de 1 000 km<sup>2</sup>. Il est délimité par les Monts Vaucluse et la Montagne de Lure au Nord et par le massif du Luberon au Sud.

Toutefois, la ligne de partage des eaux souterraines ne correspond pas exactement à ce bassin topographique. En effet, les eaux qui s'infiltrant dans le système karstique qui compose la partie Nord du bassin topographique alimentent directement la Fontaine-de-Vaucluse, source de la Sorgue. La superficie concernée par cette formation géologique équivaut à 400km<sup>2</sup>.

Le périmètre du Contrat de Rivière couvre l'essentiel du bassin versant hydrographique du Calavon-Coulon, et concerne 33 communes : 28 dans le département de Vaucluse et 5 dans celui des Alpes-de-Haute Provence.

# **1 : BILAN DE L'EXISTANT**

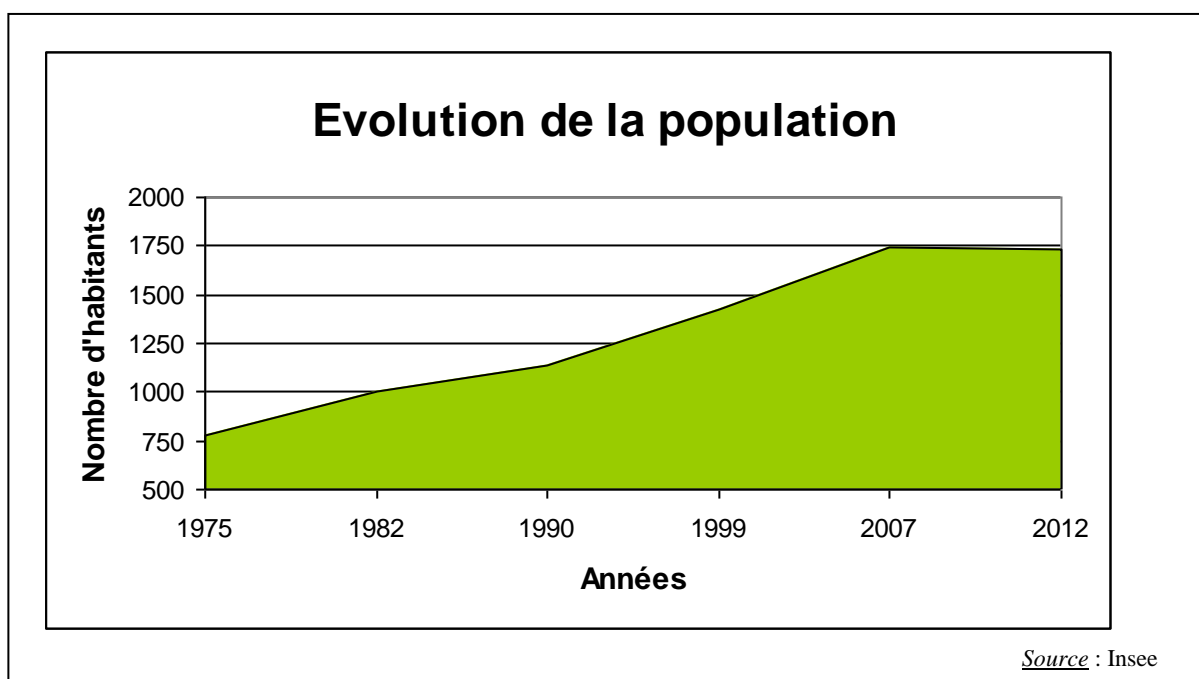
## **ANALYSE DES BESOINS**

## I.1. POPULATION

### I.1.1 - Evolution démographique

Au milieu des années 1970, la commune de Cabrières d'Avignon comptait 780 habitants. La population est passée à 1734 habitants (*au recensement 2012 de l'Insee*), et à environ 1740 habitants en 2016. La population communale a donc augmenté de 122% depuis 1975, soit un Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM) de 2,18%.

Années	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Population	780	1004	1142	1422	1744	1734



Entre 1975 et 2007, la croissance démographique a connu une augmentation constante avec selon les périodes des différences d'évolution. Mais depuis 2007, on assiste à un arrêt de la croissance démographique, avec une légère diminution entre 2007 et 2012.

On remarque :

- Un rythme démographique soutenu entre 1975 et 1982 : le taux de croissance annuel moyen (TCAM) est de + 3,672% (le plus fort taux connu sur la commune).
- Une diminution du rythme démographique entre 1982 à 1990, avec TCAM de +1,623%.
- Une accélération entre 1990 et 2007, avec un TCAM de 2,52%.
- Un arrêt de la croissance démographique de 2007 à 2012, avec un TCAM de -0,11%.

#### **Comparaison avec les autres territoires :**

- Un TCAM (*entre 2007 et 2012*), qui est négatif sur Cabrières d'Avignon (-0,11%). Le Département de Vaucluse à un taux de 0,3%, Oppède 0,22%, Maubec 1,4%, Robion 0,72%, Lagnes -0,5%, Fontaine de Vaucluse -0,8%, Saumane de Vaucluse +3,2%, Gordes -1,2%, et la CC Luberon Monts de Vaucluse à un taux de 0%.

### **I.1.2 - Une croissance portée essentiellement par le solde migratoire**

Entre 1975 et 2007, le solde migratoire de Cabrières d'Avignon a été très supérieur au solde naturel, ce qui a permis en très grande partie la croissance de la population communale. Entre 2007 et 2012, on constate, un taux d'évolution négatif avec -0,1%, et un solde migratoire négatif avec -0,3%, contre +0,1% pour le solde naturel.

On constate que le solde naturel est proche de zéro depuis 1975, il est positif depuis 1990, avec son plus fort taux entre 1999 et 2007 (avec 0,7%). Ainsi le solde naturel, n'influence que très faiblement la croissance démographique.

<b>Taux démographiques (moyennes annuelles) - Insee</b>					
	<b>1975-1982</b>	<b>1982-1990</b>	<b>1990-1999</b>	<b>1999-2007</b>	<b>2007-2012</b>
<b>Taux d'évolution global en %</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-0,1%</b>
- dû au solde naturel	-0,2%	-0,1%	+0,3	+0,7%	+0,1%
- dû au solde migratoire	+3,8%	+1,8%	+2,2	+1,9%	-0,3%
<b>Taux de natalité pour 1000</b>	<b>8,8</b>	<b>6,8</b>	<b>10,6</b>	<b>13,3</b>	<b>8,6</b>
<b>Taux de mortalité pour 1000</b>	<b>10,8</b>	<b>8,1</b>	<b>7,8</b>	<b>6,7</b>	<b>7,2</b>

Depuis 1975, la croissance de la population est ainsi surtout due aux flux migratoires témoignant de l'attrait résidentiel de la commune. En effet, la croissance démographique de Cabrières d'Avignon s'appuie sur un site particulièrement attrayant tant au niveau du cadre de vie que de la proximité d'agglomérations plus importantes comme Cavaillon.

### **I.1.3 - La répartition par âge de la population**

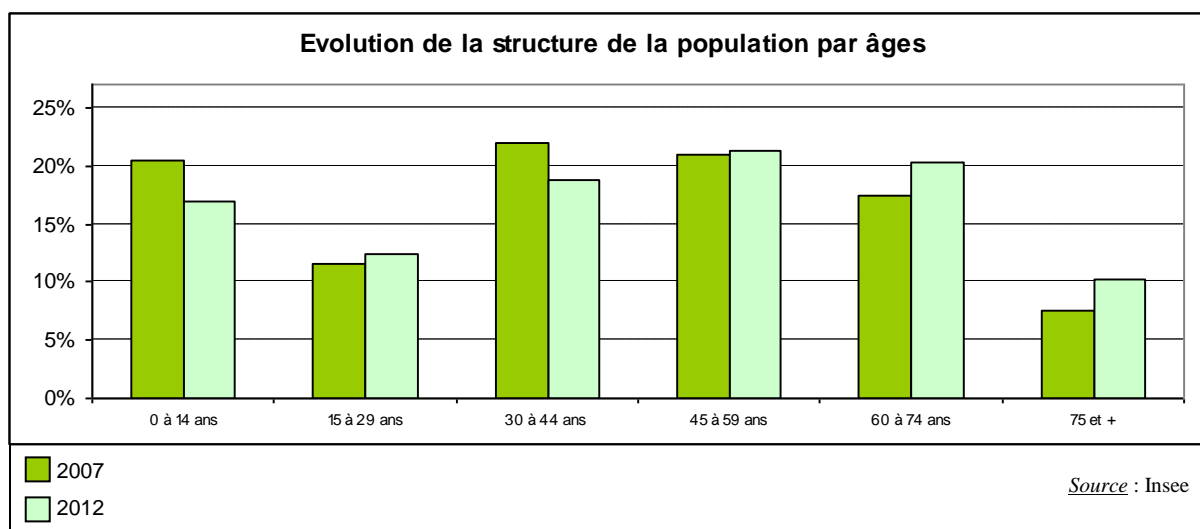
En 2012, la classe d'âge la plus représentée est celle des 45-59 ans. L'évolution démographique de ces dernières années nous montrent un certain vieillissement de la population : la part des 0- 44 ans est passée de 54,1 % en 2007, à 48,3% en 2012 au profit ainsi des classes d'âges supérieur (de + de 45 ans). Cependant, la part des 15 à 29 ans, augmente de 5,9%, soit +15 personnes.

Ces chiffres permettent de mettre en avant une population vieillissante, marquée par une augmentation du nombre de personnes ayant plus de 45 ans. Ces chiffres nous montrent que les jeunes ménages avec enfants, ne peuvent plus s'installer sur la commune, et de ce fait le renouvellement futur de la population n'est plus assuré.

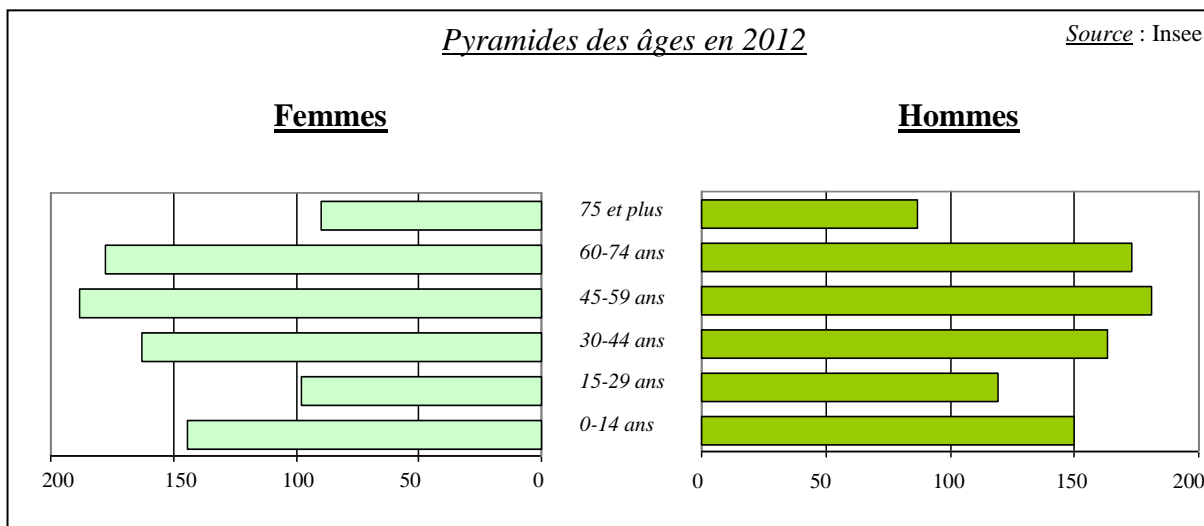
Ainsi les questions liées à l'accueil de nouveaux jeunes ménages mais aussi celles liées, au maintien des personnes âgées et à leurs besoins devront être prises en compte dans le PLU, afin d'équilibrer la structure de la population.

### Evolution de la population selon la classe d'âge, entre 2007 et 2012 (Insee)

	2007		2012		Taux d'évolution
	Nombre	%	Nombre	%	2007-2012
<b>Ensemble</b>	<b>1744</b>	<b>100%</b>	<b>1734</b>	<b>100%</b>	<b>-0,6%</b>
0 à 14 ans	357	20,5%	294	17,0%	-17,6%
15 à 29 ans	202	11,6%	217	12,5%	5,9%
30 à 44 ans	383	22,0%	326	18,8%	-14,9%
45 à 59 ans	365	20,9%	369	21,3%	1,1%
60 à 74 ans	304	17,4%	351	20,2%	15,5%
75 ans et+	133	7,6%	177	10,2%	33,1%



La pyramide des âges permet de nous montrer en effet, que la part des 45-59 ans est très importante, aussi bien pour les hommes que pour les femmes, avec un creusement pour la classe des 15-29 ans. Il s'agit d'un phénomène semblable à de nombreuses communes du Vaucluse. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs : certains jeunes partent de la commune pour aller faire leurs études, les jeunes actifs se dirigent vers des communes plus importantes pour trouver un emploi, l'offre en logement peu attractif ou pas adapté, notamment pour les jeunes ménages avec enfants.

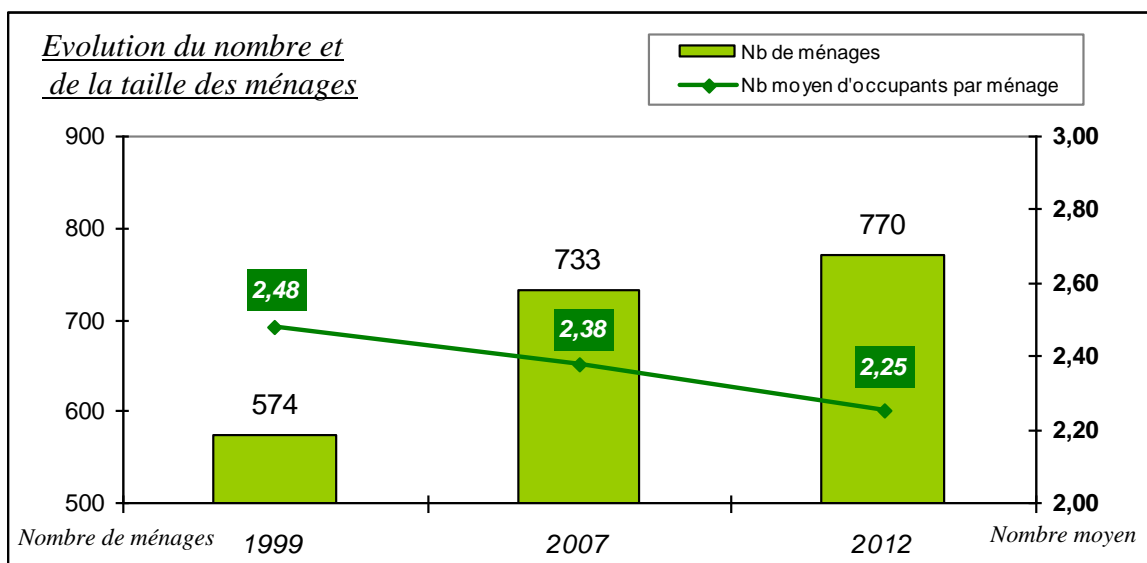


### **I.1.4 - Caractéristiques des ménages**

A Cabrières d'Avignon, le nombre de ménages augmente constamment, passant de 574 ménages en 1999 à 770 ménages en 2012, soit une hausse de 34,14 %. En revanche, le nombre moyen d'occupants diminue, passant de 2,48 occupants par logement en 1999 à 2,25 en 2012. Cette baisse du nombre moyen de personnes par ménage s'est opérée de manière continue durant ces dernières années.

Deux principaux facteurs influent sur l'évolution du nombre de personnes par ménage :

- L'évolution de la structure par âge de la population,
- Les comportements de cohabitation.



Le nombre moyen de personnes par ménage a diminué également du fait de l'érosion des modes traditionnels de cohabitation. Ainsi, l'augmentation de la part des personnes vivant seules est venue d'autant diminuer la taille moyenne des ménages.

Cela peut s'expliquer notamment par le départ des jeunes adultes (15-29 ans) vers les pôles urbains plus importants (poursuites d'études, emplois...), et l'augmentation de personnes ayant plus de 60 ans sur la commune dont le ménage comporte 1 à 2 personnes en général.

#### **Comparaison avec les autres territoires :**

- Un nombre moyen d'occupant en 2012 sur Cabrières d'Avignon plus faible (2,25%) que sur : la CCLMV (2,29%), le Département de Vaucluse (2,30%), Maubec (2,63%), Saumane en Vaucluse (2,46%), et Robion (2,42%). Il est plus important que sur : Fontaine de Vaucluse (2,09%) et Gordes (2,20%), et il est à égalité avec Oppède.



## I.2. LOGEMENT

### I.2.1 - Composition du parc de logements

La croissance de la population de Cabrières d'Avignon est la conséquence de celle du nombre de logements. En effet, l'évolution de la structure du parc de logements est à mettre en corrélation directe avec les phases d'évolution démographique, comme le montre l'augmentation du nombre de résidences principales sur la commune.

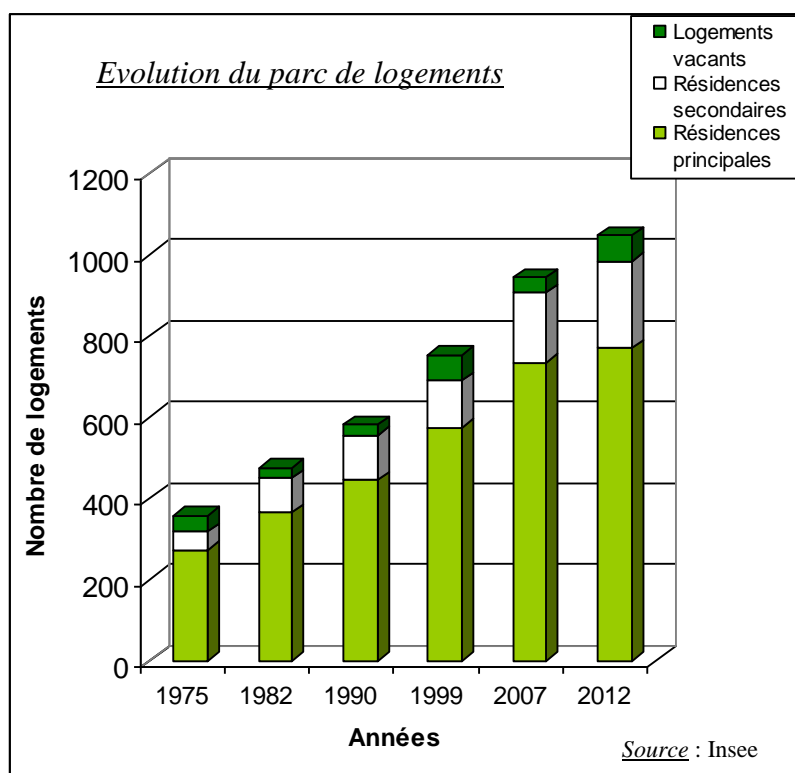
Ensemble des logements par type												
	1975		1982		1990		1999		2007		2012	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
<b>Parc de logements</b>	<b>357</b>	<b>100%</b>	<b>475</b>	<b>100%</b>	<b>581</b>	<b>100%</b>	<b>754</b>	<b>100%</b>	<b>944</b>	<b>100%</b>	<b>1046</b>	<b>100%</b>
Résidences principales	274	76,75%	365	76,84%	445	76,59%	574	76,13%	733	77,65%	770	73,61%
Résidences secondaires	43	12,04%	85	17,89%	109	18,76%	116	15,38%	173	18,33%	213	20,36%
Logements vacants	40	11,20%	25	5,26%	27	4,65%	64	8,49%	38	4,03%	63	6,02%

Le parc de logements de Cabrières d'Avignon a fortement progressé depuis 1975 : le nombre de logements a augmenté de 193 %, passant de 357 logements en 1975 à 1046 en 2012. Cependant, on constate un ralentissement de cette progression du parc du logement +30% entre 1990 et 1999, +25% entre 1999 et 2007, et +11% entre 2007 et 2012. Le parc se structure de la manière suivante :

- Une part de résidence principale importante. En 2012, les résidences principales représentaient 73,6% du parc de logements sur la commune, cette part connaît une diminution depuis 2007 (elle représentait 77,65% en 2007). Cette part en 2012, est la plus faible connue depuis 1975.

- Une part de logements secondaires sur la commune non négligeable : environ 20,36% en 2012. Le nombre de logement secondaire connaît une augmentation depuis 2007 (+40 logements), avec une part augmentant aussi (15,38% en 1999, 18,33% en 2007 contre 20,36% en 2012).

- Une faible part de logements vacants : 6% en 2012. Cependant, leur nombre est en augmentation depuis 2007 (+25 logements), avec une part augmentant de 2 points (4% en 2007, contre 6% en 2012).



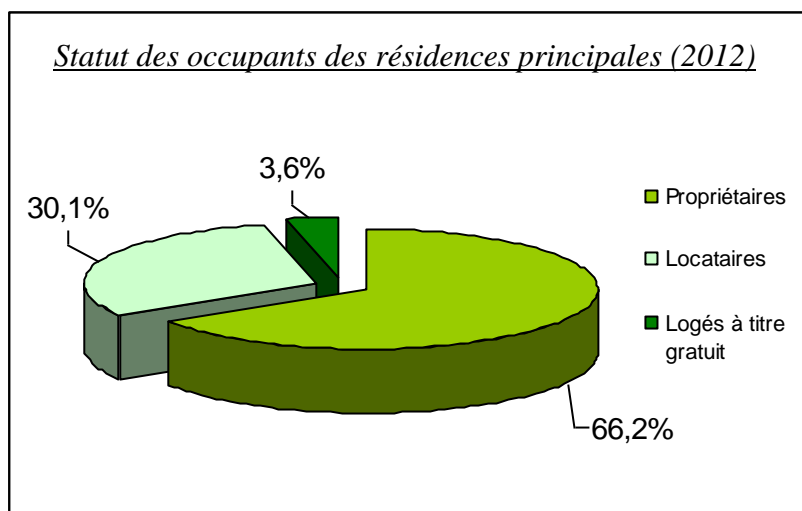
## **I.2.2 - Caractéristiques du parc de résidences principales**

### **a) Une majorité de propriétaires**

Résidences principales selon le statut d'occupation (Insee)					
Types de logements	2007		2012		Evolution 2007-2012
	Nb	%	Nb	%	
<b>Résidences principales</b>	<b>733</b>	<b>100%</b>	<b>770</b>	<b>100%</b>	<b>4,8%</b>
Propriétaires	469	64%	510	66,2%	8%
Locataires	230	31,4%	232	30,1%	0,9%
<i>Dont logements HLM</i>	18	2,5%	29	3,8%	37,9%
Logés à titre gratuit	34	4,6%	28	3,6%	-21,4%

Sur la commune de Cabrières d'Avignon, il apparaît nettement que l'occupation des logements est très largement le fait de propriétaires. En effet, en 2012, ils représentent 66,2% des occupations de résidences principales.

Entre 2007 et 2012, la part des propriétaires a augmenté de 2,2 points (soit +41 personnes), la part des locataires a diminué de 1,3 points, (mais avec +2 personnes). On constate une progression du nombre de logement HLM sur la commune (+9 logements, avec une augmentation de +1,3 points en part).



### **b) Une offre de logements locatifs non négligeable**

Le nombre de locataire sur la commune est plus faible par rapport au nombre de propriétaire, mais il est non négligeable. En effet, ils représentent 30,1% des occupants des logements sur la commune en 2012 contre 31,4% en 2007.

A noter une augmentation du nombre de logements locatifs à loyer modéré (+11 logements entre 2007 et 2012, soit une augmentation de 38%), avec une part de 3,8% en 2012, contre 2,5% en 2007.

La commune de Cabrières d'Avignon dispose de 29 logements locatifs à loyer modéré en 2012.

### c) La typologie du bâti

La fluctuation du type de ménage est liée à l'évolution du type de résidences principales. En effet, l'évolution de la structure de la typologie du bâti est à mettre en corrélation directe avec les phases d'évolution de la composition des familles et les tensions sur le marché du logement.

En 2012, La maison individuelle reste le type de logements le plus représenté sur la commune avec 85,1% des résidences principales, contre seulement 14,1 % pour la part des appartements. Cependant, la part des appartements est en hausse, en 1999 elle était de 3 % contre 9,7% en 2007, et 14,1% en 2012, soit une augmentation de 125 appartements.

Cette évolution du nombre d'appartement est un point positif, en effet les jeunes ménages sont à la recherche de ce type de bâti, qui leur permet de s'installer ou de rester sur la commune. Cependant, les appartements ne sont pas en nombre suffisants pour répondre à l'ensemble de la demande, ce qui se traduit par une tension sur le marché du logement.

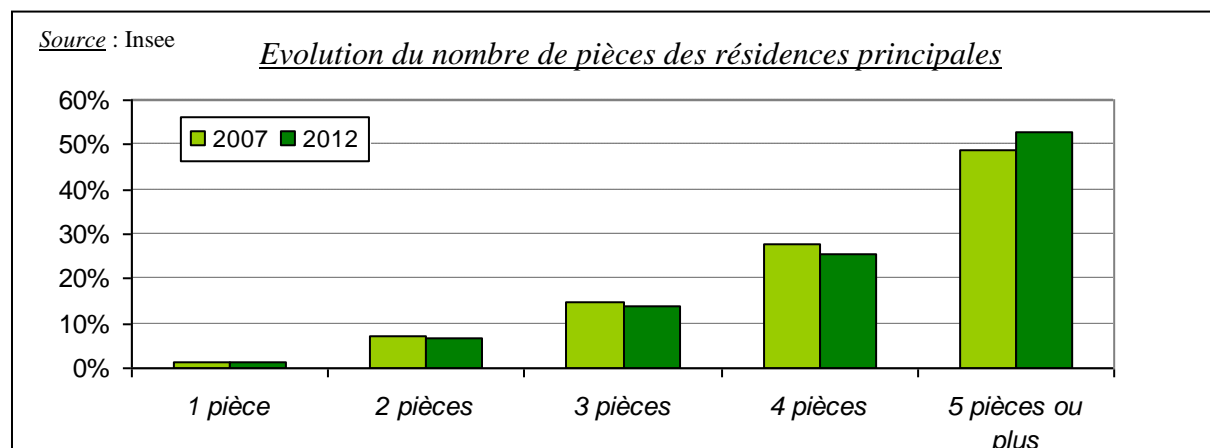
### d) La taille des logements

Résidences principales selon le nombre de pièces (Insee)				
Nombre de pièces	2007	%	2012	%
<b>Ensemble</b>	<b>733</b>	<b>100%</b>	<b>770</b>	<b>100%</b>
<b>1 pièce</b>	11	1,5%	10	1,3%
<b>2 pièces</b>	52	7,1%	51	6,6%
<b>3 pièces</b>	108	14,7%	107	13,9%
<b>4 pièces</b>	204	27,8%	196	25,5%
<b>5 pièces ou plus</b>	358	48,8%	406	52,7%

On constate en 2012 que le type de logement le plus représenté est celui des 5 pièces et plus. Il représente, en 2012, 52,7% des résidences principales, soit près d'un logement sur deux, et a augmenté en nombre de 13,4%, et en part de 3,9 points entre 2007 et 2012.

Par ailleurs, les logements de 4 pièces et plus représentent 78,2% des résidences principales sur la commune en 2012 (76,6% en 2007).

On remarque, que le nombre de logement de moins de 3 pièces est resté stable, passant de 171 logements en 2007 à 168 en 2012 (soit -3 logements), mais leur part diminue de -1,5 point. En 2007 les logements de moins de 3 pièces représentaient 23,32%, contre 21,8% en 2012. On peut constater aussi, que les appartements réalisés dernièrement, n'ont pas favorisés l'augmentation des logements de petites tailles.



Les types de logements présents sur Cabrières d'Avignon, et leurs évolutions ne sont pas en adéquation avec les besoins mis en évidence. En effet, on constate une faible part de petits logements (1 ou 3 pièces), alors que les jeunes ménages (20 – 30 ans) sont sous représentés, et que le nombre de personnes âgées augmente sur la commune. Ce constat laisse penser que les petits ménages à bas revenus ou les personnes seules qui souhaitent s'installer sur la commune sont confrontés à une inadéquation entre leur demande et l'offre en logement, qui est principalement constituée de grands logements individuels.

Ce phénomène risque d'une part de renforcer le vieillissement de la population en n'offrant pas la possibilité à de jeunes ménages désireux de s'installer sur la commune, de trouver un logement adapté à la composition de leur famille, et d'autres parts augmenter le risque de vulnérabilité de nombreuses personnes âgées, en ne pouvant leur offrir des logements adaptés et donc de leur permettre de rester sur la commune.

#### **Comparaison avec les autres territoires : (Pour 2012)**

- Une part de résidence principale plus faible sur Cabrières d'Avignon (73,6%), contre 82,4% sur la CCLMV, 83,1% pour le Vaucluse, 94,4% pour Maubec, 86,3% pour Robion, 81,8% pour Lagnes, 78% pour Fontaines de Vaucluse. Mais elle est plus importante que sur Oppède 68,3%, Saumane de Vaucluse 50,9%, et Gordes 49,1%.
- La part de résidence secondaire est plus faible sur Cabrières d'Avignon (20,4%), que sur Saumane de Vaucluse 47%, Gordes 42% et Oppède 25,3%. Mais elle est plus importante que sur Fontaine de Vaucluse 13,5%, Lagnes 11,6%, la CCLMV 8,9%, le Vaucluse 7,4%, Robion 7,1%, et Maubec 2,7%.
- Une part de logement vacant faible sur Cabrières d'Avignon (6%), contre 8,7% pour la CCLMV, 9,5% pour le Vaucluse, 6,7% pour Robion, 6,4% sur Oppède, 6,6% sur Lagnes, 8,9% sur Gordes, 8,5% sur Fontaines de Vaucluse.

Le parc de logements de la commune de Cabrières d'Avignon présente certaines caractéristiques que l'on retrouve dans la majorité des communes de secteur, à savoir :

- Un taux relativement faible de logements vacants ;
- Une prépondérance de logements individuels ;
- Une part importante de grands logements ;

Mais possèdent également ces particularités :

- Un taux raisonnable de résidences secondaires mais en augmentation ;
- Une part relativement importante de locataires ;
- Une augmentation du nombre d'appartements.

Ces éléments font apparaître une certaine dynamique sur la commune, dynamique qui permet de proposer une offre en logements plus diversifiée que sur un certain nombre de communes équivalente (taille et localisation). Cependant, une partie de la baisse de la part des jeunes ménages constatée entre 2007 et 2012, peut être mise en corrélation avec la structure du parc de logements, qui malgré certaines évolutions (progression du nombre des logement locatifs, augmentation du nombre d'appartements,...), ne permet peut être pas de répondre

complètement à la demande de cette population qui débute son parcours résidentiel et qui bien souvent recherche des petits logements et privilégie le locatif. Il ne s'agit pas de l'unique raison de la part faible des jeunes ménages, cette faible représentation relevant également d'autres aspects : attractivité du milieu pour ces jeunes, emplois sur le secteur, faible rotation du parc locatif,...

La structure du parc de logements peut également laisser penser que les ménages à bas revenus ou les personnes seules qui désirent s'installer sur la commune Cabrières d'Avignon sont susceptibles d'être confrontés à une certaine inadéquation entre leur demande et l'offre en logements. Cependant, comme le montre les données présentées précédemment, depuis quelques années, un certain nombre d'actions ont été menées pour assurer une certaine diversité de l'offre en logements, notamment par la création de logements à destination des ménages modestes ; actuellement 29 logements de ce type sont présents.

Le comportement actuel de la population constaté dans le département de Vaucluse qui désire transférer sa résidence principale en milieu rural et le desserrement des familles, exercent une pression croissante sur l'habitat de Cabrières d'Avignon.

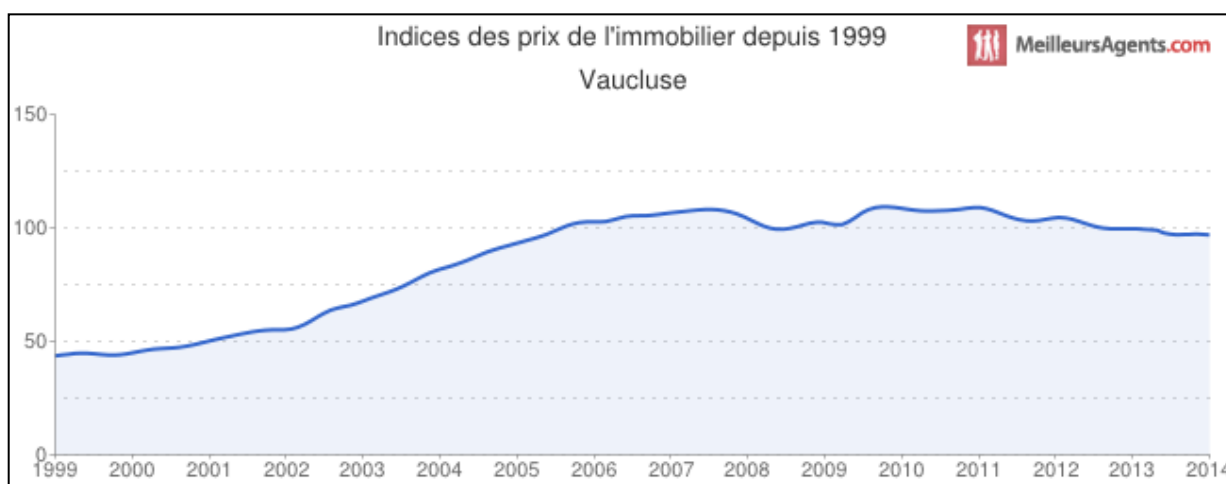
Cette demande devrait donc s'accroître dans les années à venir, car de par son implantation, la commune dispose des éléments nécessaires pour capter la demande d'une population à la recherche d'un compromis entre la proximité des équipements et des emplois et la présence d'un environnement attrayant.

### **I.2.3 - Quelques éléments sur le marché du logement dans le Vaucluse et sur Cabrières d'Avignon**

#### **a) Département de Vaucluse**

En 2014, le Vaucluse conserve encore des prix raisonnables, face à des départements comme les Alpes-Maritimes, le Var ou les Bouches-du-Rhône qui détiennent des moyennes de prix beaucoup plus élevées.

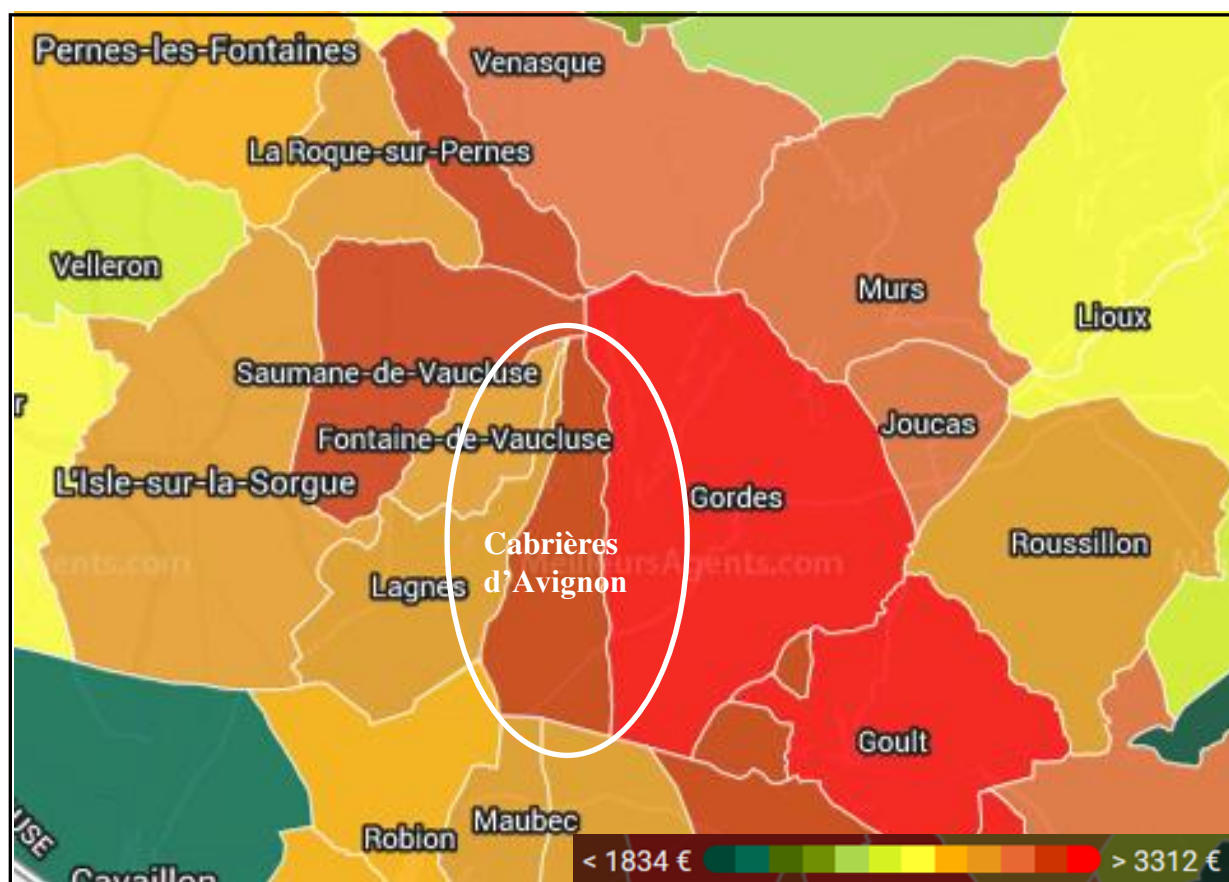
Le Vaucluse est le deuxième département le moins cher de la région avec en moyenne 2218€/m<sup>2</sup> pour une maison et 2074€/m<sup>2</sup> pour un appartement. Il est classé juste après le département des Alpes de Hautes Provence qui affiche un prix moyen de 1912€/m<sup>2</sup>. Le département le plus cher, les Alpes Maritime, a un prix au mètre carré moyen de 4149€. Le niveau de prix du Vaucluse reste sensiblement le même que celui de la région PACA.



Source : meilleursagents.com et données publiques (Insee, Notaires)

b) Cabrières d'Avignon

Au deuxième semestre 2015, les prix de l'immobilier de Cabrières d'Avignon sont estimés à 3239m² en moyenne pour une maison. Pour les communes voisines, les prix moyens au m² pour une vente sont respectivement de 3618 € pour Gordes, 3254 € pour Saumane de Vaucluse, 2743 € pour Lagnes, 2517 € pour Maubec, et 2461 € pour Robion.



Source : meilleursagents.com

## SYNTHESE DEMOGRAPHIE ET HABITAT

<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>
Légère augmentation de la population des 15 à 29 ans.	Une croissance démographique négative depuis 2007.
Augmentation du nombre de ménages : +34 % entre 1999 et 2012.	Une population marquée par un certain vieillissement, avec une augmentation des classes d'âges de + de 45 ans.
Peu de logements vacants sur le territoire communal (6%).	Un parc locatif qui tend à se développer mais qui semble insuffisant.
Augmentation du nombre d'appartements.	Une sous représentations des logements de petites tailles (1 à 3 pièces) au profit des logements de 4 pièces et plus.

<i>Enjeux</i>
Aujourd'hui, la forte présence de grands logements (4 pièces et plus), associée à prix du foncier très élevé, exerce une pression importante sur le parc de logement et ne permet pas suffisamment aux personnes à revenus moyens où aux jeunes ménages avec enfants de venir s'installer sur la commune ou d'y rester.
Si la commune souhaite retrouver son essor démographique, elle devra optimiser son attractivité et permettre l'accueil de nouvelles populations, constituées notamment de jeunes ménages. Ainsi, la commune devra poursuivre la réalisation logements adaptés à leur situation et à leurs besoins (diversification du type d'habitat).
Enfin, l'arrivée de nouvelles populations devra être en cohérence avec les équipements communaux.

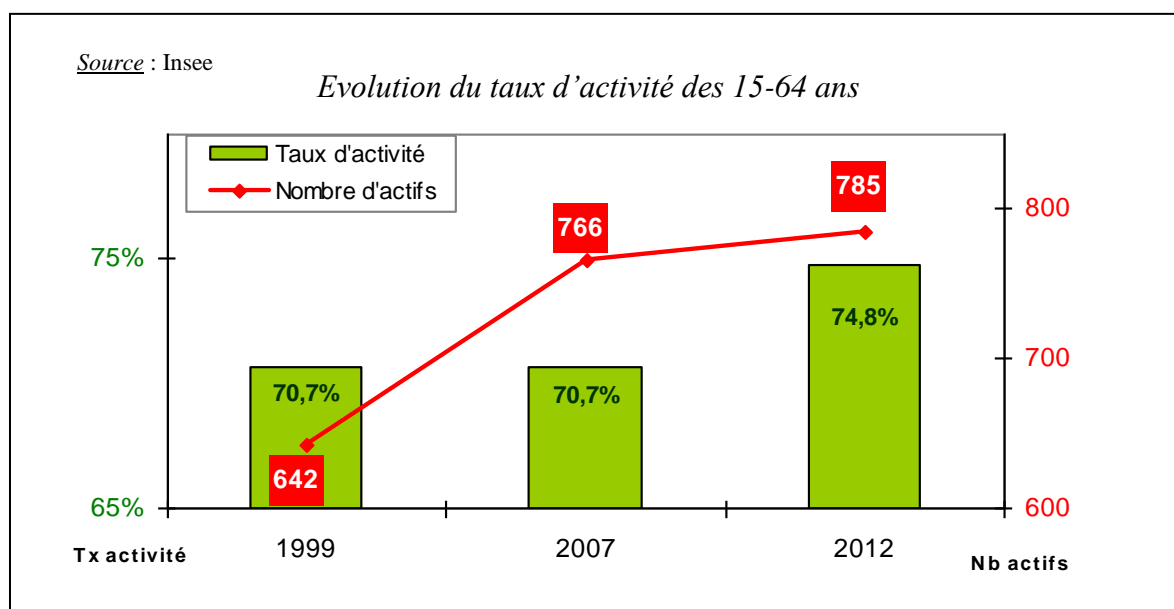


## I.3. ACTIVITES ECONOMIQUES

### I.3.1 - La population active

#### a) Taux d'activité

Les variations de la population de Cabrières d'Avignon se sont accompagnées d'une évolution de la population active.



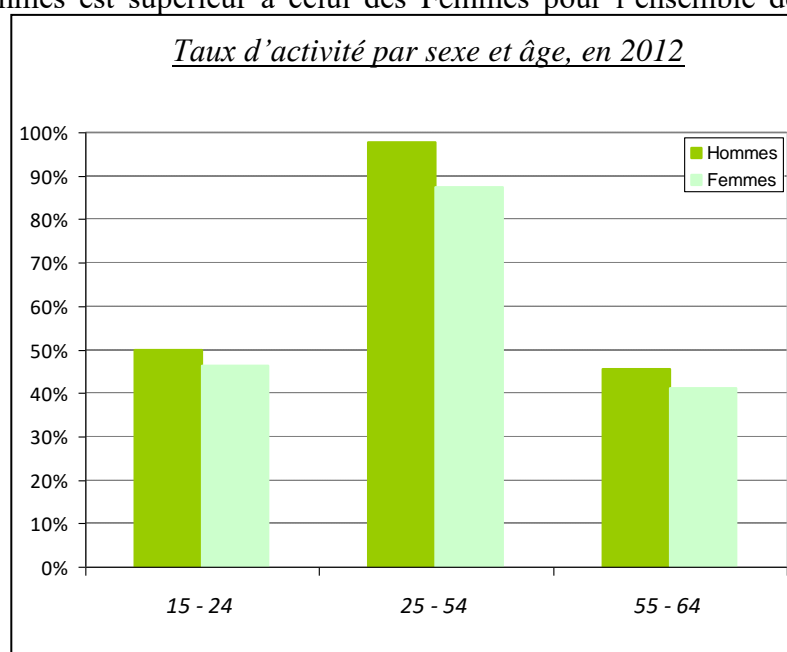
En 2012, le nombre d'actifs entre 15 et 64 ans est de 785, avec un taux d'activité de 74,8%. L'évolution du taux d'activité a connu une stabilisation en part entre 1999 et 2007 (70,7%), avec par la suite une augmentation depuis 2007, passant de 70,7% en 2007, à 74,8% en 2012.

Le taux d'activité de Cabrières d'Avignon reste supérieur à celui du Vaucluse (71,5% en 2012), et à celui de la CC LMV (72,1%).

Concernant la répartition des actifs de 15 à 64 ans par tranche d'âge et par sexe, on constate que le taux d'activité des hommes est supérieur à celui des Femmes pour l'ensemble des classes d'âges.

De manière générale, le taux d'activité des hommes est de 74,5% et celui des femmes est de 67% en 2012, soit une différence de 7,5 points.

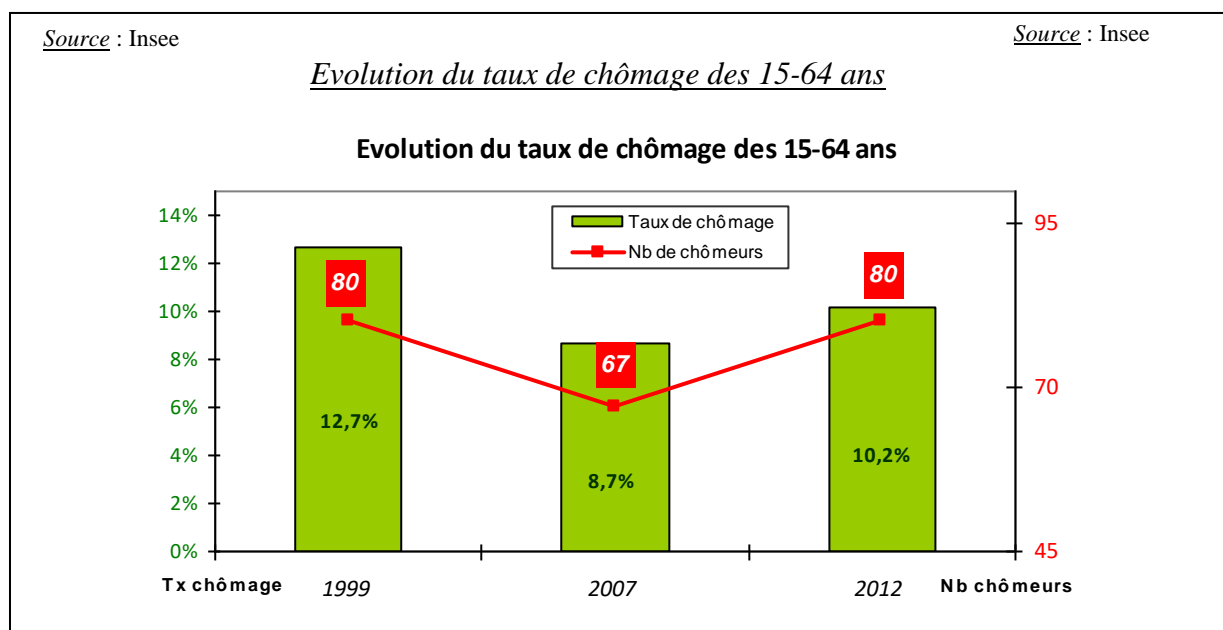
Il s'agit d'un phénomène courant s'expliquant par le fait que dans certains cas, les femmes aident leur conjoint dans leur travail sans occuper un statut d'actif (exemple des activités agricoles, de commerce ou encore d'artisanat).



## b) Taux de chômage

Entre 2007 et 2012, le nombre de chômeurs a augmenté, passant de 67 à 80 chômeurs, pour atteindre le même nombre qu'en 1999. Parallèlement, le taux de chômage a baissé de 4 points entre 1999 et 2007, et a augmenté de 1,5 points entre 2007 et 2012. Il était de 12,7% en 1999, 8,7% en 2007 et 10,2% en 2012.

Le taux de chômage en 2012 sur la commune de Cabrières d'Avignon est moins important par rapport à celui du département (15,8%), et à celui de la CCLMV (15,7%).



Dans le cadre de la répartition par sexe, ce sont les femmes qui sont les plus touchées avec un taux de chômage de 13,8% contre 7% pour les hommes en 2012. Ainsi, les femmes représentent 63,8% des chômeurs en 2012, contre 64,2% en 2007.

## c) Statut et condition d'emploi

En 2012, la commune de Cabrières d'Avignon compte 75,9% de salariés et 24,1% de personnes non salariées parmi celles des 15 ans ou plus qui ont un emploi. Au sein des 519 personnes salariées, la répartition entre les femmes et les hommes est presque à égalité (avec 49,3% pour les femmes et 50,7% pour les hommes).

Sur l'ensemble des personnes ayant un emploi en 2012, les femmes ont le pourcentage (79,5%) le plus important dans la catégorie salariés par rapport aux hommes (67,1%), et ont ainsi un taux moins important de non salariés (de 20,5% contre 32,9% pour les hommes). En 2012, les femmes salariées sont aussi les plus nombreuses à temps partiel (31,4%), contre 8,8% pour les hommes.

Formes d'emploi des 15 ans ou plus en 2012 (Insee)				
	Hommes		Femmes	
	Nb	%	Nb	%
Salariés	263	67,1%	256	79,5%
Titulaire de la fonction publique et CDI	225	57,4%	221	68,6%
CDD	13	3,3%	29	9%
Intérim	4	1%	2	0,6%
Emplois aidés	4	1%	1	0,3%
Apprentissage – stage	17	4,3%	3	0,9%
Non salariés	129	32,9%	66	20,5%
Indépendants	68	17,3%	44	13,7%
Employeurs	59	15,1%	19	5,9%
Aides familiaux	2	0,5%	3	0,9%

d) Les établissements actifs par secteur au sein de la commune

En 2013, 258 établissements actifs ont été recensés. On constate que le secteur le plus représenté sur le territoire communal est le secteur tertiaire marchand (*Commerce, service divers, transports*), avec une part de 69,4%. Le secteur de la construction arrive en seconde position (11,4%), puis le tertiaire non marchand (*administration, enseignement, santé, action sociale*) avec 8,9%. Enfin, les secteurs de l'industrie (5,4%), et de l'agriculture (5 %) sont les moins représentés sur la commune en 2012.

### I.3.2 Les emplois et migrations journalières

Les migrations journalières domicile/travail sont très importantes vers les communes voisines de Cabrières d'Avignon. En effet, la part des actifs travaillant et résidant à Cabrières d'Avignon ne représentent que 29,1% des actifs en 2012, et ce pourcentage est en diminution depuis 2007 (-1,6 points). A noter cependant, que de nombreux emplois comptabilisés par l'Insee dans « des communes différentes » (506 actifs en 2012), sont localisés en partie dans la zone économique de Coustellet, qui regroupe plusieurs communes limitrophes de Cabrières d'Avignon.

Lieu de résidence - lieu de travail (Insee)			
Actifs ayant un emploi :	2007	2012	Evolution 2007 - 2012
<b>Ensemble</b>	<b>703</b>	<b>714</b>	<b>+1,56%</b>
Travaillent et résident:			
* dans la même commune	216	208	-3,7%
<b>%</b>	<b>30,7%</b>	<b>29,1%</b>	<b>-1,6 pts</b>
* dans des communes différentes:	487	506	+3,9%
<b>%</b>	<b>69,3%</b>	<b>70,9%</b>	<b>+1,6 pts</b>
- du même département	415	450	+8,4%
- de départements et régions différents	69	54	-21,7%
- hors France métropolitaine	3	2	-33%

### **Comparaison avec les autres territoires (pour 2012) :**

- Un Taux d'activité plus important sur Cabrières d'Avignon (74.8%) comparativement à la CCLMV 72,1%, au département 71,5%, à Saumane 71,5%, à Maubec 73,9%, à Oppède 73,8%, et à Robion 73,8%.
- Un Taux de chômage plus faible sur Cabrières d'Avignon (10,2%), la CCLMV à 15,7%, le département 15,8%, Fontaine de vaucluse 20%, Oppède 13,4%, Lagnes 11,7% et Robion 10,6%.
- Une part d'emploi salarié sur la commune important (75,9%), la CCLMV à 82,1%, Saumane 58,1%, Robion 69,6%, Oppède 56,2%, Lagnes 64,6%, Gordes 66,9%, et 82,4% pour le Vaucluse.

### **I.3.3 - Les services, le commerce et l'artisanat de Cabrières d'Avignon**

A l'échelle du SCoT du bassin de vie Cavaillon Coustellet L'Isle sur la Sorgue, le Document d'Orientations Générales définit cinq niveaux de fonctions commerciales complémentaires, parmi lesquels se trouvent :

**La fonction de dépannage :** le pôle de dépannage accueille une offre commerciale exerçant un rôle local, plus ou moins diversifiée en commerces traditionnels (avec parfois la présence d'une superette alimentaire et répondant à des achats quotidiens (pain, presse, boucherie, épicerie...)).

**Pôles concernés :** *Maubec, Lagnes, Oppède, Cabrières d'Avignon, Mérindol, Les Taillades, et Saumane.*

**La fonction relais :** le pôle relais accueille une offre commerciale rayonnant à l'échelle de plusieurs communes répondant à la fois à une fonction de proximité et à certains besoins occasionnels lourds (bricolage, jardinage, petits matériaux).

**Pôles concernés :** *Le Thor et Coustellet*

La commune de Cabrières d'Avignon, bénéficie d'une activité économique dynamique, elle compte de nombreuses entreprises, commerces, et artisans au sein de son territoire.

Il faut noter que nous trouvons deux grandes zones de commerces sur la commune : au niveau du centre historique, et au niveau de Coustellet (le long de la RD900).

- Dans le village nous trouvons plusieurs commerces et activités (bureau de poste, boulangerie, boucherie, épicerie, agence immobilière, docteur, kinésithérapeute...), ainsi que trois restaurants.





*Commerces et activités au sein du village*

- Dans la zone d'activité qui est située au hameau du Coustellet, de nombreux commerces existent (restaurants, agences immobilières, pharmacie, magasin d'art...).

Cette zone s'est développée sur le territoire de plusieurs communes ; elle comprend un éventail de commerces très important.

Commerces / services zone de Coustellet		
Fruits et légumes	Restaurants	Boulangeries
Pharmacie	Rotisserie	Poissonnerie
Auto-école	Coiffeurs	Dentiste
Kiné	Institut de beauté	Magasin de vêtements
Ostéopathes	Opticien	Agences immobilières
Galerie d'art	Vétérinaire	Toilettage d'animaux
Pressing	Antiquité	Pisciniste
Magasins de bibelots	Magasin de matériaux	Banques



*Commerces et activités au sein de la zone de Coustellet*





En outre, la proximité des agglomérations plus importantes comme Cavaillon, ou de l'Isle sur la Sorgue, ainsi que des petites communes alentours, permet de compléter cette offre déjà riche en services et commerces.

### **I.3.4 - Le tourisme**

Le tourisme joue un rôle important, directement ou indirectement, dans l'économie locale.

Situé au cœur du pays de la pierre sèche, à proximité de Gordes et de Fontaine de Vacluse, Cabrières d'Avignon est un très charmant village qui ne manque pas de pittoresque et qui a su garder son caractère authentique.

Les amoureux des vieilles pierres sont comblés par la richesse du village, nous trouvons de vieilles maisons construites en pierres sèches ou restaurées avec goût avec des enduits rustiques, un château avec ses tours, une église, et surtout le reste d'une partie de la muraille de la peste du 18<sup>ème</sup> siècle présent au nord du village.

Le Nord de la commune est constitué principalement de bois et de garrigues, avec notamment une forêt de 5 hectares de grands cèdres plantés en 1860. Cette forêt est un paradis pour les touristes, elle offre un lieu d'ombrage et de fraîcheur privilégié pour les chaudes journées d'été et fait la joie des passionnés de la nature.

Un parcours de santé, un espace pique-nique, un sentier botanique et une buvette ont été aménagés dans ce lieu exceptionnel.

Au sud de la commune, le paysage est marqué par la présence de vignes appartenant à l'AOC « Ventoux ».

A noter, qu'une opération Grand site est en cours d'étude sur Fontaine de Vacluse. Une partie du territoire de Cabrières d'Avignon est concernée par le projet.

De nombreux équipements touristiques sont présents pour accueillir les touristes : hôtel, chambres d'hôtes, des chemins de randonnées, un sentier botanique, des équipements sportifs et le musée de la lavande sur Coustellet.



La forêt des cèdres



Le château



Le musée de la lavande



Le stade

## Les circuits de cyclotourisme

Le territoire communal est localisé à proximité circuit cyclo-touristique dénommé « autour du Luberon à vélo ». Mais de nombreux autres itinéraires balisés sont possibles dans les alentours.



### Légende / key

- Autour du Luberon à vélo : 236 km
- - - Liaison de Robion à L'Isle-sur-la Sorgue : 10 km  
non balisée / non-signposted
- Le Pays de Forcalquier - Montagne de Lure  
à vélo : 44 à 78 km
- - - Liaisons de Rocher d'Ongles à Forcalquier : 14 km
- Les Ocre à vélo : 15 à 51 km
- .... Extension disponible sur l'application mobile  
« Les Ocre à vélo » : non balisée / non-signposted
- .... Liaison de Revest-des-Brousses à Rustrel : 26 km  
non balisée / non-signposted
- Le Pays d'Aigues à vélo : 41 à 91 km
- .... Liaisons de l'itinéraire "Le Pays d'Aigues à vélo"
- La Véloroute du Calavon / greenway - EuroVelo 8 : 37 km  
de Robion à Saint-Martin de Castellon  
et 2 km à Céreste
- Extension de la Véloroute : en projet
- Application mobile Challenge de Lure : 18 km  
non balisée / non-signposted
- Limite du Parc naturel régional du Luberon

Source : provence-a-velo.fr



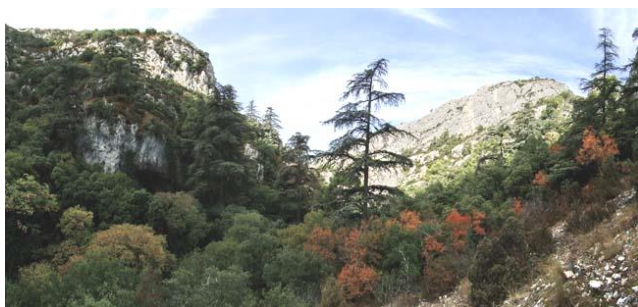
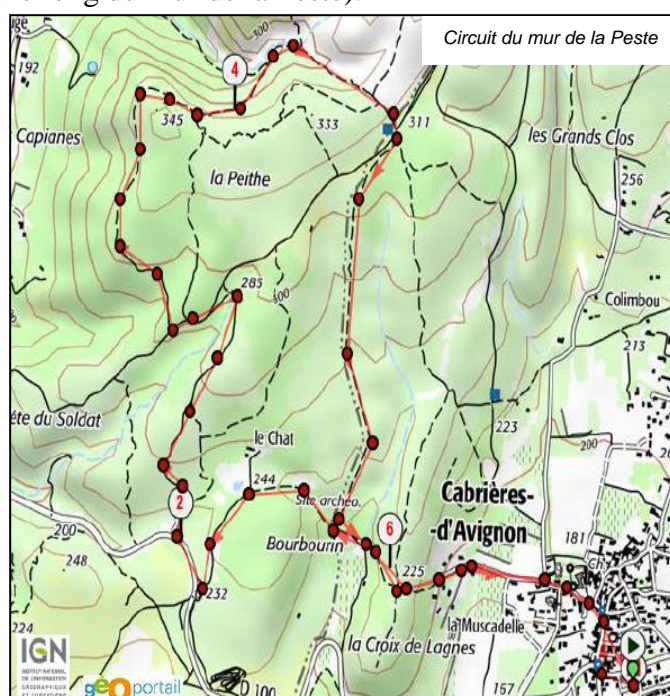


## Les itinéraires de randonnées (PR et GR)

Le PDIPR a été créé par la loi en 1983. Il a pour vocation de préserver le réseau des chemins ruraux mais aussi de garantir la continuité des itinéraires de randonnée. C'est un outil efficace pour gérer et améliorer les réseaux d'itinéraires dans le respect de l'environnement. C'est également une opportunité pour mieux organiser la pratique et valoriser les territoires. L'inscription d'un itinéraire au PDIPR le protège juridiquement, il est donc opposable aux tiers en cas de projets pouvant menacer la pratique ou en modifier les caractéristiques. Les communes sont parties prenantes car leur délibération est obligatoire pour inscrire un itinéraire au plan.

Des itinéraires de randonnée définis par le PDIPR ont été mis en place sur la commune de Cabrières d'Avignon, notamment au sein des Monts de Vaucluse (tel que le circuit le long du mur de la Peste).

Ces itinéraires sont de réelles opportunités pour les communes qui souhaitent développer des activités sportives de pleine nature. Ils permettent de proposer une offre de randonnées équestres ou pédestres, dans un contexte sociale et touristique, où les chemins et sentiers répondent de plus en plus à un réel besoin de la population locale et touristique.



### **I.3.5 - L'agriculture**

#### **▪ Le contexte départemental**

L'activité agricole du Vaucluse s'articule autour de trois productions majeures : vins, fruits et légumes qui représentent 82 % de la potentialité agricole du département. Les filières viticole (40 %) et fruitière (30 %) en sont les deux piliers avant les légumes (12 % du chiffre d'affaires agricole). La production de plants de pépinières (9 %) qui regroupe notamment les pépinières viticoles et les vignes mères de porte greffe, arrive en quatrième position.

Le Vaucluse est le premier producteur national pour la cerise, le raisin de table et la truffe. Il prend la deuxième place pour le melon, la poire, la courge, la courgette et la lavande. Il est en troisième position pour les vins d'appellation, la figue, la fraise, le lavandin et deux légumes phares de la ratatouille : le poivron et l'aubergine.

#### **Des exploitations moins nombreuses mais qui s'agrandissent, avec des potentiels de production accrus**

En 10 ans (2000-2010), le Vaucluse perd près d'un quart de ses exploitations, mais sa surface agricole diminue moins fortement (-10%). Les exploitations professionnelles s'agrandissent, passant de 16 à 19 ha de superficie agricole utilisée en moyenne par exploitation. Les cultures spécialisées, principalement le secteur arboricole et le verger, diminuent (-22%). Un faible renouvellement de la part des jeunes chefs d'exploitation est constaté. En 2010, 16% des chefs d'exploitations ont moins de 40 ans, contre 23% en 2000.

En 2010, le nombre d'exploitations est de 5 920 dans le Vaucluse, soit 27 % du total régional. Ces exploitations s'étendent sur 111 220 ha de superficie agricole. 1 910 d'entre elles ont disparu en dix ans, soit près d'une sur quatre. Cette baisse est comparable à celle que connaît la région. Toutefois, le potentiel de production a moins diminué que le nombre d'exploitations (- 14 %), les exploitations de potentiel économique important ayant disparu moins rapidement que les autres. Ainsi, en 2010, les 10% d'exploitations les plus grandes contribuent à 43% du potentiel de production standard du département.

En effet, on constate entre 2000 et 2010 une diminution plus soutenue des petites exploitations (-30%). Il s'agit des exploitations dont le potentiel de production est inférieur à 25 000 €. Elles ne représentent que 34% des exploitations du département, occupent 8% de la superficie agricole et contribuent pour 3% à la production agricole potentielle départementale.

Les exploitations agricoles selon leur potentiel de production, en 2010			
Chiffres d'affaires en €	Nombre d'exploitation	Part	Occupation de la SA
<b>TOTAL</b>	<b>5920</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>&lt; 25 000</b>	2020	34%	8%
<b>&gt; 25 000</b>	3900	66%	92%
Dont > 100 000	2190	37%	69%

Source : Agreste – RGA 2010

En 2010, un peu plus d'1/3 des exploitations du département sont gérées par des exploitations individuelles. Cette proportion est faible à l'échelle de la région PACA, qui totalise près de 80% d'exploitations individuelles. De plus, dans le Vaucluse ce statut est en net recul puisqu'il concernait plus des 3/4 des exploitations en 2000.

De manière générale, on note une augmentation des terres cultivées par les exploitations professionnelles. Les exploitants individuels deviennent moins nombreux, et les formes sociétaires se multiplient et plus particulièrement les EARL, dont la part passe de 12 à 17% des exploitations entre 2000 et 2010.

### **La vigne perd un peu de terrain, les plantes à parfum et les prairies s'étendent**

En 2010, les vignes occupent 46 % de la superficie agricole du département et s'étendent sur 50 930 ha, environ 7 000 ha de moins qu'il y a dix ans. Les vignes de qualité (AOP et IGP) reculent moins fortement (- 8 %) que les vignes sans indication géographique (- 40 %) mais perdent toutefois 3 700 hectares.

Elles couvrent aujourd'hui 95 % de la superficie en vignes du département (93 % en 2000). Les vignes à raisin de table sont quant à elles en diminution (- 26 % en dix ans) et n'occupent plus que 3 300 ha.

Les surfaces en céréales et oléoprotéagineux sont relativement stables et occupent 21 % de la superficie agricole en 2010 (19 % en 2000). Le blé dur représente à lui seul 64 % de cette surface en grandes cultures et est en augmentation de 10 % sur les dix dernières années.

Les prairies, cultures fourragères et surfaces toujours en herbe occupent 1 600 ha de plus qu'il y a dix ans, soit 11 % de la superficie agricole départementale. La superficie toujours en herbe peu productive, 56 % de ces surfaces, s'est en effet étendue depuis 2000, tout comme les prairies temporaires, qui occupent 1 800 ha (350 ha en 2000). Le poids des prairies dans la superficie agricole est aujourd'hui supérieur à celui de l'arboriculture, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans.

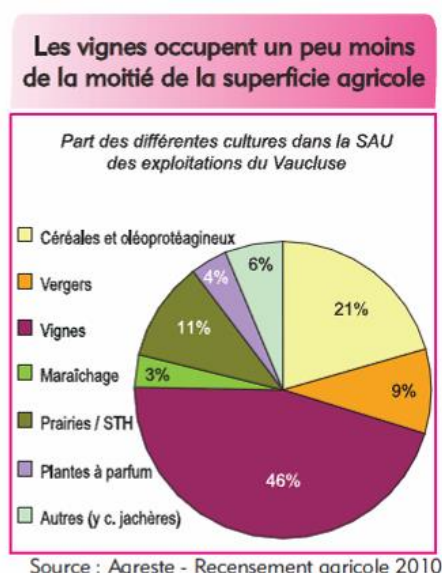
L'arboriculture a en effet perdu près de 3 000 ha, la plus forte réduction du département. Le verger de poirier, en particulier, a perdu plus de la moitié de sa superficie en dix ans et n'occupe plus que 530 ha. Les vergers de pommiers et de cerisiers restent prépondérants avec respectivement 3 800 et 2 700 ha. Les oliviers connaissent, quant à eux, une augmentation de leur superficie (+ 25 %) et occupent 1 100 ha.

Dans le même temps, la part des plantes à parfum augmente et s'établit à 4 % de la superficie agricole en 2010, 300 ha de plus qu'en 2000. La lavande est cultivée sur 1 640 ha (+ 13 %) et le lavandin sur 2 400 ha (+ 2 %).

Enfin, le maraîchage recule de manière significative : il perd 800 ha en dix ans et n'occupe plus que 3 % de la superficie agricole utilisée.

### **Toutefois, l'orientation technico-économique du Vaucluse reste la viticulture**

Le Vaucluse est l'un des plus grands départements viticoles français : 46% de son territoire est planté de vignes et produit près de la moitié des Côtes du Rhône. Il se classe troisième pour la production de vins d'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC), derrière la Gironde et la Marne.





De la production des plants de vigne jusqu'à la commercialisation à l'échelle internationale la viticulture est une des grandes forces économiques du Vaucluse et emploie 57% des salariés permanents et 61% des saisonniers du département. Les exploitations en orientation viticulture représentent plus de la moitié des exploitations du département (55%) et participent pour 57% au potentiel de production départemental.

95 % des vignes du Vaucluse sont orientées en 2010 dans la production de vins de qualité (elles étaient 93 % en 2000). Parmi celles-ci, les superficies en appellation d'origine protégée, très majoritaires (38 100 ha, soit 82 % des vignes à raisin de cuve). Les surfaces des IGP (indications géographiques protégées) ont très fortement augmenté. Ces dernières occupent désormais 6 300 ha, 3 600 de plus qu'il y a dix ans. Les vignes sans indication géographique ont perdu 40 % de leur superficie et recouvrent 2 200 ha en 2010. Cette très forte baisse des vignes sans indication géographique se fait nettement en faveur des IGP.

Près de 90 % des exploitations orientées en viticulture produisent sous signe de qualité, une part nettement supérieure à la moyenne du Vaucluse (61 %). Par ailleurs, la certification biologique y est plus fréquente et concerne 11 % des exploitations.

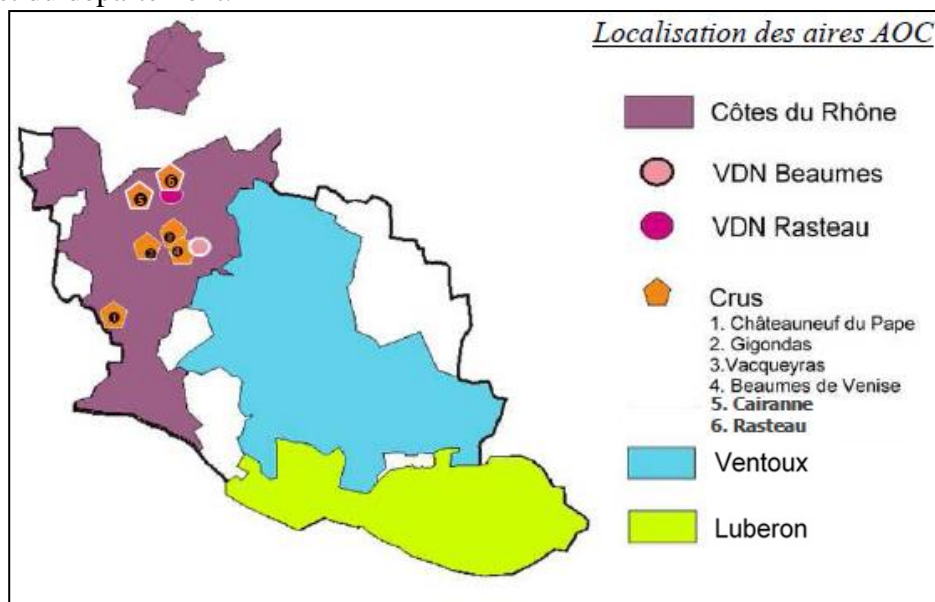
Dans le Vaucluse, les Côtes du Rhône s'étendent sur 46 communes de la vallée du Rhône, sur les contreforts du Mont Ventoux et sur les Dentelles de Montmirail.

Les vins des Côtes du Rhône sont classés en :

- Crus (Châteauneuf du Pape, Gigondas, Vacqueyras, Beaumes de Venise, Rasteau, Cairanne),
- Côtes du Rhône Villages communal (Gadagne, Massif d'Uchaux, Plan de Dieu, Puyméras, Roaix, Sablet, Séguret, Suze-la-Rousse, Vaison, Valréas et Visan),
- Côtes du Rhône villages (32 communes de Vaucluse),
- Côtes du Rhône.

D'autres appellations sont présentes dans le Vaucluse :

- L'AOC « Ventoux ». Situé sur les contreforts du Mont Ventoux, le vignoble des Côtes du Ventoux s'étend au sud et à l'ouest du Massif. 51 communes constituent l'Aire d'Appellation, toutes inscrites dans le département du Vaucluse.
- L'AOC « Luberon ». Le parc régional du Luberon joue le rôle d'écrin pour le vignoble du Luberon. Celui ci s'étend sur 36 communes, toutes situées dans le sud-est du département.



▪ Le contexte local (source : agreste – recensement 2010)

*Les données du présent chapitre sont issues principalement des Recensements Général Agricoles de 2000 et 2010, certaines informations peuvent ainsi avoir évolué sur la commune.*

Autrefois prépondérante et créatrice d'emplois, l'activité agricole, qui concourt au charme de la commune, est aujourd'hui en pleine mutation.

La superficie agricole utilisée (SAU) des exploitations ayant leur siège sur la commune est de 173,3 ha en 2010 (380 ha en 2000). En 2010, ces espaces agricoles sont en majorité des cultures de Vignes (64% avec 111ha), de cultures de céréales (30ha), et d'arboricultures (26 ha), au potentiel agronomique et paysager fort.

L'agriculture est un secteur d'activité présentant encore une certaine importance sur la commune de Cabrières d'Avignon, mais une forte diminution de son activité se réalise.

Le territoire communal est concerné par plusieurs appellations justifiant la qualité du terroir sur lesquelles s'appuient les exploitants agricoles :

3 IGP (Indicateur Géographique Protégé)

- l' « Agneau de Sisteron »
- le « Miel de Provence »
- l'IGP « Vaucluse » et « Méditerranée »
- l'IGP « Thym de Provence »

1 AOC (Appellation d'Origine Contrôlée)

- « l'huile d'olive de Provence »

2 AOC – AOP (Appellation d'Origine Protégée) :

- « Muscat du Ventoux »
- « Ventoux »

▪ Les surfaces agricoles et les terres cultivées

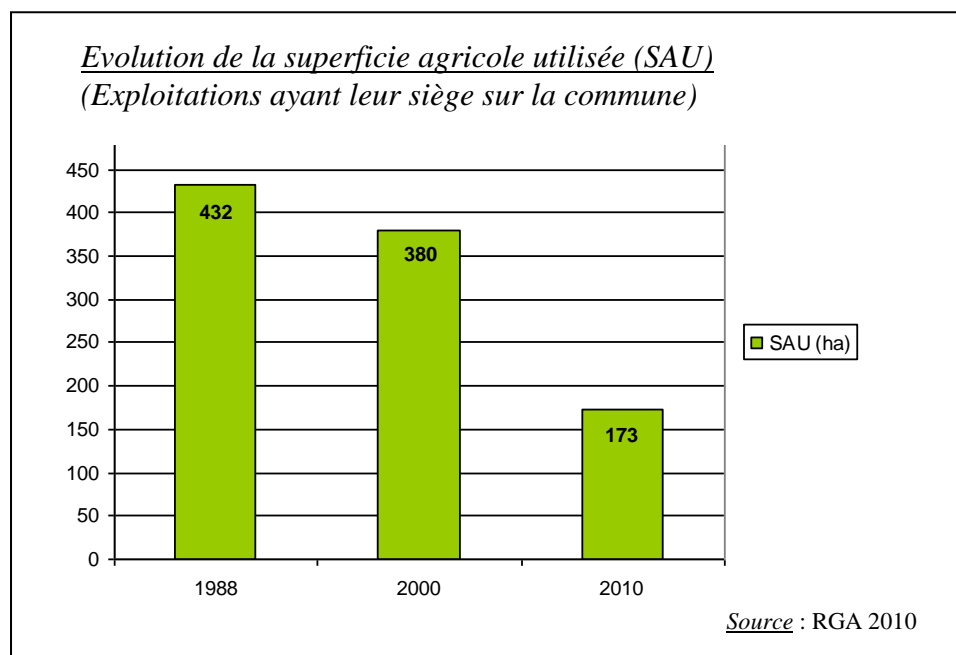
Les chiffres clés (RGA 2010)	
Nombre d'exploitations	20
Nombre de chef d'exploitations et de coexploitants	24
Nombre total d'actif sur les exploitations (Unité de travail annuel)	19
Superficie agricole utilisée des exploitations	173 ha
Vignes	111,4 ha
Céréales	30,1 ha
Arboriculture, y compris oléiculture	26,2 ha

En 2010, la SAU des exploitations ayant leur siège sur la commune de Cabrières d'Avignon, s'élève à 173 hectares. En 22 ans (1988/ 2010), la SAU des exploitations sièges n'a cessé de diminuer. Elle a connu une diminution moins importante entre 1988 et 2000 (- 12% soit - 52 ha), et a baissé fortement de 54% entre 2000 et 2010 (soit - 206 ha).

Sur le département du Vaucluse, la SAU (*exploitations sièges*) connaît une diminution importante depuis 1979, avec une baisse de 21.4% entre 1979 et 2010. Les résultats du recensement agricole de 2010 font état d'une diminution de la SAU (*exploitations sièges*),



entre 2000 et 2010, de 9.6% pour le Vaucluse et de 54% pour Cabrières d'Avignon. Les agriculteurs de la commune sont donc plus touchés par la baisse de la SAU (*exploitations sièges*) que les agriculteurs du département depuis une dizaine d'année.



- Les exploitations agricoles et les chefs exploitants (Source RGA 2010).

Evolution du nombre d'exploitations	1988	2000	2010	Evolution 1988/2010
Toutes exploitations	38	42	20	- 47,37%
<b>SAU moyenne (en ha)</b>	<b>11,37</b>	<b>9</b>	<b>8,65</b>	<b>- 23,9%</b>

Les chefs d'exploitations	1988	2000	2010	Evolution 1988/2010
Chefs et co-exploitants	43	49	24	- 44,18%

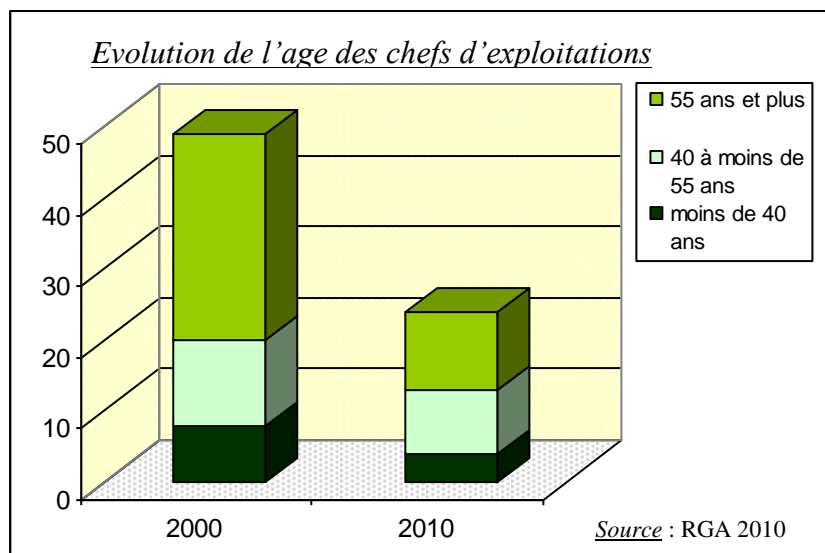
Au regard du recensement agricole de 2010, sur Cabrières d'Avignon, les exploitations sont au nombre de 20. On constate entre 1988 et 2000, une légère augmentation (+3 exploitations), puis une diminution forte se réalise de 52% entre 2000 et 2010. Par ailleurs on constate que les exploitations ayant leur siège sur la commune ont une SAU moyenne de 8,65 ha en 2010 contre 11,37 ha en 1988 (-23,9%).

Quand on s'intéresse à l'âge des chefs d'exploitation, on constate qu'en 2010 la part des chefs d'exploitants de moins de 40 ans augmente de 1 point (soit 17%, avec 4 personnes), contre 16% en 2000 (soit 8 personnes). La part des 40 à moins de 55 ans augmente passant de 24% en 2000 (soit 12 personnes), à 38% en 2010 (soit 9 personnes). La part des 55 ans et plus diminue de 13 points passant de 59% en 2000 (avec 29 personnes), à 46% en 2010 (avec 11 personnes).

De manière générale, le nombre de chefs d'exploitations est marqué par une diminution importante, qui s'est réalisée entre 2000 et 2010.

En 2000, le nombre de chefs d'exploitation était de 49 personnes, contre 24 en 2010, soit une diminution de 51%.

Ainsi, cette évolution, et la faible représentation des agriculteurs de moins de 40 ans risque, à terme, d'handicaper fortement le devenir de cette profession.



#### ▪ Les terres agricoles irriguées

Les hommes ont dès le XII<sup>e</sup> siècle valorisés l'eau, en faisant de cette ressource un élément majeur du développement économique : activités industrielles liées à l'eau (moulins, filatures, tannerie, usines,...), cultures irriguées en plaine ...

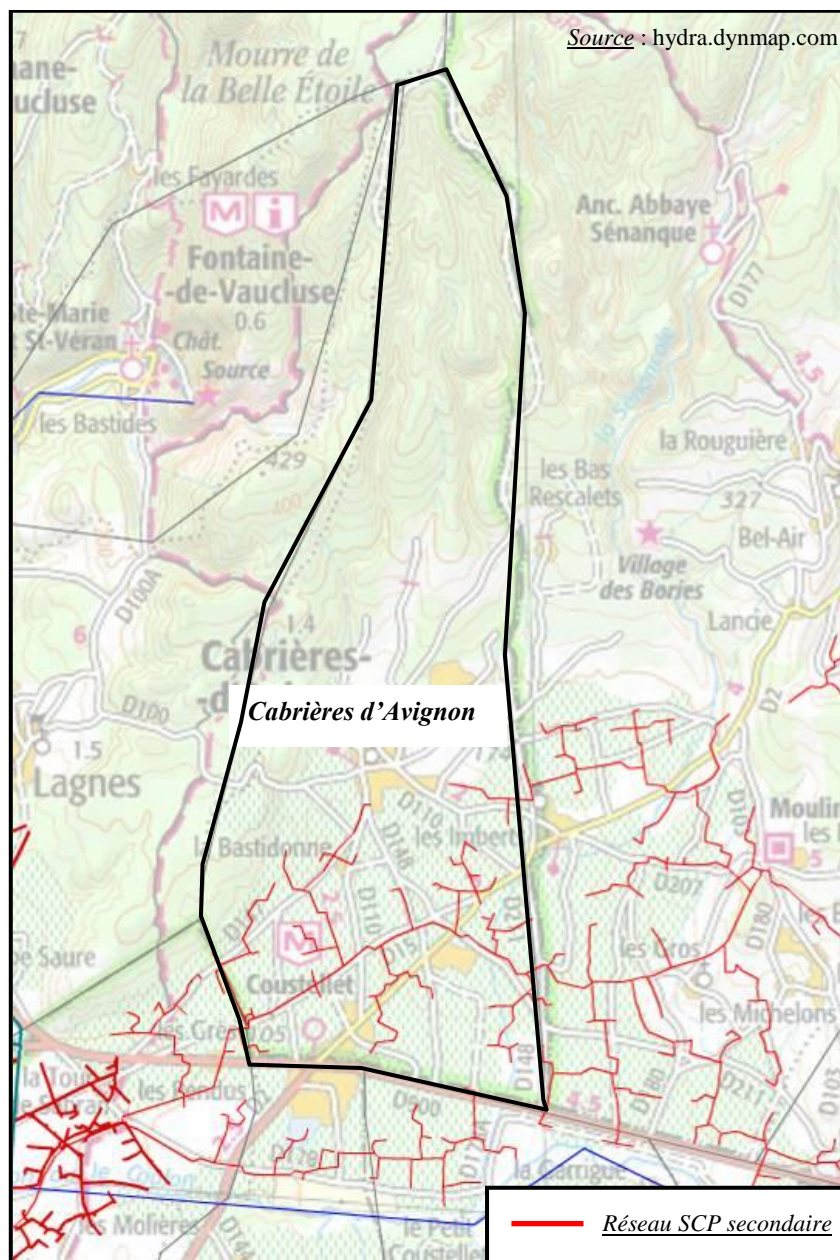
Si l'eau conditionne l'activité humaine, cette dernière, notamment par le biais de l'irrigation agricole, conditionne en retour la quantité et la qualité de l'eau.

La ressource en eau superficielle et souterraine est abondante sur le territoire. Elle est globalement suffisante pour couvrir les besoins de la population actuelle et future, même en cas de sécheresse, sauf situation exceptionnelle. Le réseau de la Société du Canal de Provence dessert la partie Sud du territoire communal. Pour autant, l'eau demeure un bien précieux qui peut devenir rare. Sa préservation passe en particulier par le maintien de l'activité agricole irriguée et l'entretien du réseau d'irrigation, ainsi que par la sécurisation de la qualité de cette ressource. Le rôle des canaux est en outre important dans le recueil des eaux pluviales, permettant de limiter les risques d'inondations par ruissellement.

Par ailleurs, d'après le recensement agricole de 2010, les surfaces irrigables de la commune sont en diminution, elles représentent 109 ha en 2000, contre 22,8 ha en 2010.

L'enjeu principal sera donc de préserver la ressource en eau du territoire sur le plan quantitatif et qualitatif, notamment via le maintien de l'agriculture et son réseau d'irrigation.

Les principaux canaux d'irrigations sur Cabrières d'Avignon



## SYNTHESE ECONOMIE ET EMPLOIS

---

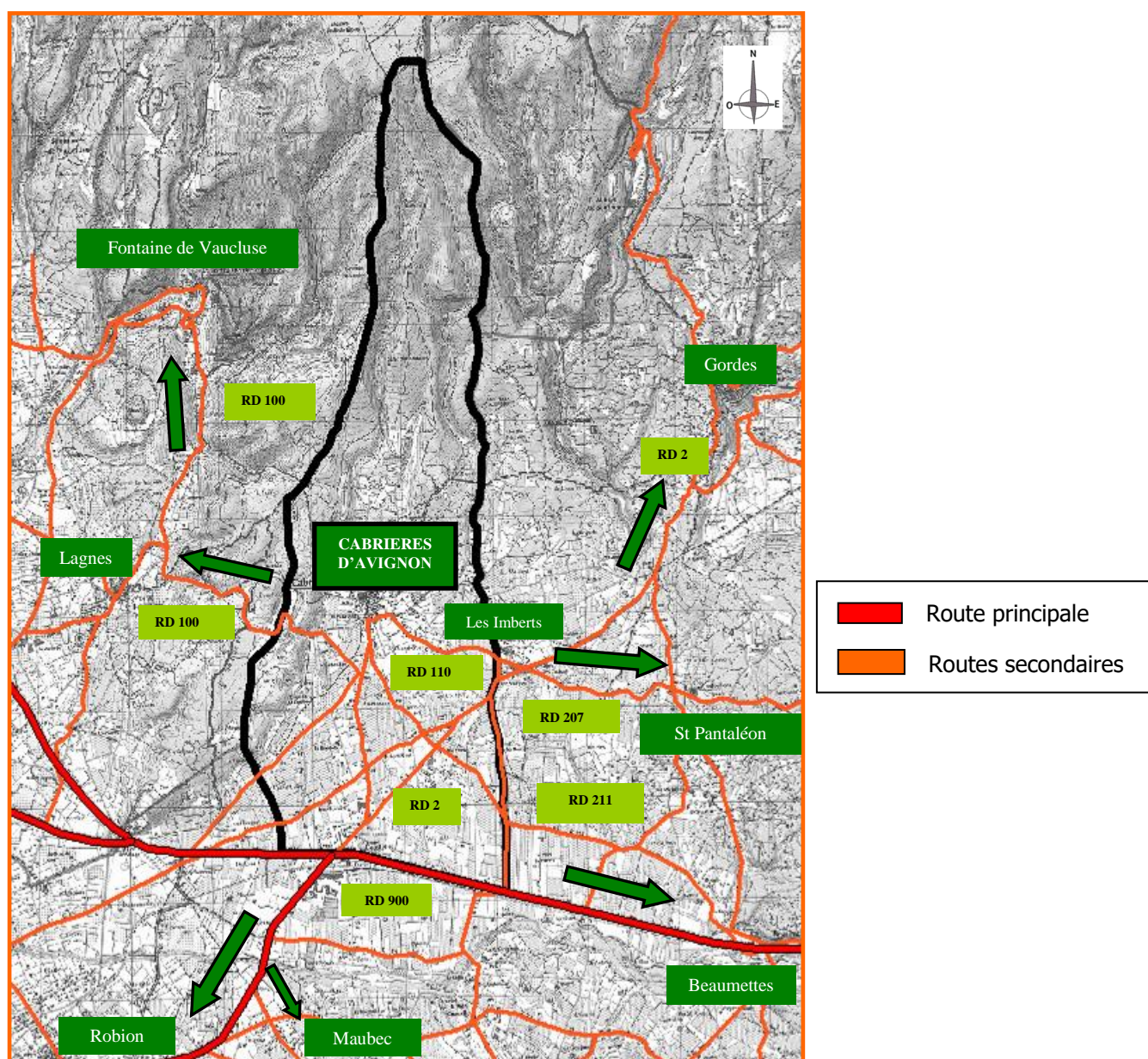
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>
<p>Un taux d'activité en hausse sur la commune.</p> <p>Un taux de chômage inférieur à la moyenne départementale.</p> <p>Le nombre d'emplois sur la commune est en augmentation depuis 2007.</p> <p>La commune dispose d'un niveau de services et d'équipements satisfaisant.</p> <p>Une activité touristique dynamique.</p>	<p>Secteur agricole en difficultés avec une baisse importante du nombre d'exploitants (-52% entre 2000 et 2010) et de la SAU (-54% entre 2000 et 2010).</p>

<i>Enjeux</i>
<p>Poursuivre le dynamisme actuel, en confortant le développement de l'emploi sur la commune, et notamment conforter le tourisme qui peut ouvrir de nombreuses perspectives.</p> <p>L'agriculture possède une place centrale au sein de la vie de la commune (rôle paysager, touristique, économique....). Il convient de trouver les outils de préservation du foncier agricole sur la commune, en encourageant une activité économique qui respecte le terroir et le paysage de Cabrières d'Avignon.</p>



## I.4. SERVICES ET INFRASTRUCTURES

### I.4.1 - Infrastructures de déplacement



#### Accessibilité :

Cabrières d'Avignon est distant de 33 km du centre d'Avignon, de 24 km d'Apt, de 18 km de Cavaillon et de 12 km de l'Isle sur la Sorgue.

Plusieurs routes traversent la commune :

- La RD 900 reliant Avignon à Apt (route à grande circulation – route principale) ;
- La RD110 qui relie Cabrières d'Avignon aux Imberts ;
- La RD211 qui relie les Imberts à Beaumette ;
- La RD2 qui relie les Imberts à Gordes et à Cavaillon (réseau de développement secondaire). A noter que la section en agglomération a été déclassée ;
- La RD100 qui relie Cabrières d'Avignon à Lagnes et à Fontaine de Vaucluse.

Outre ces axes départementaux, le territoire communal est desservi par un réseau de voies important qui convergent vers le village.



*La RD 100 vers la Carrière*



*La RD 900 traversant Coustellet*



*La RD 110 vers le « grand Geas »*

#### ▪ **Stationnement**

Plusieurs zones de stationnements sont présentes sur la commune, au niveau du centre historique du village, à proximité des équipements publics (école, mairie, espace sportifs). Quelques places de stationnements sont aussi présentes le long des rues du village.

Au niveau de Coustellet, les principaux parcs de stationnements sont localisés sur la commune de Maubec. Sur Cabrières d'Avignon, il existe une aire de stationnement au niveau du collège, et une aire est réservée au Musée de la Lavande. Quelques places de stationnements sont aussi présentes le long des voies, mais en nombre limité. Il n'existe pas de parcs de stationnement ouverts au public pour véhicules hybrides et électriques ni pour vélos.

#### ▪ **Linéaires doux**

La commune dispose d'un réseau d'infrastructure en mode doux (*trottoir distinct de la chaussée pouvant supporter des usages piétons et/ou vélos, trottinette, etc.*), Notamment, au niveau du village, à proximité des principaux équipements publics (école, Mairie, Espace sportifs), le long du cours Jean Giono, de la rue Frédéric Mistral, du chemin du Grand Geas, du Chemin des Cèdres, de la Route des Imberts (au niveau du village) et de l'ancienne route de Lagnes.



Sur la zone de Coustellet, des linéaires doux (Trottoirs) sont présents le long des routes au niveau du centre de Coustellet, une liaison permet aussi de relier Coustellet à la zone de la Lise.

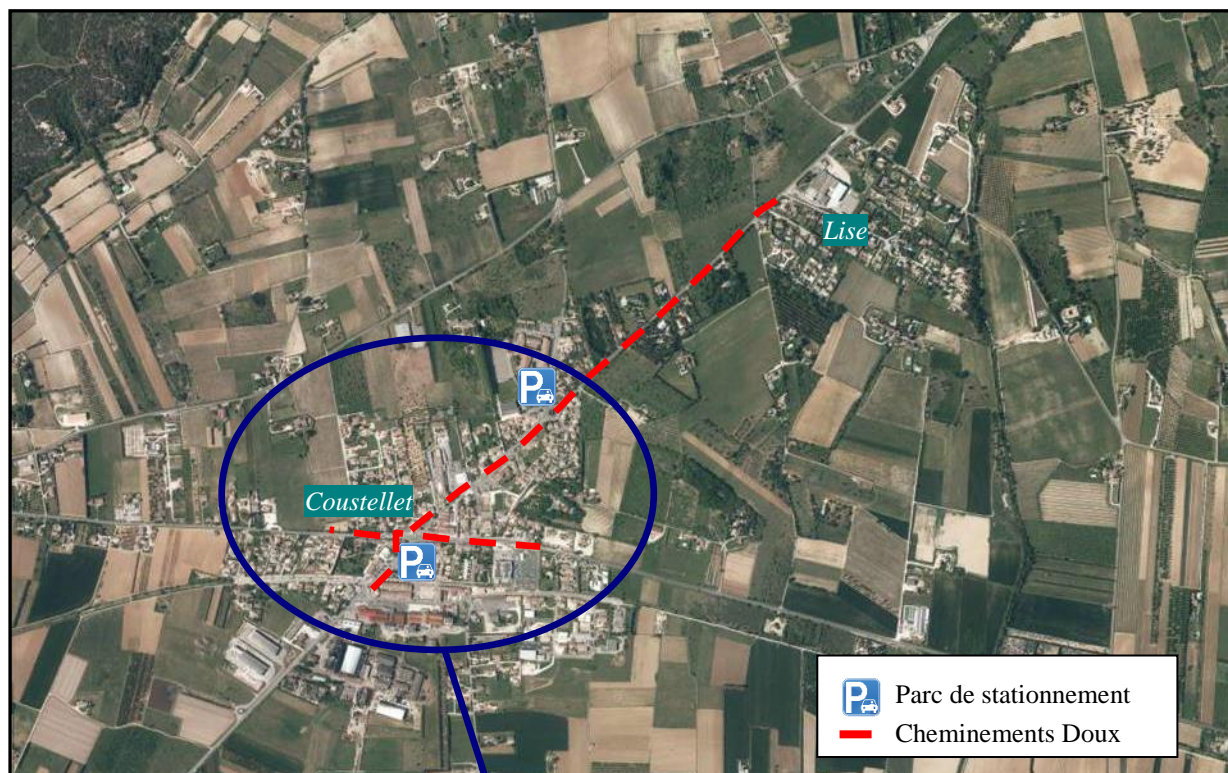
Zone de stationnement et linéaire doux – Centre du village



Linéaires doux (cours Jean Giono)



Zone de stationnement et linéaire doux – Coustellet

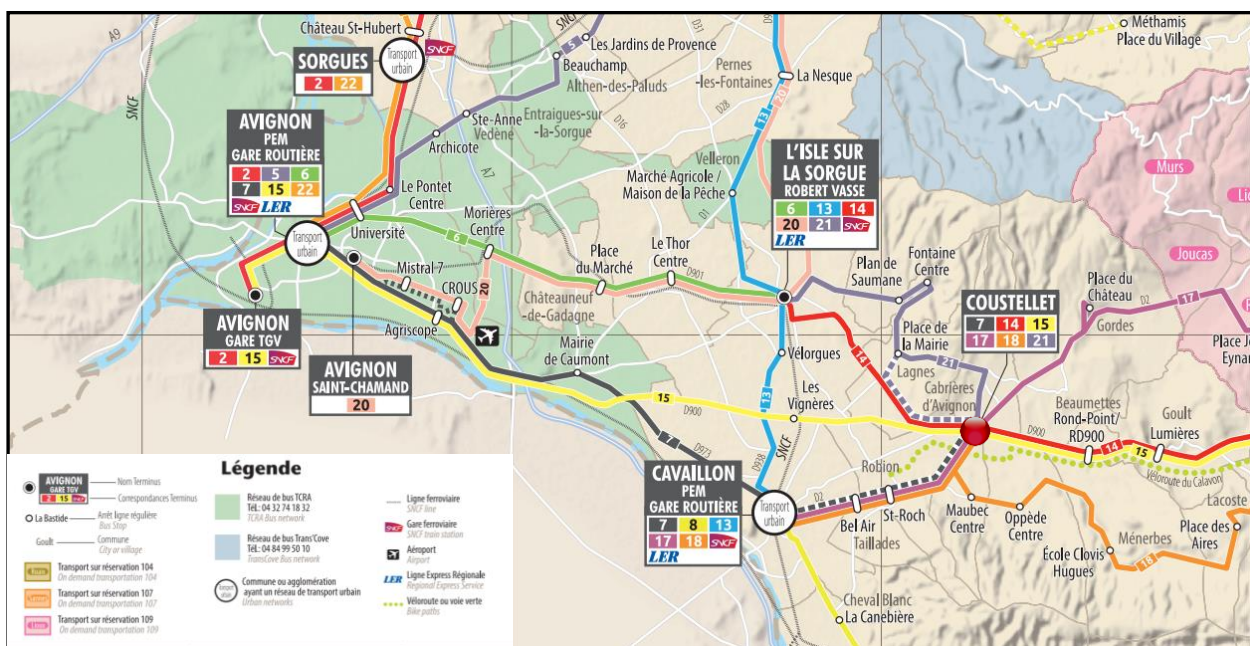




## Transports en commun

La commune de Cabrières d'Avignon dispose d'un bon niveau de desserte. Néanmoins, seul Coustellet est desservi par le réseau de transport en commun, par les lignes 7 (Avignon-Cavaillon), 14 (Apt-Isle-sur-la-Sorgue), 15 (Avignon-Apt), 17 (Apt-Gordes-Cavaillon), 18 (Apt-Bonnieux-Cavaillon) et 21 (Isle-sur-la-Sorgue-Coustellet). La compétence pour la gestion des lignes appartient aujourd'hui à la Région.

Par ailleurs, ces liaisons sont intéressantes, puisqu'elles permettent de se rendre soit à la gare SNCF de Cavaillon, ou à celles d'Avignon (ligne régional Marseille – Avignon, puis à la ligne nationale via Avignon TGV).



## **I.4.2 - L'assainissement**

### **a) L'assainissement collectif**

La commune de Cabrières d'Avignon possède deux réseaux de collecte des eaux usées avec deux stations d'épuration différentes :

- Le réseau du Bourg, avec la station des Imberts ;
- Le réseau du Coustellet, avec la station de Maubec.

### **La station d'épuration des Imberts et le réseau du Bourg :**

*La station d'épuration des Imberts :*

La station des Imberts est située sur la commune de Cabrières d'Avignon. Elle collecte des effluents provenant du bourg, de sa périphérie, ainsi que de la commune de Gordes (hameau des Imberts).

Les comptes rendus de l'ARPE font état d'un fonctionnement satisfaisant des ouvrages ;

#### **Principales caractéristiques :**

- Date de mise en service : 1992.
- Exploitation : SDEI.
- Type de procédé : Boues activées à faible charge.
- Capacité nominale : 1600 EH, répartis sur deux files d'eau.
- Capacité résiduelle : faible
- Le rejet de la STEP se fait dans la Sénancole

#### **Normes de rejet, correspondant au niveau E1 :**

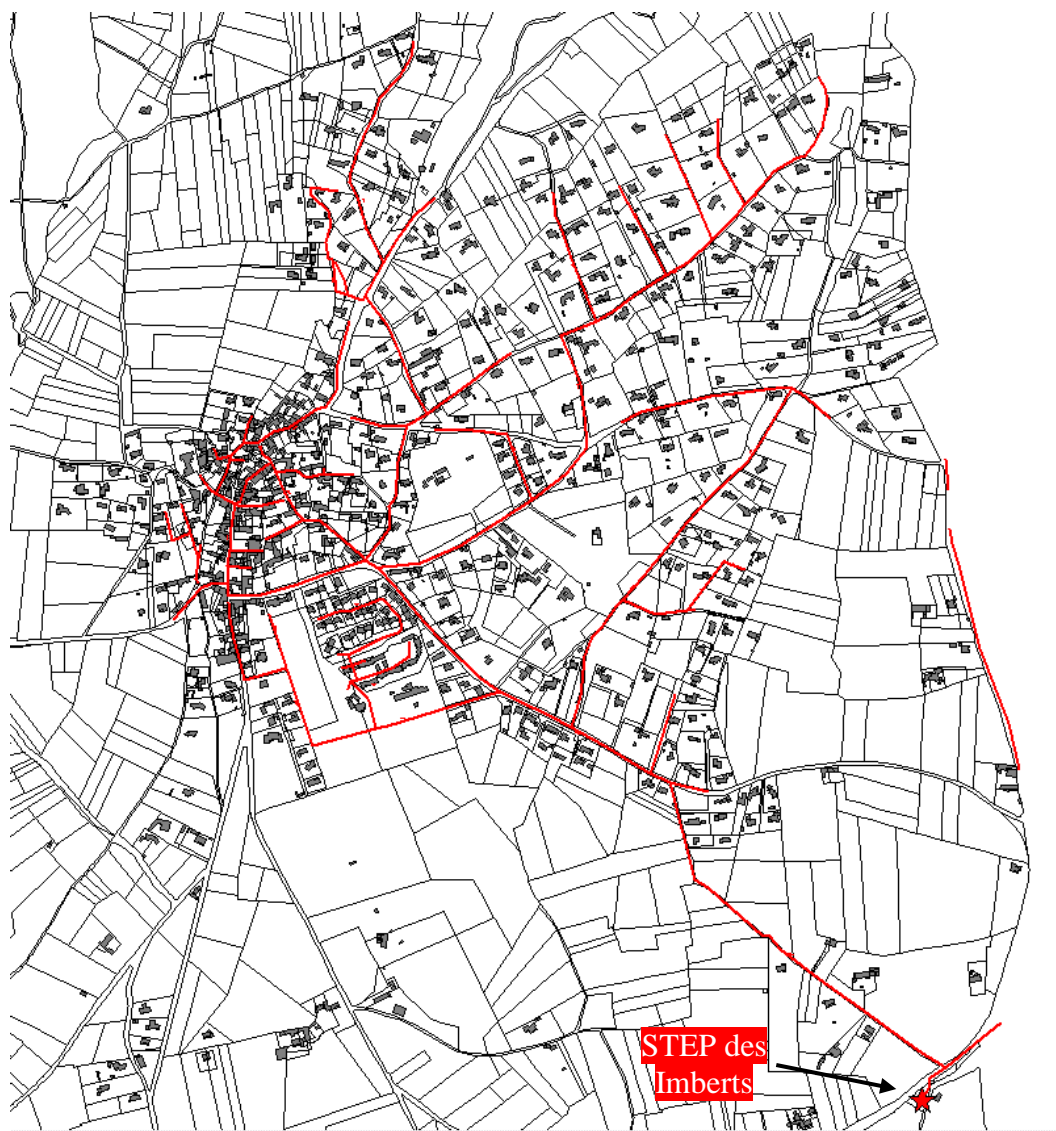
Parametre	Concentration sur 24H	Concentration sur 2 H
DBO5	30 mg/l	40 mg/l
DCO	90 mg/l	120 mg/l
MEST		30 mg/l

*Le réseau du Bourg:*

#### **Principales caractéristiques :**

- Le réseau est essentiellement gravitaire ;
- Il est constitué de canalisations de diamètre 200 mm, en PVC pour les antennes les plus récentes ou en Amiante-Ciment pour le centre du village et la conduite de transfert jusqu'à la station ;
- Quelques antennes secondaires en PVC ont un diamètre de 160 mm ;
- Un poste de relèvement est présent : Vallat de la Merderie (débit de 21 m3/h).
- L'exploitation est réalisée par la SDEI.
- Des dépôts de pierres et de graviers gênent l'écoulement.

### Réseau du Bourg existant



### La station d'épuration de Maubec, et le réseau du Coustellet :

*La station d'épuration de Maubec :*

Le hameau du Coustellet est raccordé à la station d'épuration de la commune de Maubec.

Principales caractéristiques :

- Date de mise en service : 2010.
- Type de procédé : Boues activées à aération prolongée
- Capacité nominale : 3200 EH.
- Exploitation : SDEI.
- Le rejet de la STEP se fait dans le Calavon.

## *Le réseau du Coustellet :*

### Principales caractéristiques :

- Le réseau est essentiellement gravitaire,
- Il est constitué de canalisations de diamètre 200 mm, en PVC pour les antennes les plus récentes ou en Amiante-Ciment pour la conduite de transfert jusqu'à la station.
- Quelques antennes secondaires en PVC ont un diamètre de 160 mm.
- Deux postes permettent le refoulement des effluents du Coustellet vers la station d'épuration de Maubec.
- Exploitation par la SDEI.

### **Réseau de Coustellet existant**



#### **b) L'assainissement non collectif**

Il convient de rappeler ici que, conformément à l'article L.2224.8 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Le contrôle des installations est encadré de la manière suivante :

- Installation neuve ou réhabilitée de moins de 8 ans : vérification de la conception et de l'exécution.
- Autres installations : diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien.
- Si nécessaire, une liste des travaux à effectuer est établie.
- Le contrôle doit être effectué selon une périodicité qui ne peut excéder 8 ans.

En cas de non conformité de l'installation, le propriétaire a 4 ans pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité.



Si la commune assure les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations (compétence facultative, au même titre que l'entretien et le traitement des matières de vidange), elle se fait intégralement rembourser par le propriétaire les frais entraînés par ces travaux, diminués des subventions éventuellement obtenues. Les sommes perçues sont versées au budget du service assainissement de la commune, et recouvrées comme les redevances dues par les usagers.

L'ensemble de ce travail revient à un service dénommé service public d'assainissement non collectif (ou SPANC).

Dans le cas de Cabrières d'Avignon, c'est le Syndicat Mixte des Eaux de la Région Rhône Ventoux qui exerce cette compétence.

### Dispositifs existants

Depuis la création du SPANC, 302 installations ont été contrôlées. Seules 28,81 % des installations sont jugées conformes, soit 87 installations.

On en dénombre 41 qui sont jugées non-conformes et qui présentent un risque avéré ou l'absence d'installations. 174 installations sont jugées non-conformes mais ne présentant pas de risque avéré.

### Aptitude des sols

Après l'examen des données géologiques et hydrogéologiques, une campagne de terrain a eu lieu en Novembre 2000.

19 sondages à la moto-tarière et 11 tests d'infiltration ont été réalisés sur l'ensemble des zones d'études avec pour objectif l'examen de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome.

Au total 6 unités ont été identifiées :

- Unité 1 (le Colombier, Grand Camp)  
Le sol est globalement sablo-limoneux à sablo-argileux, épais sur des molasses calcaires, bonne qualité de dispersion. Les pentes et la pierrosité sont faibles. La cohésion et le tassement sont moyens à faibles.
- Unité 2 (Le Colombier, la Muscadelle)  
Le sol est globalement sablo-limoneux à sablo-argileux, localement graveleux, d'épaisseur moyenne sur des molasses calcaires, bonnes qualités de dispersion. Les pentes sont moyennes. La pierrosité est moyenne à faible. La cohésion et le tassement sont faibles.
- Unité 3 (La Muscadelle)  
Le sol est limoneux à limono-argileux peu sableux, épais sur des marnes sableuses la perméabilité est faible. Les pentes sont moyennes à faibles. La pierrosité est faible. La cohésion et le tassement sont faibles.
- Unité 4 (Les Estelles)  
Le sol est sablo-limoneux peu épais sur de des molasses calcaires, bonnes qualités de dispersion. Les pentes sont moyennes. La pierrosité est faible. La cohésion et le tassement sont très faibles.

- Unité 5 (Resquelet)  
Le sol est globalement sablo-argileux peu épais à inexistant, sur des molasses calcaires, très bonnes qualités de dispersion. Les pentes sont moyennes. La pierrosité est moyenne à faible. La cohésion et le tassement sont très faibles.
- Unité 6 (La Lise)  
Le sol est globalement limoneux peu sableux et argileux, épais sur des alluvions caillouteuses, située en zone inondable. La perméabilité est faible. Les pentes sont faibles. La pierrosité est moyenne à forte par endroits. La cohésion et le tassement sont très faibles.

La faisabilité de l'assainissement autonome a été appréciée en utilisant l'indice SERP (Sol, Eau, Roche, Pente naturelle du terrain).

Quatre classes ont été définies :

- Classe 1 : Site convenable.  
La Muscadelle (Unité 2), Le Colombier (Unités 1 et 2), Grand Camp (Unités 1).
- Classe 2 : Site convenable mais avec quelques difficultés  
La Muscadelle (Unité 3).
- Classe 3 : Site présentant au moins un caractère défavorable  
Les Estelles (Unités 4) et le Resquelet (Unité 5).
- Classe 4 : Site ne convenant pas  
La Lise (Unité 6).

#### **I.4.3 - Le réseau pluvial**

L'étude de BCEOM souligne que compte tenu de la sensibilité de la zone aux inondations, l'urbanisation des secteurs envisagés par la commune conduit à envisager deux cas :

- Le secteur se trouve sur un bassin versant pour lequel il existe, où il va exister, un bassin de rétention.  
Dans ce cas, la prise en compte de l'urbanisation passera par l'aménagement de l'ouvrage existant.
- Le secteur se trouve sur un bassin versant sans aménagement envisageable à son exutoire.  
Dans ce cas des ouvrages de rétention ou d'infiltration devront être mis en place à l'exutoire du secteur considéré.

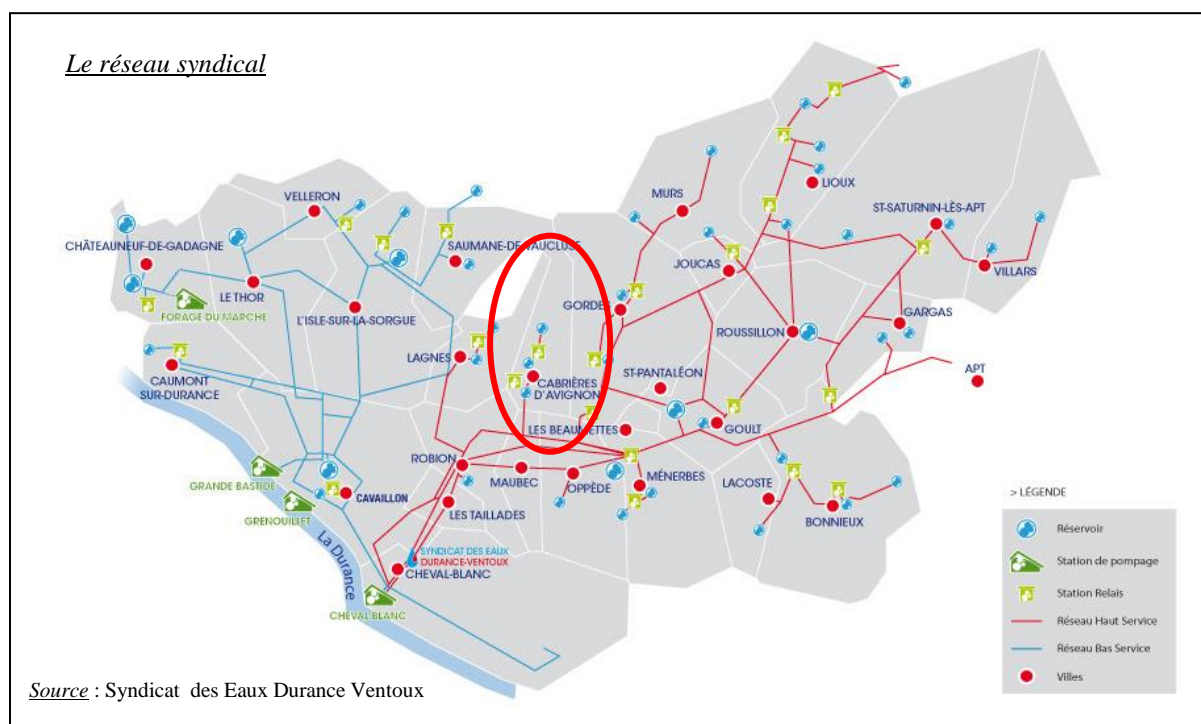
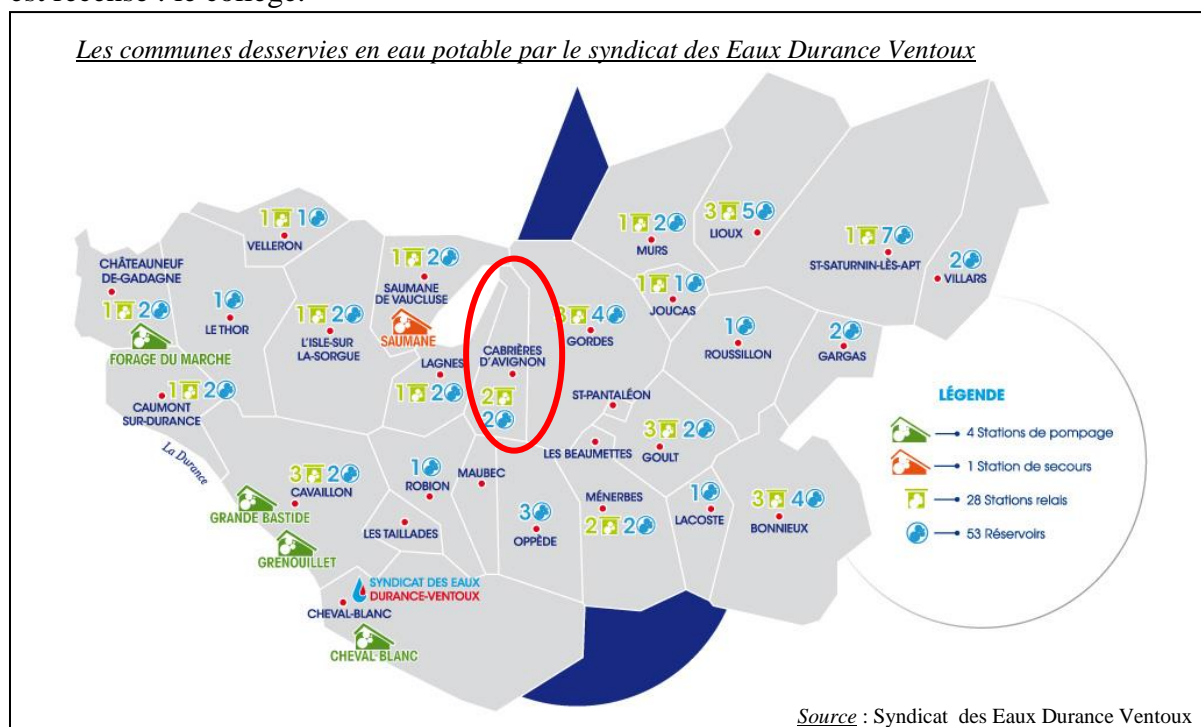
#### **I.4.4 - Le réseau d'eau**

L'alimentation en eau potable est assurée par le réseau de Syndicat des Eaux Durance Ventoux et géré par la Société de Distribution d'Eau Intercommunale (SDEI). Le périmètre syndical comprend 28 communes, soit une population d'environ 100 000 habitants par un réseau d'environ 1587 km (essentiellement de type semi-rural).

Il est alimenté par le réseau dit « Haut service » dont les principales ressources sont situées sur le territoire de la commune de Cavaillon (captages de Grenouillet et de la Grande Bastide) en interconnexion avec le captage dit « des Iscles » situés sur la commune de Cheval Blanc.

L'alimentation en eau potable est gérée par la SDEI.

Le nombre d'abonnés pour l'année 2016 est de 1092. 1 gros consommateur (> 2000 m<sup>3</sup>/ an) est recensé : le collège.



#### **I.4.5 – La défense extérieure contre l’incendie (DECI)**

La DECI a pour objet d’assurer l’alimentation en eau des moyens des Services Départementaux d’Incendie et de Secours (SDIS) par l’intermédiaire de Points d’Eau Incendie (PEI) identifiés à cette fin. Indépendamment du risque de feux de forêt, le règlement départemental de défense extérieure contre l’incendie (RDDECI) pour le département de Vaucluse s’applique selon l’arrêté n°19-958 du 20 Février 2019.

Ce règlement porte sur les principes de la DECI pour la protection générale des bâtiments, et en traite pas des espaces naturels (les forêts en particulier), des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE), de sites particuliers comme des tunnels et autres ouvrages routiers ou ferroviaires.

L’annexe 2 du RDDECI indique en fonction du risque à couvrir :

- Le type de structure concernée,
- Les besoins en eau,
- Les distances entre les Points d’Eau d’Incendie (PEI) ou Point d’Eau Naturels (PENA) et le risque à défendre.

La commune possède une soixantaine de Points d’Eau Incendie.

#### **I.4.6 - Le traitement des ordures ménagères**

La collecte des ordures ménagères est assurée et gérée par la Communauté de communes Luberon Mont de Vaucluse.

Le ramassage du papier et du verre se fait par le biais de points d’apports volontaires avec colonnes.

Il existe quatre déchetteries sur le territoire (Puits des Gavottes (Cavaillon), déchetterie de Maubec, déchetterie pour les déchets verts (Cavaillon), et la Déchetterie de Mérindol).

#### **I.4.7 - Les équipements scolaires et la petite enfance**

Le groupe scolaire de Cabrières d’Avignon est composé de deux écoles primaires et d’un collège.

Une école est située dans le village de Cabrières d’Avignon avec 4 classes, et l’autre au hameau de Coustellet avec 5 classes.

Un effectif de 112 élèves est comptabilisé pour l’école de Coustellet, et 98 élèves pour l’école du Grand Geas.

Une crèche de 30 places existe aussi dans la zone de Coustellet.



*Ecole de Coustellet*



*Ecole à Cabrières d'Avignon*



*Collège de la Vallée du Calavon*



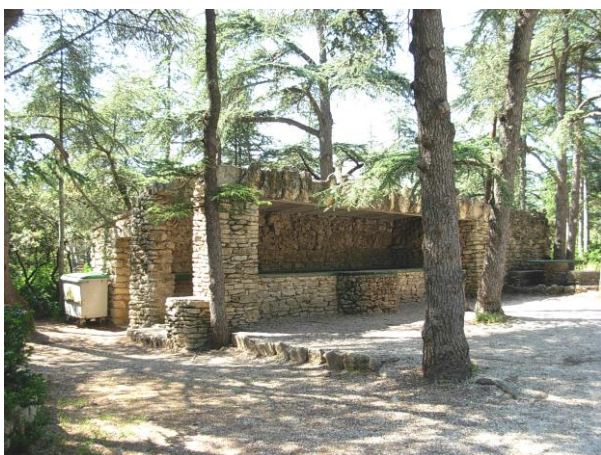
*Crèche Multi-accueil*

#### **I.4.8 - Les équipements publics**

La commune de Cabrières d'Avignon dispose de nombreux équipements : une mairie, une bibliothèque/médiathèque, une salle des fêtes, un foyer rural, un stade, un terrain de basket, 2 boulodromes, le gymnase du collège, un skate park, 2 aires de jeux, un terrain de BMX, deux aires de pique-nique (à la Forêt des cèdres et parking du cimetière route de Lagnes)...







#### **I.4.9 - Les communications numériques**

##### **a) La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCoRAN) de la Région PACA**

La SCoRAN, placée sous la maîtrise d'ouvrage de la Région, avec un copilotage et un cofinancement de l'Etat (Préfecture de région et de la Caisse des Dépôts), établit un diagnostic des besoins de débit, un état des lieux et les perspectives de l'offre de services de communications électroniques, une modélisation de scénario technico-économiques de couverture du territoire régional, pour aboutir à la définition d'un cadre d'orientations (objectifs, priorités, perspectives, gouvernance, financements) pour les acteurs publics.

La SCoRAN composera le volet numérique du SRADDT (le Schéma d'aménagement et de Développement Durable du Territoire) et viendra nourrir notamment les travaux relatifs à l'élaboration du SRD2E (le Schéma Régional du Développement Economique et de l'Emploi).

La démarche de la SCoRAN aboutira à l'émergence d'un cadre d'orientation (fixant les objectifs à atteindre à court, moyen et long terme, les priorités d'actions, le mode de gouvernance ainsi que les modes de financement) guidant l'action publique en matière d'aménagement numérique, et notamment dans le cadre de l'élaboration des Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN).

A l'échelle de la Région PACA, les études sur le déploiement du Très Haut Débit ont permis de faire ressortir quelques points majeurs :

Si l'impact de l'initiative privée à 2020 est relativement important à l'échelle de la région, il masque des disparités importantes entre les différents territoires. Ainsi :

1. La population des départements des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes serait quasi intégralement couverte (à hauteur respectivement de 95% et 92% des lignes).
2. Le Vaucluse et le Var seraient couverts à hauteur de 66% et 59% des lignes respectivement.
3. Les départements des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes ne seraient que très faiblement concernés par les déploiements des opérateurs (respectivement 25% et 17% des lignes).

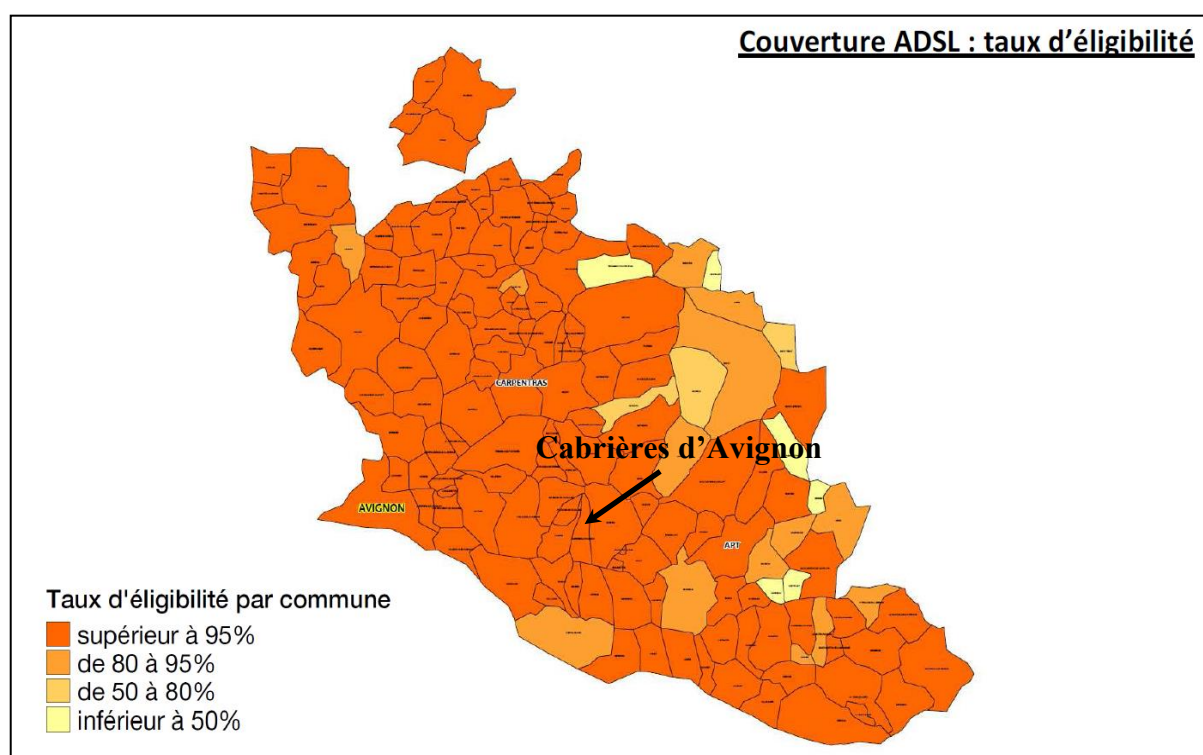
L'ensemble de la population régionale devra être couverte en très haut débit (fibre) en 2030. Dès 2020, des initiatives publiques complémentaires aux déploiements des opérateurs privées devront permettre de couvrir en fibre 70 % au moins de la population de chaque département.

En 2020, la population régionale et les entreprises non desservies en fibre devront pouvoir néanmoins accéder à un service triple play (Internet, téléphonie, télévision haute définition), grâce à l'utilisation de technologies alternatives.

## b) Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique de Vaucluse

Le Département, par délibération du 9 juillet 2010, s'est engagé dans l'élaboration d'un SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique) sur le territoire de Vaucluse. Le SDTAN est articulé avec la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN), le Schéma Régional d'Aménagement et de développement du Territoire et le Schéma Régional de Développement Economique.

Par délibération du 8 juillet 2011, l'Assemblée départementale a voté le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique. Ce schéma a pour objectif la desserte en Très Haut Débit du département à l'horizon de 20 ans : il décrit la situation à atteindre en matière de couverture numérique très haut débit, il identifie les moyens pour y parvenir (mobiliser tous les acteurs concernés autour d'un projet partagé), et il conditionne la mobilisation des fonds nationaux d'aménagement numérique.



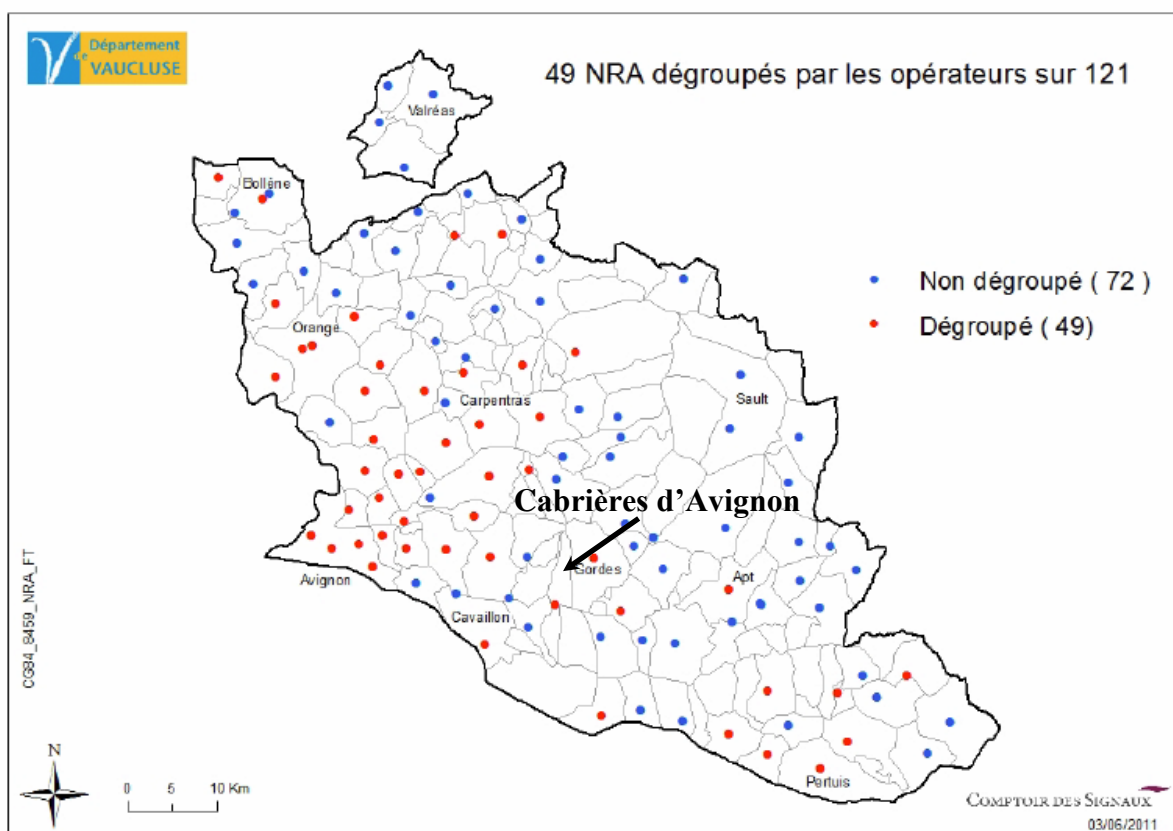
### ■ Eléments de synthèse sur la situation de l'offre de services dans le département

La couverture ADSL et le haut débit en France se sont largement améliorés ces dernières années. Depuis juillet 2007, tous les centraux téléphoniques sont capables de délivrer l'ADSL aux abonnés. Cependant, plusieurs centaines de milliers d'internautes en France restent inéligibles à l'ADSL et ont seulement du bas débit. Le département de Vaucluse compte 121 nœuds de raccordement (centraux téléphoniques dans lesquels aboutissent les lignes téléphoniques des abonnés).

Le département de Vaucluse dispose de la présence, sur son territoire, de six opérateurs alternatifs : Bouygues Télécom, Complétel, France Telecom, Free, SFR, Numéricable, mais aucun d'entre eux n'est en mesure de faire des offres aux utilisateurs finals au-delà des zones denses du département et de manière équivalente sur tout le territoire.

Les Noeuds de Raccordement d'Abonnés (NRA) dégroupés par les opérateurs alternatifs, le sont en zones denses avec des offres de tarifs DSL différenciées. L'accès au « triple play » DSL est réservé aux zones denses. L'offre de TV/DSL, par les opérateurs alternatifs, ne concerne que 49 NRA sur 121, soit une proportion de 79% du parc de lignes. France Telecom, pour sa part, limite cette offre à 52 NRA sur 121, soit une proportion de 83% du parc des lignes.

### *2011: 49 NRA dégroupés sur 121*



La position des opérateurs dénote toutefois un potentiel de développement pour un projet de Réseau d'Initiative Publique départemental orienté DSL ou orienté Fiber to the Home (FTTH), selon les ressources mobilisées, compte tenu du parc de lignes grises restantes et du potentiel d'entreprises desservies sur une base de capacités encore très restreinte.

En conséquence, on considère que le département de Vaucluse présente une situation concurrentielle relativement faible et une couverture en services et réseaux de communications électroniques assez limitée, tant pour les entreprises que pour les particuliers. Cette situation risque de s'aggraver, et les disparités d'accès de s'accroître, dans la mesure où la frontière en matière de débits accessibles, elle-même, se déplace du Haut débit vers le Très Haut débit (réseaux fibre à l'abonné, FTTH).

Les entreprises sont particulièrement pénalisées par cette situation. Le tissu économique lié au tourisme très présent et particulièrement consommateur de débits est pénalisé dans les mêmes conditions. Le coût d'accès pour les opérateurs à la clientèle des TPE/PME-PMI

départementales, pour les zones en dehors des villes centre, et au regard de la rentabilité générée, n'est pas en leur faveur, étant plus difficiles d'accès.

▪ Eléments du projet de SDTAN du Vaucluse

Compte tenu de tous ces éléments et au vu du bilan fonctionnel des scénarios étudiés, des coûts à la prise de chacun et de leur valeur stratégique pour le Département, les critères d'aménagement du territoire, de développement économique et de pérennité retenues par la collectivité pour sa politique numérique ont conduit le Département à définir un projet de réseau haut et très haut débit sur la base d'une infrastructure fédératrice fibre optique permettant le raccordement des points suivants :

- les NRA présents dans le département, non dégroupés par les opérateurs,
- les bâtiments publics du département,
- les collèges, les lycées, les CFA, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche,
- les principales zones d'activités économiques,
- les pôles d'équilibre et de services du département définis dans le schéma Vaucluse 2015,
- un potentiel de prises FTTH permettant d'engager le déploiement du très haut débit,
- un linéaire de réseau fibre optique à même de porter une politique de forte capillarité par la suite.

Pour répondre à ces objectifs, le 19 mars 2010, par délibération n° 2010-326, le Conseil Général a décidé du lancement d'une délégation de service public portant sur la conception, la réalisation et l'exploitation d'un réseau départemental de communications haut et très haut débit.

Ce projet de délégation de service public s'inscrit dans le cadre de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique et du premier alinéa du I de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

La procédure de Délégation de Service Public est actuellement en cours. Le Conseil Général s'est fixé pour objectif des premières mises en service courant 2012.

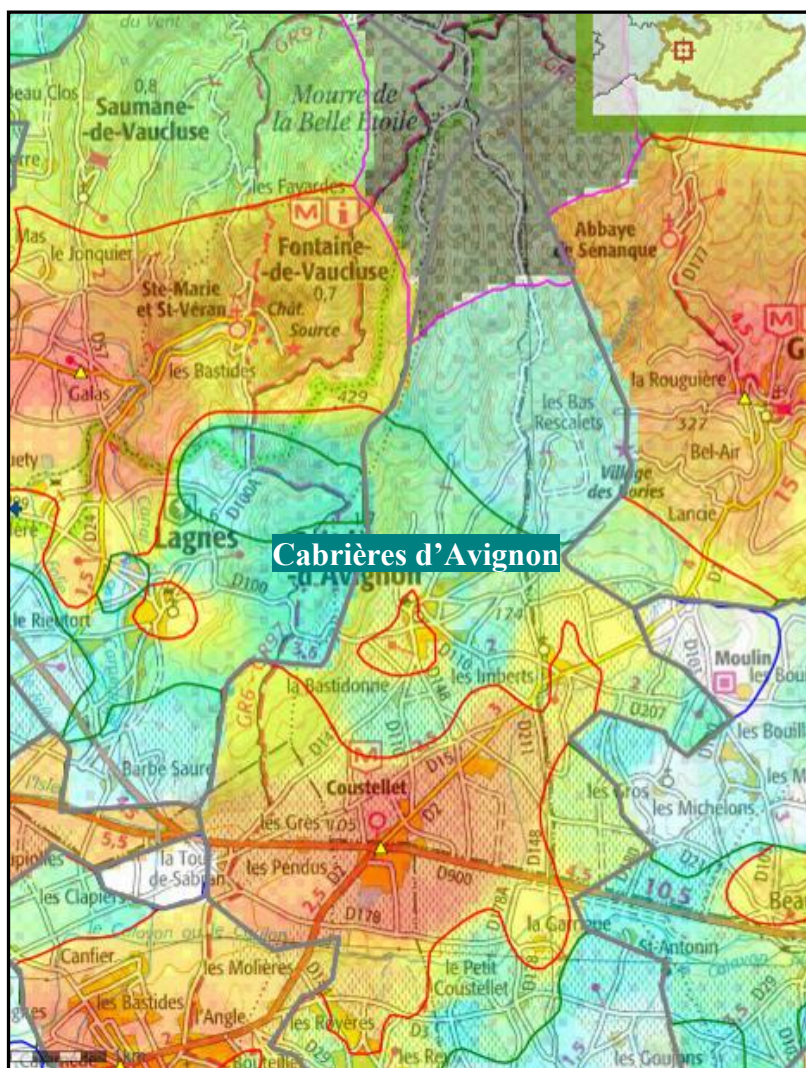


### c) La couverture Haut Débit (DSL) sur la commune de Cabrières d'Avignon

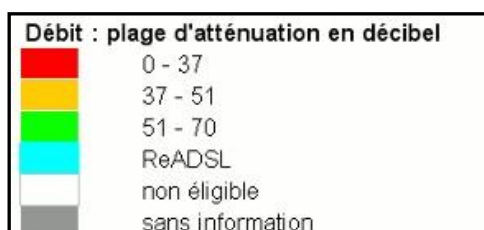
(Source : [Cartelie.application.equipement.gouv.fr](http://cartelie.application.equipement.gouv.fr))

En attendant le Très Haut Débit, on constate avec la carte ci-dessous que la commune de Cabrières d'Avignon présente une couverture DSL non uniforme sur son territoire.

En effet, la commune présente des secteurs qui bénéficient d'une couverture DSL avec un débit moyen à faible, notamment sur la partie Nord de la commune. Et des secteurs avec une bonne couverture notamment pour le centre du village et sur la zone de Coustellet.



La cartographie DSL (Digital Subscriber Line) présente la couverture DSL du territoire et permet de localiser les zones non couvertes (zones blanches) ou mal couvertes (débit faible). Source [cartelie.application.equipement.gouv.fr](http://cartelie.application.equipement.gouv.fr)



## SYNTHESE SERVICES ET INFRASTRUCTURES

---

<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>
<p>Une bonne desserte du territoire. Notamment, la RD900 qui traverse le sud de la commune et qui relie Avignon à Apt, ou la RD2 desservant Cavaillon:</p> <p>Un nombre d'équipements très diversifiés proportionnés à la taille de la commune.</p> <p>La proximité de Cavaillon, et l'Isle sur la Sorgue pour les équipements absents sur le territoire communal.</p> <p>Réseau d'assainissement collectif et d'eau potable satisfaisant.</p>	<p>Absence d'espaces communs sur Coustellet (côté Cabrières d'Avignon).</p> <p>Absence de liaison entre le Village et Coustellet.</p>

<i>Enjeux</i>
<p>Le développement de l'urbanisation devra tenir compte de la capacité des équipements publics de la commune et être en adéquation avec ceux-ci.</p>

## I.5. CONSOMMATIONS D'ENERGIE & EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

### I.5.1 - Le contexte

Au fil des conférences internationales la lutte contre le changement climatique est devenue une des préoccupations majeures pour la planète. Une réduction massive des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050 est nécessaire pour maintenir l'équilibre du climat. Les engagements pris par la France impliquent :

- Pour 2020, une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie ; une augmentation de 20% de la part des énergies renouvelables.
- Pour 2050, une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre.

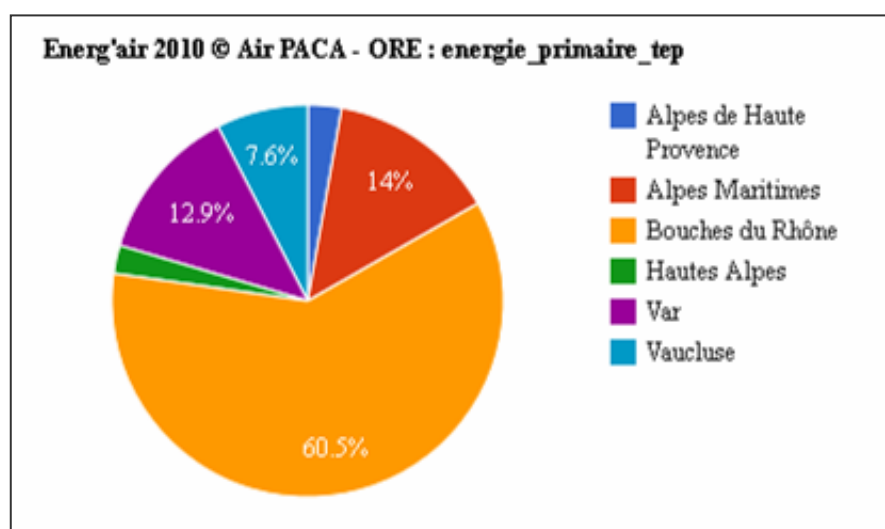
Les collectivités sont des acteurs majeurs dans la lutte contre le changement climatique. Elles ont un rôle d'exemplarité dans la gestion de leurs équipements et de leurs services. Mais elles ont aussi des leviers d'actions importants à travers leurs politiques d'aménagement et de développement. C'est la raison pour laquelle, **la loi grenelle 2, parue le 10 juillet, assigne aux outils de planification (SCoT et PLU) de nouveaux objectifs. Ils portent sur les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie et la production d'énergie renouvelable.**

Dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, l'accès aux données statistiques portant sur les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie et la production en énergie renouvelable est devenu un enjeu majeur pour les territoires.

### I.5.2 - Consommations d'énergie en région PACA

En 2010, la région PACA a consommé près de 20.9 Mtep (énergie Finale corrigée des aléas climatiques) tous secteurs confondus. Le secteur de l'industrie représente 43.5% de cette consommation. Arrive ensuite les secteurs du résidentiel et des transports, représentant respectivement 23.3% et 20.1%.

#### Répartition départementale de la consommation d'énergie en PACA en 2010



Cette consommation d'énergie concerne majoritairement le département des Bouches du Rhône (30.5%), caractérisé notamment par la présence d'activités industrielles. Les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence ne représentent chacun que 2.3% et 2.8% de la consommation énergétique régionale. Les autres départements consomment à hauteur de 7.6% à 14 % de la consommation de la région, dont 7.6% pour le département de Vaucluse. La production pour la région d'énergie primaire s'élève à 1.55 Mtep (97.1% produit par l'Hydraulique).

### **I.5.3 - Consommations d'énergie de la commune de Cabrières d'Avignon**

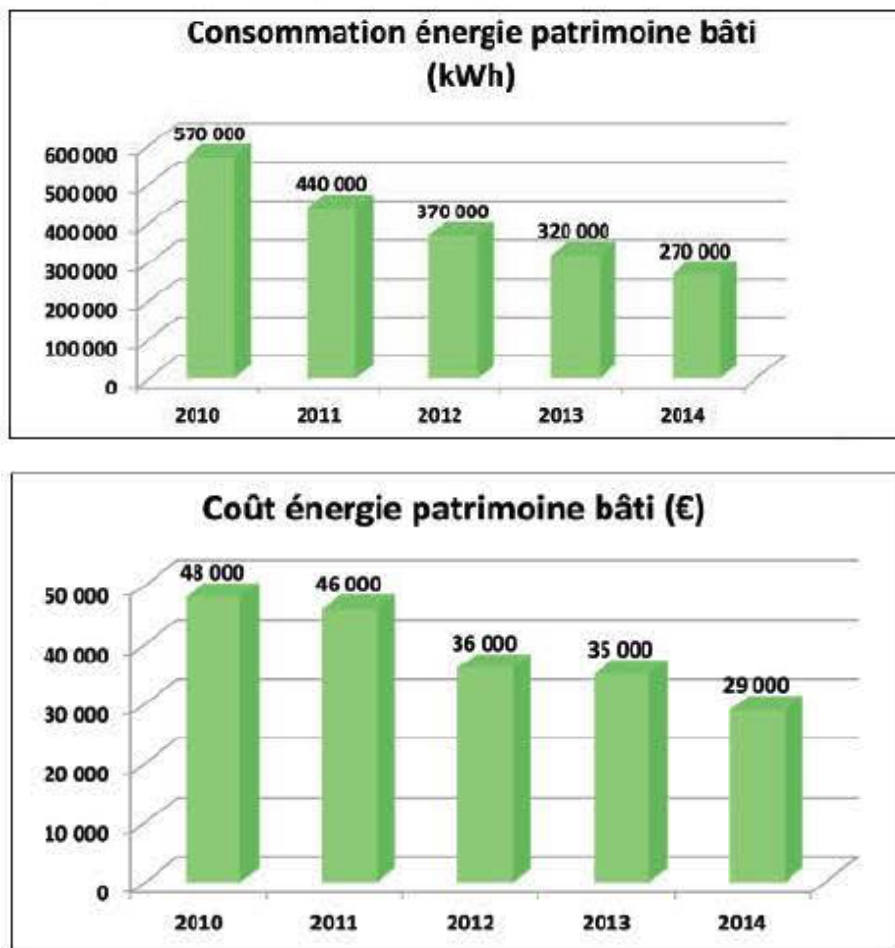
L'augmentation de la population d'ici 10 ans va engendrer automatiquement des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires. Un des enjeux de la commune de Cabrières d'Avignon sera donc de limiter les consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre, notamment dans les domaines de l'habitat et des transports.

La commune adhère depuis 2009 au programme SEDEL (Service Energétiques Durables en Luberon) du Parc Naturel Régional du Luberon (PNRL). Ce service permet de conseiller les communes avec une équipe spécialisée dans les questions d'énergie.

#### **a) Quelques données sur la commune** *(Sources Mairie/SEDEL)*

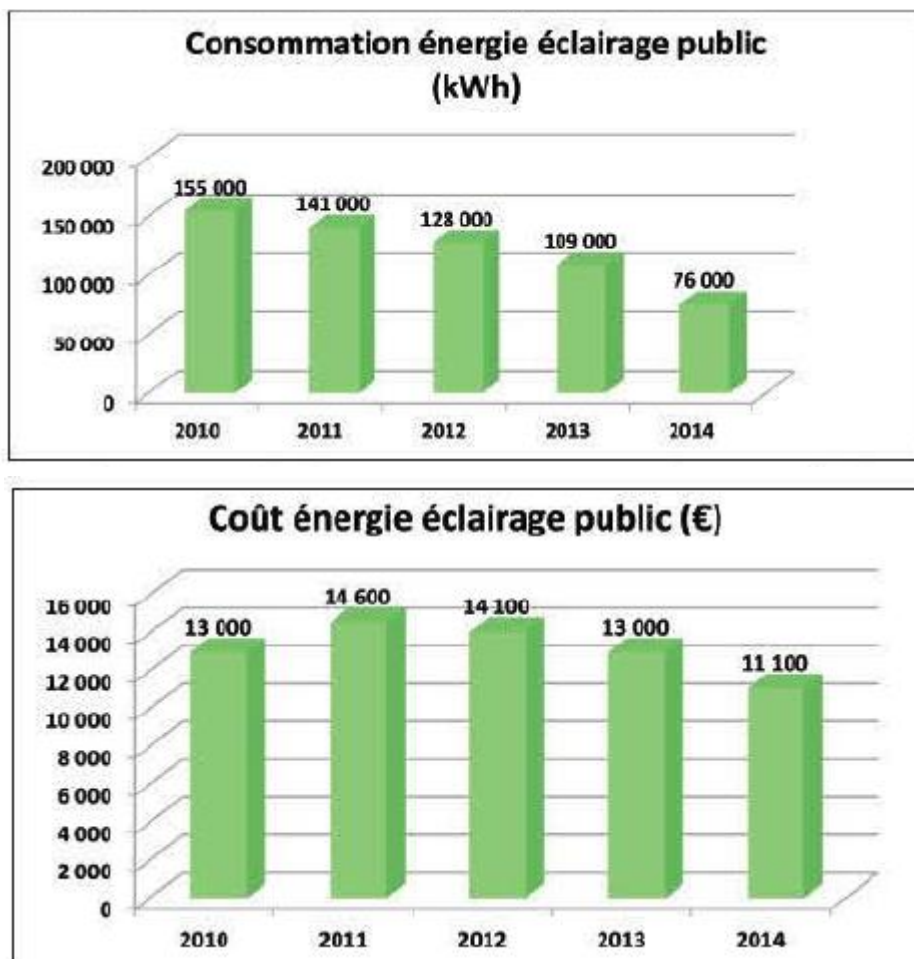
##### **Patrimoine bâti**

La consommation énergétique a baissé de 52,63% entre 2010 et 2014, pour atteindre 270 000 KWh en 2014.



### Eclairage public

La consommation électrique de l'éclairage public a été réduite de plus de 50% entre 2010 et 2014 sur Cabrières d'Avignon, elle s'élève en 2014 à 76 000 KWh.



### b) Les émissions de gaz à effet de serre sur la commune de Cabrières d'Avignon

Un ménage rejette en moyenne 15,5 tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Nous avons vu précédemment que la commune de Cabrières d'Avignon compte en 2012, 770 ménages, soit des rejets s'élevant à environ **11 935 tonnes de CO<sub>2</sub> par an**.

De plus, concernant le domaine des déplacements, le taux d'équipement en véhicule d'un ménage est en moyenne de 1.21, et un ménage parcourt en moyenne 12 546km par an. Enfin, autre donnée importante à mentionner, 0.308 kg de CO<sub>2</sub> sont émis par kilomètre parcouru.

Nous pouvons donc calculer ainsi, de manière générale, les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements des habitants de la commune de Cabrières d'Avignon :

- 770 ménages sur la commune en 2012, soit environ 932 véhicules ;
- Soit environ 9 660 420 km parcourus chaque année par ces 770 ménages ;
- Soit plus de **2 975 409 kg d'émission de CO<sub>2</sub>**.



## **2 : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

## **II.1. GRANDES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL**

### **II.1.1 – La géologie du lieu**

Nous trouvons 5 formations géologiques sur la commune de Cabrières d'Avignon, avec des extensions plus ou moins importantes :

- Dans la partie sud et sud-est de la commune, on rencontre les terrasses inférieures ou terrasses de raccordement. Il s'agit de sables ramenés, par endroit limoneux ou graveleux, avec par endroit, des accumulations d'éléments polygéniques essentiellement crétacé.
- Des alluvions récentes au sud. Il s'agit de limons, sables et argiles. Ces formations sont par endroit très caillouteuses.
- Des marnes sableuses et molasse de l'hélvétien affleurant au niveau de la Muscadelle.
- Du Burdigalien, d'extension moyenne. Ce sont des molasses et calcaires qui affleurent au nord et à l'ouest.
- De l'Urginien : calcaires à débris affleurant dans la partie nord de la commune.

### **II.1.2 – Le contexte hydrogéologique**

Les ressources en eau sont moyennes. Nous trouvons 3 aquifères de taille moyenne à faible et qui sont alimentés exclusivement par la pluviométrie.

Les alluvions et colluvions constituent un aquifère de faible extension fournissant de très faibles débits. Le toit de la nappe varie entre 2 mètres en période de hautes eaux et 6 mètres en période d'étiage.

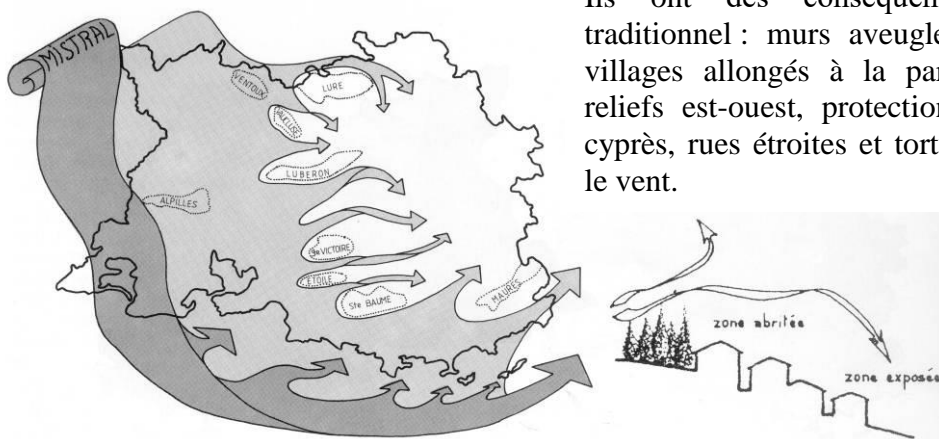
Les formations gréseuses et molassiques du Burdigalien sont peu aquifères. Elles donnent lieu par endroit à des petites sources de très faibles débits.

Les calcaires à débris de l'Urgonien, épais et karstifiés constituent un réservoir assez important. Cette nappe est captée au sud du village pour l'alimentation en eau potable de la commune.

### **II.1.3 – Le Mistral et la Tramontane**

Vents du nord, desséchant, via le couloir rhodannien, frais et froids. Le Mistral et la Tramontane sont générés soit par des températures élevées en Méditerranée, soit par des pluies au nord de la région.

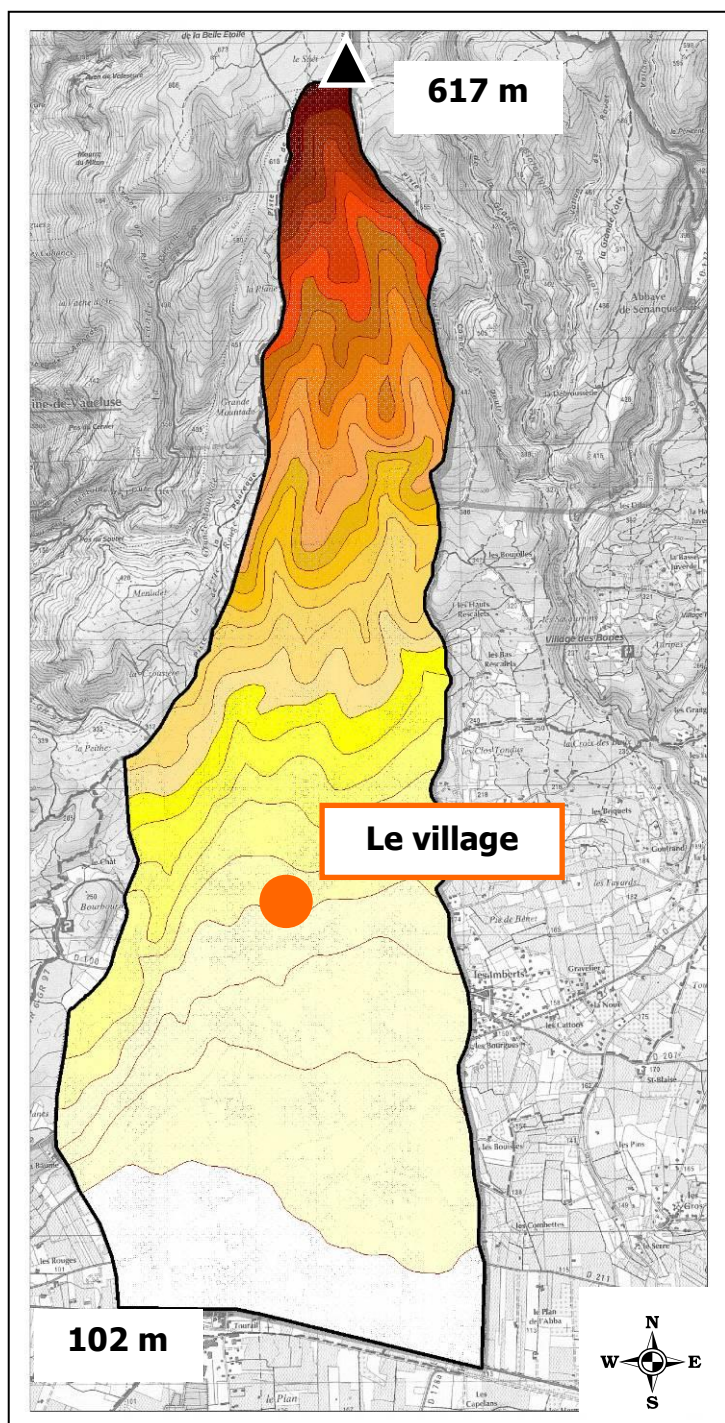
Ils ont des conséquences sur l'habitat traditionnel : murs aveugles côté nord-ouest, villages allongés à la partie supérieure des reliefs est-ouest, protection par une haie de cyprès, rues étroites et tortueuses pour couper le vent.



(source : Le bâti ancien en Provence – EDF)

## II.1.4 – La topographie communale

LA CARTE DU RELIEF DE CABRIERES D'AVIGNON



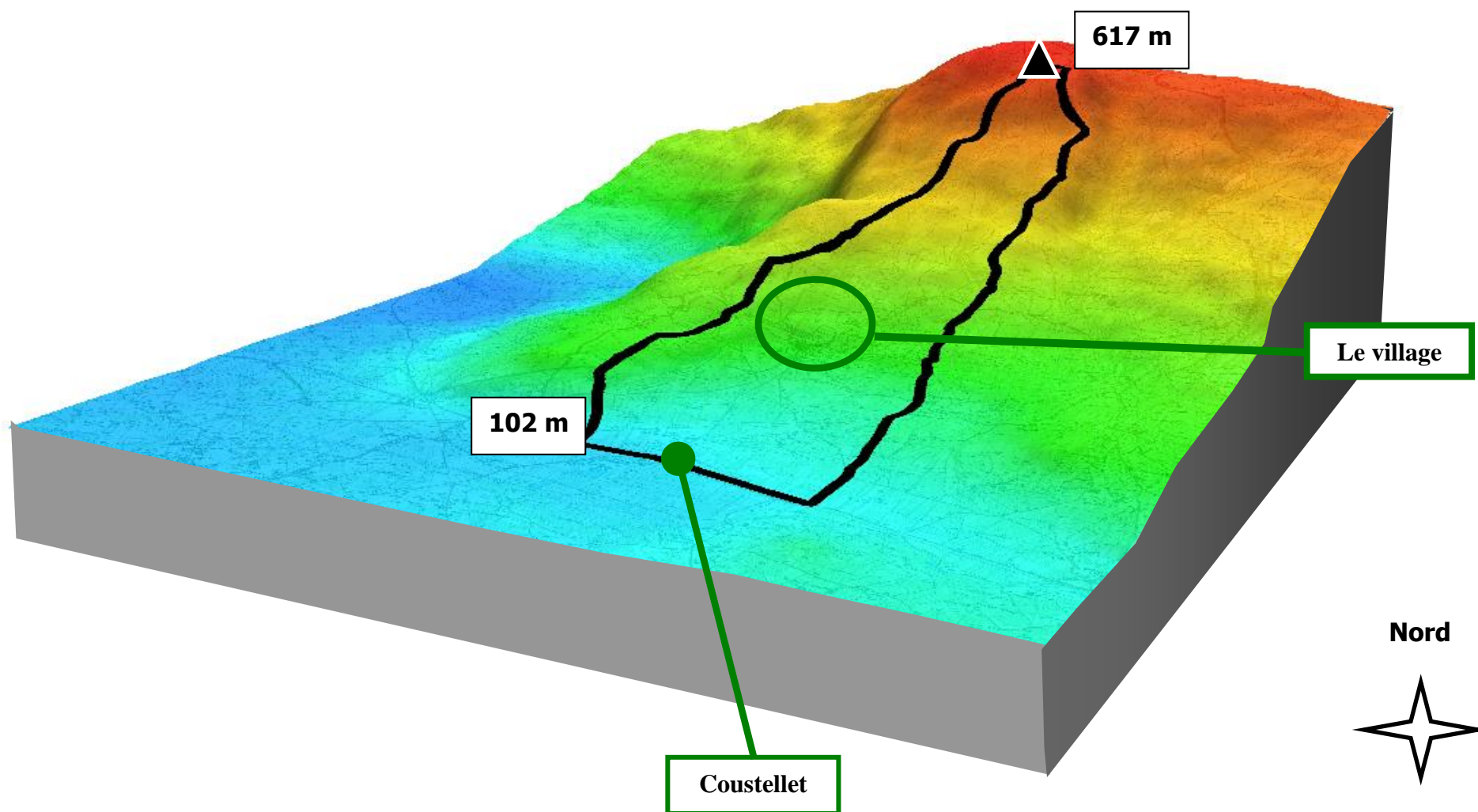
La commune de Cabrières d'Avignon est implantée sur l'adret des Monts de Vaucluse, dont la pente moyenne est de 5%.

De profonds ravins descendent des Monts de Vaucluse. Ces ravins se sont formés sur des calcaires fortement karstifiés et sont la plupart du temps à sec.

La commune se caractérise au sud par une plaine agricole dont la pente moyenne n'est plus que de 2,5%.

L'altitude varie entre 102 m au Sud et 617 m au Nord.

## Simulation en trois dimensions du relief communal

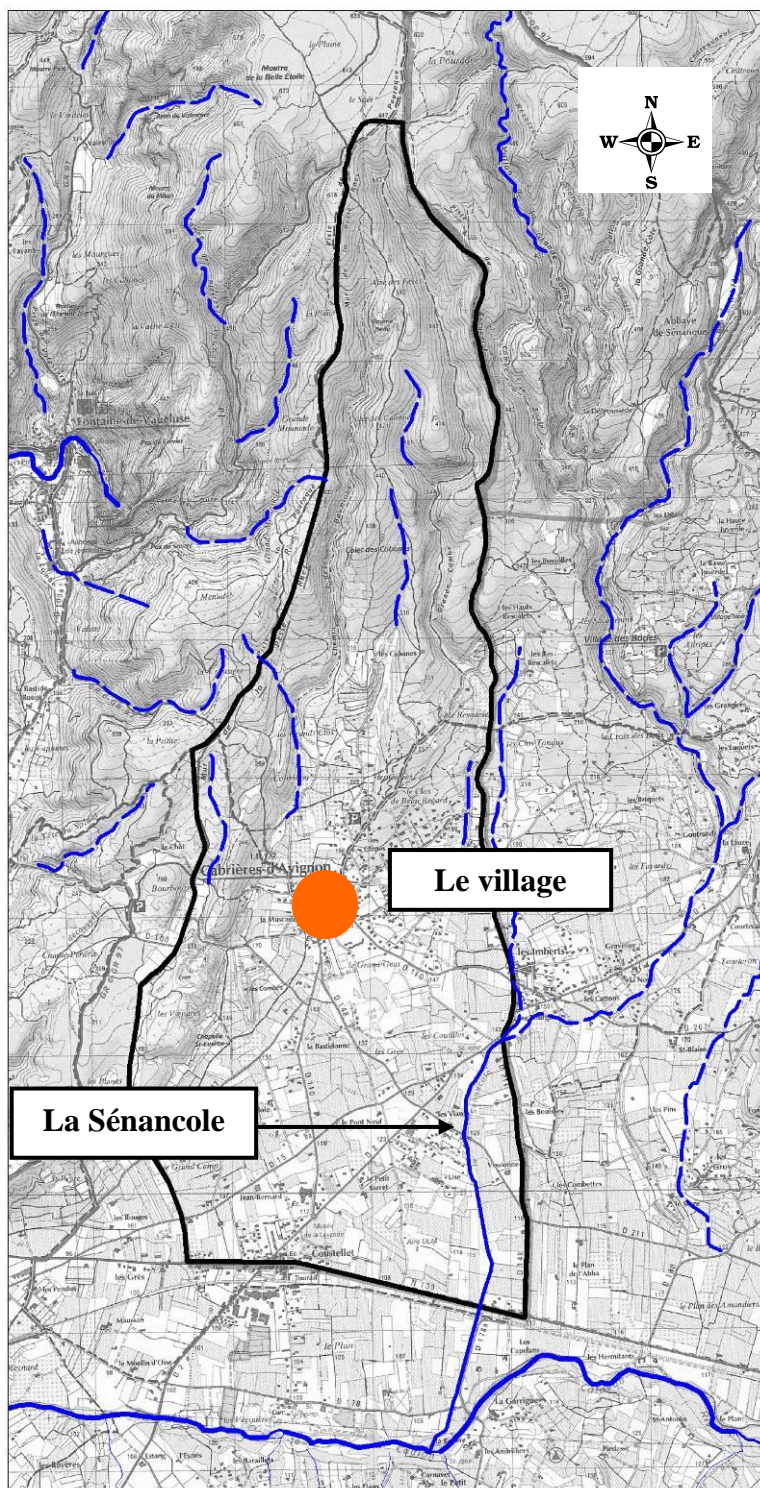




## II.1.5 – Le réseau hydrographique de la commune

### a) Réseau hydrographique de Cabrières d'Avignon

#### LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE CABRIERES D'AVIGNON



Le territoire communal ne comporte pas de cours d'eau important.

Nous trouvons :

- des profonds ravins qui sont la plupart du temps à sec, mais qui peuvent lors d'épisodes pluvieux longs ou intenses provoquer parfois des crues soudaines et importantes. (Notamment le ruisseau des Estelles, et le Vallat de la Merderie qui traversent le village).
- dans l'extrémité sud-est de la commune de Cabrières d'Avignon : le lit du ruisseau de la Sènancole qui draine un bassin versant de 23,5km<sup>2</sup>.

Ce ruisseau est à sec une grande partie de l'année, mais lors de périodes pluvieuses exceptionnelles il peut provoquer des crues largement débordantes.

Dans ce secteur sensible aux inondations, le lit de la Sènancole est artificiel. L'ancien lit longeait la route départementale 15, et constitue l'axe d'écoulement préférentiel des eaux lors des crues.

Cabrières d'Avignon possède cependant un réseau d'irrigation intéressant, une servitude A2 (dispositifs d'irrigation) est présente sur le territoire communal.



## b) Les zones humides

Les zones humides sont ciblées par la loi 2005-157 du 23 février 2005, relative au développement des territoires ruraux en complément de la loi sur l'eau. L'arrêté du 24 juin 2008 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides. Leur préservation et leur gestion durable ont été reconnues d'intérêt général.

Il s'agit de veiller à la préservation de ces zones humides qui constituent de véritables enjeux en terme, de diversité biologique, de gestion des ressources en eau et de prévention des inondations.

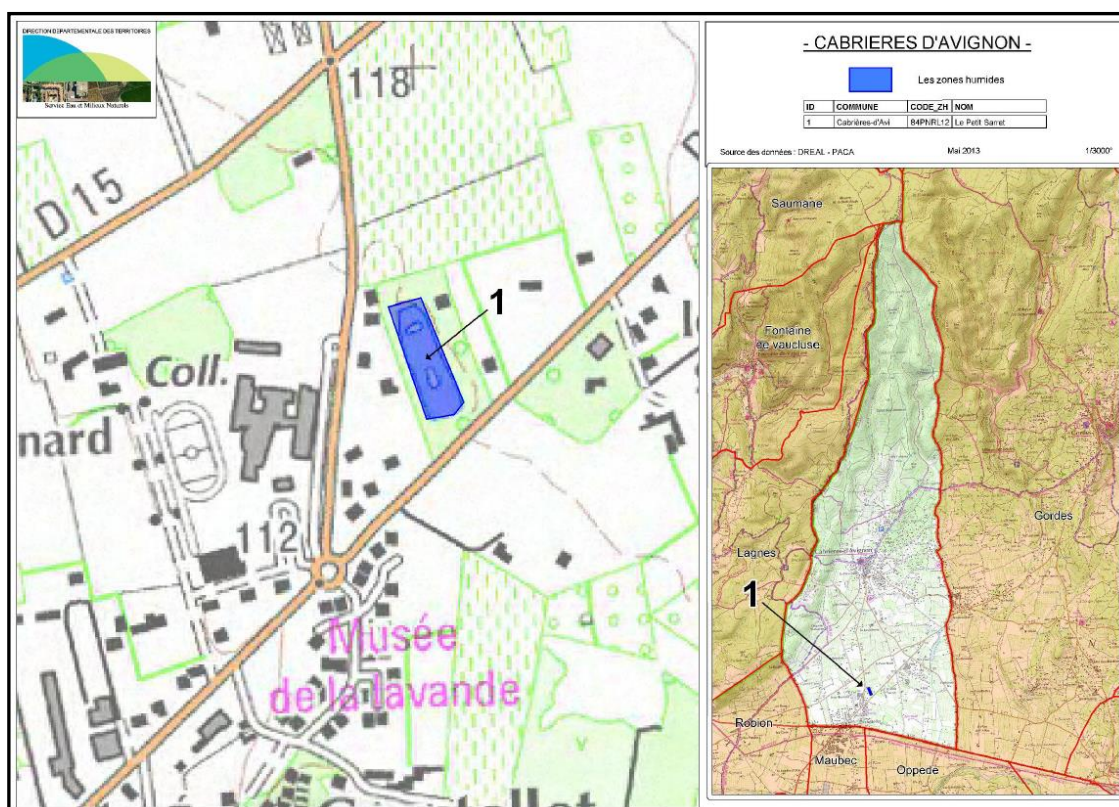
De plus, les enjeux de préservation des zones humides ont été réaffirmés par le SDAGE Rhône Méditerranée de 2009, qui précise que ces zones doivent être prises en compte, préservées et restaurées.

La zone humide est définie par l'article L211-1 du code de l'environnement « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Un inventaire a été mené par le CEN PACA (Conservatoire d'Espaces Naturels) à l'échelle du département du Vaucluse en 2012-2013. Les résultats de ces inventaires ont été portés à la connaissance des collectivités par courrier du Préfet de Vaucluse en date du 30 décembre 2013.

Le PLU devra prendre en compte les zones humides identifiées et prévoir des règles de protection et de préservation de ces sites.

La commune de Cabrières d'Avignon possède une zone humide : le Petit Sarret au sud de la commune (à proximité du collège et du Musée de la lavande).



## II.1.6 - Données climatiques

La commune est soumise à un climat à nette tendance méditerranéenne caractérisé par :

- de fréquentes sécheresses estivales;
- des saisons intermédiaires qui se distinguent par leur douceur;
- une répartition inégale des précipitations au cours de l'année, avec des averses pouvant atteindre une extrême violence.

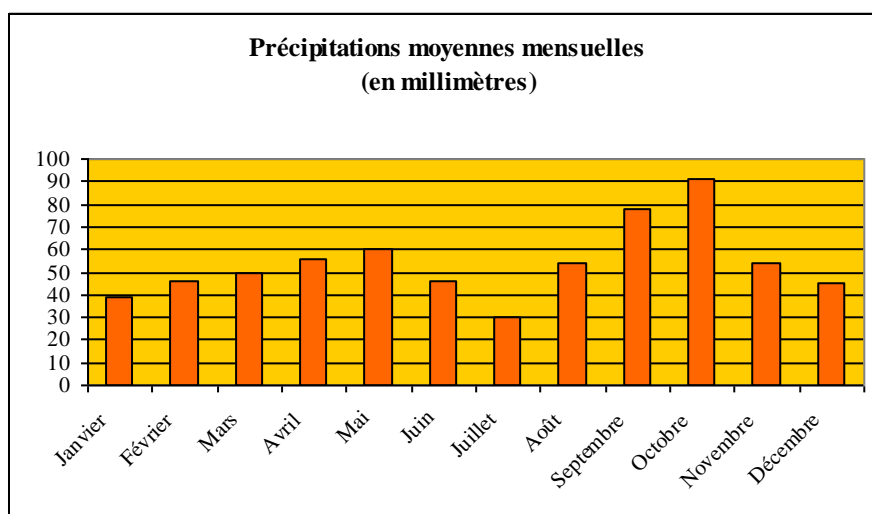
### a) Les températures

- La température moyenne annuelle est de 13.7°C;
- Le mois le plus froid est le mois de janvier. La température la plus basse enregistrée est de -15.4°C. En moyenne, le nombre de jours de gel ( $T \leq 0^{\circ}\text{C}$ ) est de 51.
- Le mois le plus chaud est le mois de juillet. La température maximale enregistrée est de 41.6°C. Elle dépasse 30°C, 44 jours par an.
- L'amplitude absolue dans la région est considérable: 57°C. C'est également l'une des caractéristiques du climat méditerranéen de transition.

(Données METEO France relevées sur les stations d'Orange et de Carpentras.)

### b) Les précipitations

L'histogramme suivant présente les précipitations mensuelles moyennes en millimètres enregistrées à Carpentras de 1964 à 1993.



Les précipitations se répartissent inégalement au cours de l'année. La saison sèche se situe en été avec 4 mois de sécheresse atmosphérique et 3 mois de sécheresse pédologique. Durant l'été, des orages locaux très violents et de courte durée peuvent se produire, leur extension est alors limitée.

Durant l'automne, et généralement de mi-septembre à début novembre, des épisodes pluvieux de longue durée peuvent se produire. Des précipitations supérieures à 80 mm en 24 heures ne sont pas des faits isolés.

Les valeurs caractéristiques des précipitations sont les suivantes:

- La hauteur d'eau moyenne annuelle est de l'ordre de 700 mm;
- Le nombre moyen annuel de jours avec orage est de 24.



## II.2 - PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

### II.2.1 - Les éléments d'histoire (source Mairie)



#### a) Origine du nom

Le nom de CABRIERES aurait comme origine, "Capra" en latin et "Cabro" en Provençal et pourrait être le « le pays des chèvres ».

A partir du 15<sup>ème</sup> siècle le village est nommé successivement "Capreris, Capriera, Cabrieras" et "Cabreria" sur la carte du diocèse de Cavaillon au 16<sup>ème</sup> siècle, par la suite, on commence à compléter le nom de Cabrières par "du Comtat" ce qui signifie qu'il est la propriété du Saint Siège.

En 1918, la commune prend officiellement le nom de CABRIERES-D'AVIGNON c'est-à-dire de l'arrondissement d'Avignon.

Le "d'AVIGNON" vient du fait de son ancienne appartenance au Comtat Venaissin avant la révolution Française, ce qui permet de le différencier de Cabrières d'Aigues situé dans le Sud Est du département.

#### b) Blason

« De gueules à la chèvre d'or, accompagnée au premier franc canton d'une étoile de seize rais du même ».

En 1792 : seule mention historique connue du blason : un cercle contenant une chèvre passante.

De nos jours, le blason de Cabrières est représenté par une chèvre debout accompagnée d'une étoile provenant des armoiries des seigneurs des BAUX.



#### c) Histoire ancienne

A l'origine au 11<sup>ème</sup> ou 12<sup>ème</sup> siècle le château est une place forte militaire destinée à surveiller la frontière du comtat Venaissin.

Au 12<sup>ème</sup> ou 13<sup>ème</sup> siècle, transformation du château par la famille Adhémar.

La famille devient les Baux-Adhémar à la suite d'une alliance avec les seigneurs des Baux.

Au 14<sup>ème</sup> siècle, Henri de Chiabeau succède aux Baux-Adhémar. Sa fille Laure de Chiabeau est considérée par certains écrivains comme la ou l'une des Laure de Pétrarque.

En 1490 Henri de Chiabeau se marie avec Germaine de Montjoie ; Cabrières devient ensuite seigneurie de Giraud d'Ancézune, duc de Caderousse.

Pour mettre ses terres en rapport après les pestes du 15<sup>ème</sup> siècle, il fait venir des familles vaudoises piémontaises.

Les Ancézune resteront propriétaire de Cabrières pendant près de trois siècles.

1537 : Les soldats français pillent Cabrières.

Au 16<sup>ème</sup> siècle, un des chefs de la résistance vaudoise, Eustache Marron s'installe à Cabrières.

Suite à différents faits d'armes, les 19 et 20 Avril 1545, Jean Maynier baron d'Oppède, président du parlement d'Aix, exécute l'arrêt signé en 1540 par le roi de France, François 1er, contre Cabrières et Mérindol, plusieurs fois différé, qui ordonne "la totale extirpation des dits vaudois et luthériens" des villes et villages du Luberon.

Les troupes du roi et des mercenaires du Pape s'unissent pour massacrer les populations vaudoises du Luberon retranchées dans le château de Cabrières. Les maisons sont détruites et l'église brûlée, il y aura près de neuf cent victimes.

Eustache Marron est conduit à Avignon pour y être exécuté « afin de servir d'exemple ».

Le massacre des vaudois marque le début des guerres de religion dans notre région.

1587 : Consécration de l'église actuelle construite pour remplacer l'ancienne église du château qui est détruite.

1660 : Construction du clocher de l'église.

1661 : Construction du presbytère de l'église (le Prieuré).

Au 17<sup>ème</sup> siècle mention de la chapelle St Auzéby bâti sur un site antique gallo-romain, dont le nom évoluera en St Eusèbe.

1720 : Une épidémie de peste issue du navire " Le Grand Saint Antoine" se déclare à Marseille et se propage en Provence et dans le Comtat Venaissin.

1721 : La France et le Comtat Venaissin pour se protéger, tracent des lignes sanitaires, une de ces lignes sera matérialisée par un mur en pierres sèches, allant de Méthamis à Cavaillon, que l'on nommera par la suite « le mur de la peste ».

1767 : Cabrières comme toutes les anciennes possessions des Ancèzune, devient seigneurie des Grammont- Caderousse jusqu'en 1807.

1760 : Construction de la « maison de ville » composée d'une salle de réunion du conseil, d'un logement du maître de l'école des garçons et d'un grenier servant de magnanerie.

1776 : Mise en place de la croix sur la place de l'église, elle sera remplacée par le monument aux morts édifié en 1921.

18 Août 1791 : Le rattachement à la France de Cabrières est voté par les représentants des communes du Comtat Venaissin.

1793 : Création du département du Vaucluse.

#### d) Histoire récente

Au 19<sup>ème</sup> siècle Cabrières ne figure pas dans la liste des communes réformées du département.

1807 : Le château de Cabrières est vendu à Jean-Baptiste Bonnet.

1860 : Des graines des cèdres du Liban sont semées au nord du village sur un site qui deviendra « la forêt des cèdres ».

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle le château appartient à plusieurs propriétaires ; Il est transformé en usine pour la réception et l'étouffage des vers à soie.

Cette activité fonctionnera encore dans les années 1950 avec Mr et Mme Dussert.

1819 : vente du four à pain banal.

1823 : construction du four communal qui sera vendu en 2006.

1914 : Construction de l'ancienne poste.

1921 : le presbytère (le prieuré) est vendu.

1923 : Arrivé du courant électrique dans le village.

1929 : construction de la nouvelle école de garçons à l'entrée du village.

1938 : Mise en service du réseau d'eau potable dans la commune.

1940 : Aménagement de l'ancien stade.

1954 : Construction du foyer rural avec bains douches.

1957 : Construction de la salle des fêtes.

1914 : Construction de l'école intercommunale de Coustellet.



e) Histoire contemporaine

1965 : Projet architectural pour mise en place de l'espace Vasarely, qui sera abandonné en 1966.

1977 : Construction de la nouvelle mairie et de la nouvelle poste

1978 : Début de l'exploitation de la carrière par la société Sylvestre.

1983 : Transfert de l'ancienne mairie vers la nouvelle, et aménagement de la bibliothèque dans l'ancienne mairie.

1987 : Achat par la commune des terrains au sud de la mairie qui seront utilisés comme aire de jeux, bâtiments publics.

1995 : Inauguration du collège de Coustellet.

1998 : Construction du gymnase de Coustellet.

2005 : Construction de la nouvelle école.

2006 : Construction de la crèche intercommunale de Coustellet.

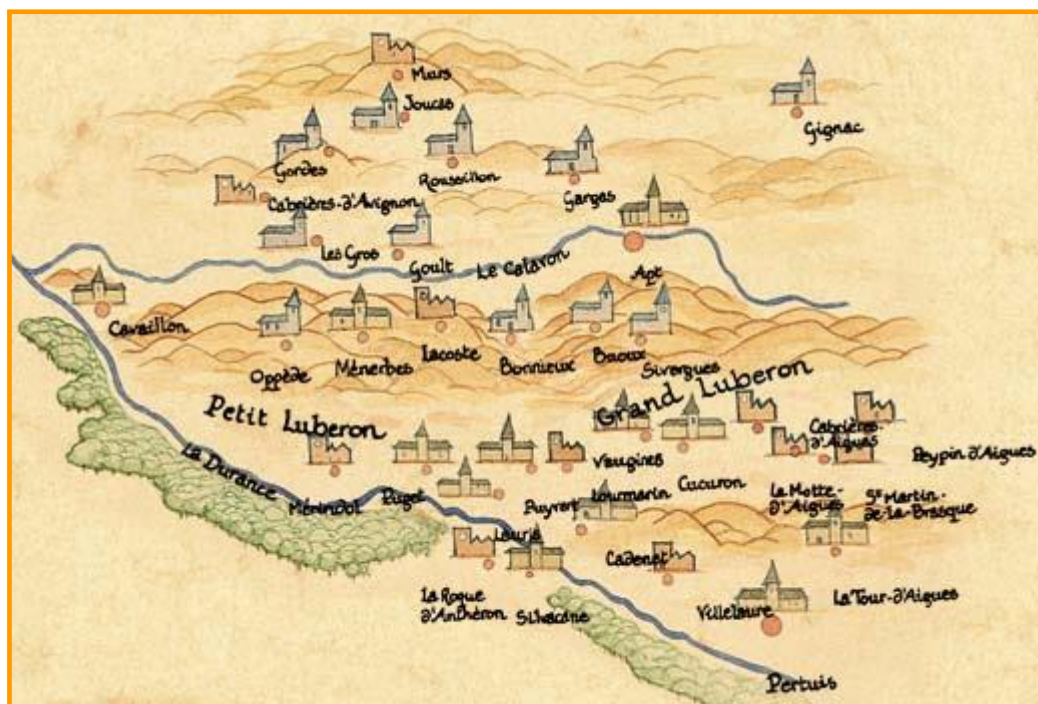
f) Histoire d'eau

Le seul ruisseau traversant le village est cadastré sous le nom de « Vallat de la Merderie » ou « Merdassier ».

- 1757 ce cours d'eau est régulièrement en crue en hiver ; un pont est construit entre la bourgade et le château.
- 1758 : Les Cabriérois font creuser la « mine » des Barres (aqueduc souterrain) pour alimenter la fontaine publique édifée sur la place du village.
- 1801 : Découverte dans le vallon des Beaumillons ou Baumions d'une source, un aqueduc est creusé le long du vallon pour alimenter la fontaine publique.
- 1830 : Découverte de la source de Roye et creusement de la nouvelle « mine » qui alimente encore de nos jours les fontaines du village.
- 1926 : Une crue dans le « Vallat de la Merderie » emporte le lavoir de la Fontanette qui sera reconstruit en 1927 et détruit en 1980 pour la construction d'un transformateur électrique.
- 1953 : Travaux de réfection de la mine des Barres.

## Les Vaudois

Le terme de «vaudois» est appliqué aux disciples de Vaudès, ou Valdès. Ce riche marchand lyonnais décide vers 1170 de se faire pauvre et de prêcher l'évangile traduit en langage populaire, en l'appliquant à la lettre. Refusant le serment, le mensonge, la peine de mort et la richesse, les Vaudois sont déclarés hérétiques en 1214, pour leur négation du purgatoire. Dès lors, pourchassés et clandestins, ils se dispersent en Europe. En France, ils se fixent en Dauphiné et dans le Luberon. Ralliés à la Réforme en 1532, après la rupture de Luther avec Rome, ils subiront les pires persécutions.



*La présence Vaudoise dans le sud du Vaucluse*



Village à  
présence  
Vaudoise



Village  
massacré  
en 1545



Village non  
Vaudois

## Le Luberon vaudois

Les Vaudois se réfugient, surtout entre 1490 et 1520, dans une quarantaine de localités du Luberon, dans cette basse Provence dépeuplée qui réclame des bras. Ils subissent de nombreuses persécutions. Celle du baron d'Oppède, en avril 1545, est sanglante : 9 villages incendiés, 18 localités pillées, 3 000 morts et plus de 660 hommes envoyés aux galères. Le procès de cette expédition s'ouvre en 1551. Aucun des accusés n'est condamné.

### *Cabrières d'Avignon au XVI<sup>e</sup> siècle*



## II.2.2 – Patrimoine bâti

### a) Patrimoine archéologique

Le service d'archéologie du Conseil Général de Vaucluse souligne plusieurs zones de sensibilité archéologique connues à Cabrières d'Avignon :

#### *SITES ARCHEOLOGIQUES RECENSES SUR LA COMMUNE*

N°	Nom du site	Vestiges	Chronologie	Précision	Parcelles
1	Coustellet	Puits funéraire	Néolithique moyen	loc, inc,dans une emprise connue	
1	Coustellet	sépulture	Néolithique moyen	loc, inc,dans une emprise connue	
2	Vallon Carbonel	sépulture	Néolithique final		
3	Jean Bernard	Occupation	Néolithique	loc. connue et limites supposées	
4	Lise	atelier de taille	Néolithique	loc. connue et limites supposées	
5	Le Grand Camp	Habitat	Second Age du fer Haut Empire		(153,523,553)
5	Le Grand Camp	villa	Second Age du fer Haut Empire		(153,523,553)
6	Saint-Eusèbe	Occupation	Second Age du fer	loc. connue et limites supposées	1995: B (93-100,110,469)
7	Chapelle Saint-Eusèbe	chapelle	Moyen-âge classique	Loc, et extension connues	264
8	Eglise Saint-Vincent	église	Moyen-âge classique Epoque contemporaine	Loc, et extension connues	A(483)
9	Villa de Saint-Eusèbe	villa	Gallo-romain	loc. connue et limites supposées	1995: B(93-100,110,469)
10	Saint-Eusèbe	Habitat	Haut moyen-âge	loc. connue et limites supposées	1995: B(93-100,110,469)
11	Le mur de la peste	défense	Epoque moderne	Loc, et extension connues	
11	Le mur de la peste	mur	Epoque moderne	Loc, et extension connues	
12	La Croix de Lagnes	Occupation	Néolithique	loc. connue et limites supposées	
13	La Croix de Lagnes	Habitat	Gallo-romain	loc. connue et limites supposées	
14	Le Château	château fort	Moyen-âge classique Epoque moderne	loc. et extension connues	A(362)
15	La Muscadelle Ouest	Occupation	Premier Age du fer	loc, inc,dans une emprise connue	
16	La Muscadelle Ouest	Occupation	Néolithique	loc, inc,dans une emprise connue	



## ZONES DE SENSIBILITE ARCHEOLOGIQUE



Direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Service régional de l'archéologie  
Département de Vaucluse, commune de Cabrières-d'Avignon  
Localisation des entités archéologiques recensées  
Source Patriarche, état des connaissances au 27/08/2009  
© IGN, SCAN25, échelle 1:25000





On a retrouvé un puits funéraire néolithique à proximité du hameau de Coustellet, ce puits contenait deux squelettes en position accroupie et du matériel funéraire : débris céramiques, percuteurs, lames et des ossements d'animaux.

#### b) Monuments et sites

La commune détient quelques vestiges historiques intéressants, et notamment un monument classé monument historique : le château, avec un périmètre de protection de 500 mètres.

##### - l'église paroissiale.

L'église paroissiale primitive d'origine romane, dont il reste deux arcades latérales contre le mur du château, fut rasée par l'évêque de Cavaillon après les événements de 1545.

Il en fit construire une nouvelle vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle : l'église « Saint Vincent » consacrée en 1587.

Elle a été conçue en style roman avec nef centrale, bas côtés voûtés d'arêtes avec une abside semi-circulaire. Le clocher carré avec une flèche à merlet a remplacé un clocher-arcade existant en 1597.



##### - Chapelle Saint-Eusèbe.

Citée au début du XVI<sup>e</sup> siècle, elle fut dévastée durant les événements de 1545, puis restaurée ultérieurement ; on y faisait encore des processions avant la première guerre mondiale.





- Le Château est ses fortifications.



L'ancienne fortification est de plan vaguement rectangulaire. La hauteur moyenne actuelle est de 8m. Chaque angle était épaulé d'une tour circulaire, mais le mur ouest en possédait une supplémentaire qui devait surveiller l'entrée primitive. On remarque de nombreuses bouches à feu et archères. Ce rempart qui doit trouver ses origines au XIII<sup>e</sup> siècle ou au XIV<sup>e</sup> siècle remonte dans son ensemble au XV<sup>e</sup> siècle.

Il est assez difficile d'assigner une date précise pour la construction du château, on peut penser qu'il date du XI<sup>e</sup> siècle/ XIII<sup>e</sup> siècle.

Un mur en *opus spicatum* témoigne néanmoins de son origine féodale Il fut conservé, ainsi qu'une tour à archères, par Armauton de Montjoye dans la construction actuelle.

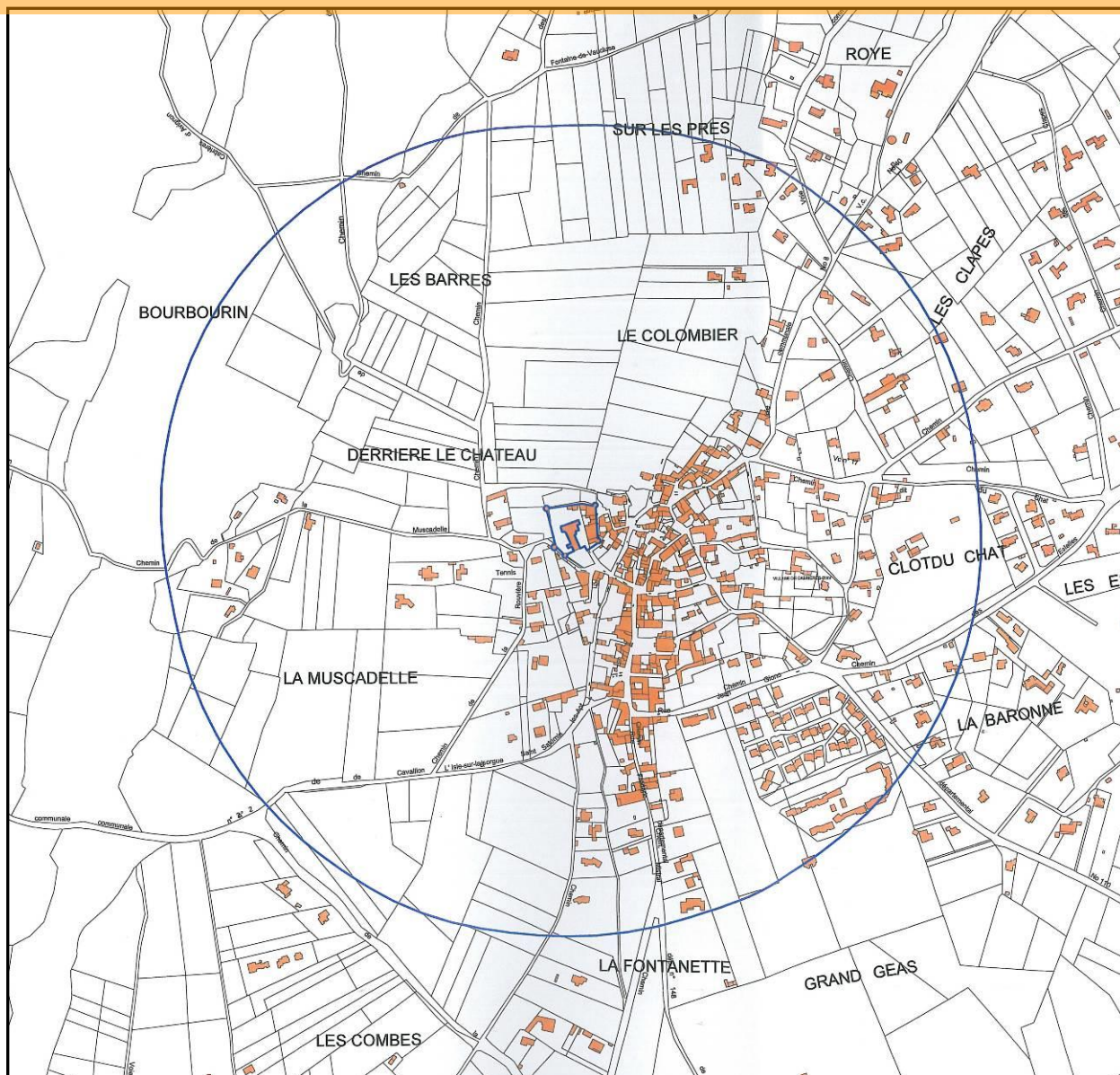
Il y a quelques années, le rempart et le château étaient dans un triste état, depuis certains murs et tours d'enceinte ont été restaurés, tout comme le château rénové.





La commune possède une servitude AC1, avec un périmètre de protection de 500 mètres autour du château de Cabrières d'Avignon.

### **Servitude AC1: Périmètre de protection de 500 mètres autour du Château**



### - La muraille de la peste de 1721.

A la limite du territoire communal, du côté de Lagnes, on rencontre quelques vestiges du haut mur en pierres sèches élevé lors de la peste de 1720 pour empêcher toutes relations entre les pays contaminés et le Comtat.

La muraille de la Peste a été édifiée dans les Monts de Vaucluse afin de protéger le Comtat Venaissin lors de l'épidémie de peste qui frappa Marseille et une partie de la Provence (1720-1722). S'étirant sur 27 kilomètres, il est bâti en pierres sèches. Le long de ce mur, des guérites en pierres sèches accueilleraient des gardes.

En mai 1720, la « Grande Peste » fut apportée, à Marseille, par le Grand Saint Antoine, dont l'affréteur, l'échevin Estelle, malgré un décès suspect signalé par le capitaine Jean-Baptiste Chataud, voulut absolument débloquer sa cargaison pour commercialiser ses soieries à la Foire de Beaucaire qui débutait le 20 juillet. La peste ne fut officiellement déclarée que 67 jours après l'arrivée du navire.



En mars 1721, pour limiter la propagation de la maladie que les restrictions de circulation ne parvenaient pas à contenir, le royaume de France, les territoires pontificaux d'Avignon et du Comtat Venaissin décident de se protéger par une ligne sanitaire matérialisée par un mur de pierres sèches entre la Durance et le Mont Ventoux, et gardé jour et nuit par les troupes françaises et papales empêchant tout passage. Les habitants furent ainsi réquisitionnés pour son édification, le mur devait empêcher toute relation entre le Comtat Venaissin et le Dauphiné encore épargné.

Malgré les barrières naturelles que représentaient la Durance, le Rhône, le Verdon, le Var, l'Eygues et l'Orb, auxquelles s'ajouta la « Muraille de la Peste », on a pu calculer que l'épidémie se déplaçait de 45 kilomètres par mois, en zone peuplée, avec des différences allant de 35 à 50 km / mois. Mais si le fléau atteignit les Préalpes et le Gévaudan, il ne dépassa pas Orange dans la vallée du Rhône et il s'arrêta aux portes de Saint-Genest-de-Beauzon, près de Largentière.

La peste atteignit Apt, le 25 septembre et Carpentras le 24 octobre 1720, où l'on exposa les reliques de saint Siffren et le Saint-Clou pour éloigner le fléau.

Il y eut 126 000 morts en Provence, Comtat et Languedoc. En Provence, 81 communautés furent atteintes et sur une population de 293 113 habitants, il y eut 105 417 morts (36%) ; dans le Comtat, 6 communautés, soit 36 641 habitants et 8 062 morts (22%) ; en Languedoc, 84 communautés, soit 12 597 morts pour 75 377 habitants (16,7%). Marseille, la première touchée perdit la moitié de sa population, soit 50 000 morts.



La commune est concernée par une servitude AC2 (Protection des sites: le mur de la Peste).



## CABRIERES D'AVIGNON

### Servitude d'utilité publique : AC2

#### INTITULE DE LA SERVITUDE

Protection des sites

Servitudes de protection des sites et des monuments naturels  
(réserves naturelles)

#### MINISTERE

Ministère de l'écologie

#### TEXTES INSTITUTIFS

Code de l'Environnement,

articles L341-1 à L341-22 (Titre IV-Chapitre 1er)

- L341 (loi du 02/05/1930) Sites Classés, bénéficiant d'une protection destinée à maintenir leur intégrité et leur qualité notamment paysagère.
- L332 Réserves Naturelles, visent à protéger une partie du territoire où le milieu naturel présente une qualité particulière.

#### GESTIONNAIRE

DREAL PACA et SDAP

#### OBJET LOCAL

Site du mur de la peste

#### ACTE DE CREATION

Site inscrit le 30/04/1971

#### DETAIL

Mur de la peste et ses abords immédiats, à savoir :  
Le mur lui-même, pour sa partie comprise à la limite des communes de Cabrières et de Lagnes.

#### LEGENDE

Limite communale

Représentation graphique de la servitude

Délimitation du Site Inscrit

Plan de situation - Echelle : 1/30000°

Plan détaillé - Echelle : 1/5000°

Source : S.D.A.P, année 2008

Cartographie : ©I.G.N. Scan25® + Cadastre DGI 2001

Nom de fichier : SUP-AC2\_0910\_84025\_01

Commune de Cabrières d'Avignon – Rapport de présentation

90



### - Autres éléments architecturaux

Cabrières d'Avignon comprend aussi divers éléments architecturaux, qui témoignent du passé de la commune.

Nous trouvons : une colonne commémorant le massacre de 1545, l'oratoire de la vierge (1968), des vieux lavoirs, des fontaines, une citerne lavoir, des calvaires, des bories...





*Des anciens calvaires sont établis aux intersections de différentes routes et chemins de la commune.*



- Les ouvrages en pierre sèche  
(source : Association Pierre Sèche en Vaucluse)

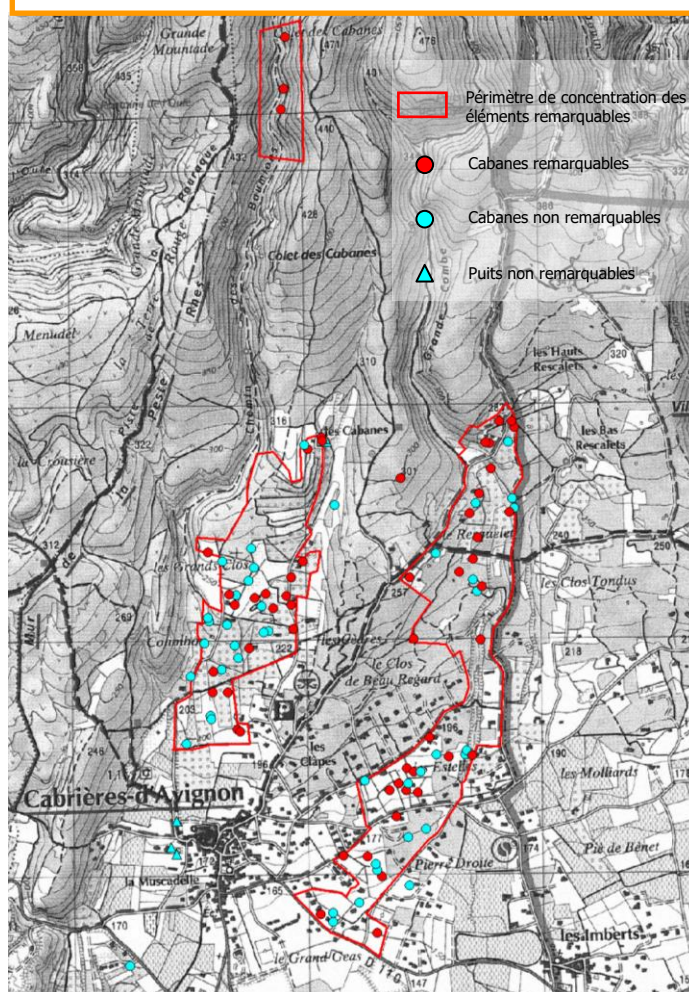
Cabrières d'Avignon possède un grand nombre d'éléments en pierre sèche sur son territoire. Ces ouvrages constituent un patrimoine remarquable faisant partie intégrante de l'identité de la commune.

Ce patrimoine est constitué notamment de cabanes, de puits ou encore de cuves à vin.

Ces ouvrages sont essentiellement situés autour du village de Cabrières, notamment au Nord.

On remarque d'ailleurs une forte concentration d'ouvrage en pierre sèche sur les secteurs des Estelles, des Cabanes et du Resquelet.

### *Les éléments de pierres sèches sur Cabrières*



*Cabane au Resquelet*



*Cabane aux Plantades*



*Cabane au lieu-dit Les Cabanes*



*Cabane aux Estelles Nord*





## II.3. MILIEUX NATURELS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### II.3.1. Contexte et périmètre de protection

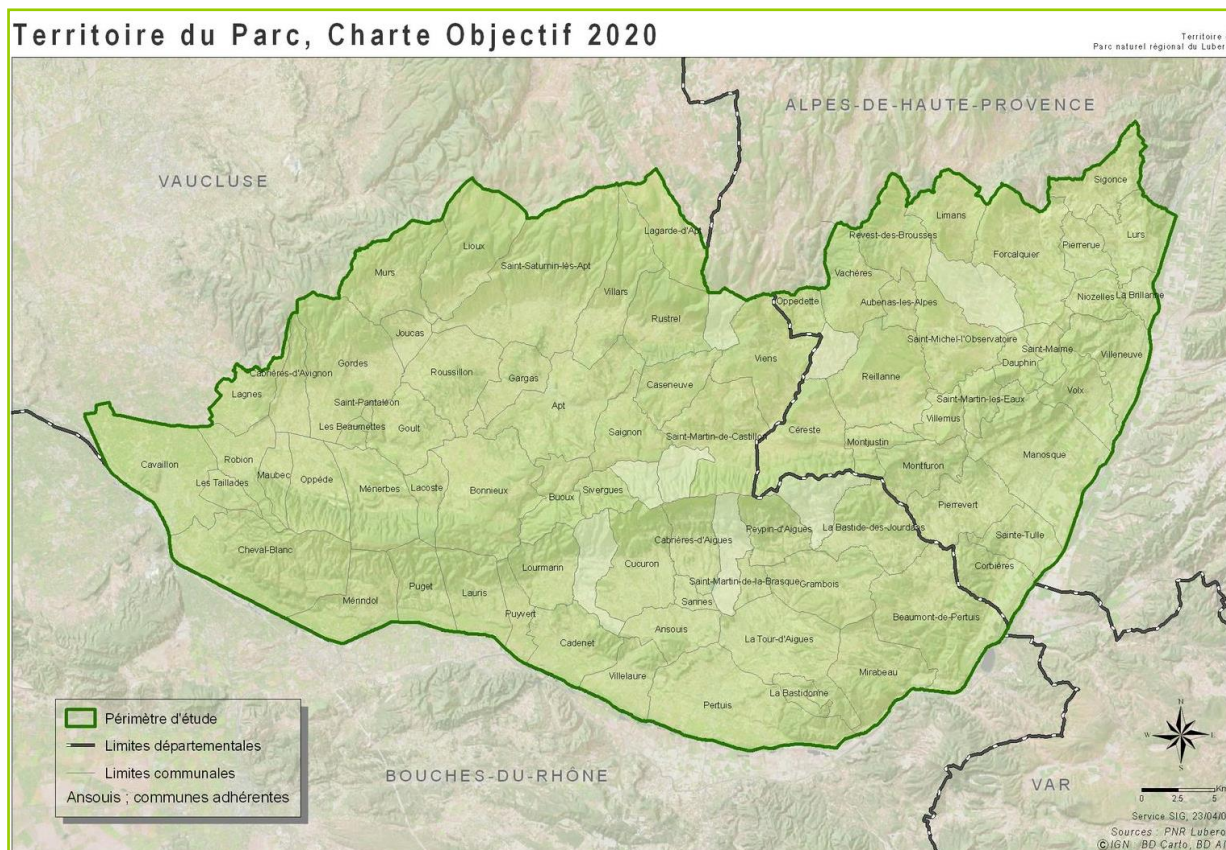
Le territoire de Cabrières d'Avignon se trouve dans un site naturel riche et est, par conséquent, concerné par des mesures de protection. On compte sur le territoire communal trois Z.N.I.E.F.F. (deux de types I et une de type II), un arrêté de biotope ainsi qu'une zone spéciale de conservation et d'une zone de protection spéciale (zones Natura 2000). Cabrières d'Avignon fait également partie de la réserve de biosphère du Luberon et du Parc Naturel Régional du Luberon.

#### a) Le Parc Naturel Régional du Luberon

Créé en 1977, le Parc Naturel Régional du Luberon a été admis le 15 décembre 1997 dans le réseau mondial des Réserves de Biosphère du programme de l'UNESCO.

Le Parc Naturel Régional a pour vocation de protéger et valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en oeuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique, social et culturel, respectueuse de l'environnement. Un Parc Naturel Régional est géré de façon particulière : un projet de développement durable, la charte, définit les grandes orientations que les collectivités territoriales (communes, départements, région) s'engagent à mettre en oeuvre.

Ce sont au total 77 communes (soit 167 000 habitants) qui sont concernées par le périmètre du Parc soit une superficie de 185 145 ha. Sur la commune, le Parc naturel est acteur d'un certain





nombre de mesures de gestion de l'espace, comme la mise en place de mesures agri-environnementales (MAE) avec les éleveurs dans le secteur de la Crau des Plaines. Le Parc contribue également à l'animation et au développement touristique (aménagement d'un observatoire ornithologique en bordure de Durance).

La commune de Cabrières d'Avignon est adhérente au Syndicat mixte du Parc Naturel Régional du Luberon et a approuvé la révision de la charte du PNR Luberon. La procédure de révision de la charte a eu lieu dans le Parc Naturel Régional du Luberon et a abouti par la publication au Journal Officiel du 23 mai 2009 du décret renouvelant le classement jusqu'en 2021.

Le Parc décline ses objectifs à travers sa Charte. La charte d'un PNR constitue un cadre de référence pour toutes les procédures de planification mises en œuvre par les acteurs du territoire (plans d'urbanisme communaux, schémas d'aménagement de rivières, schémas d'aménagement touristique, zonages agricoles et forestier...). Elle est approuvée par l'Etat qui attribue le classement en « Parc Naturel Régional ». L'organisme chargé de coordonner la mise en œuvre de la charte est le syndicat mixte de gestion, qui regroupe toutes les collectivités qui ont approuvé la charte. La charte du Parc détermine ainsi l'action de l'organisme de gestion du Parc et engage les collectivités territoriales et l'Etat en matière d'aménagement du territoire, de protection et de valorisation du patrimoine naturel et culturel.

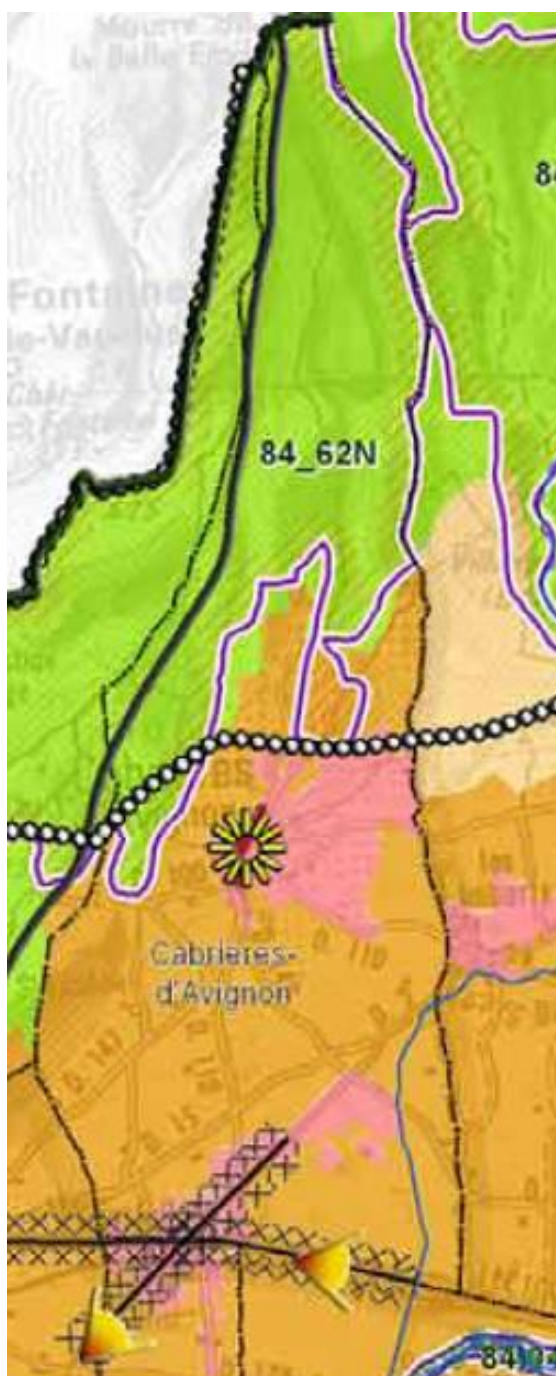
La charte poursuit 4 missions, chacune étant déclinée sous forme d'orientations : protéger les paysages, transmettre les patrimoines, gérer durablement les ressources naturelles ; développer et ménager le territoire ; créer des synergies entre environnement de qualité et activité économique ; mobiliser le public pour réussir un développement durable.

Cette charte est composée d'un plan de parc exposant l'occupation du sol et les vocations préférentielles de l'espace ainsi que d'un document exposant les mesures et les orientations avec lesquelles les documents d'urbanisme doivent être compatibles.

L'occupation du sol par l'urbanisation telle qu'elle est représentée sur le plan, se veut une « image » au 1/65000 de l'urbanisation dense et semi dense du territoire réalisée à partir des photos aériennes IGN 2005.

Il est rappelé que la charte n'est pas en elle-même un document d'urbanisme. En conséquence, ne figurent pas sur le plan les parties encore non construites des zones urbanisables des documents d'urbanisme ni, a fortiori, les futures zones constructibles.

## Extrait du Plan de la Charte – objectif 2021



Cabrières d'Avignon est concernée par la zone de nature et de silence du Plan du Parc. Cette zone concerne le versant Sud des Monts de Vaucluse. C'est une zone de pleine nature dont la vocation pastorale forestière et cynégétique doit être conservée. La richesse de ces écosystèmes justifie que n'y soient pas autorisées les nouvelles constructions ou les installations classées pour la protection de l'environnement.

La commune possède également au sud un espace rural aux terroirs agricoles irrigables. Il y a également un secteur de valeur biologique majeure devant faire l'objet d'un suivi attentif ; il est localisé au Nord de la commune.

## b) Réserves de biosphère – Luberon

Lancé en 1971 par l'UNESCO, le programme MAB (Man And Biosphère) sur l'homme et la biosphère conduit à se poser une question essentielle : comment concilier la conservation de la biodiversité et des ressources naturelles et le développement des activités humaines ? De cette réflexion émana en 1974, le concept de Réserve de biosphère, territoire d'expérimentation de la mise en œuvre de ces objectifs. Ces concepts sont reconnus sous le vocable de « développement durable ». Chaque projet doit donc trouver un équilibre en fonction de l'objectif à atteindre et en tenant compte des quatre besoins constituant le modèle du développement durable :

- Le besoin matériel (pôle économique),
- Le besoin social (pôle social),
- Le besoin de qualité du milieu (pôle écologique),
- Le besoin d'équité (pôle éthique).

Chaque Réserve de biosphère remplit trois fonctions complémentaires et interactives : la conservation, le développement et l'appui logistique pour la recherche et l'éducation qui se traduisent en quatre grands objectifs :

- Utiliser les Réserves de biosphère pour conserver la biodiversité naturelle et culturelle,
- Utiliser les Réserves de biosphère comme modèle d'aménagement du territoire et lieux d'expérimentation du développement durable,
- Utiliser les Réserves de biosphère pour la recherche, la surveillance continue, l'éducation et la formation,
- Mettre en application le concept de Réserve de biosphère.

Les Réserves de biosphère sont constituées de trois aires interdépendantes qui se complètent :

- Une aire centrale, zone de protection des écosystèmes et des paysages. Elle fait l'objet d'une surveillance continue.
- Une aire tampon qui entoure théoriquement la zone centrale et contribue à sa protection.
- Une aire de coopération, lieu d'implantation des populations et de leurs activités économiques, sociales et culturelles et où s'entrecroisent les principaux enjeux.

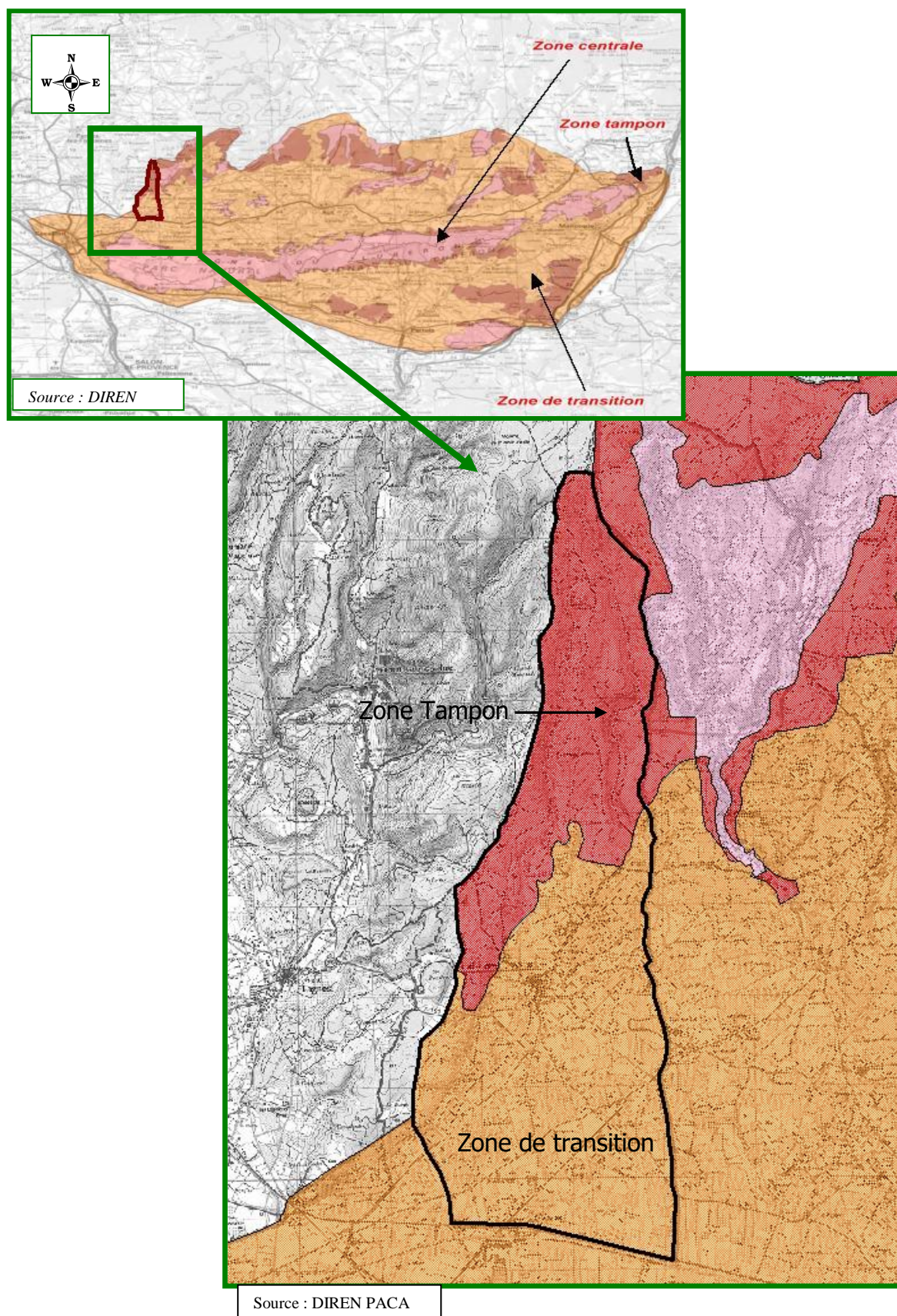
En 1997, sur l'initiative du Parc Naturel Régional, le territoire du Luberon a été reconnu Réserve de biosphère par l'UNESCO. Coordinateur de la Réserve de biosphère, le Parc doit développer principalement des actions dans les domaines suivants :

- Recherche scientifique,
- Education à l'environnement,
- Implication de la population aux actions de son territoire,
- Coopération internationale.

La commune de Cabrières d'Avignon est concernée par les deux zones de la réserve de Biosphère du Luberon : la zone Tampon et la zone de Transition.



## Situation de Cabrières d'Avignon au sein de la réserve de Biosphère Luberon- Lure





### c) Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il est mis en œuvre dans chaque région par les Directions Régionales de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national pour les espèces vivantes et les habitats. Il organise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore. La validation scientifique des travaux est confiée au Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et au Muséum National d'Histoire Naturelle.

Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- les ZNIEFF de type II qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

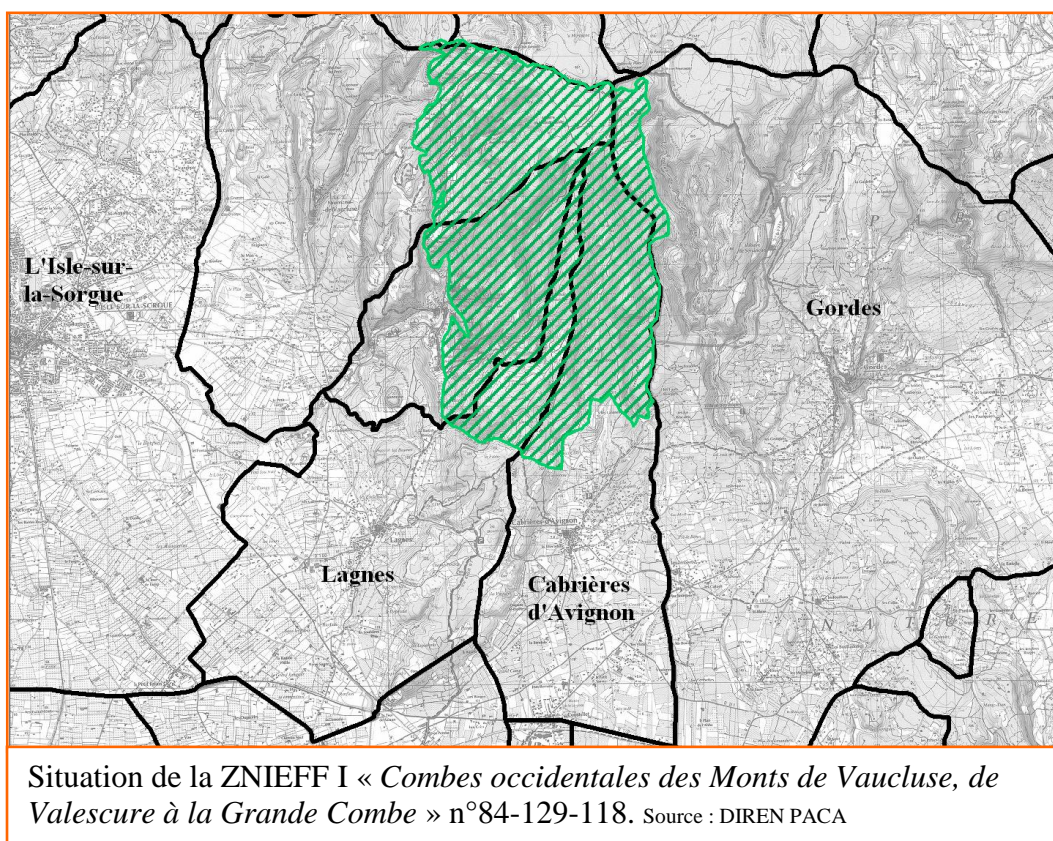
L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

Les trois Z.N.I.E.F.F. du territoire communal sont :

#### *1. la ZNIEFF de type I : Combes occidentales des Monts de Vaucluse, de Valescure à la Grande Combe (n°84-129-118)*

Cette ZNIEFF concerne tout le nord du territoire. Localisée dans la partie la plus occidentale des monts de Vaucluse, elle se compose d'un plateau situé entre 600 et 700m d'altitude centré sur le Mourre de la Belle Etoile, la Plaine, le Suei. Elle est entaillée de combes (Valescure, Fontaine de l'Oule, Baumions, Grande Combe) et plonge sur la plaine comtadine par les impressionnantes parois rocheuses du cirque de Fontaine de Vaucluse, ce qui confère à l'ensemble une qualité paysagère exceptionnelle.

Cette zone est entièrement soumise au climat méditerranéen dans ce qu'il a de plus excessif avec une sécheresse extrême, une aridité très prononcée car l'eau s'infiltre dans un substrat très fissuré, et un mistral très violent. La conjugaison de ces facteurs fait que l'on est en présence d'un des sites vaclusiens qui a été le plus affecté par les incendies. Et la végétation qui relève de l'étage mésoméditerranéen conserve encore les traces du passage séculaire du feu. Elle est constituée d'un taillis de chêne vert très dégradé piqué de pelouses toujours réduites, de cistaies et de pinèdes de pin d'Alep. Toutefois, dans les fonds de combes très encaissées, la chênaie blanche peut s'installer avec un cortège d'espèces supraméditerranéennes.



## 2. ZNIEFF de type I – *Combes méridionales des Monts de Vaucluse, de la Sénancole au Grand Marignon* (n°84-129-119)

Cette ZNIEFF ne concerne qu'une infime partie à l'est de la commune. Dans la partie méridionale de la ZNIEFF, la croupe massive des monts de Vaucluse est entaillée par un ensemble de combes (Grande Combe, Sénancole, Véroncle, Vaumale, Lioux, Javon, Sigalière, Marignon et Baladières), tantôt sauvages et austères, tantôt marquées par l'histoire, ce qui confère à l'ensemble une grande qualité paysagère. Quelques-unes d'entre elles portent les traces d'une activité humaine séculaire. Tel est le cas du vallon de la Sénancole qui abrite la célèbre abbaye cistercienne de Sénanque (XII<sup>e</sup> siècle), exemple parfait de l'intégration d'un monument historique classé dans son milieu naturel. Tel est le cas encore de la combe de Véroncle, surtout connue pour son patrimoine industriel. Ici, au fil du ruisseau, se succèdent moulin à eau, canaux, barrages, conduites forcées aujourd'hui en ruines, mais qui restent le témoin d'une intense activité humaine dès le XVI<sup>e</sup> siècle.

Ces combes, entaillées dans un calcaire compact de type urgonien qui date du Crétacé sont essentiellement rupestres avec des gorges profondes et étroites, des grottes perchées, des parois rocheuses au pied desquelles se sont installés de grands couloirs d'éboulis, des marmites de géant.

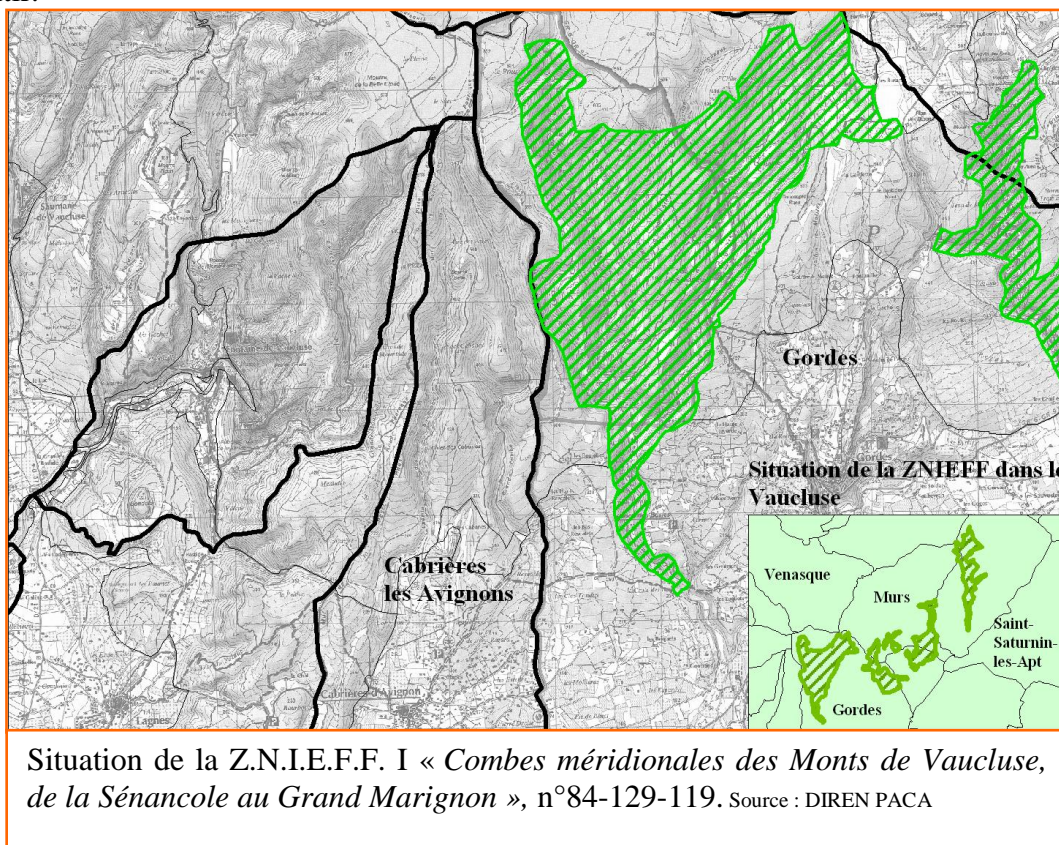
Au sud du bassin de Murs, la nature du substrat (calcaires et marnes de l'Oligocène, calcaires bioclastiques) apporte un élément de diversification avec des reliefs aux formes moins marquées qui autorisent l'existence de deux milieux ouverts. Le premier est localisé au sud-ouest du village de Murs et comprend les environs de la ferme de la Jaumière, le ravin de Sumian ainsi que les crêtes des Plaines (entre les Chalottes et le village de Murs). Le second site qui s'étend de Boissière jusqu'au ruisseau temporaire de la Cauquière en passant par le Fossé de la Rourette développe un relief de petits vallons.



À l'est de cet ensemble, une exceptionnelle paroi rocheuse marque le paysage. Elle s'étend sur près de 4 km de long, au sud-est du village de Lioux, entre l'ancien Moulin et le hameau de Font Jouvale. Elle comprend le remarquable miroir de faille de Lioux (100 m d'aplomb par endroit), qui résulte d'un effondrement lié au soulèvement ibéro-provençal il y a 40 millions d'années. Il se prolonge vers le sud par un plateau peu pentu qui présente un modelé karstique à lapiaz.

Alors que la partie occidentale de cette zone et son piémont sont soumis aux influences du climat méditerranéen (avec sécheresse extrême, aridité prononcée et vents violents), sa partie orientale (en particulier à partir de 500 m) présente un climat plus frais et humide avec des températures plus basses.

L'essentiel de l'espace est ici occupé par l'étage mésoméditerranéen avec taillis de chêne vert, pinèdes de pin d'Alep, garrigues et formations édaphiques saxicoles. Cet ensemble est aussi remarquable car les thalwegs des combes offrent souvent des linéaires humides, parfois alimentés en eau une bonne partie de l'année. Ils sont le siège d'activités biologiques rares sous climat méditerranéen qui aboutissent à un phénomène d'inversion d'étage de végétation dans la partie aval de certaines combes. En altitude et dans la partie orientale de la zone, c'est l'étage supraméditerranéen qui apparaît et qui est particulièrement bien développé dans les combes de Lioux, de Javon, de Sigalière, de Marignon et de Baladières. Les boisements y sont très diversifiés, à base de chêne pubescent, d'érables, de sorbiers, etc. Dans la partie amont des fonds de vallons, ils peuvent prendre des allures de futaies, apportant, par des structures forestières plus proches de la forêt climacique, une diversification favorable à des activités biologiques originales. Ces sites encaissés sont de véritables enclaves montagnardes et septentrionales au sein d'un massif où les influences méditerranéennes se font partout sentir.





### 3. ZNIEFF de type II – Monts de Vaucluse (N°84-129-100)

Situés entre la vallée de la Nesque à l'ouest et le bassin du Calavon à l'est, les monts de Vaucluse constituent le plus vaste massif montagneux du département. Ils correspondent à une immense croupe dont la partie sommitale forme un plateau peu marqué, mais qui se termine brutalement au niveau de la plaine comtadine par les impressionnantes parois rocheuses situées à l'aplomb de la source de la Sorgue. C'est un massif qui résulte, comme le mont Ventoux et le Luberon, de la combinaison de différentes phases tectoniques : soulèvement pyrénéo-provençal (il y a 40 millions d'années) puis surrection des Alpes beaucoup plus récente (moins de 8 millions d'années). Les montagnes et combes du nord et de l'ouest de la commune appartiennent à ce massif.

L'essentiel de l'assise géologique du massif est constitué de calcaires compacts à faciès urgonien qui datent du Crétacé et sur lesquels se développe un modelé karstique avec dolines (où se sont accumulées des argiles de décarbonation sur lesquelles s'exprime une flore silicicole et qui abritent également une grande partie des agrosystèmes), lapiaz, avens, cañons (Nesque), combes saxicoles étroites et encaissées (Véroncle, Lioux, Sigallière, Font Jouvale, Vaumale, Vaulongue, etc.) qui entaillent le massif de part en part. Toutefois, sa manifestation la plus célèbre reste la Fontaine de Vaucluse, résurgence qui véhicule les eaux du massif et qui a donné son nom au terme géographique de source vauclusienne. On y rencontre également des bancs de calcaires et de marnes de l'Oligocène (partie sommitale centrale et partie septentrionale) à l'origine de reliefs moins accentués et moins rupestres avec un ensemble de croupes et de vallons. Deux petites unités se singularisent bien dans ce vaste ensemble :

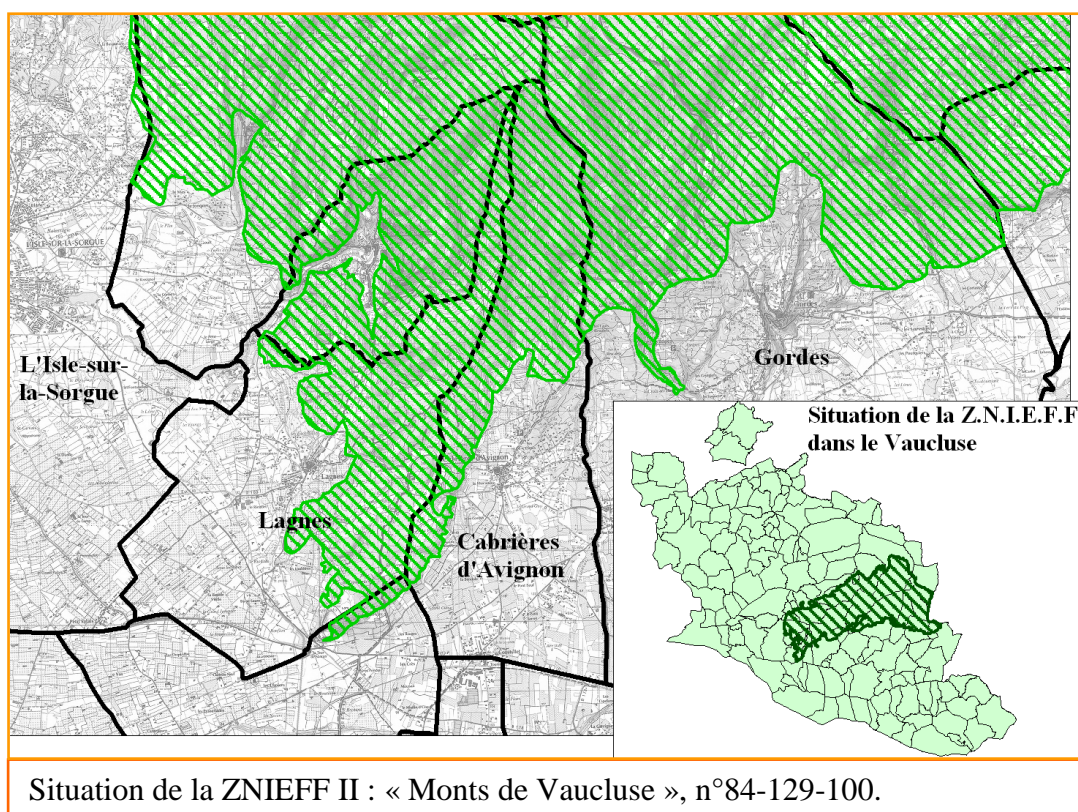
- les calcaires urgoniens profondément corrodés par des bactéries calciphages (*Microcodium*) de la haute Sénancole, ainsi que l'exceptionnel miroir de faille de Lioux.
- Le massif est soumis au climat méditerranéen avec une sécheresse très prononcée dans sa partie sud-occidentale mais qui décroît très vite vers le nord-est qui bénéficie d'un climat plus frais de type montagnard à cause de l'altitude et des vents froids et violents qui proviennent du mont Ventoux. L'aridité y est pratiquement généralisée car l'eau s'infiltre dans un substrat très fissuré.
- Les sources et les puits, rares, ont été remplacés par des aiguiers, procédés ingénieux mis en place par les hommes près des habitations pour collecter et conserver l'eau de pluie. Ces contraintes climatiques et pédologiques (sols souvent superficiels) ont créé des paysages austères et âpres, plateaux dénudés, peu humanisés, violemment ventés, forêts denses et sombres, au caractère très sauvage.

Les altitudes relativement élevées rencontrées dans le massif des monts de Vaucluse permettent de mettre en évidence un étagement de la végétation.

L'étage mésoméditerranéen correspond aux formations climaciques de la chênaie verte et de la chênaie pubescente méditerranéenne. La plupart des pinèdes de pin d'Alep, des garrigues à chêne kermès et à romarin et les pelouses à brachypode rameux en font partie et constituent la série évolutive précédant ces deux formations. Largement répandu, il occupe le flanc sudest jusqu'à Villars-Rustrel (700 m) et le flanc nord (jusqu'à Méthamis vers 400-500 m). Le remplacement du chêne vert par le chêne pubescent est progressif, car il existe une interpénétration des deux cortèges floristiques.

L'étage supraméditerranéen est représenté principalement par la chênaie pubescente supraméditerranéenne climacique. S'y rattachent les pinèdes de pin sylvestre, les fourrés et bois de feuillus ainsi que les formations pionnières ou de dégradation à buis, genêt cendré appartenant à la série évolutive de la chênaie pubescente. Cet étage est bien représenté à partir de 800-900 m en versant sud-est (mais peut se rencontrer bien plus bas à la faveur de vallons encaissés), de 500-700 m en versant nord ouest dans la partie orientale du massif, sur les communes de Venasque, Méthamis, Sault, Monieux, Lagarde-d'Apt et Rustrel.

De très nombreuses espèces de l'étage supraméditerranéen existent également à l'étage montagnard méditerranéen qui correspond à la hêtraie sèche. Il est limité à la partie orientale du massif et sur sa partie sommitale, à partir de 1 000 m d'altitude dans le secteur de Lagarde-d'Apt.



#### d) Le réseau Natura 2000 :

L'objectif est d'identifier un réseau représentatif et cohérent d'espaces permettant d'éviter la disparition de milieux et d'espèces protégées. En effet, en Europe, la variété des climats, des paysages et des cultures induit une grande diversité biologique dont le maintien est un facteur clé, en particulier dans les zones rurales, pour un développement durable.

L'objectif premier du réseau est donc de recenser les activités humaines existantes, qui ont permis jusqu'à aujourd'hui de maintenir cette biodiversité, afin de les conserver et de les soutenir.

Dès 1979, la « Directive Oiseaux » prévoit la création de Zones de Protection Spéciales (ZPS) afin d'assurer la conservation d'espèces d'oiseaux jugées d'intérêt communautaire. En 1992,

la « Directive Habitats » prévoit la création des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) destinées à permettre la conservation d'habitats et d'espèces.

Pour la première fois, il s'agit d'une approche par milieux (par « habitats »), ce qui logiquement débouche sur la notion de gestion territoriale, donc de développement durable.

La proposition de site est faite après consultation des communes et établissements publics de coopération intercommunale territorialement concernés. Un document d'objectifs (DOCOB), document d'orientation et de gestion, est élaboré pour chaque site. La conduite de la rédaction du DOCOB est menée sous la responsabilité de l'Etat en partenariat avec les gestionnaires et usagers du territoire, les représentants des collectivités territoriales concernées, les scientifiques, les représentants des associations de protection de la nature...

Les mesures de gestion proposées devront être contractualisées avec les différents partenaires volontaires impliqués. L'Etat français a choisi cette voie contractuelle (à laquelle d'autres pays ont préféré l'outil réglementaire), toutefois il est dans l'obligation, face à l'Europe, d'éviter toute détérioration de site.

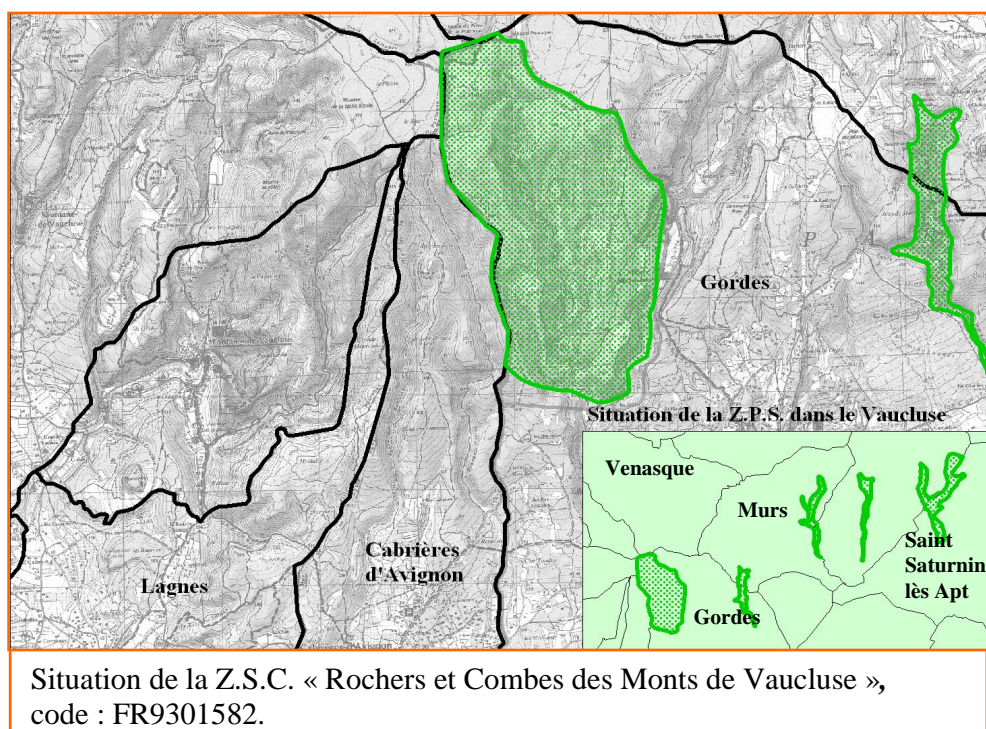
La réussite de Natura 2000 passe donc par la signature de contrats (contrats Natura 2000 ou Contrats d'Agriculture Durable) entre l'Etat et les gestionnaires et/ou acteurs du territoire.

Cabrières d'Avignon est concernée par deux zones Natura 2000.

### ***1. La zone spéciale de conservation « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse » (code : FR9301582).***

Cette Z.S.C. s'étend principalement sur le territoire de Gordes mais suit la limite entre les deux communes le long de la piste des Resquelets.

Constitué de calcaire entaillé de profonds vallons rocheux et de combes aux escarpements abrupts, le site possède un réseau hydrographique superficiel qui se révèle lors de fortes pluies. Il est remarquable par sa végétation mésoméditerranéenne à laquelle s'ajoute des groupements rupestres xérothermophiles (adaptés à la sécheresse et aux fortes chaleurs).

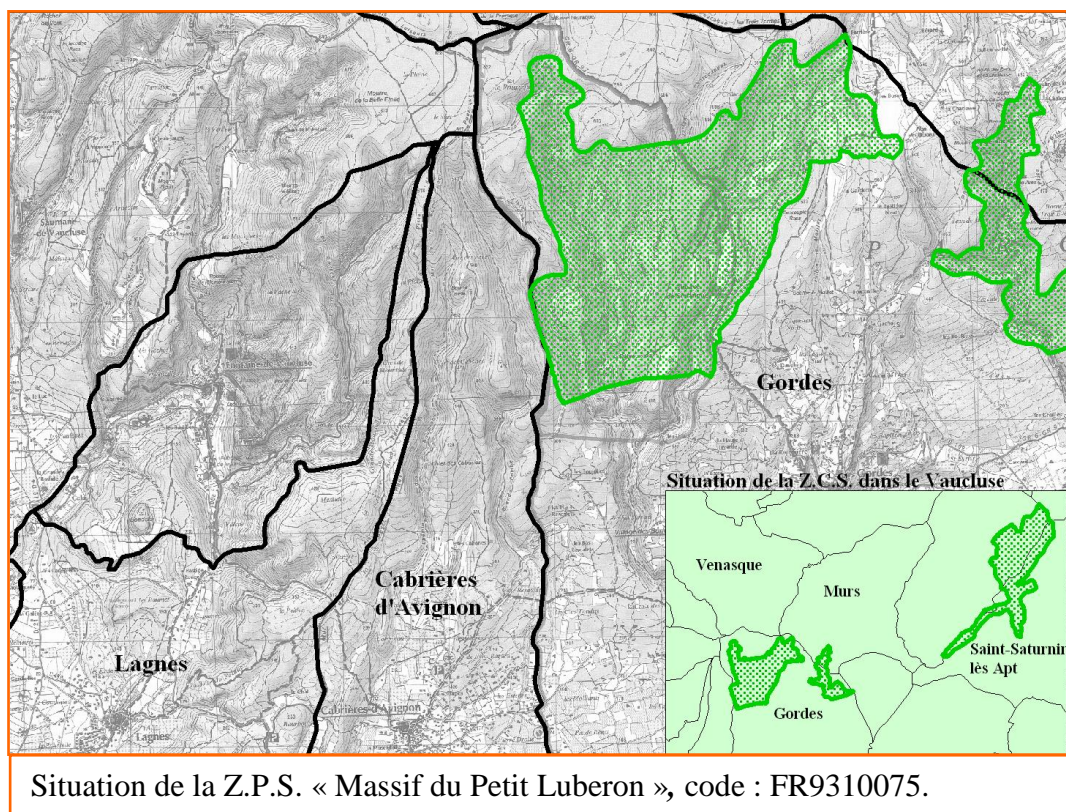




## 2. Réseau NATURA 2000 – Zone de Protection Spéciale (ZPS) – Massif du Petit Luberon – FR9310075

Enfin, une infime partie du territoire est concernée par la Z.P.S. du Massif du Petit Luberon. Il s'agit d'un site d'importance Nationale pour la reproduction de plusieurs espèces de rapaces : Percnoptère d'Egypte (*Neophron percnopterus*), Aigle de Bonelli (*Hieraetus fasciatus*), Grand-duc d'Europe (*Bubo bubo*).

Le Massif est constitué de calcaire, il est accidenté et sauvage. Une mosaïque de milieux naturels existe: falaises, pelouses sèches, garrigues et forêts.



### e) L'aigle de Bonelli

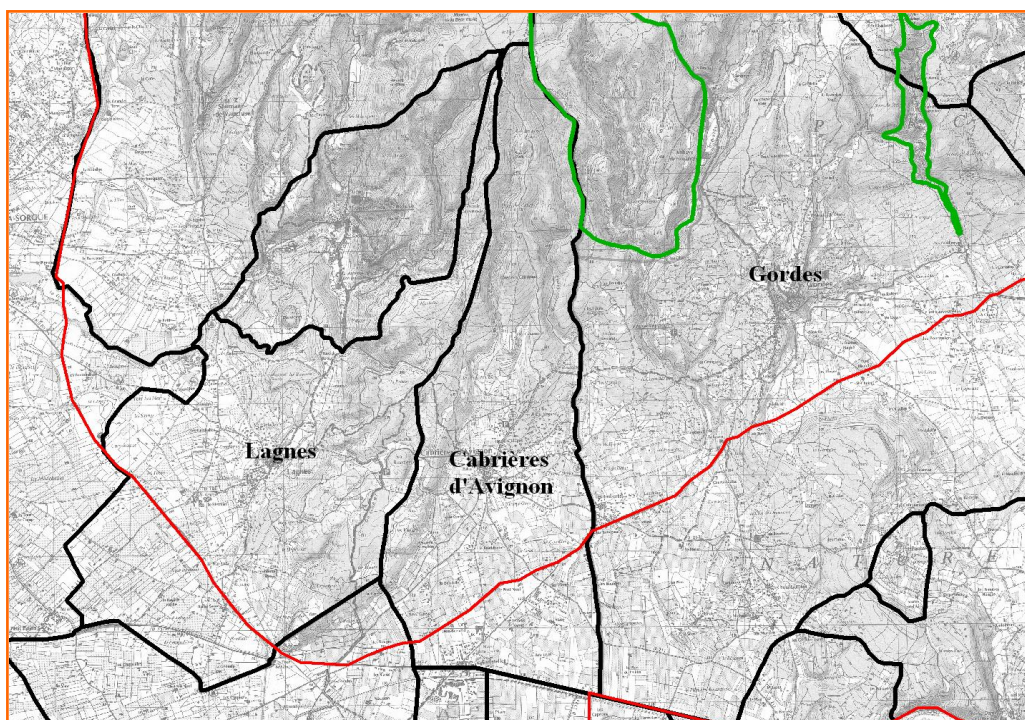
L'aigle de Bonelli est un rapace diurne de taille moyenne, présent en France uniquement dans le domaine méditerranéen et classé en danger d'extinction sur la liste rouge des espèces menacées de France (UICN, 2008).

Les populations ont fortement décliné au cours de la seconde moitié du vingtième siècle et sont aujourd'hui stabilisées autour d'une trentaine de couples en Languedoc-Roussillon, PACA et Rhône-Alpes.

On distingue trois principaux « domaines vitaux » pour l'espèce dans le Vaucluse : le secteur des dentelles de Montmirail, le secteur des monts de Vaucluse et le Luberon. Ces zones incluent tous les sites de reproduction connus à ce jour et leurs territoires de chasse associés. La majeure partie de la commune de Cabrières d'Avignon est identifiée comme site de reproduction <sup>et/ou</sup> de chasse pour l'espèce.

f) L'arrêté de biotope « Grand Rapace du Luberon »

La partie est de la commune est également concernée par l'arrêté de biotope défini par l'arrêté préfectoral du 25 avril 1990. Cet arrêté de biotope a pour but de protéger l'habitat et les individus d'espèces de rapaces en danger, notamment l'aigle de Bonelli, le Circaète Jean-le-Blanc, le vautour percnoptère et le hibou grand duc. Dans les zones définies par l'arrêté, toutes activités pouvant porter atteinte à l'habitat, à la tranquillité ou aux individus des espèces de rapaces identifiés sont interdites (escalade, chasse, affût, etc.).



Situation des zones de protection des rapaces : En rouge, la limite du domaine vital de l'Aigle de Bonelli sur les Monts de Vaucluse. En vert, l'arrêté de biotope «Grand Rapace du Luberon ».

### **III.3.2 – Milieux naturels et patrimoine naturel**

a) Milieux naturels et habitats

La commune peut être découpée en huit milieux naturels et artificialisés différents :

- Une mosaïque de milieux naturels, majoritairement boisés, comprenant quelques milieux ouverts et semi-ouverts
- Le centre ancien de Cabrières d'Avignon
- L'urbanisation périphérique
- L'urbanisation diffuse incluse dans des boisements
- Une mosaïque de milieux agricoles très ouverte, à tendance intensive
- Les ripisylves et les milieux reliées aux zones en eaux et humides
- La carrière



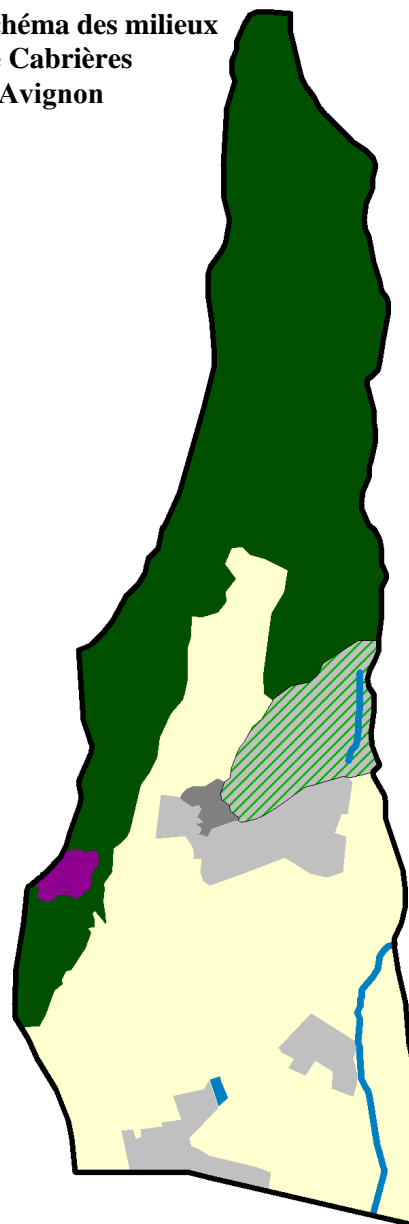
La mosaïque de milieux naturels est largement dominée par des boisements, qui présentent eux-mêmes deux situations distinctes : les boisements liés au Monts de Vaucluse et à leur combes et les boisements situés en vallée. Ce sont des boisements mixtes de feuillus et de conifères. Des populations de chênes blancs pubescent et de chênes verts peuvent être observés dans ces boisements, notamment dans les combes. Les boisements liés aux Monts de Vaucluse présentent, avec la topographie, un intérêt plus marqué que les boisements en vallée. Le territoire comporte assez peu de milieux ouverts, généralement situés sur les flancs des Monts de Vaucluse et de leurs combes.








La mosaïque agricole présente également deux situations différentes : au nord, les zones agricoles courent sur une bande étroite incluse entre les flancs des Monts de Vaucluse et les boisements du piémont de ces derniers. Cette bande est assez bien intégrée à l'environnement alentours, avec quelques haies, une culture arboricole, comme des oliveraies et un parcellaire de taille moyenne. Au sud en revanche, la zone agricole est largement plus ouverte, en open-field, tournant surtout autour de la vigne et des céréales, avec des parcelles de grandes tailles.

La zone de carrière à l'est de la commune est une carrière à ciel ouvert, présentant un encaissement artificiel relativement important.

En ce qui concerne les zones urbaines, on retrouve plusieurs situations : d'abord le centre ancien, assez dense, autour duquel s'étend une urbanisation périphérique un peu moins dense mais bien structurée. A l'ouest, s'étend une seconde urbanisation extérieure, bien plus diffuse et très intégrée dans un boisement assez dense. Cette urbanisation est ambiguë : si sa situation dans les boisements peut réduire leurs fonctionnalités écologiques, elle porte des enjeux paysagers intéressants. Tout au sud se trouve également une zone d'urbanisation qui s'avère être l'extension du hameaux de Coustellet sur le territoire de Cabrières d'Avignon. Enfin, une dernière zone urbaine, plus isolé, se trouve au croisement de la D2 et de la D148. Ces zones urbaines restent globalement bien structurées. Le mitage, bien que discret, reste présent sur la commune.

**Schéma des milieux de Cabrières d'Avignon**



- |   |   |
|---|---|
|  | Mosaïque de milieux boisés, ouverts et semi-ouverts |
|  | Mosaïque de milieux agricoles                       |
|  | Centre ancien                                       |
|  | Urbanisation périphérique                           |
|  | Urbanisation intégrée aux boisements                |
|  | Ripisylves et milieux associés                      |
|  | Carrière  |



Enfin, on constate quelques boisements liés aux cours d'eau, plus ou moins affirmés. La Sénancole présente une ripisylve très fine et relativement fragile qui traverse la zone agricole à l'est de la commune, du nord au sud. Dans la zone urbaine intégrée au milieu boisé, on trouve également une bande boisée un peu plus dense liée à un cours d'eau temporaire. La mare au nord est du hameau de Coustellet présente également un boisement intéressant mais elle reste relativement isolée.

#### b) Flore et faune communale

Le principe de cette partie est de dresser un état des connaissances naturalistes de la commune par taxons et groupes taxonomiques. Il ne vise pas à être un inventaire exhaustif de la biodiversité communale mais permet de rendre compte des enjeux liés à la faune et à la flore sur la commune. La plupart des données exploitées ci-après proviennent des bases de données Silène. Pour Cabrières d'Avignon, il est important de noter que les observations directes sur la commune sont peu nombreuses et pour la plupart, anciennes. Il sera également tenu compte de la potentialité de présences des espèces décrites dans les fiches ZNIEFF et Natura 2000 sur le territoire communal. Au total, on compte 267 observations d'espèces floristiques et 96 observations d'espèces faunistiques.

#### Flore et mycète

Pour la flore, on dénombre 267 espèces différentes, dont 14 d'entre elles présentent un intérêt particulier. Parmi les espèces faisant l'objet d'une protection nationale on trouve :

- l'**anémone couronnée**, plante vasculaire qui pousse notamment en bordure de champs et dans les vignes, avec un enjeu de conservation fort. Une station est présente au quartier de la Lise, la seule en Vaucluse ;
- La **gagée des prés**, qui occupe généralement les milieux champêtres et les pelouses calcaires, son enjeu de conservation est fort, car devenue très rare en France ;
- La **Gagea lacaitae** ;
- La **crapaudine des montagnes**, espèce montagnarde, inscrite au Livre Rouge national Tome 2 des espèces à surveiller, dont l'enjeu de conservation sur le territoire communal peut être considéré comme modéré.

Pour la flore d'intérêt communautaire, on trouve notamment :

- **L'orchis géant**, orchidée commune en PACA, liée aux zones en herbes et aux milieux forestiers, avec un enjeu de conservation faible ;
- **L'orchis pourpre**, orchidée commune en France métropolitaine, liée aux forêts et aux coteaux calcaires, dont l'enjeu de conservation est faible ;
- **L'orchis bouc**, avec un enjeu de conservation faible ;
- **L'orchis brun** ou *Ophrys fusca*, orchidée liée aux milieux ouverts xériques, dont l'enjeu de conservation est modéré en PACA ;
- **L'orchis de la passion** ou *Ophrys passionis*, orchidée liée aux milieux calcaires et xériques, dont l'enjeu de conservation est modéré ;

- **L’orchis anthropophora**, orchidée liée au milieux calcaires et xériques, dont l’enjeu de conservation est modéré
- **L’Orchis simia**, orchidée commune en France métropolitaine et liée au bois et aux pâturages. Elle présente des enjeux de conservation faibles ;
- **L’épipactis de Tremols**, fleur vasculaire liée aux pelouses calcaires sèches, dont l’enjeu de conservation est modéré ;
- **Le narcisse à feuilles de jonc**, plante vasculaire qui se trouve dans les pâturages et les coteaux, dont l’enjeu de conservation est modéré.

Il n’existe aucune donnée concernant les bryophytes (mousses) et les mycètes (champignons) sur le territoire communal.

### **Mammifères**

Dix espèces différentes de mammifères ont été observées sur le territoire communal, dont la plupart sont des espèces communes (sanglier, renard roux, crocidure musette, etc.). Seul l’écureuil roux est une espèce protégée au titre de l’article 2 de l’arrêté national du 27 avril 2003, fixant les espèces de mammifères protégés sur le territoire de France métropolitaine.

Bien que non observées, les espèces de chiroptères répertoriées par les ZNIEFF et les zones Natura 2000 sont potentielles sur le territoire de Cabrières d’Avignon. En effet, les boisements liés au Monts de Vaucluse et leurs combes, sont susceptibles d’offrir des bons abris pour ces mammifères, aussi bien grâce à la présence de formation karstique ou de vieux arbres. Parmi les espèces répertoriées on compte deux espèces dont l’enjeu de conservation est majeur, toutes deux classées « vulnérable » sur la liste rouge de mammifères continentaux de France métropolitaine : le minioptère de Schreibers, espèce exclusivement cavernicole, et le verpetillon à oreilles échancrées. On compte deux espèces dont l’enjeu de conservation est fort : le grand et le petit rhinolophe. Enfin, trois autres espèces d’enjeu modérés sont potentielles : le molosse de Cestoni, le vespère de Savi et la noctule de Leisler. Si leur présence est très probable dans le nord du territoire, il ne faut pas négliger la possibilité de trouver des colonies à l’est de la commune, notamment dans les zones de carrières et dans les vieux bâtiments.

Enfin, le cerf élaphe est également potentiel dans les bois communaux, voir en transit dans les milieux ouverts.

### **Avifaune**

L’avifaune est bien documentée sur la commune. Soixante-deux espèces différentes ont pu être observées sur une période relativement large (entre 1977 et 2013). Parmi ces soixante-deux espèces, cinquante sont protégées au titre de l’arrêté national du 29 octobre 2009 arrêtant la liste des oiseaux protégés sur le territoire métropolitain et six présentes des enjeux de conservation communautaires.

Parmi elle, seul l’**Aigle de Bonelli** présente un enjeu de conservation majeur. **Le circaète-Jean-le-Blanc** et le **busard saint-martin** présente des enjeux de conservation forts. **Le milan noir**, **l’engoulevent d’Europe** et **l’alouette lulu** présentent des enjeux de conservation modérés.

On notera également la large répartition des rapaces sur le territoire communal : des zones ouvertes et semi-ouvertes pour le busard Saint-Martin au zone montagneuse pour l'aigle de Bonelli en passant par les milieux humide pour le milan noir, les rapaces sont susceptibles d'occuper une large partie du territoire communal, que ce soit pour leur nidification ou pour la chasse.

Bien que non observées, quelques espèces d'oiseaux répertoriées par les ZNIEFF et les zones Natura 2000 sont potentielles sur la commune. Les espèces rupicoles, notamment le **faucon pèlerin** ou le **grand duc d'Europe**, aux enjeux de conservation forts, sont potentielles sur les versants les plus abrupts des combes. Pour les milieux ouverts, on retiendra surtout la présence potentielle de la **chevêche**, de la **pie-grièche écorcheur** ainsi que de la **caille des blés**, toutes d'enjeu de conservation modéré. Pour les milieux boisés du nord de la commune, la **bondrée apivore** et la **fauvette Orphée** sont également potentielles. Enfin, on notera que les aigles royaux du Mont Ventoux sont potentiellement présents pour la chasse.

### **Reptiles et amphibiens**

Six espèces d'amphibiens sont répertoriées sur Cabrières d'Avignon : le crapaud calamite présente un enjeu de conservation modéré. La grenouille commune, la grenouille rieuse, le crapaud commun le pelodyte ponctué et la rainette méridionale présentent des enjeux modérés. A noter que la rainette méridionale semble particulièrement présente sur la petite bande de ripisylve de la Senancole.

Deux espèces de reptile sont répertoriées : le lézard vert occidental et la couleuvre de Montpellier, toutes deux ayant un enjeu de conservation modéré.

### **Rhopalocères, hétérocères, orthoptères, coléoptères**

Aucune observation avérée n'est documentée sur les orthoptères. La faible représentation des milieux ouverts et secs sur le territoire permet notamment d'expliquer cette absence de données, et rend peu probable la présence des orthoptères relevés aux seins des ZNIEFF (Saga Pèdo, criquet provençal, acridés gomphocériné, notamment).

Du côté des coléoptères, aucune observation avérée n'est documentée, mais les boisements au nord rendent particulièrement probable la présence de coléoptères relevés dans les ZNIEFF et les zones Natura 2000, notamment le Grand Capricorne (coléoptère xylophage) et la Lucarne cerf-volant (coléoptère saproxylique), tous deux ayant des enjeux de conservation modérés.

Enfin, pour les rhopalocères et les hétérocères, on compte quinze espèces observées, toutes assez communes (tabac d'Espagne, mégère, etc.). La présence de rhopalocères déterminant relevé dans les ZNIEFF et les zones Natura 2000, comme l'Alexanor ou l'Apollon, est très peu probable du fait de l'absence des plantes nécessaires au développement de leurs chenilles sur le territoire communal. Seul la zygène cendrée, hétérocère à l'enjeu de conservation faible, peut être considéré comme potentielle dans les boisements du nord de la commune.



### **III.3.3 – Continuums écologiques et T.V.B.**

#### **a) Le Schéma Régionale de cohérence écologique (S.R.C.E.) de la région PACA.**

Le S.R.C.E. a été initié par la loi dite Grenelle II de juillet 2010 en son article 121 (codifié dans les articles L.371-1 et suivants du code de l'environnement), dont un des objectifs est d'élaborer un nouvel outil d'aménagement du territoire en faveur de la biodiversité : la Trame Verte et Bleue (TVB). Il s'agit d'une démarche visant à maintenir et à reconstituer un réseau de « continuités écologiques » sur le territoire national pour que les espèces animales et végétales puissent communiquer, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer, etc.

A l'échelle du SRCE, la réalisation de cet objectif de conservation passe par l'identification des réservoirs de biodiversité et corridors qui les relient entre eux (constitutifs de la TVB) et la proposition d'un plan d'actions stratégiques. Ainsi, le SRCE constitue la pierre angulaire de la démarche TVB à l'échelle régionale, en articulation avec les autres échelles de mise en oeuvre (locale, inter-régionale, nationale, transfrontalière).

**Le SRCE PACA, co-piloté par l'Etat et la Région, a été adopté en séance plénière régionale le 17 octobre 2014 et arrêté par le préfet de Région le 26 novembre 2014.** Ce schéma est opposable aux documents d'urbanisme et aux projets d'infrastructures linéaires d'Etat et des collectivités. Il est opposable selon le niveau de « prise en compte ».

La couverture de la TVB, à l'échelle de la région PACA représente 63% de la surface du territoire : 59% identifiés comme réservoirs de biodiversité et 4% ayant une fonction de corridors écologiques.

#### **Le plan d'actions stratégiques**

Le plan d'actions stratégiques se compose de 4 grandes orientations stratégiques et de 5 orientations stratégiques territorialisées.

Les grandes orientations stratégiques constituent la partie opposable du plan d'actions du SRCE et sont déclinées en 19 actions (dont 2 actions prioritaires localisées et 100 pistes d'actions) :

- Orientation stratégique 1 : agir en priorité sur la consommation d'espace par l'urbanisme et les modes d'aménagement du territoire pour la préservation des réservoirs de biodiversité et le maintien de corridors écologiques
- Orientation stratégique 2 : maintenir du foncier naturel, agricole et forestier et développer des usages durables au regard des continuités écologiques
- Orientation stratégique 3 : développer les solutions écologiques de demain en anticipant sur les nouvelles sources de fragmentation et de rupture
- Orientation stratégique 4 : restaurer, protéger et développer une trame d'interface terre-mer dont le fonctionnement semble directement lié à la création ou à la conservation de réservoirs de biodiversité littoraux ou marins.

Le bon état des continuités écologiques s'évalue au regard des éléments susceptibles d'altérer significativement les fonctionnalités écologiques. Elle repose notamment sur :

- la diversité et la structure des milieux naturels ou semi-naturels,

- le niveau de fragmentation de ces milieux (par les infrastructures linéaires et la tâche urbaine),
- les interactions entre milieux, entre espèces et, entre espèces et milieux,
- une densité suffisante de ces espaces naturels ou semi-naturels.

#### b) Approche locale

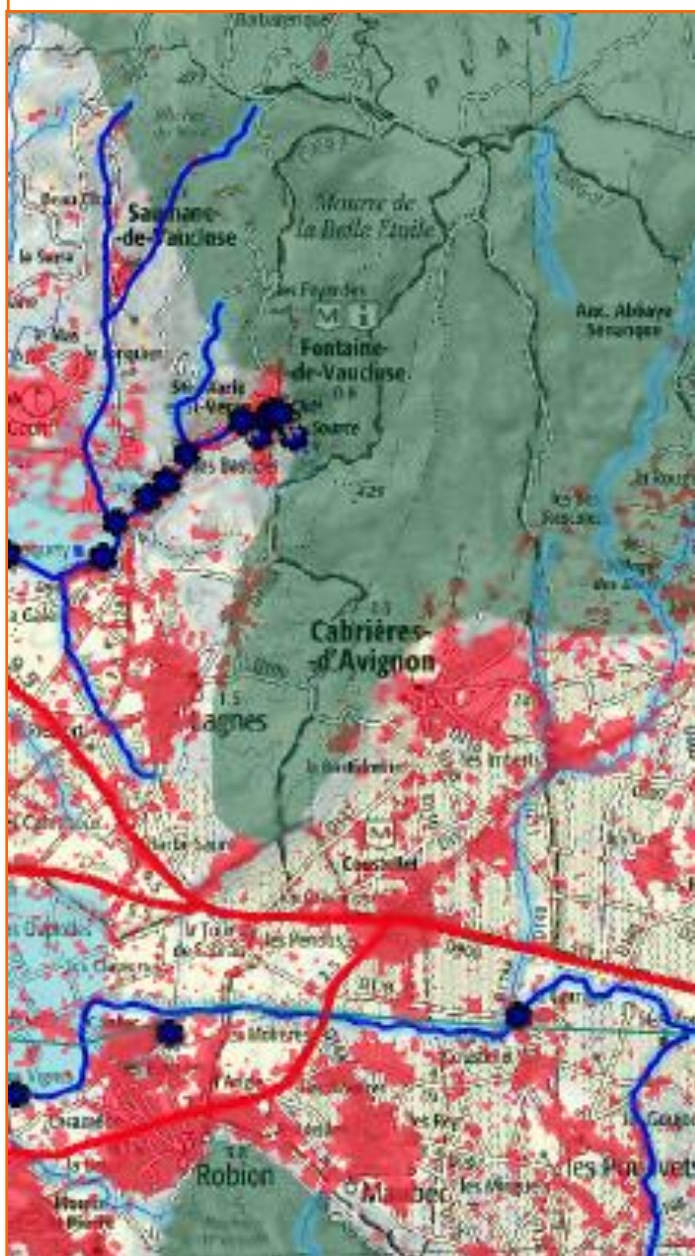
La commune de Cabrières d'Avignon est concernée par plusieurs éléments du S.R.C.E.. La zone nord et ouest de la commune est notamment par deux réservoirs de la sous trame forestière : le premier, et le plus grand, est un réservoir constitué du boisement, en vert foncé sur la carte ci-contre. Le second est un réservoir constitué de milieux semi-ouverts, en vert clair sur la carte ci-contre.

La Sénancole présente également une petite zone de mobilité qui permet de faire le lien avec les zones des mobilités des rivières des Monts de Vaucluse.

Aucun corridor n'est identifié sur Cabrières d'Avignon.

On peut cependant apporter un élément supplémentaire au S.R.C.E. la zone urbanisée diffuse du nord est de la commune, bien intégré au boisement, et la zone agricole du nord sont susceptibles de participer à une continuité écologique d'est en ouest à l'échelle de la commune.

Le S.R.C.E. sur Cabrières d'Avignon



### III.3.4 – Bilan des enjeux écologiques sur Cabrières d'Avignon

A l'échelle du département, Cabrières d'Avignon présente des enjeux écologiques modérés. Son territoire compte quelques zones d'importance.

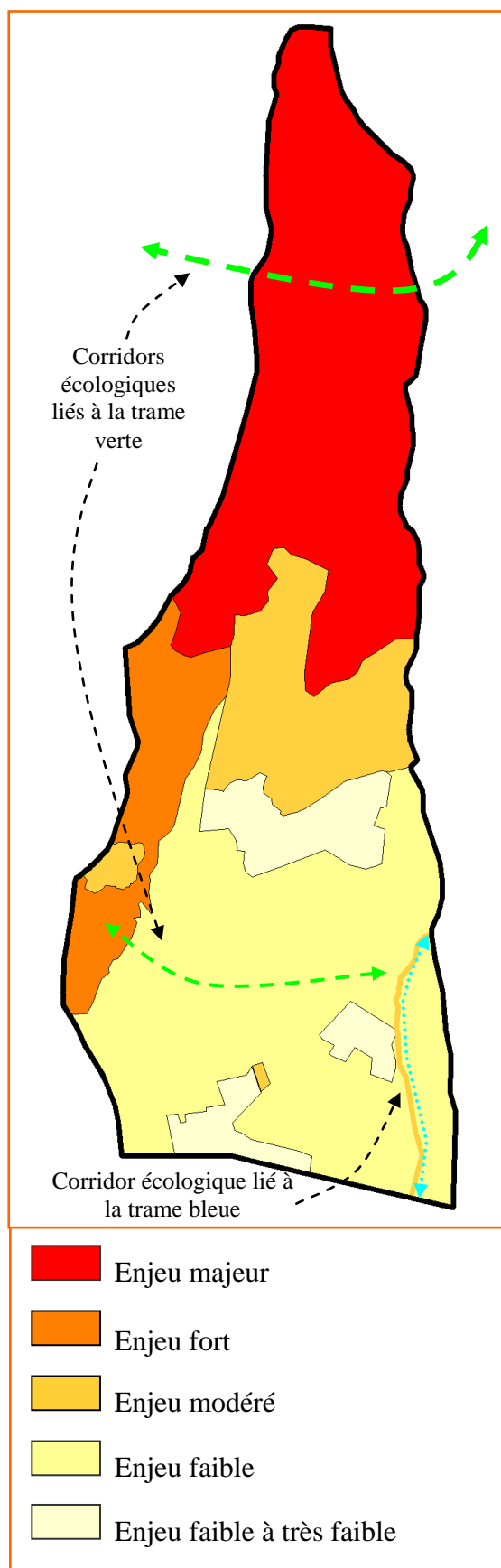
La majorité des enjeux écologiques se situent au nord de la commune, notamment avec la présence des boisements mixtes denses qui couvrent les flancs des Monts de Vaucluse et tapissent leurs combes. Ils sont identifiés par le PNR comme zone naturelle d'exception, comprennent deux réservoirs du S.R.C.E. et l'intégralité des ZNIEFF et des zones Natura 2000 de la commune. Il s'agit de milieux aux enjeux majeurs, sur lequel s'ajoute une forte probabilité de trouver des espèces déterminantes, notamment de chiroptères.

Les boisements à l'est de la commune sont dans la continuité de ces boisements nord, mais l'absence de zone à statut de protection abaisse un peu leur intérêt. Ils constituent des milieux naturels très importants pour la commune, sur lesquelles cours une partie de la ZNIEFF de type II, et présente un intérêt écologique fort.

Les zones agricoles du nord, avec une culture d'arbres et quelques haies inter champs apportent un certain potentiel, notamment pour la chasse et le transit des espèces animales. De même, la zone urbaine et diffuse du nord est, très intégrée au boisement, offre également un abri non négligeable pour la faune. Elle permet également une transition plus douce entre les Monts de Vaucluse, le milieu urbain et les plaines agricoles du sud. Enfin, la ripisylve de la Sénancole, bien que peu affirmée, constitue un espace intéressant pour le transit de la faune, notamment des amphibiens. De plus, elle semble servir d'habitat aux rainettes méridionales du territoire. Les autres petites mares, bien que relativement isolées, peuvent également servir de lieux de reproduction pour les amphibiens communaux. L'intérêt de ces zones est modéré.

La carrière à l'est de la commune présente un intérêt modéré à faible. La création de falaise artificielle peut servir d'appui à certaines espèces rupicoles (avifaune notamment) et les interstices et cavités peuvent abriter des chiroptères. Cependant, l'activité humaine encore très présente réduit leur intérêt.

#### Schéma des enjeux écologiques de Cabrières d'Avignon





La plaine agricole du sud présente un profil semi-ouvert, avec quelques haies ou bosquets inter champs. Cet aspect peut la rendre perméable à la faune, que ce soit l'avifaune et les chiroptères, ainsi que la grande faune (sangliers, cerfs). On note une faible présence de constructions dans ce secteur, qui peut avoir un rôle de continuités probables puisque situé entre les massifs boisés des Monts de Vaucluse et la Sénancole.

Enfin, les zones urbaines présentent un aspect assez dense. Des espaces verts, notamment dans les zones périphériques, peuvent apporter des abris notamment pour les espèces adaptées au milieu urbain (moineau domestique, mésange, etc.). La fonctionnalité écologique de ces milieux peut être considérée comme faible du fait des nombreux obstacles dressés par les activités humaines (routes, éclairages, bruit, etc.). Les enjeux écologiques de ces zones restent faibles, voir très faibles par rapport aux autres milieux du territoire.

## II.4. PAYSAGE

---

### II.4.1 – Le contexte supracommunal : Le Pays de Calavon (Source : *Atlas des paysages de Vaucluse - CG84/DREAL PACA*)

Le site constitué par l'ensemble du territoire communal de Cabrières d'Avignon appartient à **l'entité paysagère du Pays de Calavon**.

#### *UNE UNITE VISUELLE*

Les paysages de la vallée se caractérisent par leur très fort degré de covisibilité. L'espace est relativement ouvert et la vue porte d'un versant à l'autre. La présence forte du Luberon au Sud et des Monts de Vaucluse au Nord (respectivement 1125 m et 1250 m), lui donne son unité. Les villages perchés se perçoivent de très loin. La RN 100 est un axe de vue majeur.

#### Un bassin bien irrigué

Le bassin correspond à un vaste synclinal entre les Monts de Vaucluse et le Luberon. Cette dépression est drainée par le Calavon. De nombreux affluents du Calavon (ou "Coulon" en aval d'Apt) irriguent la vallée et soulignent la topographie : la Senancole coule en aval de Gordes, l'Imergue borde la colline des Beaumettes, la Riaille prend sa source au pied des Monts de Vaucluse, la vallée de l'Urbane limite à l'Est les collines de Roussillon, la Doa longe le massif des ocres depuis Gignac, Rustrel jusqu'à Apt.

#### Un coeur urbain important

Au coeur même de la plaine la ville d'Apt s'est développée sur l'emplacement d'une cité gallo-romaine, Apta Julia. La ville s'est implantée en bordure du Calavon, à l'origine sur une île enserrée par deux bras. Cette implantation en fond de vallée, de type exceptionnel dans le bassin, est à mettre en relation avec la présence d'axes de communication et commerciaux. Le développement de la ville est aujourd'hui contraint par le Calavon et les collines qui l'entourent. La ville s'étend vers l'ouest dans la vallée et les constructions ont gagné les terrasses de culture sur les versants (voir page sur le paysage urbain). Elle compte plus de 11 000 habitants et rayonne sur un vaste territoire. La Maison du Parc Naturel Régional du Luberon est implantée à Apt.

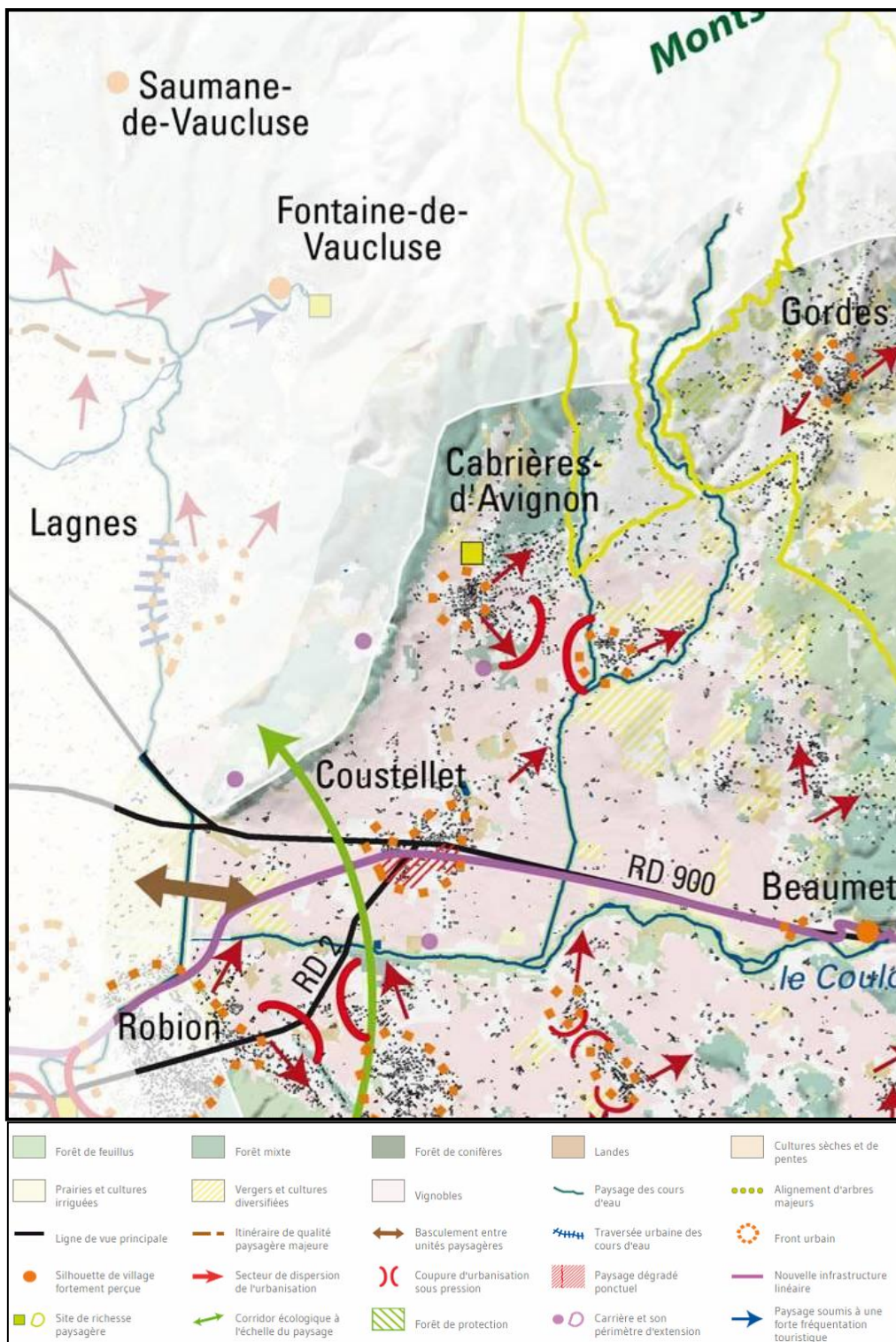
#### Un patrimoine bâti prisé

Cette unité se distingue par sa richesse urbanistique et architecturale et par la très forte présence de la pierre sèche. Elle est à l'origine de la notoriété du Luberon. Officiellement créé en 1977, le Parc Naturel Régional du Luberon regroupait à l'origine 32 communes. Il compte aujourd'hui 77 communes adhérentes (2009 date de révision de la Charte, voir carte p. 115). Il s'est particulièrement investi dans l'aménagement des villages, l'occupation des sols, la protection des paysages et des milieux naturels.

#### Des versants dissymétriques

Les Monts de Vaucluse présentent une pente régulière, ils culminent à 1256 m au Mont Saint-Pierre à Lagarde-d'Apt. Le Luberon s'étend sur une soixantaine de kilomètres d'est en ouest, culminant à 1125 m, il forme une barrière naturelle entre le pays d'Apt au Nord et le pays d'Aigues et la vallée de la Durance au sud. La combe de Lourmarin sépare le Petit Luberon à l'Ouest, du Grand Luberon. Ce versant nord du Luberon est beaucoup plus pentu que le

versant sud. Les calcaires urgoniens, durs, du Petit Luberon forment des escarpements entaillés par des combes. Le pied du massif est recouvert de molasse miocène : un calcaire tendre dit “pierre du midi” exploité depuis les Romains. Plusieurs sites troglodytiques y sont creusés (exemple aux Beaumettes) et les buttes de molasse ont servi de sites d’implantation aux villages. Cette roche est aussi à l’origine des petites lauzes utilisées pour les ouvrages en pierre sèche qui couvrent les versants.



*Muraille de la peste*



*Forêt de cèdres au Nord de Cabrières d'Avignon*



*Tours du château de Cabrières d'Avignon*



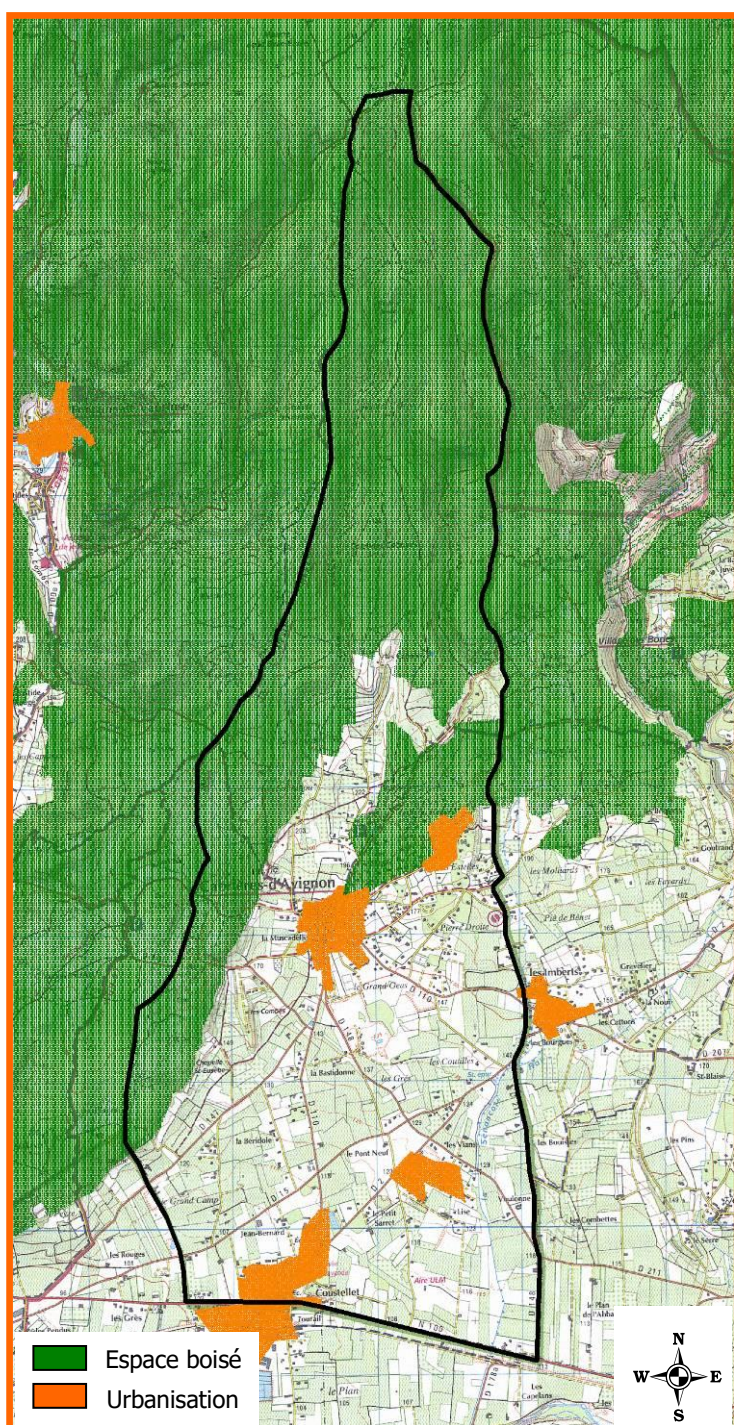
## II.4.2 – Les Bois et forêts

La couverture boisée de la commune s'étend sur une très grande partie au Nord du territoire communal, ainsi que sur la partie Ouest du territoire en limite des frontières avec Lagnes.

La végétation est principalement de type méditerranéen. Elle est composée de Pins, de chênes verts, de chênes kermès, ainsi que des petits arbustes de garrigues (genévrier, buis, genêt...).

Une forêt de 5 hectares de cèdres plantés en 1860, est située au Nord du village.

### LA COUVERTURE BOISEE DE CABRIERES D'AVIGNON



*Forêt au Sud Ouest au lieu dit « Les Vignares »*



*La forêt de cèdres au Nord du village.*



### II.4.3 – Paysage agricole

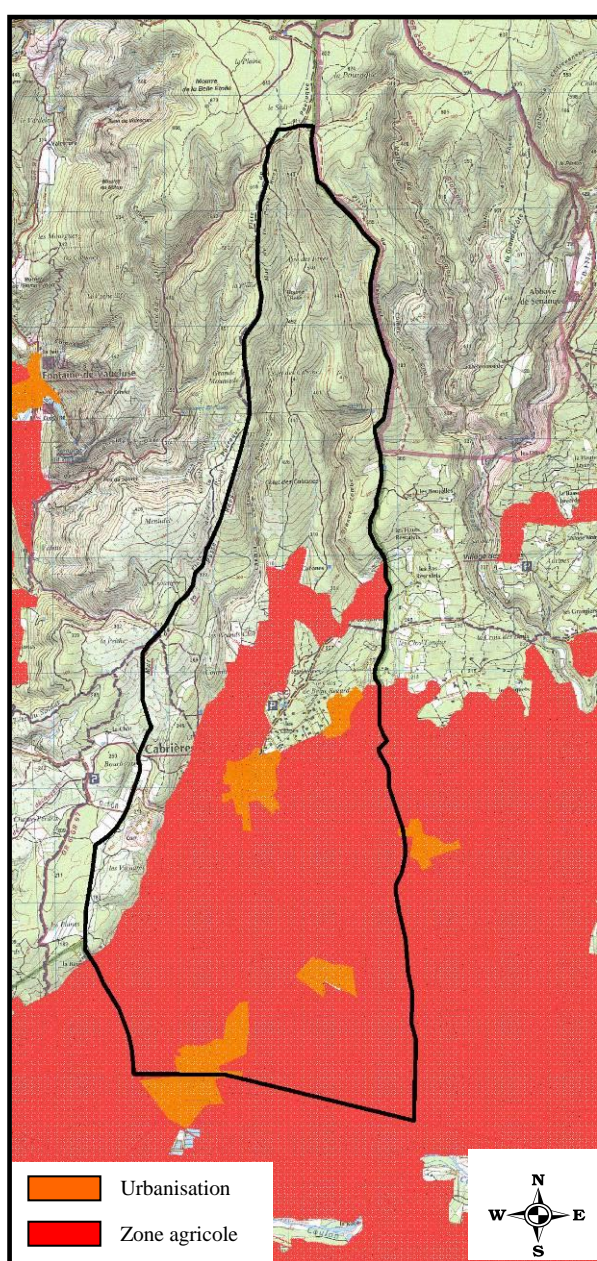
L'homme a établi d'importantes zones agricoles dans les plaines et sur les plateaux alors que les pentes ont davantage conservé une végétation de type forestier.

L'activité agricole trouve sa place dans la vallée. L'économie agricole de Cabrières d'Avignon a donc façonné le territoire et les paysages.

Les secteurs supportant une activité de production agricole sont dominés par la culture de la vigne pour le vin d'une part et les vergers d'autre part.

Le paysage communal est relativement bien structuré par l'activité agricole. Les surfaces agricoles utilisées représentent environ 22% de la superficie de la commune.

#### *LES ESPACES AGRICOLES DE CABRIERES D'AVIGNON*



*Vignobles au Sud de St Eusèbe*



*Vignes à partir de la RD 900 vers Lagnes*



*Vignes au Sud-Ouest vers Coustellet*

Ce pourcentage peut sembler faible, mais il s'explique par la présence importante d'espaces boisés.

Le parcellaire agricole ainsi que les espaces boisés façonnent l'environnement naturel de la commune.

Les principales cultures sont la vigne, les vergers de cerisiers, les oliviers ainsi que des terres labourables. Ces cultures structurent le paysage de la commune.



*Des champs cultivés participent à la diversité et à la richesse du paysage*

La vigne traverse le territoire jusqu'aux premières collines. Elle bénéficie de la renommée du célèbre terroir « AOC Ventoux », qui est particulièrement apprécié.



*Vignes en direction de Lagnes*



*Vignes au Sud de la commune*

La cerise représente 15% de la superficie agricole utilisée sur la commune ; elle constitue la 2<sup>ème</sup> activité agricole après la vigne.





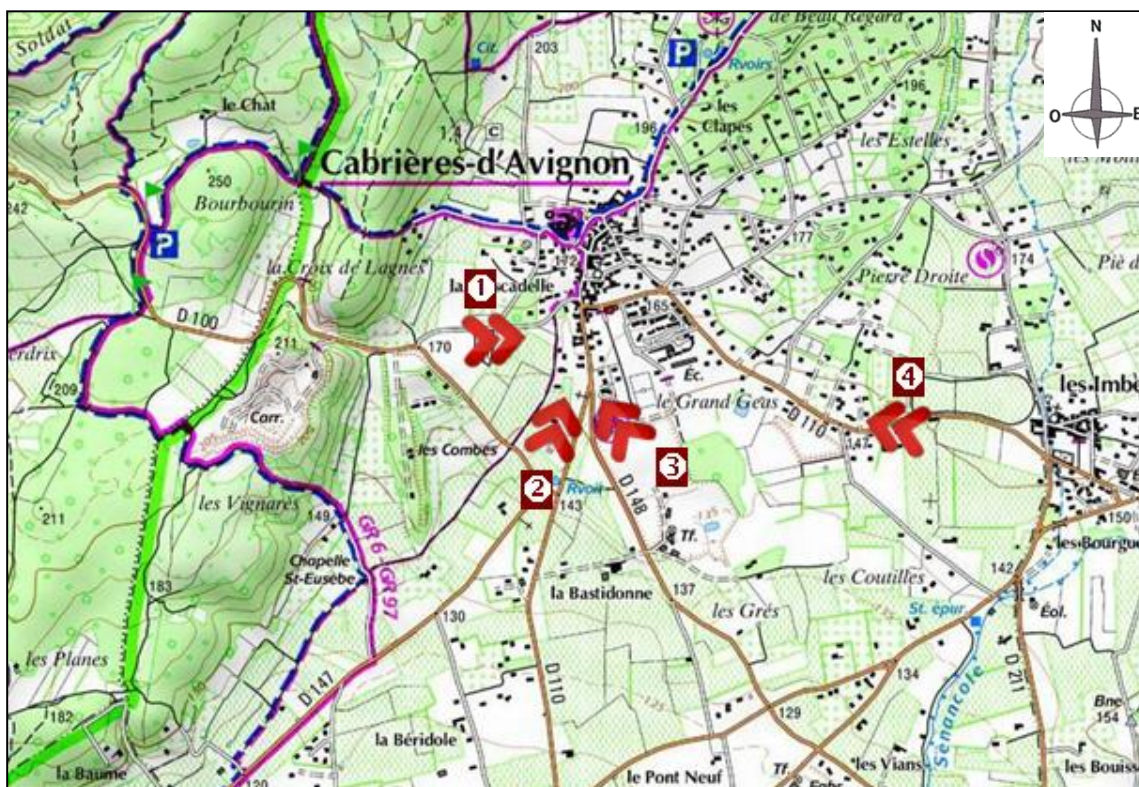
*Quelques cerisiers ponctuent le territoire communal*

#### **II.4.4 – Structure du paysage urbain : les entrées de village**

Les portes et les itinéraires de traversée du territoire communal sont des espaces de référence où se joue l'image des communes. Ces secteurs sont généralement très prisés pour les opérations de développement urbain (foncier disponible, proximité des infrastructures majeures, vitrines commerciales, ...), et nécessitent donc une attention particulière en terme de qualité urbaine et paysagère, mais aussi de préservation des espaces naturels et agricoles.

Ainsi, lorsque l'on rentre dans un village, le paysage d'entrée de village est le premier élément que l'on voit, il symbolise la vitrine, l'image du village que l'on va ressentir. En général, cet élément est souvent négligé dans l'urbanisation d'une commune, et ne possède pas d'intégration paysagère. Sur le village de Cabrières d'Avignon, 4 entrées de village sont observées.

##### *Localisation des entrées d'agglomération (au sens du code de la route) – Partie village*



### **Entrée 1 : ancienne route de Lagnes**

Cette entrée de ville à l'Ouest du territoire communal correspond à l'ancienne route reliant Cabrières à Lagnes. Le cimetière est visible sur la droite de la chaussée, un cheminement piéton et un parking/aire de pique-nique nous renseigne directement sur la vocation touristique de la commune.

Sur un plan général, les espaces boisés prédominants sur ce territoire laisse place à la trame agricole en arrivant sur Cabrières. Les vues sont dégagées et laisse apparaître le Massif du Luberon au loin.

### **Entrée 2 et 3 : route RD148 et RD110 (au Sud)**

Ces deux axes se rejoignent au-dessus du Coustellet. L'ambiance paysagère est mixte, puisque l'on observe à la fois des formes d'urbanisation (maisons individuelles) ainsi que des espaces agricoles sous la forme de vergers.

Des cheminements piétons (trottoirs) sont observables sur les bords de la chaussée, ainsi que des candélabres.

En arrière-plan, on peut voir le massif boisé des Monts de Vaucluse.

### **Entrée 4 : route reliant les Imberts**

Cette entrée de ville s'effectue sur une route plutôt étroite venant du hameau des Imberts, sur la commune voisine de Gordes.

La prédominance de l'agriculture est immédiatement visible avec la présence de vergers sur les abords de la route. Des maisons individuelles récentes marquent l'entrée sur la commune.

On peut observer en arrière plan des boisements, relativement présents sur la commune. De part et d'autre de la chaussée, il est possible d'observer à la fois le Luberon sur la gauche ainsi que les Monts de Vaucluse.

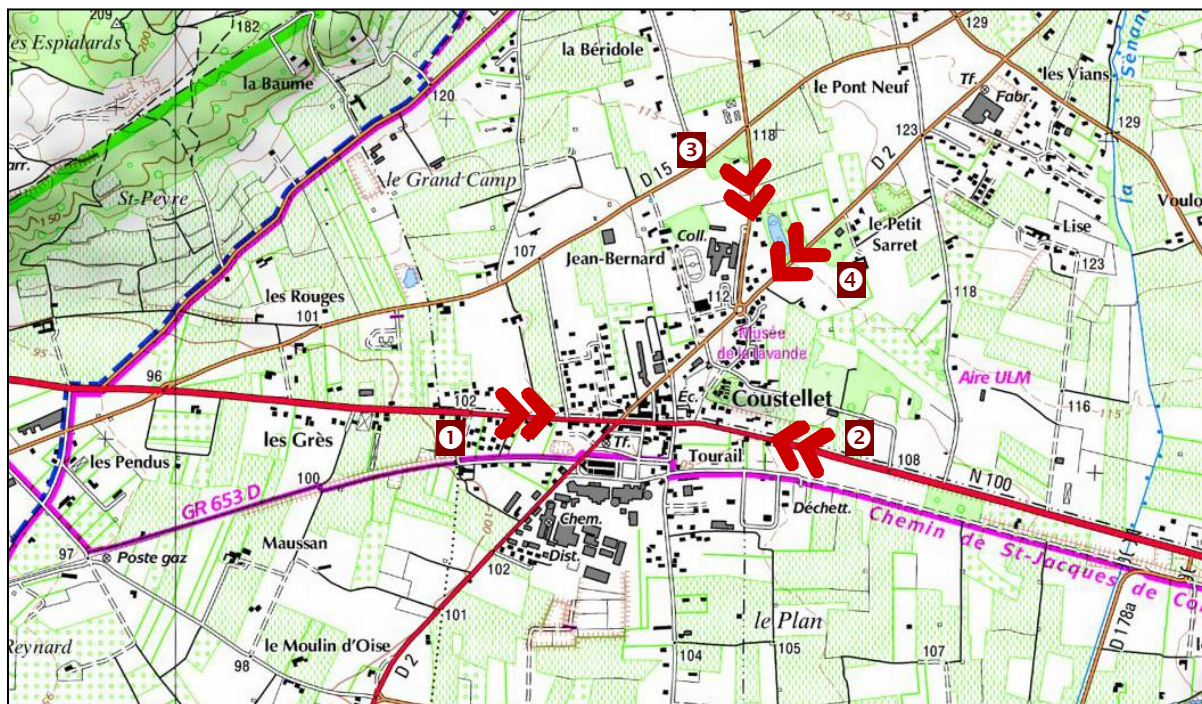
Le hameau de Coustellet est le second pôle urbain de la commune. Les entrées d'agglomération qui le délimitent sont des espaces à enjeux importants, au regard notamment de la vocation économique qui est dominante. La RD 900 constitue l'axe structurant du hameau, puisqu'elle est le lien entre l'Ouest du Vaucluse (Avignon, Cavaillon) et le Luberon. La chaussée est relativement large avant d'arriver sur le hameau, les constructions sont en retrait de la voie, des signes de l'activité agricole sont visibles ainsi que des vues sur le Luberon et les Monts de Vaucluse. En arrivant sur le hameau, les constructions sont à l'alignement de la voie avec une vocation commerciale très présente (commerces, signalétique) malgré quelques habitations. Il n'y a pas d'homogénéité et de structuration des constructions le long de cet axe.

Les entrées au Nord (RD 2 et RD 110) sont quant à elles des entrées de village beaucoup plus esthétiques sans trace de la vocation commerciale de ce pôle. La dominante résidentielle est



de ce côté ci prégnant avec aussi l'arrivée sur le collège. On constate également des espaces publics et des aménagements piétonniers (trottoirs, passages piétons notamment).

Localisation des entrées d'agglomération (au sens du code de la route) – Coustellet



Entrée 1 : RD 900 Ouest



Entrée 2 : RD 900 Est



Entrée 3 : RD 110



Entrée 4 : RD 2





## II.4.5 – Morphologie urbaine

Le village de Cabrières d'Avignon fut successivement détruit par Entremont en 1537 et par une armée détachée du parlement d'Aix en 1545. Il a été reconstruit sur son emprise originelle et n'a eu qu'un essor limité.

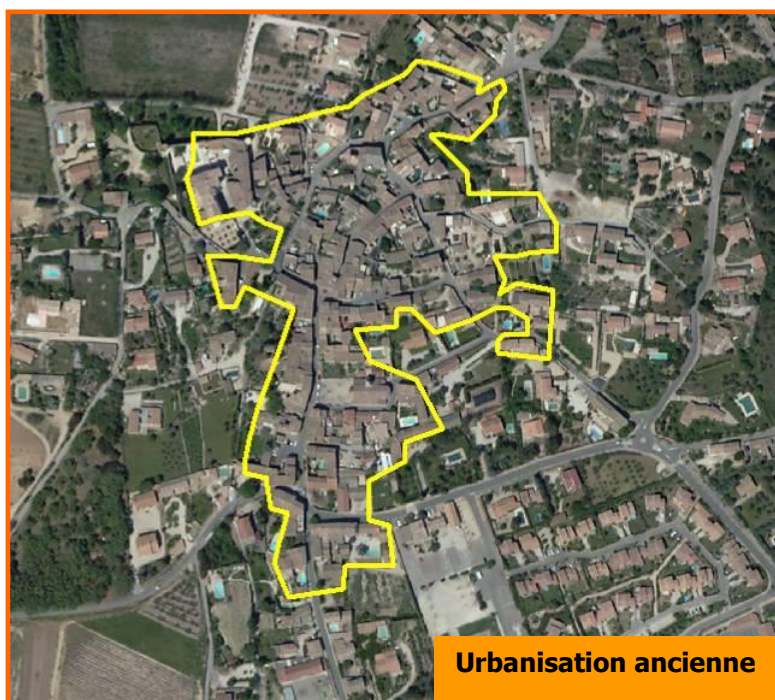
Les habitations aujourd'hui, regroupées dans la partie agglomérée, ne représentent plus qu'une faible proportion des constructions de Cabrières d'Avignon, l'urbanisation s'étant réalisée de façon diffuse.

### a) Le village

Le village ayant été détruit au XIV<sup>e</sup> siècle, le centre village de Cabrières d'Avignon n'est pas aussi net que dans les autres villages du Sud de la France. On repère cependant des habitations anciennes où les maisons sont compactées, alignées et bordant les rues.

Les maisons sont en pierres, elles ont été rénovées pour la plupart dans le souci de sauvegarder le caractère du site.

Ces réhabilitations de qualité confèrent à Cabrières d'Avignon un ensemble bâti de grande beauté, pour la plupart revêtu de pierre sèche. Toutes les habitations du village sont englobées dans le périmètre de protection du château classé monument historique ; elles apportent un caractère d'authenticité et de charme au village.





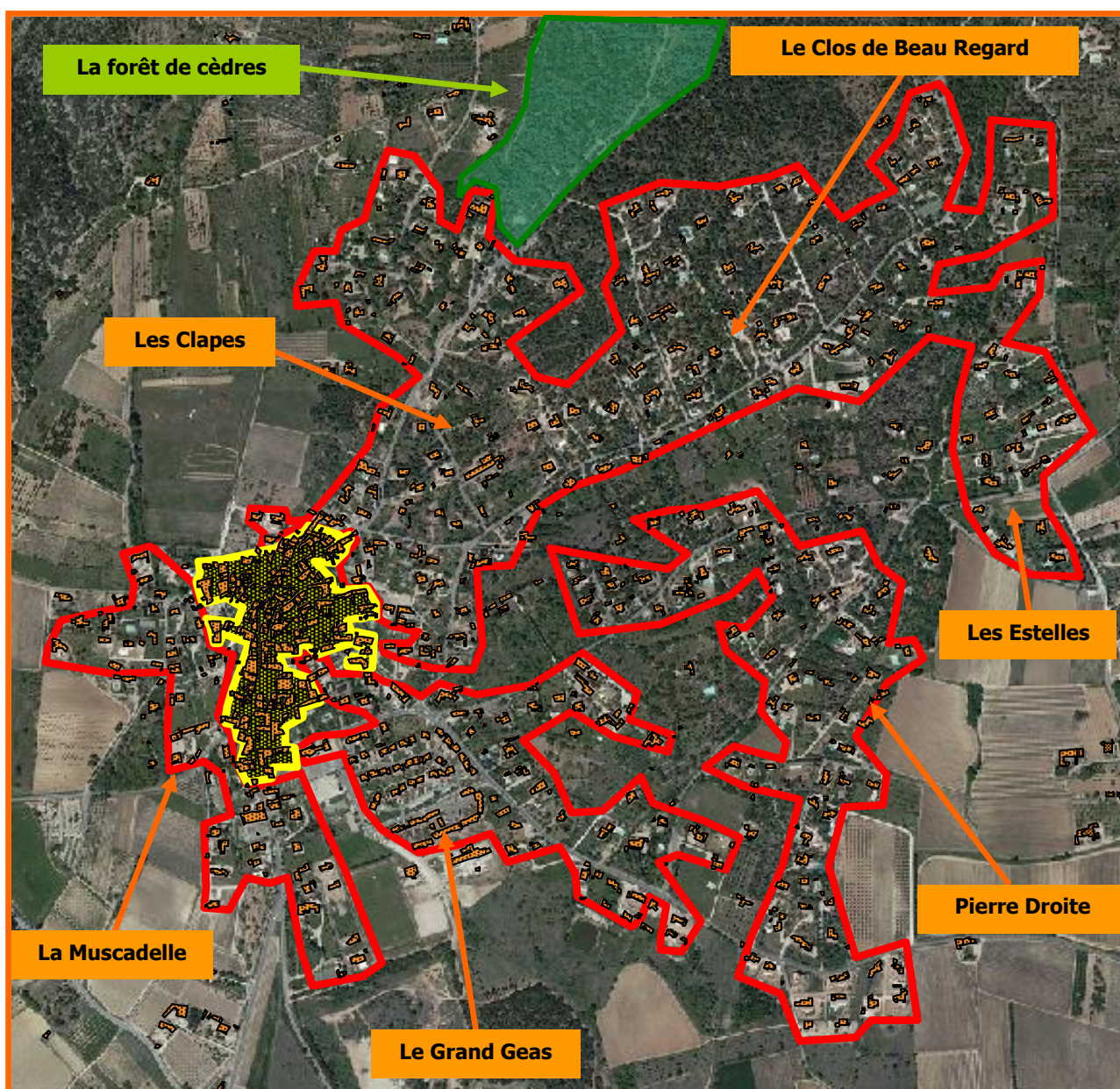




### b) Les extensions de l'urbanisation du village

L'urbanisation en extension du village s'est étendue en couronne dans presque toutes les directions, avec toutefois une localisation prépondérante au Nord et au Sud Est du village.

Ces extensions urbaines, souvent sous la forme de lotissements et de maisons individuelles, au gré des opportunités foncières, ont créées un tissu relativement peu dense, sans structuration de l'espace public (des voies non hiérarchisées, pas de place). D'autres extensions se sont implantées dans des boisements (*Exemple du Clos Beau Regard*), il s'agit essentiellement de constructions individuelles, avec un mode d'urbanisation peu dense.





### Lieu dit : le Grand Geas

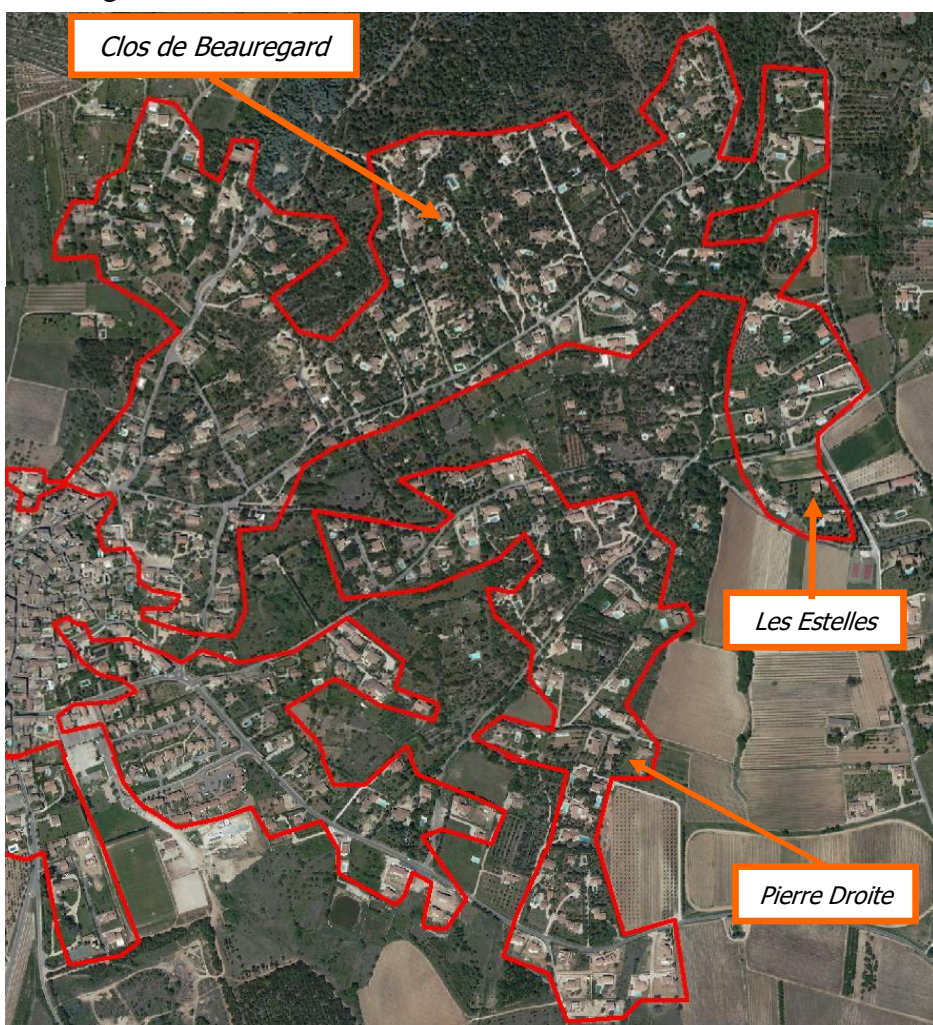


### Le quartier le Clos de Beauregard, les Estelles et Pierre Droite

Nous trouvons de belles maisons sur des grandes parcelles arborées.

Ces villas sont entourées par un écrin végétal de chênes et de pins, ainsi que par la présence de murs en pierres sèches qui clôturent les propriétés.

Une certaine paix et harmonie règne dans ces quartiers, où nous trouvons l'exemple type d'une parfaite intégration du bâti au sein d'un milieu naturel préservé.







*De belles propriétés sont implantées dans ces différents quartiers.*



*Des murs en pierre longent les voies et les maisons.*



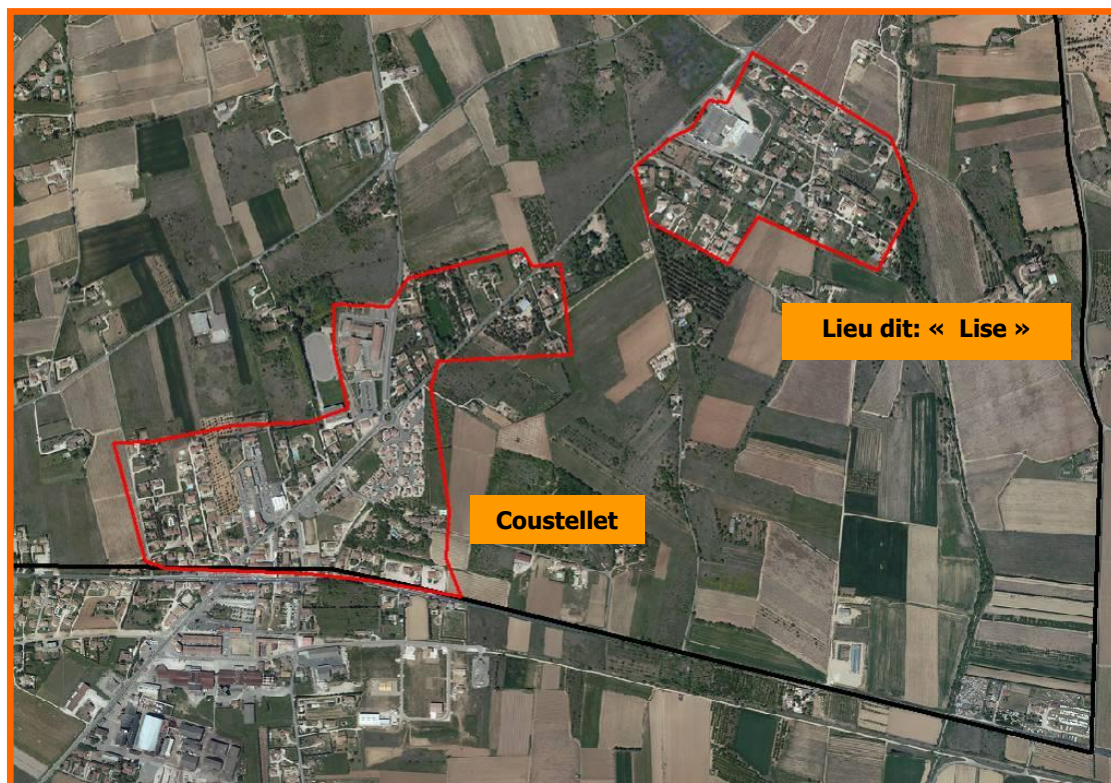
*Une végétation méditerranéenne est présente dans ces espaces.*



c) les zones d'urbanisation éloignée du village

Nous trouvons principalement deux grands secteurs :

- Le secteur de Coustellet ;
- Le secteur du lieu dit « Lise »



La zone de Coustellet comprend :

- De nombreux commerces développés au bord de la RD 900 et de la D2 reliant Robion et Gordes. Une partie de cette zone est située sur le territoire communal de Cabrières d'Avignon.



- Des habitations, de type lotissements pavillonnaires.





- Des équipements publics et privés (*collège, écoles primaires, musée de la lavande*)



*Vue du Coustellet en direction du Sud*

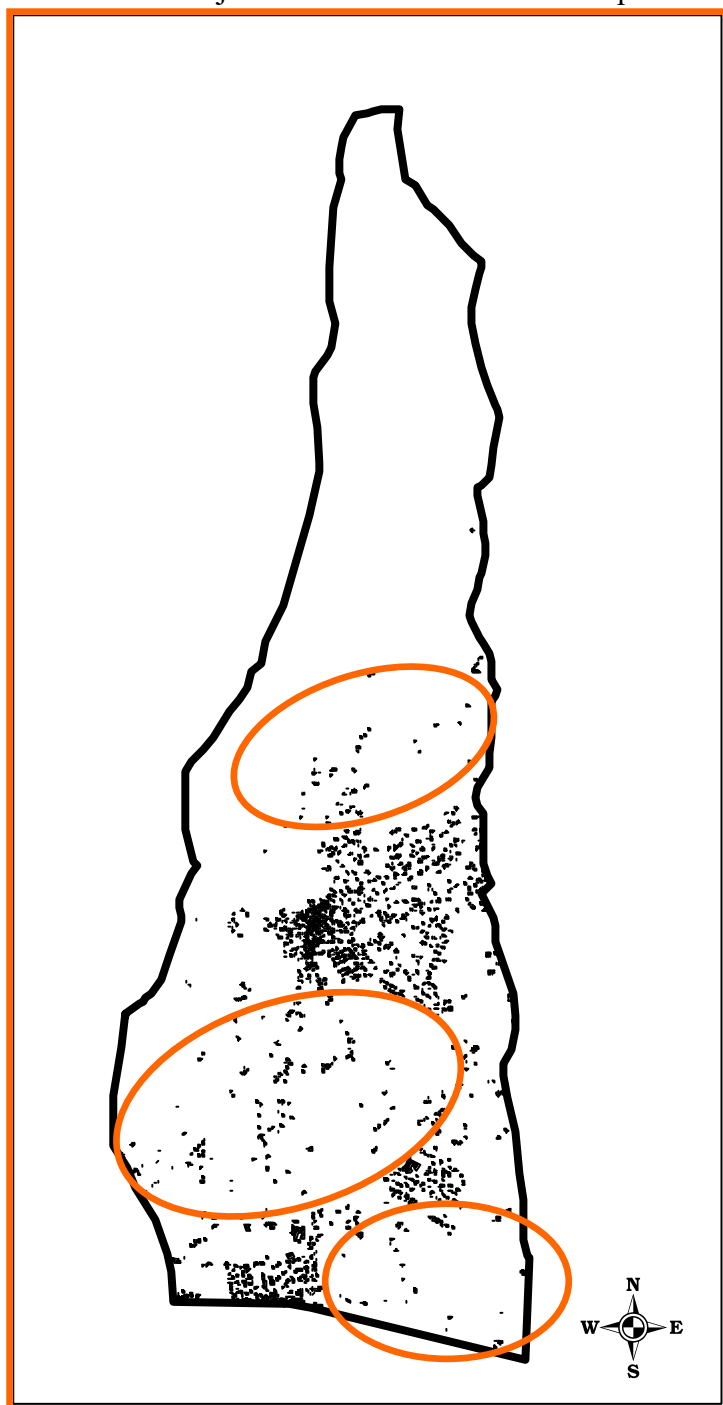
#### Le lieu dit de « Lise » :



Nous retrouvons un secteur peu dense, regroupant des habitations de type pavillonnaire, ainsi qu'une industrie d'huiles essentielles.

d) L'habitat dispersé de Cabrières d'Avignon :

Outre ces grandes zones d'urbanisation, le territoire de la commune de Cabrières d'Avignon accueille un nombre relativement important des constructions isolées anciennes, auxquelles sont venus s'ajouter des éléments de bâtis dispersés récents.



*Vieille bastide, au Sud de la commune*



*Habitations récentes au Sud-Est de Cabrières d'Avignon*



*Habitats au Sud de St Eusèbe*



*Maisons  
vers le  
sud du  
village*



*Maisons  
vers  
« Les  
Combes »*

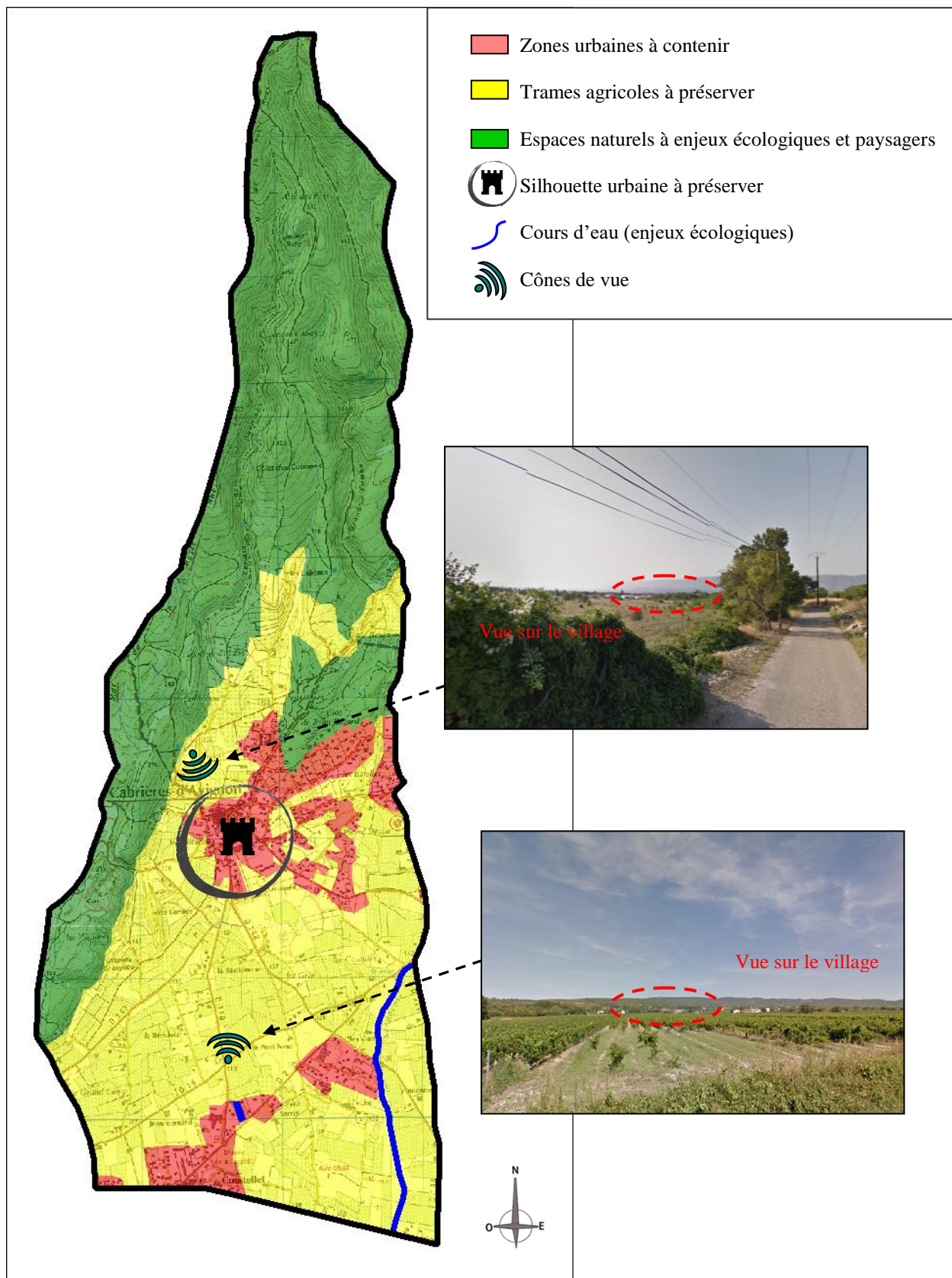
#### **II.4.6 – Conclusions paysagères**

Nous trouvons un paysage riche et diversifié sur Cabrières d'Avignon avec :

- Des zones boisées et de garrigues au Nord, constituées principalement de chênes vert, et de pins d'Alep. Une cédraie existe au Nord du village.
- Des zones dédiées à l'agriculture au Sud, qui sont occupées principalement par des Vignes (AOC Ventoux).
- Une urbanisation comportant deux grandes zones :
  - o Une zone centrale et des extensions récentes autour du village et notamment vers le Nord Est.
  - o La zone de Coustellet (zone d'activité, d'habitat et de services) et de la Lise au sud de la commune.
- Un patrimoine intéressant avec un château, une église, des vestiges de la muraille de la peste, des fontaines, des lavoirs, chapelle,...
- Un village qui a pu conserver son authenticité, avec l'importance de bâtiments et de murs en pierres sèches.
- Un relief peu important s'élevant de la plaine (avec une altitude minimale de 102 mètres), vers les Monts du Vaucluse au Nord (avec une altitude maximale de 617 mètres).
- Des points de vue remarquables sur le village et son château depuis le Nord ainsi que depuis la RD 15.
- Une absence de cours d'eau notable.



## Carte de synthèse : Les éléments paysagers de Cabrières d'Avignon





## II.5 – RISQUES NATURELS ET NUISANCES

### II.5.1 – Risque inondation

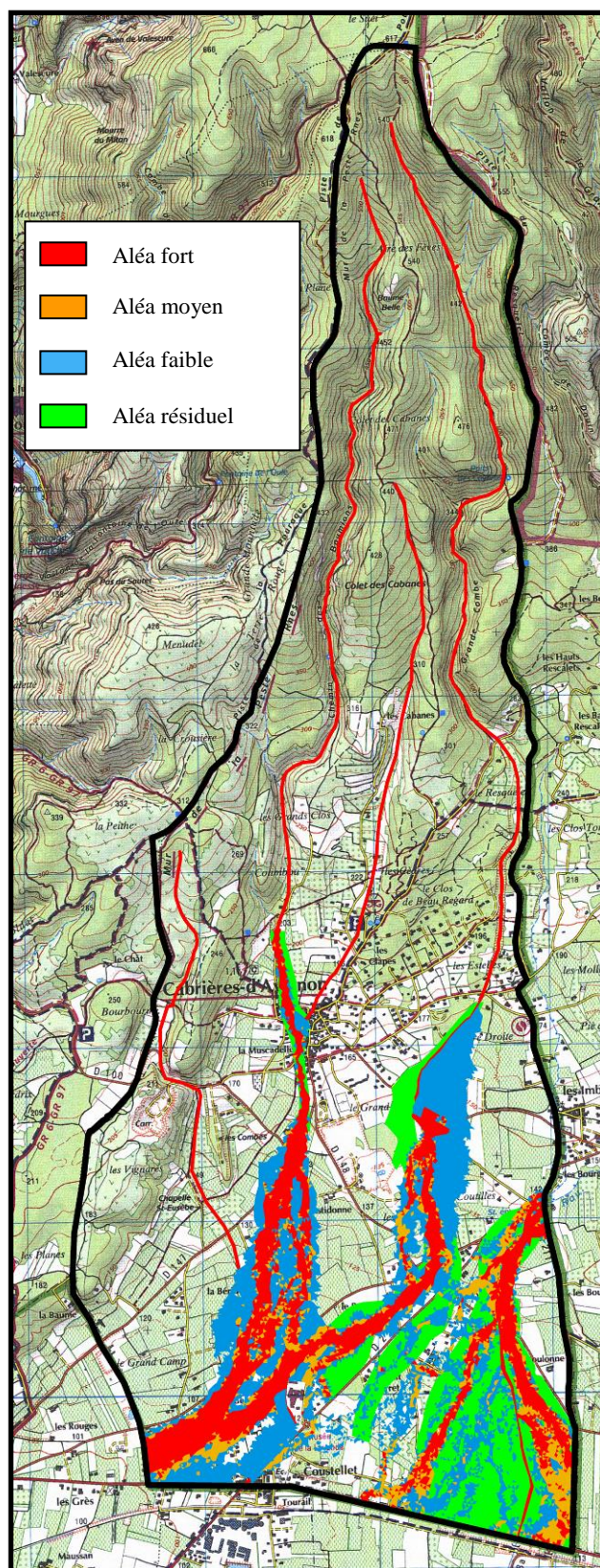
#### **Carte d'inondabilité : Analyse hydraulique : Bassin versant du Calavon**

Le territoire communal de Cabrières d'Avignon est soumis au risque inondation par un affluent du cours d'eau Calavon (bassin amont) de type torrentiel.

Le Plan de Prévention des risques inondation du Bassin Versant du Coulon-Calavon a été prescrit par arrêté préfectoral du 26 juillet 2002.

Ce PPR concerne toutes les communes du bassin versant soit 30 communes du Vaucluse : Viens, Saint Martin de Castillon, Castellet, Saignon, Caseneuve, Gignac, Rustrel, Apt, Villard, Saint Saturnin les Apt, Gargas, Roussillon, Bonnieux, Lacoste, Ménebres, Goult, Murs, Jocas, Gordes, Saint Pantaléon, Beaumettes, Oppède, Cabrières d'Avignon, Maubec, Robion, Les Taillades, Cavaillon, L'Isle sur la Sorgue, Le Thor et Caumont sur Durance.

Les travaux d'élaboration du zonage réglementaire sont en cours. Néanmoins, dans l'attente de la finalisation définitive du PPRi, la gestion de l'urbanisme s'appuie sur un porté à connaissance (PAC) qui a été notifié à la commune de Cabrières d'Avignon en février 2017.



## II.5.2 – Risque feux de forêt

La commune de Cabrières d'Avignon est soumise au risque de feux de forêts en raison de la présence sur son territoire d'une importante superficie boisée.

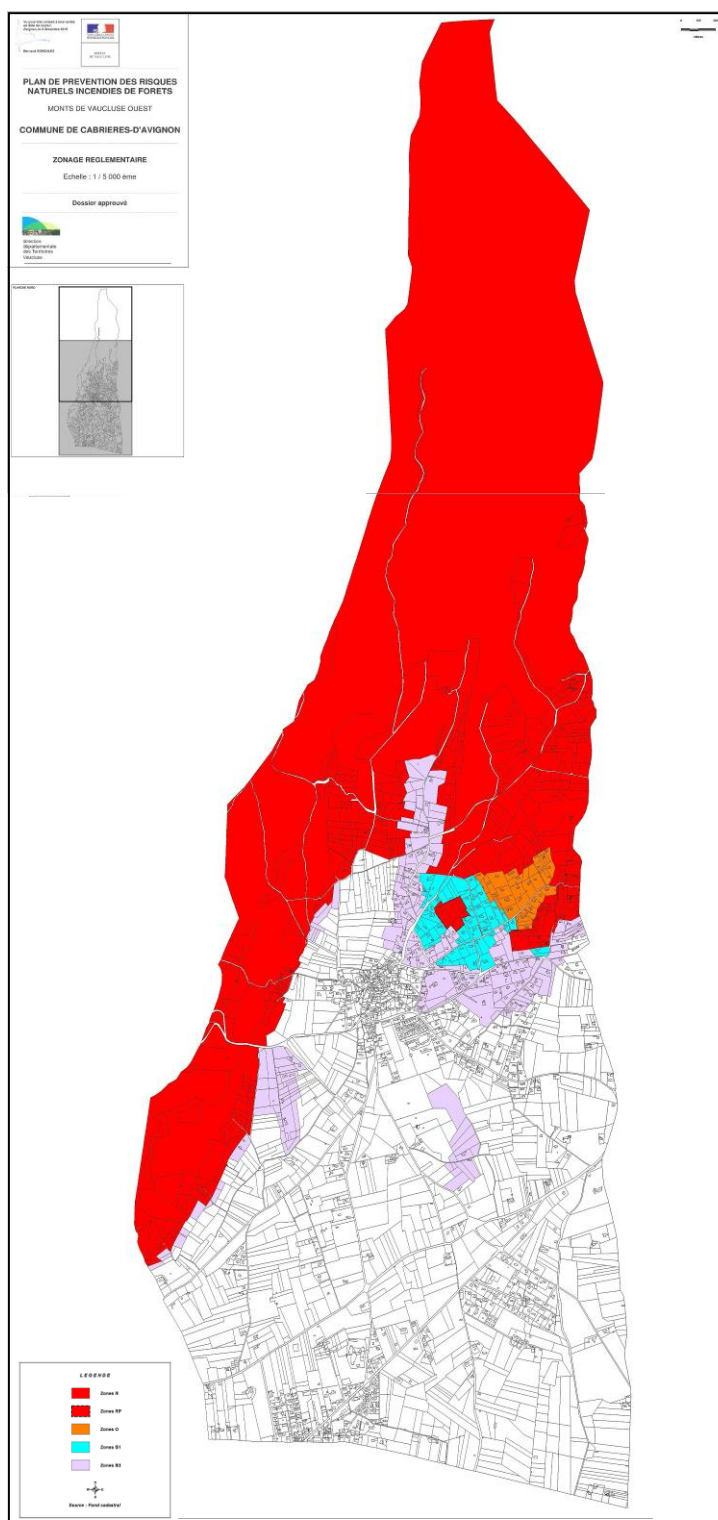
Un Plan de Prévention des Risques Incendie de forêts (PPRif) des Monts de Vaucluse Ouest a été prescrit par arrêté préfectoral du 16 octobre 2006.

Ce PPRIF concerne 11 communes du Vaucluse : Cabrières d'Avignon, Fontaine de Vaucluse, Gordes, Isle sur la Sorgue, Lagnes, La Roque sur Pernes, Le Beaucet, Pernes les Fontaines, Saumane, St Didier et Velleron.

Après les phases d'association avec les personnes et organismes associés durant l'été 2014 et de concertation avec la population en septembre et octobre 2014, le projet de PPRIF du massif des Monts de Vaucluse ouest a été soumis à une enquête publique du 8 juin au 9 juillet 2015.

La commission d'enquête a rendu le 30 juillet 2015 un avis favorable au projet du PPRIF du massif des Monts de Vaucluse sur les 11 communes.

Le PPRif a été approuvé par arrêté préfectoral le 3 décembre 2015.





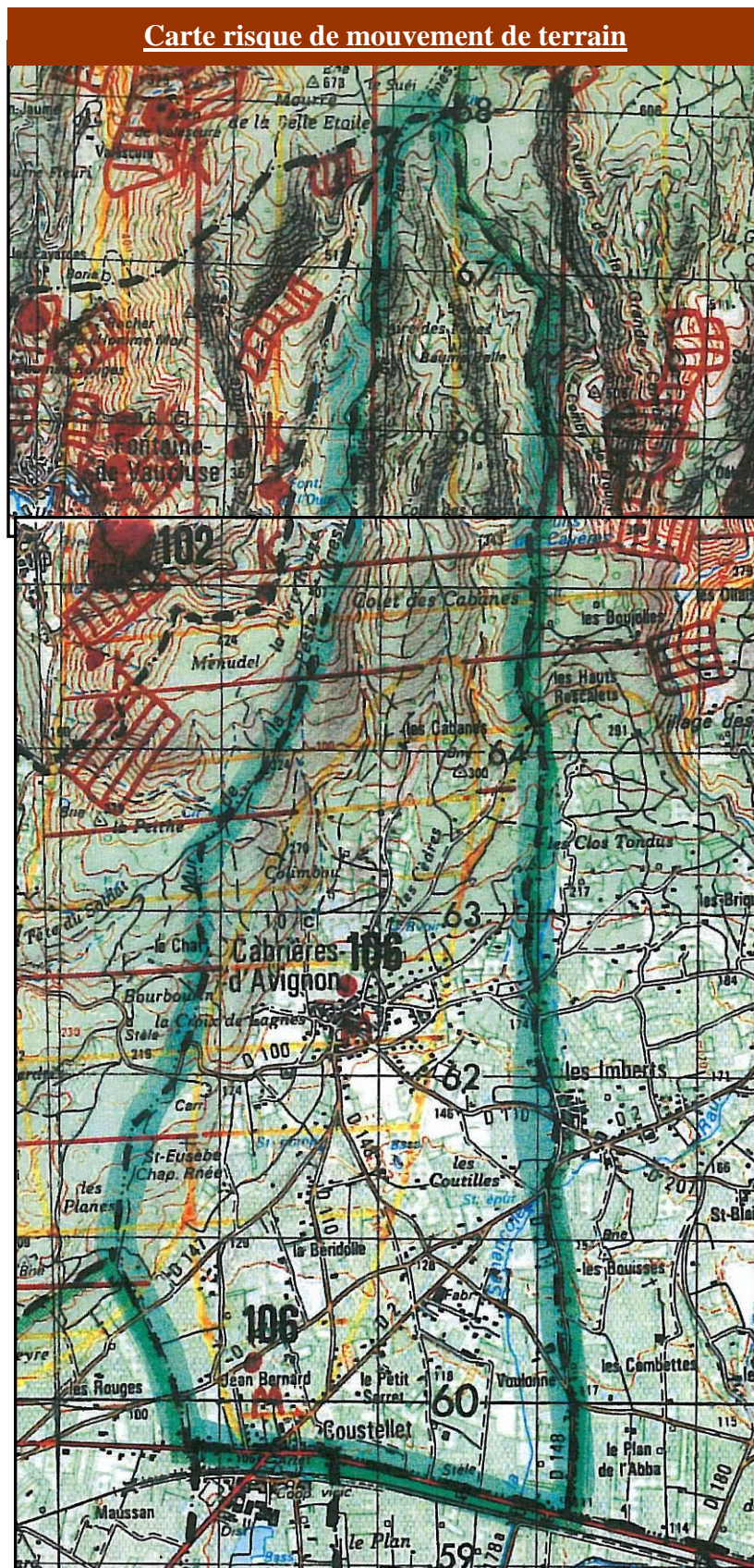
### II.5.3 – Risque Mouvement de Terrain

La commune de Cabrières d'Avignon est soumise au risque de mouvement de terrain.

Deux effondrements sont répertoriés sur le territoire communal, avec pour numéro d'identification : N°106.

Il s'agit d'effondrements de galeries de captages, avec pour niveau stratigraphique principal : alluvion et molasse Burdigalien.

Des dommages portants sur les routes peuvent exister.



## II.5.4 – Risque sismique

Selon les termes du décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français, **la commune de Cabrières d'Avignon est située en zone de sismicité modérée, ainsi qu'il apparaît sur la carte.**

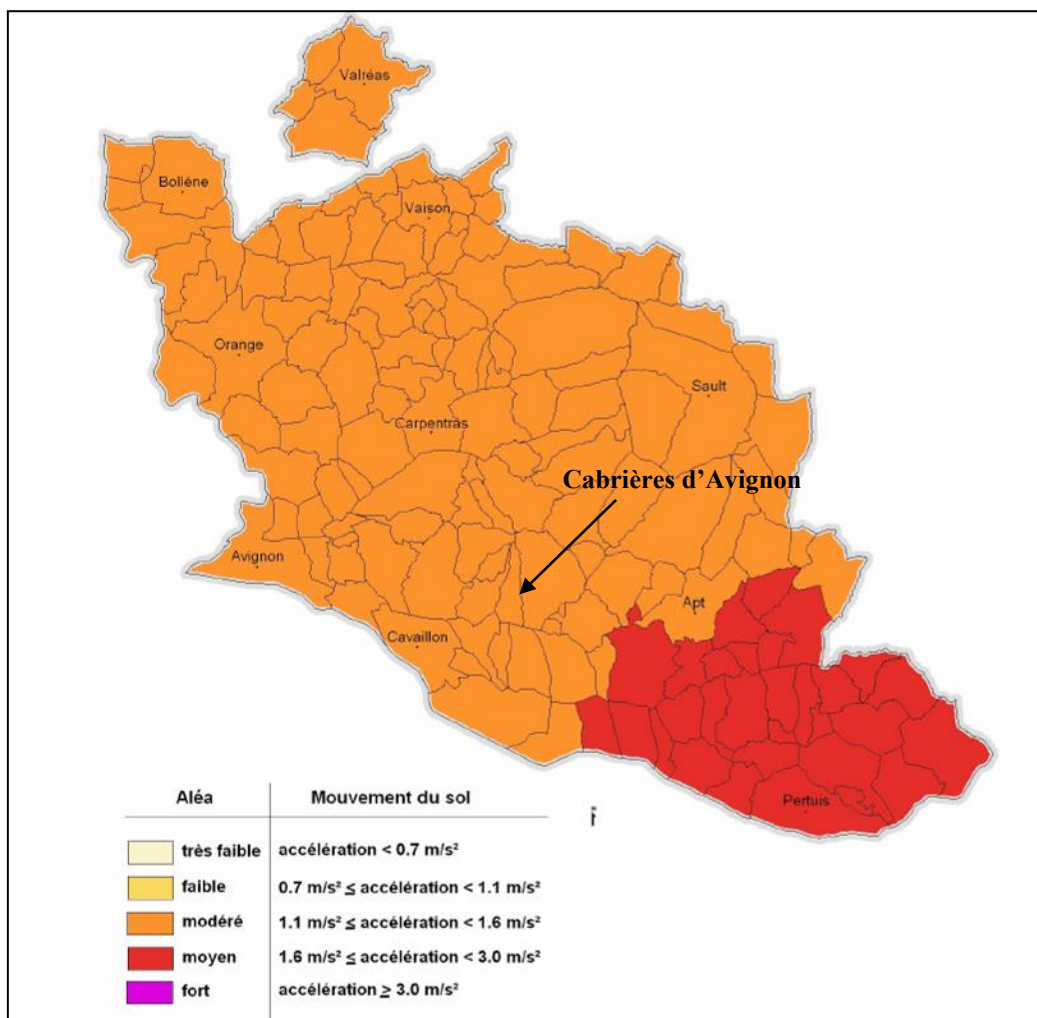
Le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 modifie le décret du 14 mai 1991 relatif à la prévention du risque sismique selon lequel le territoire français était divisé en cinq zones de sismicité croissante. La détermination des zones est dorénavant fixée pour chaque département.

En 757 ans entre 1227 et 1986, on dénombre dans le département 52 secousses sismiques dont trois très graves en 1227, 1763 et 1909.

Les règles de construction applicables dans les régions sujettes aux secousses sismiques ont pour principal objet la sauvegarde des vies humaines. Elles tendent accessoirement à limiter les dommages subis par les constructions. Sont concernés non seulement les immeubles de grande hauteur (IGH) et les établissements recevant du public (ERP) mais aussi les bâtiments d'habitation individuelle et collective.

Ces recommandations ont pour objet principal la sauvegarde des vies humaines et tendent à limiter les dommages subis par les constructions.

### Département de Vaucluse - risque sismique - décret du 22/10/2010





### **II.5.5 – Risque naturel lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles**

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles peut provoquer des conséquences graves sur les habitations. En France métropolitaine, ces phénomènes mis en évidence à l'occasion de la sécheresse exceptionnelle de l'été 1976, ont pris une réelle ampleur lors des périodes sèches des années 1989-1991 et 1996-1997, puis dernièrement au cours de l'été 2003.

Les sols argileux gonflent lorsque la teneur en eau des sols augmente et se rétractent en période de sécheresse. On observe alors un tassement et une fissuration des sols entraînant des dommages aux constructions. Un sinistre se traduit généralement par des fissures dans les murs, dalles et plafonds, par la dislocation des ouvertures. Les dégâts peuvent être importants et le coût des réparations considérable.

Le territoire de Cabrières d'Avignon est concerné par deux types d'aléas :

- La zone d'aléa moyen, pour la partie centrale urbanisée de la commune ;
- La zone d'aléa faible pour la partie sud de la commune.



## Carte d'aléas : Risque de retrait/gonflement des argiles



MINISTÈRE  
DE L'ÉCOLOGIE  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
DURABLE



brgm  
Bureau de Recherche  
Géologique  
Ministère de l'Écologie  
et du Développement  
Durable

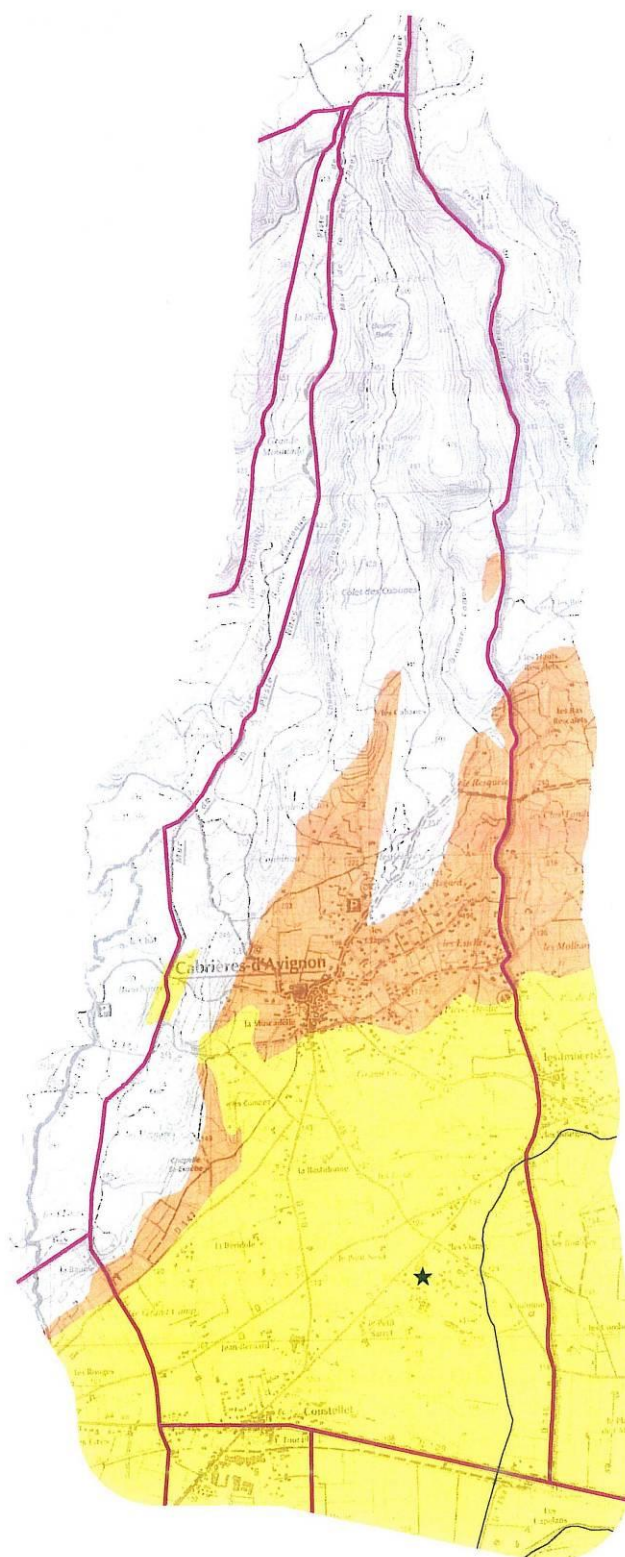
### 84025 CABRIERES-D'AVIGNON

#### RETRAIT / GONFLEMENT DES ARGILES

- Zone d'aléa fort
- Zone d'aléa moyen
- Zone d'aléa faible
- Zone non argileuse  
(sauf cas particuliers non  
repérés actuellement)

- Sinistres recensés
- Réseau hydrographique
- Limites de communes

Etude BRGM/RP-55458-FR - Juillet 2007  
Carte DDE34/SURE/Risques

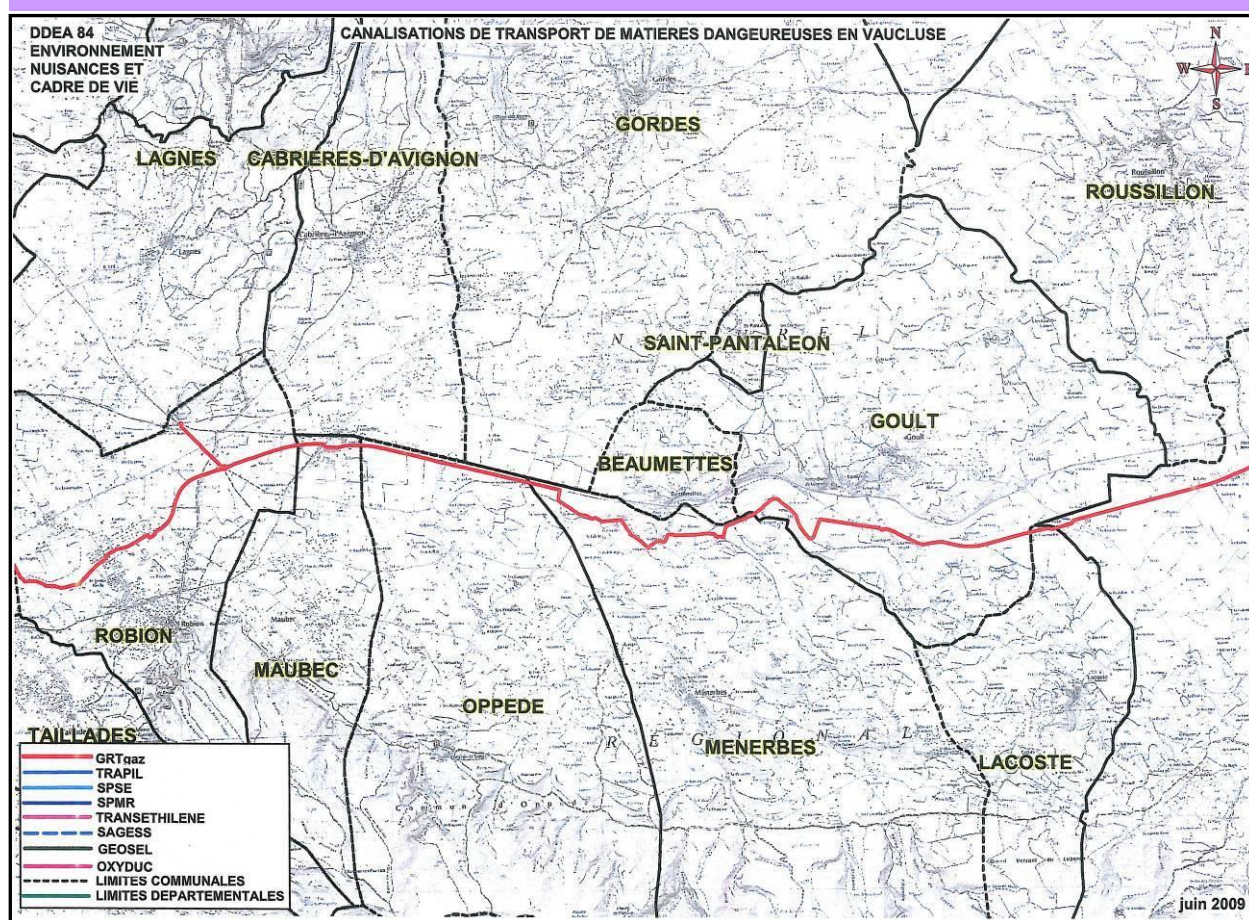


## II.6 – LES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET LES NUISANCES

### II.6.1 – Transport de matières dangereuses

Le territoire communal n'est pas traversé par des canalisations de transport de matières dangereuses, cependant ainsi qu'il apparaît sur la carte ci-dessous, la partie sud-est de la commune est impactée par la canalisation DN 100 qui traverse les communes limitrophes de Maubec et Oppede.

#### Carte de risque technologique lié aux canalisations de transport de matières dangereuses

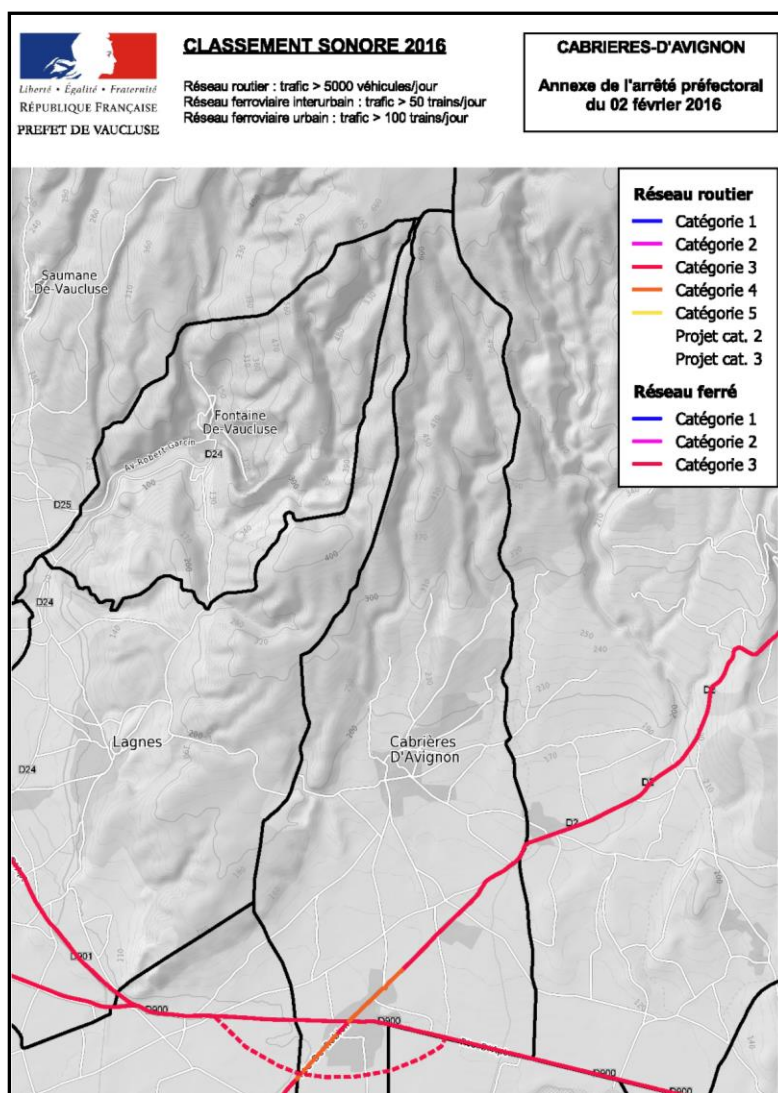




## II.6.2 – Nuisances sonores

Le plan local d'urbanisme, en tant qu'instrument de prévision et donc de prévention, doit intervenir sur les différents modes d'occupation du sol, admis au voisinage des voies bruyantes ou susceptibles d'y être admis, en vue d'améliorer la situation existante ou future des riverains, notamment en zone urbaine.

En application de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 définit l'isolement acoustique requis dans les bâtiments d'habitation contre les bruits des espaces extérieurs et notamment ceux des voies terrestres de circulation. Ces voies terrestres ou axes de transports bruyants ont été recensés et reclassés par l'arrêté préfectoral n°1995 du 5 août 1999 en application de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992.



Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres est défini par l'arrêté préfectoral du 02 février 2016. Cet arrêté annule et remplace les précédents arrêtés de classement de 1999.

Selon l'arrêté du 02 février 2016 (Préfet de Vaucluse) La commune de Cabrières d'Avignon est concernée par le passage de la D900 qui est en catégorie 3. La RD 2 est quant à elle en catégorie 4 sur la traversée de Coustellet (secteur urbanisé) et en catégorie 3 par la suite jusqu'à Gordes.



## **II.7 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

---

### **II.7.1 - Servitude A2 : Dispositif d'irrigation**

Objet local : Aménagement hydraulique de la vallée du Calavon et du Sud Luberon, Réseau d'irrigation de Coustellet et des Imberts.

Service concerné : Société du Canal de Provence (SCP)

### **II.7.2 - Servitude AC1 : Monuments historiques**

Servitudes de protection des Monuments Historiques.

Objet local : Château de Cabrières d'Avignon

Service concerné : Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Vaucluse (S.D.A.P.).

### **II.7.3 - Servitude AC2 : Protection des sites**

Servitudes de protection des sites.

Objet local : Site de la muraille de la peste

Service concerné : Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine de Vaucluse (S.D.A.P.).

### **II.7.4 - Servitude Int 1 : Cimetières**

Servitudes au voisinage des cimetières.

Objet local : Cimetières de Cabrières d'Avignon

Service concerné : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (D.D.A.S.S.)

### **II.7.5 - Servitude JS1 : Installations sportives**

Servitudes de protection des installations sportives privées subventionnées par une ou plusieurs personnes publiques.

Objet local : Equipement d'activités de forme et de santé

Service concerné : Jeunesse et sports du Vaucluse.

### **II.7.6 - Servitude I4 : Electricité**

Servitudes relatives aux lignes de Transport distribution électrique.

Objet local : Transport Distribution de 2<sup>ème</sup> catégorie, tension comprise entre 1000 volts et 50000 volts.

Service concerné : ERDF

# **3 : ANALYSE DES ESPACES BATIS**

### **III.1 ANALYSE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (POS)**

---

La commune de Cabrières d'Avignon est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) depuis le 29 janvier 1990. Ce document a connu une évolution à maintes reprises. Il a connu une révision (1994). A noter également trois modifications (1997, 1998, 2012) qui ont permis la réalisation de divers projets urbains.

#### **III.1.1 – Le descriptif du Plan d'Occupation des Sols actuellement opposable**

Le territoire de Cabrières d'Avignon couvert par le Plan d'Occupation des Sols est divisé en zones urbaines et en zones naturelles ou non équipées. Les zones urbaines sont les zones UA et UD. Les zones naturelles ou non équipées sont les zones NA, NB et NC.

##### ▪ Les zones urbaines

- La **zone UA** constitue le centre aggloméré du village. Il s'agit d'une zone à caractère central d'habitat, couvrant l'agglomération proprement dite, où les bâtiments sont construits en ordre continu. Le tissu urbain actuel y sera maintenu.

- La **zone UB** est une zone concernant l'extension immédiate de la zone UA occupée par de l'habitat individuel ou collectif peu dense. Elle comprend un secteur UBg, qui a été délimité afin d'informer les propriétaires de la présence dans le sous-sol de galeries drainantes ; de ce fait les terrains sont instables.

- La **zone UC** est une zone concernant l'extension du village à l'Ouest de la zone UA occupée par de l'habitat individuel ou collectif peu dense. Elle comprend un secteur UCa où, d'une part, pour des raisons architecturales dues à la présence du château, les constructions auront une hauteur moindre que dans le reste de la zone UC et d'autre part, les constructions devront être édifiées à 10 mètres des berges du Vallat de la Merderie pour éviter les risques d'éventuelles inondations. Elle comprend également un secteur UCbi, qui regroupe les terrains situés à l'entrée de l'agglomération, qui sont susceptibles d'être inondés lors de précipitations particulièrement exceptionnelles. Ces secteurs font l'objet de prescriptions particulières dans l'article UC5.

##### ▪ Les zones naturelles

- La **zone INA** est une zone d'urbanisation à court terme de bureau et d'habitat où les constructions isolées sur un îlot de propriété sont interdites, car elles risquent de compromettre une urbanisation organisée de la zone, mais où les constructions groupées peuvent être admises sous conditions fixées par le règlement. Elle comprend un secteur INAa, qui regroupe des terrains concernés par la construction d'un collège et qui fait l'objet de prescriptions particulières. Elle comprend enfin, un secteur INAb, où sont autorisées les maisons d'habitation individuelles.

- La **zone 2NA** est une zone d'aménagement à court terme destinée aux activités scolaires, sportives, de loisirs, socio-éducatives où seules les activités de ce type sont autorisées. Elle comprend un secteur 2NAa qui regroupe les terrains où pourront être autorisés les



aménagements « légers », permettant la pratique d'activités sportives non bruyantes de type piste bicross, piste de planche à roulettes, etc...

- La **zone 3NA** est une zone d'aménagement futur à long terme réservée à l'habitat, aux activités touristiques et hôtelières. Elle est destinée à recevoir des urbanisations organisées et ne pourra être, éventuellement, mise en œuvre que par modification du POS.

- La **zone 4NA** est une zone d'aménagement à court terme destinée à recevoir des activités hôtelières, de restauration et des activités de service (secteur tertiaire).

- La **zone 5NA** est une zone d'aménagement à long terme destinée à recevoir les activités hôtelières, de restauration et les activités de service (secteur tertiaire). Elle ne pourra être ouverte à l'urbanisation qu'après modification du plan d'occupation des sols qui ne pourra être engagée qu'après qu'une réflexion globale d'aménagement prenant en compte la sécurité routière, la qualité de l'urbanisation (impact visuel de la future zone, qualité architecturale), ainsi que les nuisances, notamment le bruit.

- La **zone 6NA** est une zone d'aménagement à court terme destinée à recevoir des activités à vocation artisanale, commerciale et de service (secteur tertiaire), dans laquelle l'habitat est limité aux logements de fonction. Elle comprend un secteur 6NAh, pour lequel des prescriptions s'appliquent en matière de hauteur des constructions et des clôtures.

- La **zone NB** est une zone desservie partiellement par des équipements qui intéressent des secteurs déjà passablement bâtis. L'habitat isolé y est admis. Du fait de l'insuffisance d'équipements VRD, qui la caractérise, elle ne peut être classée en zone urbaine. Elle comprend des secteurs NBab, Nbaib, NBac et NBb où l'assainissement individuel est autorisé. Dans le secteur Nbaib, les terrains sont susceptibles d'être inondés lors de précipitations particulièrement exceptionnelles. Des secteurs NBaf et NBacf, ont également été créés, du fait du risque d'incendie lié à la présence d'espaces boisés.

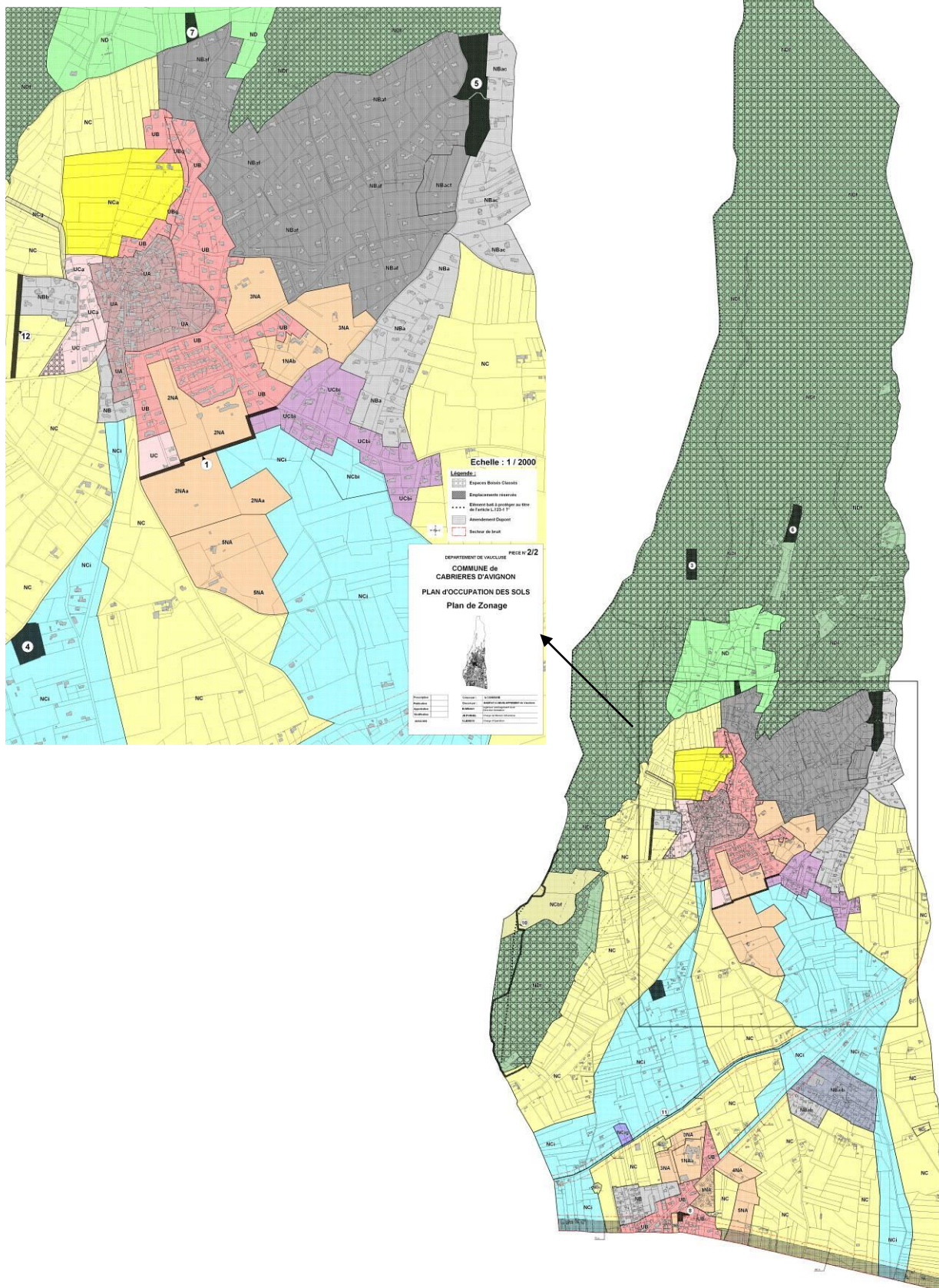
- La **zone NC** est une zone qu'il convient de protéger en raison de la richesse naturelle des sols. Cette zone comprend un secteur NCa situé au quartier du Colombier où pour des raisons architecturales dues à la présence du château les constructions sont interdites et des secteurs NCbf qui est soumis au risque d'incendie et qui est réservé à l'exploitation des carrières. Elle comprend des secteurs NCi et NCbi qui regroupent les terrains susceptibles d'être inondés lors de précipitations exceptionnelles. Le secteur NCi fait l'objet de prescriptions particulières dans le chapitre NC1. Enfin des secteurs NCg et NCig ont été définis pour informer les propriétaires de la présence dans le sous-sol de galeries drainantes ; de ce fait ces terrains sont soumis à un risque de glissement.

- La **zone ND** est une zone naturelle à protéger, où seules sont autorisées l'adaptation, la réfection, et l'extension des maisons d'habitations existantes ) la date d'approbation du POS. Elle est constituée pour l'essentiel des secteurs boisés dont le maintien en l'état est nécessaire afin de sauvegarder la qualité paysagère du site, les territoires de chasse et limiter les conséquences d'éventuels incendies.

### Les emplacements réservés

La liste des emplacements réservés pour des voies ou ouvrages publics, des installations d'intérêt général ou des espaces verts, est annexée au POS.

Zonage du POS opposable de  
Cabrières d'Avignon



### **III.1.2 – L’analyse de la consommation des espaces agricoles et forestiers du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable**

L’analyse de la consommation des espaces agricoles et forestiers a été permise par l’analyse comparative des parcelles construites issues du cadastre du milieu des années 2000 avec celles du cadastre actualisé. Cette analyse traite du développement de l’urbanisation de la commune de Cabrières d’Avignon à l’échelle des 10 dernières années. Cette analyse a également pris appui sur les photos aériennes et les permis de construire dont les constructions sont en cours de réalisation et ne figurent pas à ce jour sur les documents graphiques.

Cette analyse comparative a porté uniquement sur les principales zones urbaines (UA, UB et UC) et naturelles (1NA, 2NA, 4NA, 6NA et NB) à vocation principale d’habitats et/ou d’activités.

Ainsi, au cours des dix dernières années, la mise en application du POS actuellement opposable a eu pour effet de **consommer environ 6 hectares d’espaces majoritairement agricoles** (espaces qui ont été urbanisés sur les 10 dernières années). Sont comptabilisés au sein de ces espaces, les voiries de desserte, les bâtiments et espaces publics, ...

Toutefois, n’ont pas été intégrées les parcelles déjà construites au milieu des années 2000 ainsi que celles comprenant leurs jardins d’agrément.

### **III.1.3 - L’analyse de la densité de constructions réalisées avec l’application des règles du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable**

L’analyse de la densité moyenne des constructions réalisées, à usage principale d’habitation, depuis l’approbation du POS, prend appui sur l’analyse de la consommation du foncier établie ci-dessus. Cette analyse vise à effectuer un ratio entre le nombre de logements créés et le nombre d’hectares consommés pour la réalisation de ces logements, établi au sein des zones concernées. Il s’agit là encore de réaliser une analyse comparative entre les parcelles construites issues du cadastre des années 90 avec celles du cadastre actualisé, en y excluant les surfaces des parcelles concernées par les bâtiments d’activités, les espaces publics et équipements publics.

Il apparaît qu’environ 39 hectares ont été consommés pour l’accueil d’environ 300 logements.

Ainsi, depuis l’approbation du POS et selon cette méthode, on estime que la densité des constructions réalisées sur la commune de Cabrières d’Avignon est d’environ **8 logements par hectare**.

### **III.1.4 - L’analyse du résiduel constructible du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable**

L’analyse du résiduel constructible du Plan d’Occupation des Sols actuellement opposable, s’est faite en prenant appui sur le cadastre actualisé, la photo aérienne et les permis de construire dont les constructions sont en cours de réalisation et ne figurent pas à ce jour sur les documents graphiques.



Cette analyse a porté uniquement sur les zones UA, UB, UC, NB, et 1NA. Il s'agit de définir le potentiel sur lequel va pouvoir s'appuyer le projet de développement démographique souhaité par les élus dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables qu'ils vont définir.

De fait, mis à part les jardins d'agrément des constructions existantes, les espaces publics ainsi que les parcelles concernées par un projet d'équipement public, aujourd'hui, les potentialités du POS à vocation principale d'habitat s'élèvent à environ **15 hectares** répartis de la manière suivante :

- **1,5 hectares sur le hameau de Coustellet, composé de dents creuses et d'un grand tènement.**
- **13,3 hectares au niveau du village composés de nombreuses dents creuses, d'un grand tènement de plus d'1 hectare en zone 1NAb et d'une large zone 3NA de plus de 7 hectares.**

Par ailleurs, les secteurs à vocation principale d'activités et d'équipements (zones 2NA, 3NA, 4NA, 5NA et 6NA), disposent encore de zones constructibles, à savoir :

- **11 hectares** sur le hameau de Coustellet notamment pour des activités liées à l'hôtellerie et aux services.
- **14 hectares** au Sud du village composés à la fois d'une zone à vocation d'équipements sportifs et de loisirs et d'une zone destinée à accueillir des activités hôtelières, de restauration ou encore de services.

### III.2 ANALYSE DE LA CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS

---

La Loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) promulguée le 24 mars 2014, a complété l'article L123-1-2 du Code de l'Urbanisme sur le contenu du rapport de présentation. Ainsi, il est désormais spécifié qu'il « analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales ».

Pour se faire, l'analyse porte sur **les dents creuses** recensées au sein de l'enveloppe bâtie (parcelles non urbanisées), **les parcelles bâties pouvant être densifiées**, c'est-à-dire accueillir de nouvelles constructions et **le bâti pouvant faire l'objet d'une mutation** (division de logement, changement de destination, ...). Plusieurs critères ont été pris en compte afin de savoir quelles sont les parcelles qui pourraient accueillir de nouveaux logements :

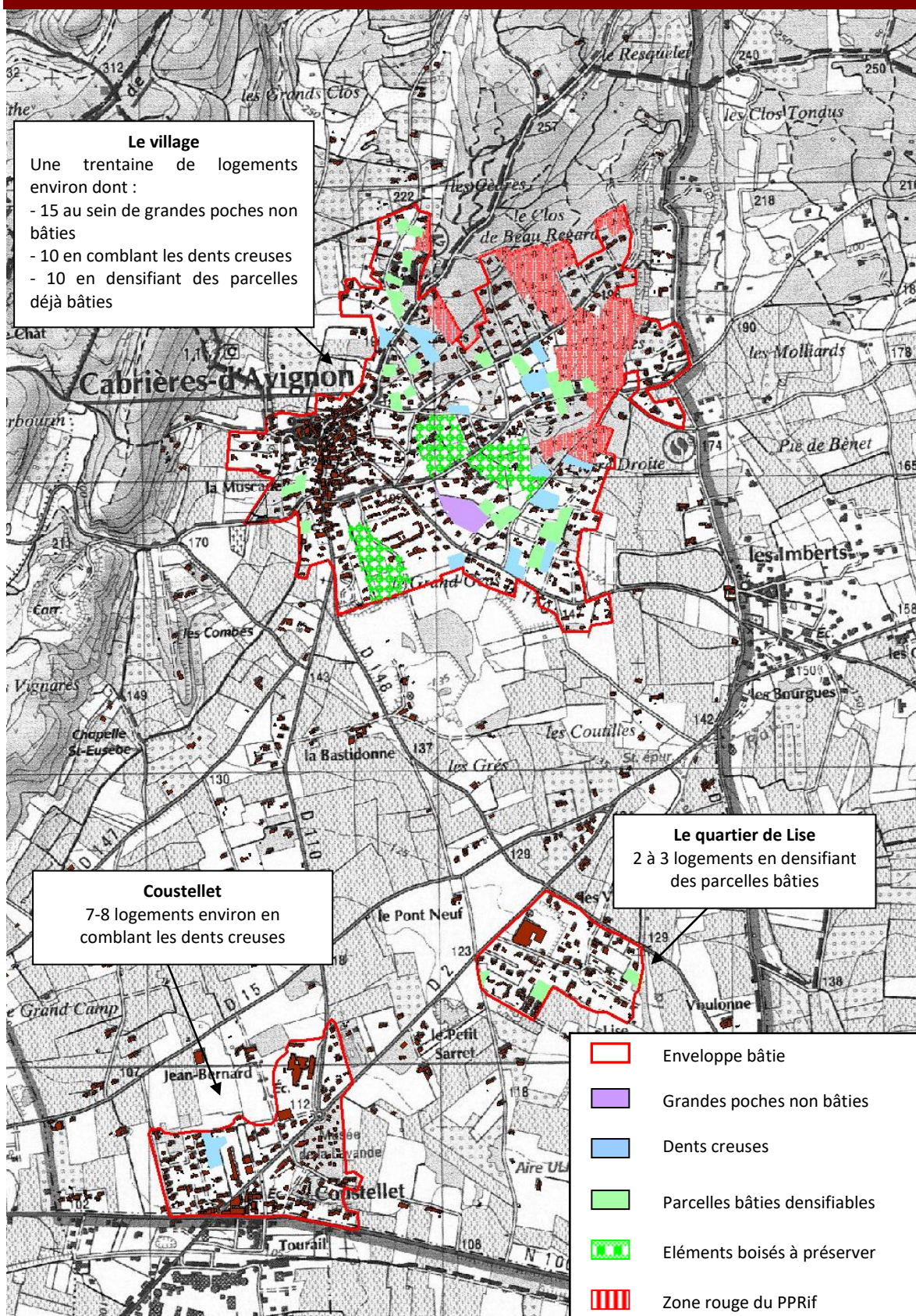
- Les risques présents sur la commune (inondation et feux de forêt)
- Les caractéristiques et capacités des réseaux (eau potable, assainissement)
- L'accessibilité par la voirie
- La morphologie du bâti existant et la configuration des parcelles
- Le paysage et les éléments de protection associés (L.151-19, Espaces boisés classés)

Ainsi, l'analyse fait ressortir les points suivants :

- Au sein du secteur du village, les capacités de densification sont fortement contraintes. En effet, la partie Nord-Est est concernée par un risque feu de forêt très fort. De plus les conditions d'accessibilité ne sont pas favorables à une augmentation de la fréquentation dans certains secteurs (Chemin des Dumaines, Chemin des Estelles notamment). Les secteurs densifiables sont situés à l'Est du village (Route des Imberts et Chemin de l'Ancien Stade par exemple) ou à l'Ouest (La Muscadelle) où résident quelques dents creuses et parcelles bâties pouvant être densifiées. On note également la présence d'une grande poche non bâtie enclavée au sein du tissu urbain. Ainsi, **une trentaine de logements pourraient être créés** au niveau du village, 15 au sein de grandes poches non bâties, 10 en comblant les dents creuses restantes (après rétention de 50%) et 10 en densification de parcelles déjà bâties (après probabilité de division de 50%).
- Le quartier de Lise essentiellement à vocation résidentielle. Les réseaux sont également présents. On constate malgré tout que le bâti est plutôt dense, ne laissant que peu d'espace pour venir augmenter la densité au sein de son enveloppe bâtie. Néanmoins, quelques parcelles bâties pourraient recevoir entre **2 et 3 logements supplémentaires** (après probabilité de division de 50%).
- Le secteur du Coustellet est un pôle dynamique et multifonction bien développé. Le bâti est là encore dense mais il réside toute de même une dent creuse. De plus, les réseaux et la voirie ne contraignent en aucun cas le développement du hameau. Ainsi, **7 à 8 logements pourraient être créés**.

**La capacité de densification au sein de l'enveloppe bâtie est donc estimée à une quarantaine de logements.**

## Capacité de densification de l'enveloppe bâtie de Cabrières d'Avignon





## **4 : PARTI D'AMENAGEMENT ET JUSTIFICATION DU ZONAGE**

## **IV.1 – PRESENTATION DES CHOIX DU PROJET PAR THEME**

---

### **IV.1.1 - Rappel des grands objectifs du PADD**

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cabrières d'Avignon est un document d'urbanisme, qui, à l'échelle de la commune, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement, et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire communal.

Les élus souhaitent développer l'urbanisation sur la commune de manière équilibrée (gestion des déplacements, développement urbain maîtrisé, prises en compte des risques naturels et notamment risque feu de forêt, etc.), et en respectant la qualité des paysages, par la préservation des espaces naturels et le renforcement de la protection des espaces agricoles.

Ainsi, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de la commune consiste à repenser le développement de Cabrières d'Avignon en favorisant la densification urbaine tout en prenant en compte la bipolarité de la commune, entre le village et Coustellet. Il s'agit également de contrecarrer le vieillissement de la population qui est observable depuis quelques années en accueillant de jeunes ménages notamment.

La commune de Cabrières d'Avignon est un village qui s'est principalement développé autour de son centre ancien, avec des opérations récentes qui ont largement redessiné son organisation urbaine. Puis, le hameau de Coustellet s'est structuré à cheval sur quatre communes, le long de la RD 900. Aujourd'hui, ce pôle urbain a pris une place non négligeable sur la commune, qui offre d'ailleurs une mixité des fonctions beaucoup plus importante que sur le village.

A partir du diagnostic qui identifie les besoins et les enjeux, la commune a mis en place un projet d'ensemble dans une logique de développement durable et ayant pour objectifs principaux :

**I - Favoriser l'accueil de populations jeunes.**

**II - Mettre en œuvre un urbanisme durable au sein de la commune.**

**III – Ancrer la bipolarité de Cabrières d'Avignon au cœur de tout projet de développement.**

**IV – Recentrer les valeurs communales autour de l'identité rurale du territoire.**

#### a) Les objectifs de la municipalité

La population de Cabrières d'Avignon compte aujourd'hui (2016) environ 1740 habitants. L'objectif poursuivi par les élus serait de relancer la croissance démographique tout en assurant un développement raisonné de la commune, et ainsi porter la population communale d'ici 2028 à environ 1940 habitants (+ 200 habitants supplémentaires).

Les besoins en logements à prendre en compte sur la commune de Cabrières d'Avignon se décomposent en deux catégories :

- Les besoins liés à l'accroissement démographique prévu par les élus qui est de 200 nouveaux habitants : avec en moyenne 2.2 occupants par logements, les besoins en logements liés à l'augmentation de la population sont d'environ 90 nouveaux logements ;
- De plus, le phénomène de desserrement des familles nécessite d'anticiper la création de résidences principales pour maintenir la population résidente ; cela correspond à des besoins en logements de 10 unités.

Ainsi, le maintien de la population résidente et l'accueil d'une nouvelle population déterminent la création d'environ 100 nouveaux logements d'ici une dizaine d'années.

Toutefois, il convient de retirer une dizaine de logements pour tenir compte de la densification de l'existant (division de parcelles bâties notamment). Le maintien de la population résidente et l'accueil d'une nouvelle population déterminent ainsi la création d'environ 90 nouveaux logements sur foncier nu.

La répartition des nouveaux logements entre les deux pôles urbains est la suivante : 70% des besoins en logement se réalisera sur le hameau de Coustellet et 30% se réalisera sur le village.

En se fixant comme objectif de modération de consommation une densité résidentielle moyenne minimale de 20 logements/ha pour les opérations de production de logements en extension urbaine, et de 30 logements/ha au sein du secteur de Coustellet, on augmente la densité moyenne de ces 10 dernières années, permettant ainsi une densification de l'urbanisation sur le territoire, et une diversification des formes d'habitat (la commune poursuit sa volonté de mixité, traduit depuis quelques années par la réalisation d'opérations organisées : mixité urbaine et sociale).

Ainsi, les besoins en foncier sont de l'ordre de 5 à 6 hectares. La commune a ainsi opté pour un projet de développement raisonné, respectueux de son terroir agricole et de son patrimoine naturel.

#### b) Evolution de l'enveloppe constructible

Les potentialités du POS à vocation principale d'habitat s'élèvent aujourd'hui à environ 15 hectares, dont :

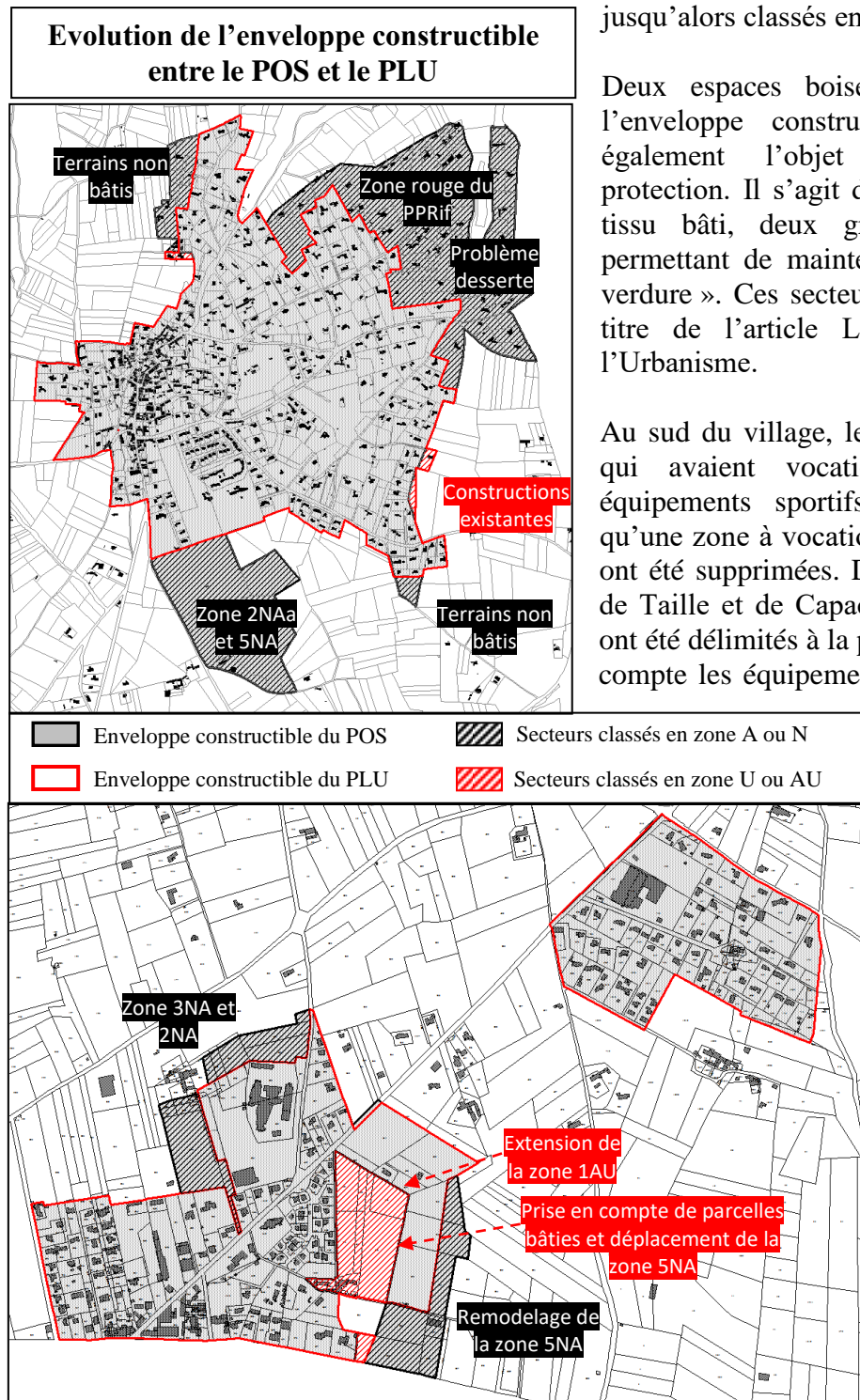
- 1,5 ha en zone UC comprenant une zone de renouvellement urbain et des dents creuses ;
- 13 hectares sur le village, composés de dents creuses principalement en zone NB, et de grands tènements formés par des zones NA (1NAb et 3NA).



Ce résiduel n'étant pas en adéquation avec le SCOT ainsi que le projet de développement fixé par la municipalité, l'enveloppe constructible du PLU a donc été réduite par rapport au POS.

Tout d'abord, sur le village, le risque feu de forêt a permis de déclasser en zone N un grand nombre de secteurs rendus inconstructibles par leur classement en zone rouge du PPRif (parties Nord et Nord-Est du village). Plus à l'Est, le secteur n'est pas propice à se densifier car il a été constaté des problèmes d'accès et de desserte par les réseaux.

Quelques adaptations mineures ont été faites à la marge de l'enveloppe constructible, afin de prendre en compte des constructions existantes et des jardins d'agrément qui étaient jusqu'alors classés en zone NC du POS.



Deux espaces boisés situés au sein de l'enveloppe constructible du PLU font également l'objet de dispositifs de protection. Il s'agit de préserver au sein du tissu bâti, deux grands secteurs boisés permettant de maintenir des « poumons de verdure ». Ces secteurs ont été identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Au sud du village, les zones 2NAa et 5NA qui avaient vocation à accueillir des équipements sportifs et de loisirs, ainsi qu'une zone à vocation d'activités hôtelières ont été supprimées. Des STECAL (Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée) ont été délimités à la place afin de prendre en compte les équipements sportifs existants et

la réalisation de jardins familiaux.

Le développement de l'urbanisation est donc très limité sur ces secteurs.

Au niveau du quartier de Lise, l'enveloppe constructible du POS a été reprise dans le PLU, puisqu'il s'agit de l'enveloppe bâtie. Seules quelques possibilités de densification de parcelles bâties sont possibles, mais elles

restent mineures.

Enfin, sur le hameau de Coustellet, les zones 2NA et 3NA situées au nord, ont été déclassées en zone agricole en raison du risque inondation important. C'est pourquoi, les élus ont fait le choix d'orienter le développement du hameau sur la partie Est, en reprenant en partie le périmètre de la zone 4NA pour réaliser une zone d'urbanisation future (zone 1AU) à vocation principale d'habitat. La partie sud de cette zone est en extension par rapport à l'enveloppe constructible du POS, afin d'accueillir un espace d'équipements et une partie des besoins en logement.

Une parcelle déjà bâtie au sud a également été intégrée à l'enveloppe constructible du PLU.

Au final, l'enveloppe constructible du PLU est calibrée pour accueillir les 100 nouveaux logements prévus sur les dix prochaines années :

- Sur le village, 30% des besoins en logement sont prévus. Ainsi, une trentaine de logements verraient le jour, soit une quinzaine de logements au sein de la zone 2AU, une dizaine au sein des dents creuses et une dizaine au sein de parcelles bâties qui viendraient à être divisées ;
- Sur Coustellet, environ 70% des besoins en logements composés de la zone 1AU où il est prévu une soixantaine de logements et 7-8 logements en dent creuse ;
- Enfin, le quartier de Lise pourrait voir 2-3 logements se réaliser par division de parcelles bâties.

Cette centaine de logements sera réalisée sur 5 à 6 hectares comme fixé dans le PADD :

- 60 logements au sein de la zone 1AU sur 1.9 hectares de foncier (1,7 hectare restant pour la réalisation d'espaces verts, d'équipements et d'un projet hôtelier), soit une densité moyenne de 32 logements/ha sur le secteur dédié à de l'habitat.
- Une quinzaine de logements au sein de la zone 2AU d'environ 1 hectares. Toutefois, compte tenu de la configuration du secteur (accessibilité, topographie, etc.) environ 8000 m<sup>2</sup> sont réellement aménageable, soit une densité d'environ 20 logements/ha.
- Une vingtaine de logements en dents creuses (après rétention foncière de 50%) sur 2,5 hectares de dents creuses ;
- Une dizaine de logements réalisables par division de parcelles bâties (après probabilité de division de 50%).

#### **IV.1.2 - Favoriser l'accueil de populations jeunes**

##### **a) La diversification des formes d'habitat**

La commune souhaite attirer une population jeune sur son territoire. Ainsi, le développement d'une typologie d'habitat diversifiée doit être encouragée, pour permettre l'installation de jeunes ménages, que ce soit des primo-accédants ou des locataires.

Ainsi, sur le hameau de Coustellet, une zone à urbaniser 1AU dont l'urbanisation devra être compatible avec une OAP, prévoit la réalisation de logements sous la forme groupée et/ou

collective. Sur le secteur Nord, au moins 50 logements devront être prévus dont 30% minimum d'habitat groupé et/ou collectif, soit 15 logements minimum. Sur le secteur Sud, au moins 10 logements devront être réalisés dont au moins 40% d'habitat groupé, soit 4 logements minimum. Cela correspond a minima à la réalisation de près de 20 logements sous forme groupée ou collective, type d'habitat favorisant la création de petits logements (1 à 3 pièces) et donc l'arrivée de jeunes ménages.

Les quelques dents creuses et terrains densifiables recensés dans l'enveloppe du PLU sont d'une façon générale, plus disposés à accueillir des constructions individuelles, pour des raisons de configuration du terrain ou de règles d'implantation des constructions. Néanmoins, il n'est pas exclu que des constructions sous forme de petits collectifs ou de groupés puissent voir le jour sur ces terrains.

Enfin, la zone 2AU qui est actuellement fermée à l'urbanisation, fera l'objet d'une OAP au moment de son ouverture par le biais d'une modification. C'est dans ce cadre-là que des prescriptions en faveur d'une diversification des typologies d'habitat pourront être établies.

#### b) Le développement de la mixité sociale

Les élus entendent également poursuivre leur politique en faveur du développement d'une offre de logement locatif social.

Des prescriptions au sein des zones UB, UC et 1AU ont été fixées afin de créer des logements locatifs sociaux.

Au sein de la zone 1AU, sur le hameau de Coustellet, l'objectif est de créer un minimum de 20% de logements sociaux, soit une douzaine de logements. Les logements PLS ne devront pas représenter plus du tiers des logements affectés à du logement locatif social.

En zones UB et UC, des seuils ont été fixés afin de déterminer les opérations où serait imposée la création de logements sociaux. Les seuils sont différenciés entre les deux zones. La zone UB qui correspond à la ceinture urbaine en continuité du centre ancien doit favoriser une plus forte densité de constructions, les règles d'implantations des constructions étant plus favorables pour réaliser des opérations de plusieurs logements. Ainsi, pour les constructions à usage d'habitat supérieures ou égales à 3 logements et/ou 3 lots et/ou dont la surface de plancher est supérieure ou égale à 400 m<sup>2</sup>, 20% minimum de la surface de plancher créée doit être affectée à du logement locatifs social.

En zone UC, les seuils sont ainsi relevés. Pour les constructions à usage d'habitat supérieures ou égales à 5 logements et/ou 5 lots et/ou dont la surface de plancher est supérieure ou égale à 600 m<sup>2</sup>, 20% minimum de la surface de plancher créée doit être affectée à du logement locatif social.

Pour les opérations concernées, les logements PLS ne devront pas représenter plus du tiers des logements affectés à du logement locatif social.

Ces secteurs de mixité définis au titre de l'article L.151-15 du Code de l'Urbanisme ont été reportés sur les documents graphiques du règlement (plans de zonage).



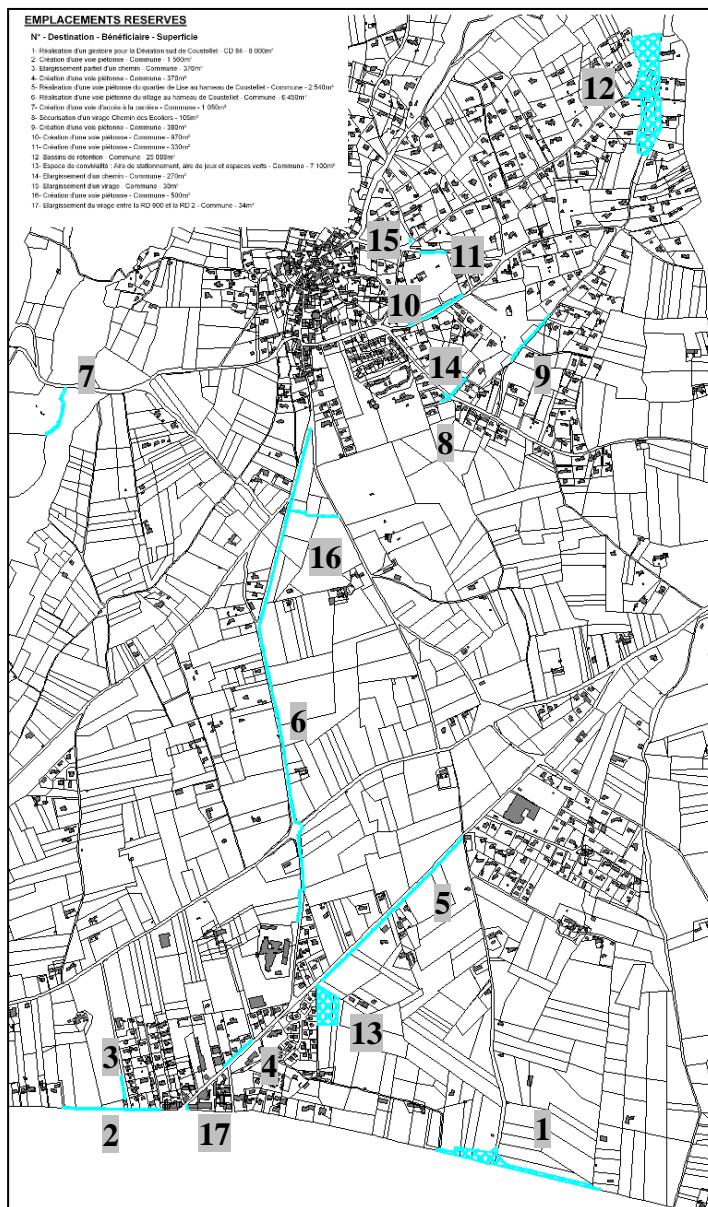
### IV.1.3 - Mettre en œuvre un urbanisme durable au sein de la commune

#### a) L'adéquation des équipements avec l'accueil d'une population nouvelle

En parallèle de l'accueil de nouveaux habitants sur Cabrières, la municipalité souhaite réaliser différents équipements et aménagements pour que l'évolution démographique soit accompagnée par une amélioration du cadre de vie. Il s'agit en effet d'anticiper l'arrivée d'une population nouvelle, qui va engendrer une augmentation des déplacements, un besoin en stationnement, ...

Les élus ont donc délimité des emplacements réservés sur le territoire communal en vue de réaliser différents équipements. En matière d'accès et de déplacements, des emplacements réservés serviront à la réalisation de stationnement sur le hameau de Coustellet (ER 14), à l'élargissement de voies (ER 3 et 14) et de virages (ER 8, 15 et 17) ou encore à la création de cheminements piétons (ER 2, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 16). Un des principaux buts de la municipalité est de lier les différents espaces habités (Coustellet, Quartier de Lise, village) par des voies piétonnes. Il s'agit également de sécuriser le déplacement des piétons le long des principaux axes routiers de la commune et de créer des infrastructures de déplacements durables.

#### Les emplacements réservés sur Cabrières d'Avignon



L'emplacement réservé n°1 est destiné à la réalisation d'un giratoire dans le cadre du projet de déviation de Coustellet. L'ER 7 permettra de réaliser un accès à la carrière, depuis l'Ancienne Route de Lagnes.

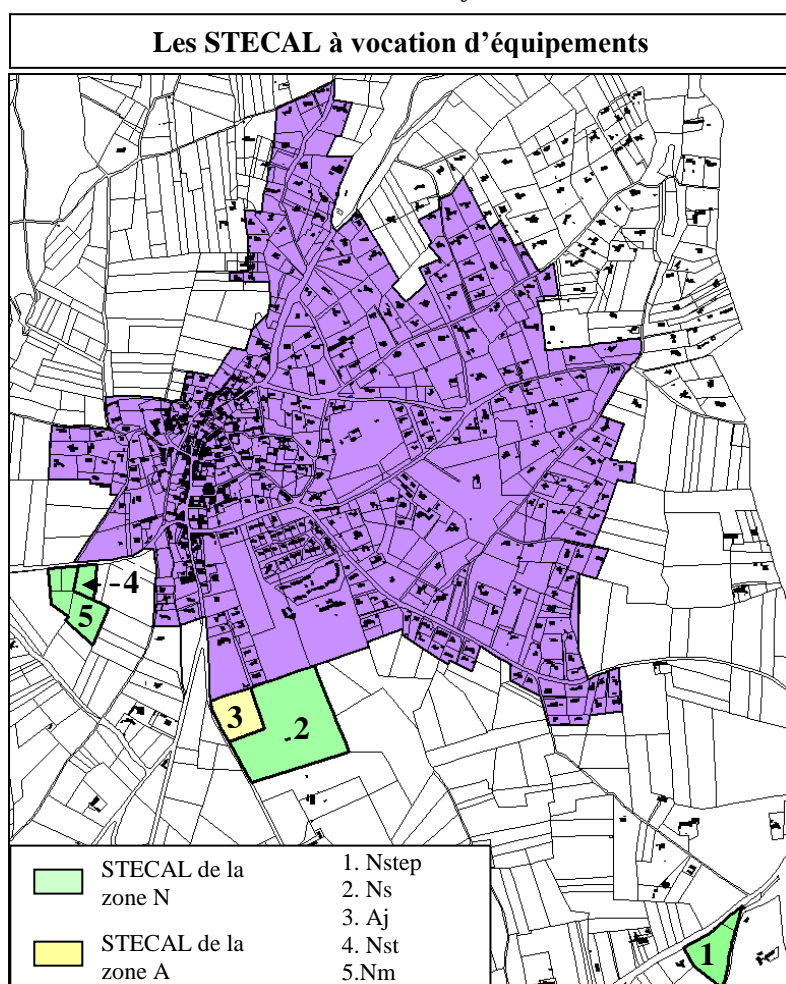
Un emplacement réservé a également été inscrit au PLU dans le but de réaliser des bassins de rétention (ER 12).

Enfin, un emplacement réservé a été défini (ER 13) afin de permettre la réalisation d'un espace de convivialité intégrant aire de stationnement, aire de jeux et espaces verts. Cet ensemble permettra notamment d'intégrer les problèmes de stationnement à l'échelle du hameau de Coustellet, notamment en cas de forte affluence.

De plus, la commune dispose d'équipements publics situés à l'écart des zones urbanisées. Afin de permettre leur prise en compte et leur développement à l'avenir, des STECAL (Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées) ont été matérialisés sur les terrains concernés.

La délimitation de ces secteurs est effectuée à titre exceptionnel dans la mesure où il s'agit d'équipements publics ayant trouvé leur place au sein d'espaces agricoles ou naturels. Ainsi leur délimitation s'appuie sur la prise en compte d'une situation existante particulière qu'il convient de reconnaître à l'échelle du PLU. L'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme rappelle que « le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1) des constructions ; ... Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire... ».



Ainsi, 5 STECAL à vocation d'équipements publics ont été délimités sur Cabrières :

- Le secteur Nstep représente l'emprise de la station d'épuration communale. Seules sont autorisées les constructions et installations liées au fonctionnement de la station d'épuration à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 10% de la superficie de la zone.

- Le secteur Ns regroupe des équipements sportifs dont un circuit de VTT. Il est seulement permis les constructions et installations à vocation sportive et de loisirs à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 5% de la superficie du terrain à la date d'approbation du PLU.

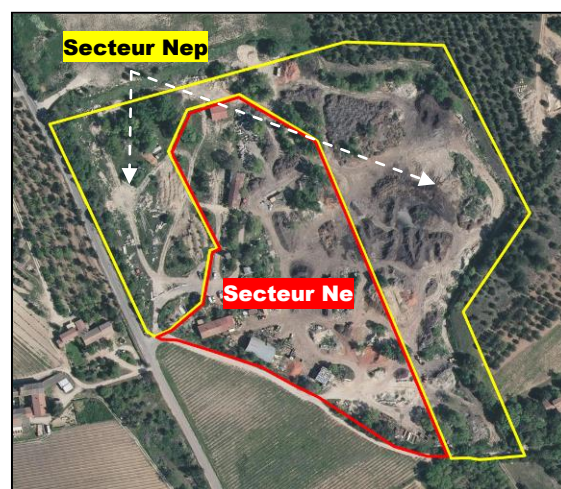
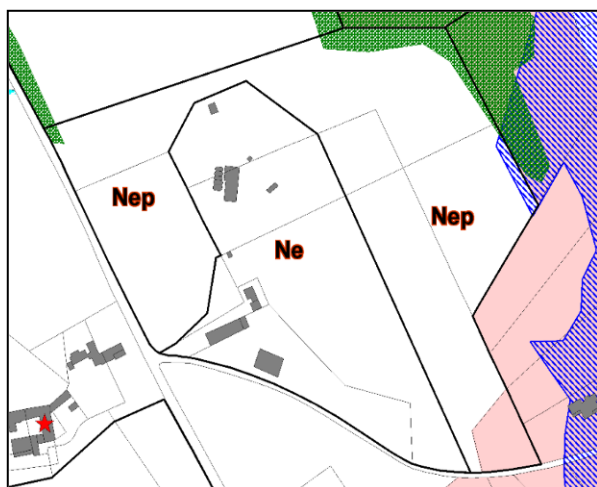
- Le secteur Aj, situé en continuité immédiate de l'enveloppe

constructible du PLU au Sud, est destiné à accueillir des jardins familiaux. Seuls sont autorisés les constructions, aménagements et équipements nécessaires aux activités de jardins familiaux, ainsi que les équipements d'intérêt collectif ne remettant pas en cause la vocation de la zone, à condition que l'emprise au sol n'excède pas 30 m<sup>2</sup>.

- Le secteur Nst, correspond à une aire de stationnement. Seules sont autorisés les installations et aménagements liés à l'utilisation et au fonctionnement des espaces de stationnement à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 20 m<sup>2</sup> à la date d'approbation du PLU.

- Le secteur Nm prend en compte le cimetière communal. Au sein de ce secteur, les constructions et installations liées à la gestion et à l'utilisation du cimetière sont autorisées, à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 5% de la superficie du terrain à la date d'approbation du PLU.

Par ailleurs, un STECAL Ne, comprenant un sous-secteur Nep, a également été défini permettant de prendre en compte l'ensemble du site de l'activité existante de traitement de matériaux et de recyclage (entreprise Sud Recyclage). A noter que cette activité s'est développée sur le site d'une ancienne carrière.



L'entreprise s'est spécialisée dans la fabrication de produits destinés aux jardins, espaces verts, pelouses, etc., et collabore étroitement avec les professionnels du milieu agricole. Elle est également le seul fournisseur pour le Sud Est de substrat pour Ecovegetal dont la spécialité est les toits et les parkings végétalisés. Sud Recyclage prend ainsi en charge le broyage des déchets biodégradables tout en les recyclant.

Concernant le secteur Ne, celui-ci a été défini afin de concentrer au sein d'un espace déjà artificialisé plusieurs bâtiments existants (environ 1000 m<sup>2</sup>), mais également les espaces nécessaires au fonctionnement de l'activité (accès, etc.). Cet espace central de fonctionnalité représente environ 40% du site. A terme l'entreprise souhaiterait réaliser des espaces couverts mais non clos, afin notamment de protéger et de stocker les matériaux afin qu'ils ne se dégradent pas.

Ainsi, le règlement précise que seuls peuvent être autorisés les constructions, installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables, à condition que l'emprise au sol totale des constructions (existante et future) n'excède pas 7% de la superficie du secteur. Peuvent également être autorisés les dépôts de matériaux.

Concernant le secteur Nep, il s'agit de prendre en compte les espaces occupés par l'activité et de rendre possible la réalisation d'une serre agricole afin d'y exposer les différents éléments produits.

C'est pourquoi le règlement précise que seuls peuvent être autorisés les installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables,



ainsi que les serres agricoles à condition que l'emprise au sol totale des constructions n'excède pas 2% de la superficie du secteur. Peuvent également être autorisés les dépôts de matériaux.

b) La création d'espaces verts et de lieux de partage

La municipalité a souhaité accompagner l'accueil de nouveaux habitants par le développement d'espaces de rencontres, de lieux de partage. Cela passe notamment par la création d'espaces verts sur la zone 1AU du hameau de Coustellet où un espace planté et paysager devra être aménagé à l'Ouest du secteur.

c) Les mesures prises en faveur de l'atténuation des nuisances

Par l'intermédiaire du PLU, les élus ont souhaité réduire les nuisances sur le territoire communal.

Tout d'abord, ils ont souhaité encourager la mixité des fonctions au sein des zones urbaines à vocation principale d'habitat. Malgré tout, l'implantation d'activités dans ces zones ne doit pas engendrer de nuisances. C'est pourquoi les constructions à usage d'activités autorisées ne doivent pas être de nature à créer ou aggraver des nuisances incompatibles avec une zone d'habitat et d'activité de proximité (bruit, trépidations, odeurs, poussières, gaz, vapeurs ou des pollutions accidentelles ou chroniques de l'eau ou de l'air).

De plus, le cadre de vie cabriérois est préservé par un certain nombre d'outils développés par la suite (préservation des espaces naturels, boisés et agricoles, protection des cônes de vue remarquables, mise en valeur des éléments de patrimoine en pierre sèche, ...).

Enfin, au niveau de la zone 1AU un retrait de 25 m pour les constructions a été introduit afin de prendre en compte la problématique du bruit depuis la RD2. Par ailleurs, le parti d'aménagement de la zone permet d'éloigner les constructions à usage d'habitation de cet axe, en maintenant en premier front un secteur paysager à préserver, ainsi que la réalisation d'un secteur d'équipement communs et un secteur d'équipement hôtelier.

d) La prise en compte des risques naturels présents sur le territoire communal

La commune fait face à deux risques naturels générant des contraintes dans le développement de l'urbanisation.

Tout d'abord, le risque incendie de forêt a été pris en compte dans le PLU, à travers le PPRif Sud-Ouest des Monts de Vaucluse. L'enveloppe du PPRif a été reportée sur le plan de zonage à titre informatif. La zone rouge du PPRif a également été un facteur déterminant dans la délimitation de l'enveloppe constructible du PLU. En effet, les secteurs urbanisés du village, concernés par ce risque, ont été déclassés en zone naturelle puisque toute nouvelle construction à usage d'habitation est interdite dans cette zone.





Le PPRif fixe des règles de constructibilité en fonction du degré d'aléa et s'impose en sus du règlement du PLU.

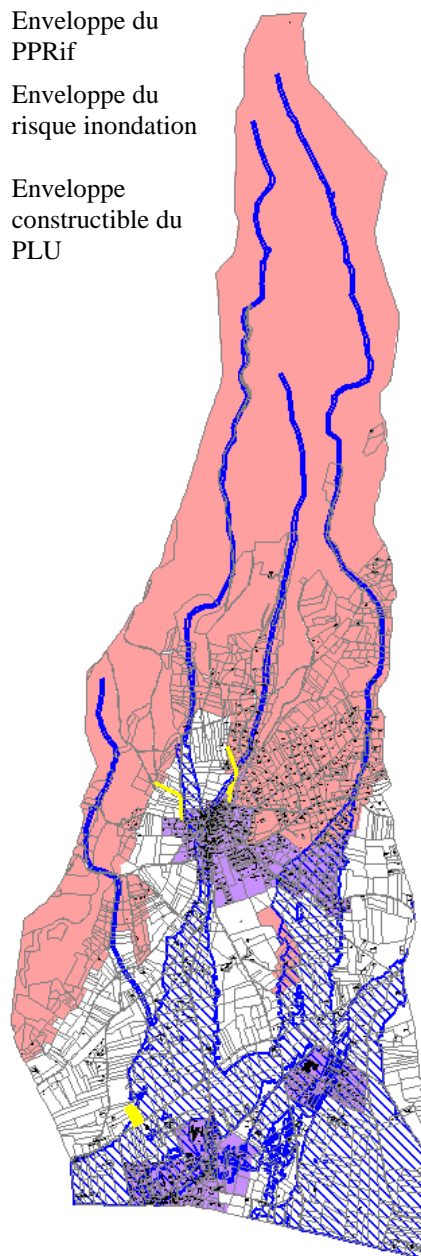
Le risque inondation impacte également le territoire communal. En effet, la commune se situe dans le bassin versant du Calavon-Coulon. Un PPRi est en cours d'élaboration à l'échelle de ce territoire. Ainsi, la carte d'aléas hydraulique a été intégrée au PLU en attendant l'approbation du zonage réglementaire. L'enveloppe constructible du PLU est concernée en grande partie par ce risque notamment le quartier de Lise et le hameau de Coustellet. Néanmoins, d'anciennes zones constructibles du POS trop impactées par le risque inondation ont été déclassés de la zone constructible du PLU.

En fonction du niveau d'aléas, des règles placées en annexe du règlement du PLU régissent la constructibilité à l'échelle du territoire communal. Ces règles s'imposent en sus du règlement de chaque zone. Celles-ci sont issues du PAC Coulon-Calavon transmis en Février 2017.

Enfin, certains secteurs de la commune sont impactés par le risque géologique et ont été identifiés aux plans de zonage. Le règlement précise que dans ces secteurs sont interdits toute nouvelle construction, à l'exception des annexes d'une habitation existante et de l'extension des constructions existantes, ainsi que toute création de logement.

**Les risques naturels sur Cabrières d'Avignon**

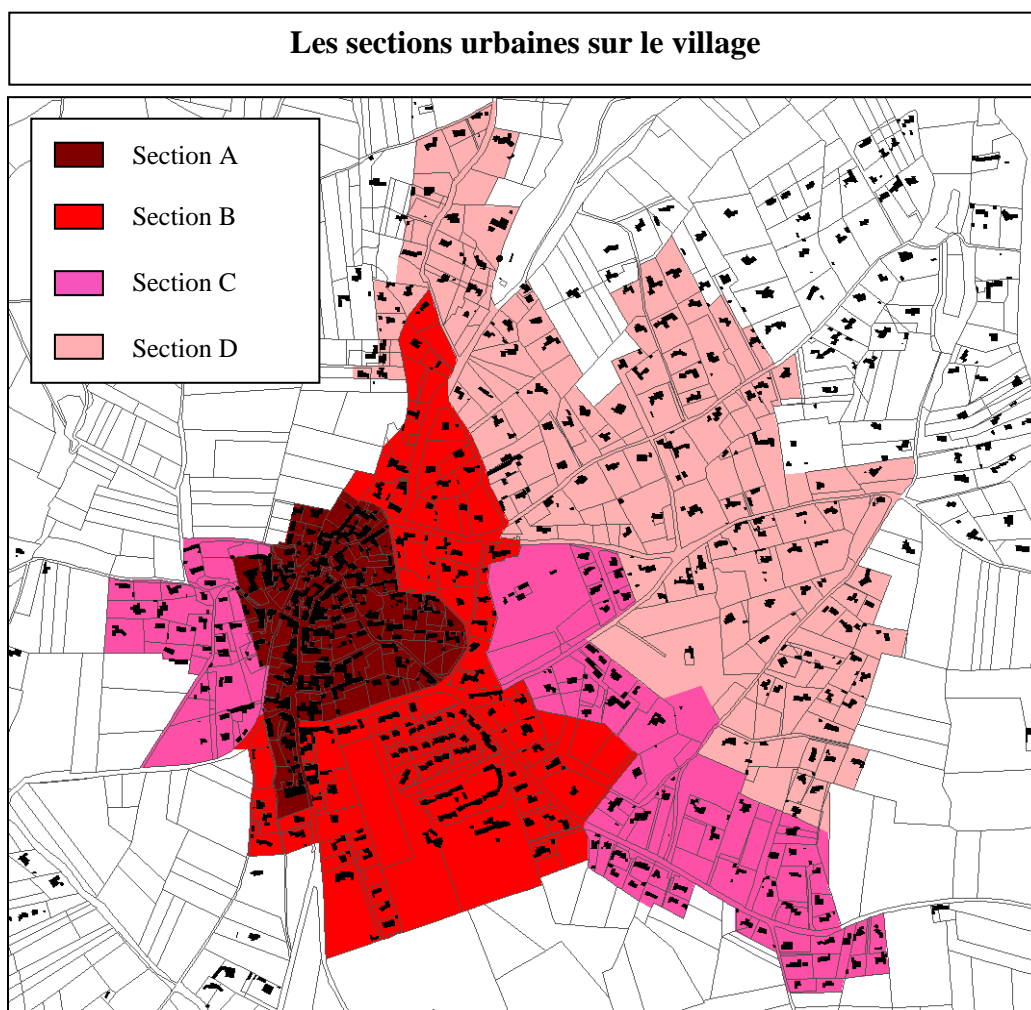
-  Risque géologique
-  Enveloppe du PPRif
-  Enveloppe du risque inondation
-  Enveloppe constructible du PLU



#### **IV.1.4 - Ancrer la bipolarité de Cabrières au cœur de tout projet de développement**

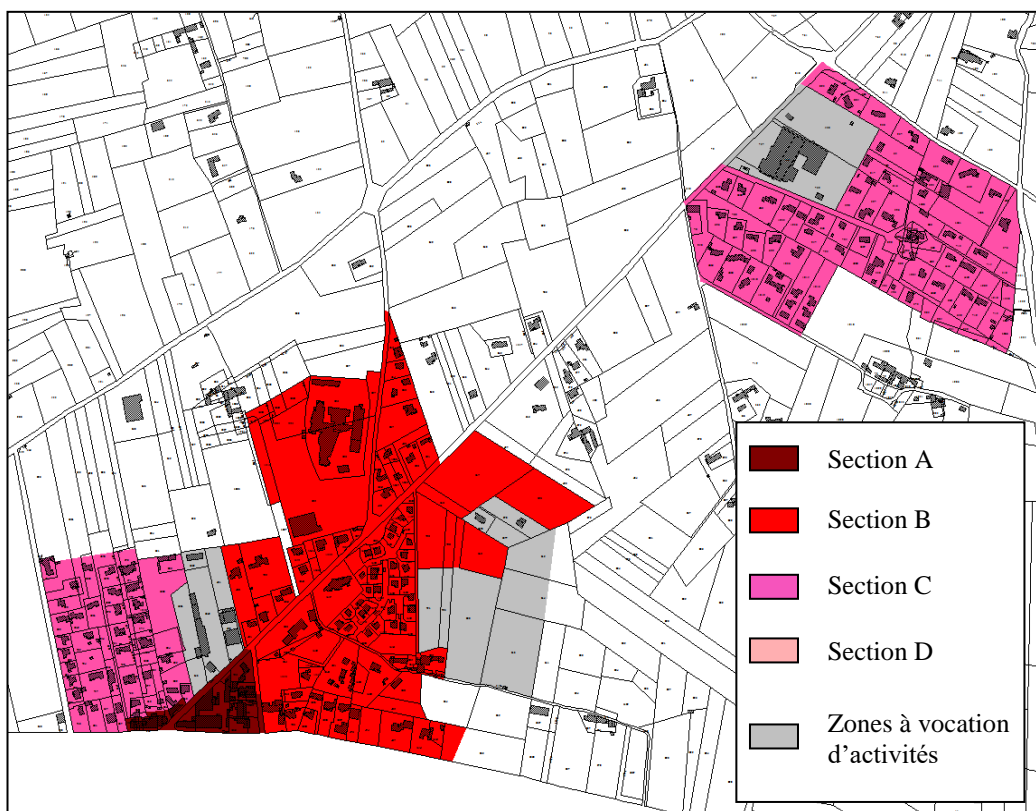
Le PLU délimite plusieurs zones constructibles sur Cabrières d'Avignon, que ce soit des zones urbaines ou des zones à urbaniser. La bipolarité, entre le village et le hameau de Coustellet, a été prise en compte à travers le PLU, notamment en ce qui concerne les règles applicables sur ces deux secteurs, présentant des différences. Afin de présenter chaque zone constructible, 4 grandes sections à vocation principale d'habitat ont été définies, respectant la morphologie historique du village et favorisant un développement raisonné de Coustellet :

- La section A correspondant au centre ancien dense et au cœur du hameau (zone UA) ;
- La section B est constituée des extensions denses existantes et futures du centre ancien et du hameau de Coustellet (zones UB, 1AU et 2AU) ;
- La section C rassemble l'urbanisation de type pavillonnaire, moyennement dense qui s'est principalement développée à l'Est du village mais également sur la partie Ouest de Coustellet (zone UC). La poche d'urbanisation du quartier de Lise est également concernée par ce classement ;
- La section D rassemble les constructions peu denses en périphérie du village, qui se sont établies sur de grands terrains (zone UD).





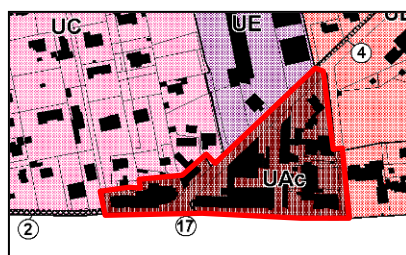
## Les sections urbaines sur Coustellet et le quartier de Lise



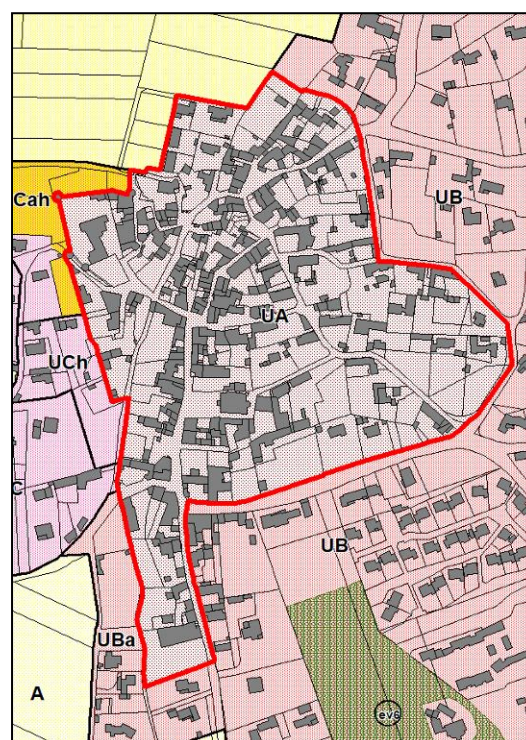
### a) Section A : le tissu urbain historique

La section A intègre le centre historique de la commune (**zone UA**). Elle est raccordée au réseau public d'assainissement.

Dans la **zone UA**, on retrouve une unité dans sa forme urbaine avec un bâti dense et un alignement du bâti à la voie publique. Les constructions, anciennes pour la plupart, sont édifiées en ordre continu, le long des voies, tout en respectant les spécificités d'une composition urbaine. Cet espace, densément bâti, est très largement occupé par des constructions.



### Extrait de zonage – Zone UA



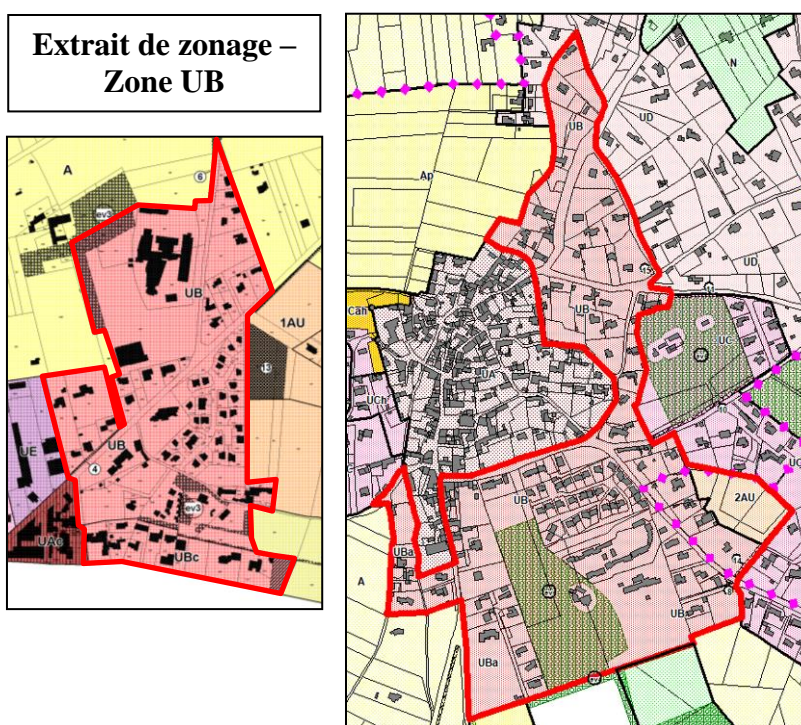
Le zonage et le règlement de la zone ont été créés afin de prendre en compte les caractéristiques urbaines du site :

- Certaines affectations sont admises dans ce secteur (habitation, commerce, service...) afin d'optimiser un modèle mixte tout en prévenant les risques de nuisances,
- La formulation des règles de prospects (implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ainsi que par rapport aux limites séparatives) permet de respecter la configuration du site,
- L'emprise au sol n'est pas réglementée dans un souci de maintien d'un modèle urbain dense,
- La hauteur des constructions (sensiblement égale à la hauteur moyenne des constructions existantes) est imposée pour ne pas affecter un modèle fondé sur une volumétrie traditionnelle, des ouvertures régulées et un tissu urbain déjà dense.

Sur le hameau de Coustellet, le noyau a été classé dans un **secteur UAc** puisque le recul des constructions par rapport aux voies est différent. Ainsi, les constructions doivent être édifiées à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, modifiées ou à créer ou à 4 mètres minimum des voies.

#### b) Section B : Les extensions denses des pôles village et Coustellet

La section B correspond aux premières extensions du centre ancien du village, qui se sont réalisées dans un premier temps sur la partie Sud et Est du village. Sur le hameau de Coustellet, ce sont les extensions Nord, le long de la RD 2. Cette section est raccordée au réseau public d'assainissement. Elle correspond à la zone UB. Cette section regroupe également les extensions futures qui se réaliseront en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie de Coustellet, correspondant à une zone 1AU.



Une zone 2AU a également été délimitée au sein d'une poche non bâtie enclavée au sein du tissu urbain du village en attente des équipements nécessaires à son développement.

**La zone UB** est une zone mixte à dominante d'habitat et de services de caractère semi continu ou continu et de densité moyenne à forte. Elle a été délimitée de manière à prendre en compte le tissu bâti existant qui présente une certaine densité (habitat individuel, groupé et collectif). Cette zone se caractérisera par une mixité des fonctions.



L'enjeu de la zone UB pour les élus est de densifier ce secteur afin de conforter l'aspect de centralité du noyau villageois. Pour cela plusieurs règles ont été prescrites :

- L'aménagement et l'extension des constructions et installations liés aux activités existantes sont autorisés, dans la mesure où leurs nouvelles conditions d'exploitation n'aggravent pas les nuisances préexistantes et que leur volume et aspect extérieur soient compatibles avec le bâti environnant ;
- L'ensemble des zones UB devra être raccordé au réseau d'assainissement sauf au sein du secteur UBa (assainissement autonome, où en l'absence de réseau public d'assainissement, toutes les eaux usées domestiques doivent être dirigées vers des dispositifs d'assainissement non collectifs, conformes aux règles sanitaires en vigueur).
- Lorsque la construction n'est pas édifiée à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, modifiées ou à créer, un retrait de 4 mètres minimum doit être respecté ;
- Tout point d'une construction ne jouxtant pas la limite séparative doit en être situé à une distance au moins égale à 4 mètres ;
- L'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la superficie du terrain ;
- La hauteur des constructions est limitée à 6 mètres à l'égout des toitures et 8 mètres au faîtage.

Sur le hameau de Coustellet, un **secteur UBc**, le long de la RD 900, a été matérialisé afin de prendre en compte le retrait des constructions par rapport à cette voie (grande circulation). Ainsi, l'implantation des constructions doit se faire à 25 mètres minimum de l'axe de la voie.

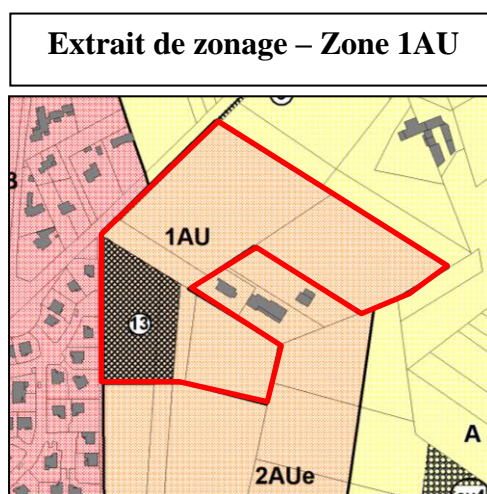
La section B comprend également deux zones à urbaniser, à savoir une zone 1AU sur le hameau de Coustellet et une zone 2AU sur le village.

Le développement de Cabrières d'Avignon à court terme sera réalisé en partie sur Coustellet à travers une **zone 1AU**, zone d'urbanisation future ouverte immédiatement à l'urbanisation, dans la mesure où la desserte en équipement et l'accès à la zone sont assurés. Située au Nord du hameau, en continuité de l'enveloppe bâtie et proche des équipements structurants (collège et crèche notamment), elle permettra d'accueillir une grande partie des besoins en logement d'ici une dizaine d'années. Les constructions autorisées ne pourront l'être qu'à la condition qu'elles se réalisent au fur et à mesure des équipements internes à la zone.

Ainsi, elle comprendra une soixantaine de logements répartis de la manière suivante :

- entre 50 et 60 logements au Nord du secteur, dont 30% minimum d'habitat groupé et/ou collectif.
- Entre 10 et 15 logements au Sud du secteur, dont 40% minimum d'habitat groupé.

Cela favorisera la diversité des formes d'habitat sur la commune, et la densité des constructions à vocation d'habitat sur le secteur sera élevée (supérieure à 30 logements/ha).

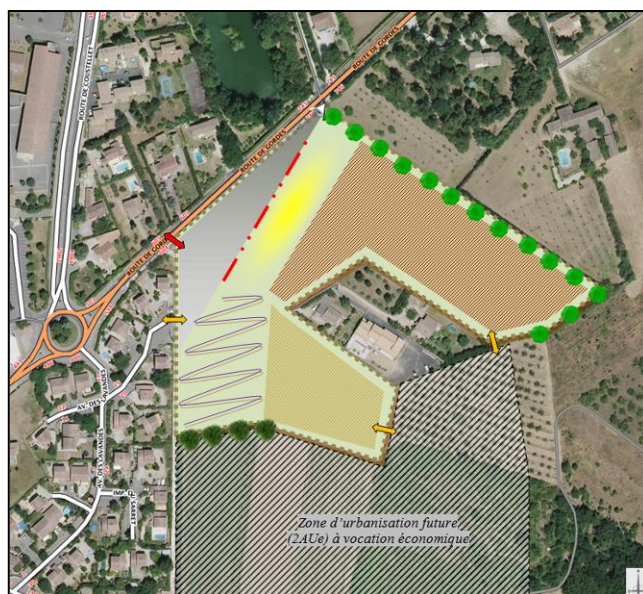


La mixité sociale est également recherchée sur la zone, puisque des prescriptions en matière de logements locatifs sociaux ont été fixées. En effet, 20% minimum du nombre de logements créés sera affecté à du logement locatif social, soit une douzaine de logements. Les logements



PLS ne devront pas représenter plus du tiers des logements affectés à du logement locatif social.

A l'image de Coustellet, la zone tendra à être multifonctionnelle. Ainsi, sur la partie Ouest, il est prévu l'implantation d'une activité d'hôtellerie. De part sa position tant sur la commune (hameau de Coustellet étant un carrefour entre Monts de Vaucluse et Luberon) que sur l'ensemble du Vaucluse, un équipement hôtelier serait pertinent et viendrait compléter l'offre d'hébergements existants (gîtes, chambre d'hôtes, ...). Les constructions associées à cet équipement devront s'organiser autour d'espaces paysagers afin de favoriser l'intégration au site.



### Schéma d'aménagement de la zone 1AU – Hameau de Coustellet

#### Légende :

- |   |   |
|---|---|
| Secteur d'aménagement   | Accès principal   |
| Secteur d'implantation des constructions comprenant entre 50 et 60 logements (30% minimum d'habitat groupé et/ou collectif) | Laisser la possibilité de se connecter au secteur existant ou en projet |
| Secteur d'implantation des constructions comprenant entre 10 et 15 logements (40% minimum d'habitat groupé)                 | Secteur paysager à préserver  |
| Secteur d'équipement hôtelier   | Accompagner le cône de vue par des constructions en front               |
| Secteur d'équipement (espaces verts, stationnement, loisirs)  | Aménagement paysager des franges (ensemble arbustif, haies, etc.).      |
|   | Linéaire boisé à conserver  |

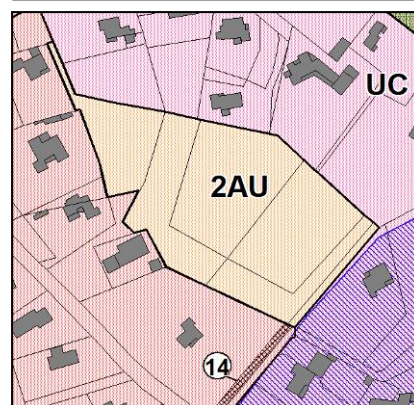
Sur la partie Sud-Ouest, il sera prévu un secteur d'équipements publics de type espaces verts, stationnement ou loisirs. Cet espace pourrait ainsi profiter aussi bien à la zone d'urbanisation future qu'à l'ensemble du hameau.

En terme d'accès, la zone comprendra un accès principal depuis la Route de Gordes, à l'endroit le plus adapté. Il pourra être prévu un aménagement routier afin que l'accessibilité au secteur soit sécurisée. Trois autres accès devront être aménagés dans l'optique d'un raccordement futur de la zone aux voies existantes ainsi qu'aux secteurs d'aménagement futur. Concernant le stationnement, il devra être pris en compte à l'échelle de l'opération, et sera privilégié à proximité de la voirie structurante et des accès.

Le traitement paysager et la gestion environnementale sont intégrés dans l'OAP. Ainsi, les éléments boisés structurant le site, notamment au Sud, devront être préservés. A l'Ouest du secteur, afin de faciliter l'intégration des constructions dans l'environnement, un secteur paysager sera créé comprenant des plantations. Les essences utilisées devront être de grand développement, et compatibles avec la région (sol, climat). Enfin, la gestion du pluvial sera traitée à l'échelle de l'aménagement et adaptée à l'opération en fonction du type d'occupation prévue (type de construction, aménagements extérieurs, ...).

Une seconde zone d'urbanisation future a été délimitée sur le village.

### Extrait de zonage – Zone 2AU

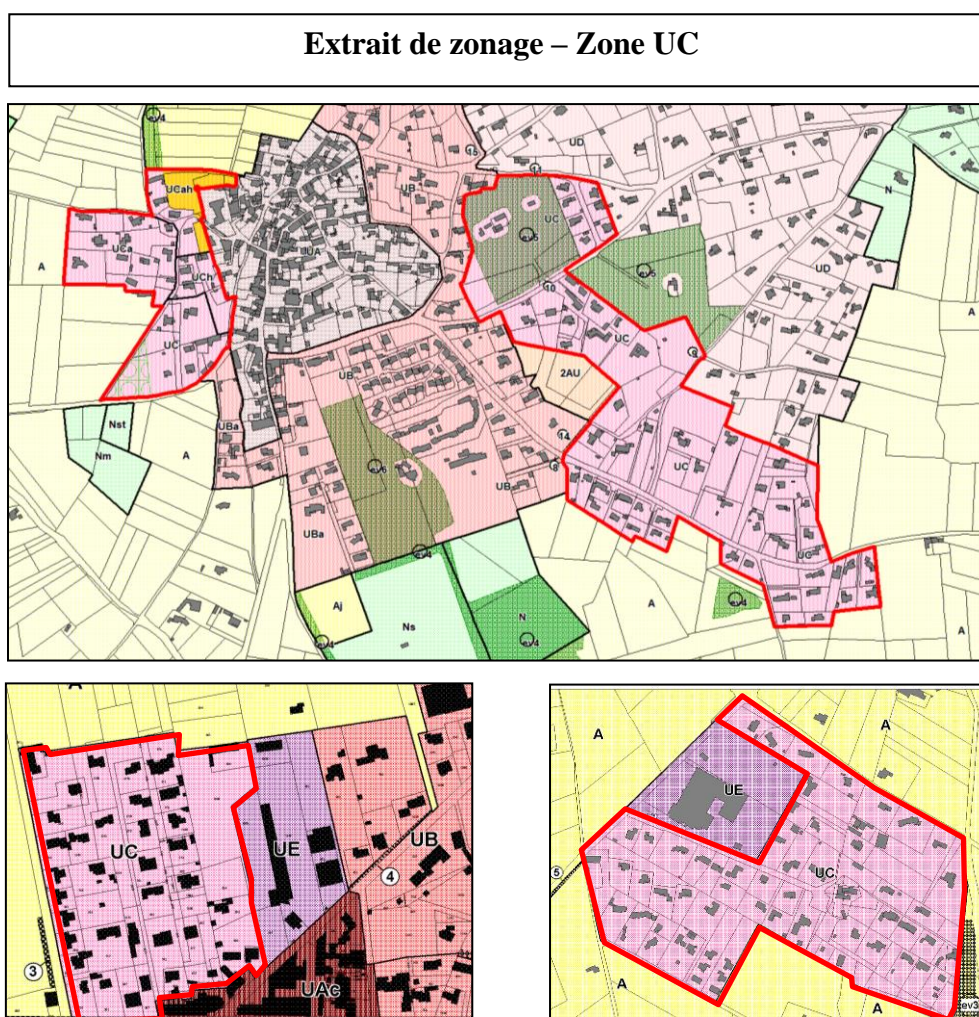


Cette zone a été classée en zone 2AU dans la mesure où elle ne dispose pas de toutes les conditions pour être desservie. D'ailleurs un emplacement réservé (ER 14) afin d'élargir le chemin d'accès a été fixé. Une évolution du PLU sera nécessaire pour l'ouvrir à l'urbanisation.

Cette zone est incluse dans le tissu urbain du village, entre la zone UB et la zone UC. Il s'agira de proposer des formes d'habitat pouvant être mixtes dans un souci d'intégration des futures constructions dans un environnement déjà bâti. La zone devra accueillir une quinzaine de logements minimum, soit une densité minimale de 20 logements/ha (superficie réelle ou aménageable d'environ 8000 m<sup>2</sup>, compte tenu de la configuration du site).

### c) Section C : les extensions pavillonnaires

La section C représente les extensions à vocation d'habitat principalement individuel qui se sont réalisées en périphérie du village, à l'Ouest de Coustellet et sur le quartier de Lise (zone UC). L'enjeu sur cette section est de rendre possible une densification du tissu, de manière encadrée.



La majorité des secteurs sont ou seront desservis par les réseaux, notamment en ce qui concerne l'assainissement collectif. Le quartier de Lise, jusqu'alors en assainissement autonome, a été inscrit en zone UC car il est en cours de raccordement pour une desserte



complète. Des **secteurs UCa et UCah** à l'Ouest du village a été délimité signifiant qu'il n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif. Les constructions devront évacuer leurs eaux usées via des dispositifs d'assainissement autonome.

Les dispositions applicables à la **zone UC** qui permettent de répondre à cet enjeu de diversification du tissu urbain sont :

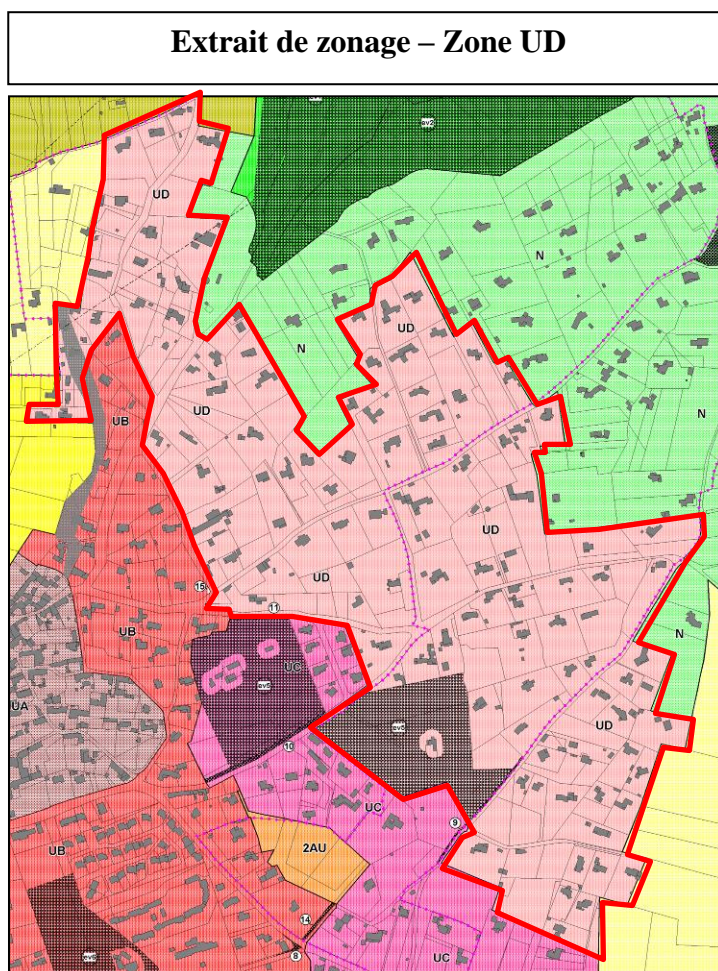
- Lorsque la construction n'est pas édifiée à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, modifiées ou à créer, un retrait de 4 mètres minimum doit être respecté. Hors agglomération, c'est le règlement départemental de voirie qui s'applique.
- Tout point d'une construction qui ne jouxte pas la limite séparative devra être situé à une distance au moins égale à 4 mètres.
- L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la superficie du terrain ;
- La hauteur des constructions sera limitée à 6 mètres à l'égout des toitures et 8 mètres au faîtage. En cas d'implantation en limite séparative, la hauteur des constructions est limitée à 3,5 mètres sur une bande de 4 mètres à compter de la limite séparative.

Des **secteurs UCh et UCah**, situé aux abords du château de Cabrières a été délimité dans le but de préserver l'environnement de ce monument. Ainsi, des règles de hauteur spécifiques ont été fixées : la hauteur des constructions ne pourra dépasser 3 mètres à l'égout des toitures et 5 mètres au faîtage. Une zone non aedificandi a également été délimitée autour du château afin de préserver le cadre environnant.

d) Section D : les espaces résidentiels peu denses au Nord-Est du village

Cette section correspond à des espaces urbanisés en périphérie du village, disposant des réseaux nécessaires à l'implantation de nouvelles constructions à usage d'habitation. La densité des constructions est faible, les constructions étant souvent implantées sur de grands terrains. Le risque feu de forêt a participé à la détermination de cette zone, se situant en limite de la zone rouge du PPRif des Monts de Vaucluse Ouest. La vocation résidentielle domine dans ces secteurs, classés en **zone UD**.

L'enjeu de cette zone UD est de terminer l'urbanisation de ces espaces.





Ainsi, des prescriptions spécifiques ont été mises en place :

- Les constructions doivent être édifiées à 7 m minimum de l'axe des voies publiques (sauf les constructions nécessaires au service public = en limite ou à 4 m).
- Lorsque les constructions ne joignent pas les limites séparatives, toutes les constructions doivent observer un recul minimum de 4 mètres par rapport aux limites séparatives ;
- L'emprise au sol des constructions est limitée à 15% de la superficie du terrain.
- La hauteur des constructions sera limitée à 6 m à l'égout des toitures et 8 m au faîtage. En cas d'implantation en limite séparative, la hauteur des constructions est limitée à 3,5 mètres sur une bande de 4 mètres à compter de la limite séparative.

e) L'évolution des constructions à usage d'habitation au sein des zones agricoles et naturelles

Sur la commune de Cabrières, de nombreuses constructions à usage d'habitation sont réparties au sein des espaces agricoles et naturels. Le PLU prévoit pour ces constructions une évolution limitée, en accord avec l'article L.151-12 du Code de l'Urbanisme :

*« ... Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.*

*Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. ».*

Ainsi, le règlement autorise au sein des zones agricoles et naturelles :

- L'extension en contiguïté limitée à 30% de la superficie existante des bâtiments d'habitation d'une superficie minimale de 70m<sup>2</sup> de surface de plancher à la date d'approbation du PLU, dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole environnante ou la qualité paysagère du site et qu'elle n'a pas pour effet de porter la surface de plancher à plus de 150m<sup>2</sup> par logement. Elle ne doit également pas entraîner la création de nouveaux logements.  
Dans le cas où l'extension se réalise dans les volumes existants et à condition qu'il n'y ait pas de création de nouveaux logements, la surface du logement n'est pas limitée ; cependant aucune extension de l'emprise au sol du bâtiment ne pourra être autorisée.
- Les annexes des constructions à usage d'habitation à condition qu'elles ne dépassent pas 2 unités bâties (hors piscines), chacune ne devant pas dépasser 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol. Pour les piscines, l'emprise au sol ne pourra pas dépasser 80 m<sup>2</sup> plage comprise.

Les extensions et annexes devront former un ensemble cohérent avec le bâtiment dont elles dépendent. Les annexes et extensions devront être situées dans un rayon de 20 mètres autour du bâtiment principal.

Dans le cas présent, il ne s'agit pas de participer au mitage du territoire mais de prendre en compte l'existant en permettant des extensions limitées et des annexes sans nuire aux activités agricoles et aux paysages. Ainsi, le principe d'extension limitée est ici défini au travers de plusieurs règles limitatives : extension dans la limite de 30% de l'existant et après agrandissement, la surface de plancher par logement ne pourra pas dépasser 150 m<sup>2</sup>. De plus,

dans le but de limiter la consommation de l'espace, l'emprise au sol créée ne pourra excéder 30% de l'emprise au sol existante du bâtiment. Il en est de même pour les annexes qui ne devront au total pas dépasser 2 unités bâties et 40 m<sup>2</sup> d'emprise au sol.

Ainsi, les extensions et annexes autorisées sont limitées en surface et s'intégreront au sein d'espaces déjà artificialisés des constructions existantes, voire au sein de leur jardin d'agrément. De fait, l'ensemble de ces règles vise à limiter la consommation de l'espace et permet de préserver les terres ayant un caractère naturel ou agricole (et les activités dépendantes de ces espaces).

Par ailleurs, des règles de hauteur et d'implantation des constructions ont été définies, dans le respect du caractère architectural des zones agricoles et naturelles, permettant d'assurer une bonne insertion de ces bâtiments dans l'environnement et de protéger la qualité des paysages. Ainsi, les mêmes règles architecturales et de gabarit s'appliqueront à ces extensions, assurant une insertion harmonieuse avec l'existant, limitant de fait les impacts sur les milieux environnants et les paysages. Les annexes sont quant à elles limitées à 1 seul niveau soit 3,5 mètres à l'égout du toit.

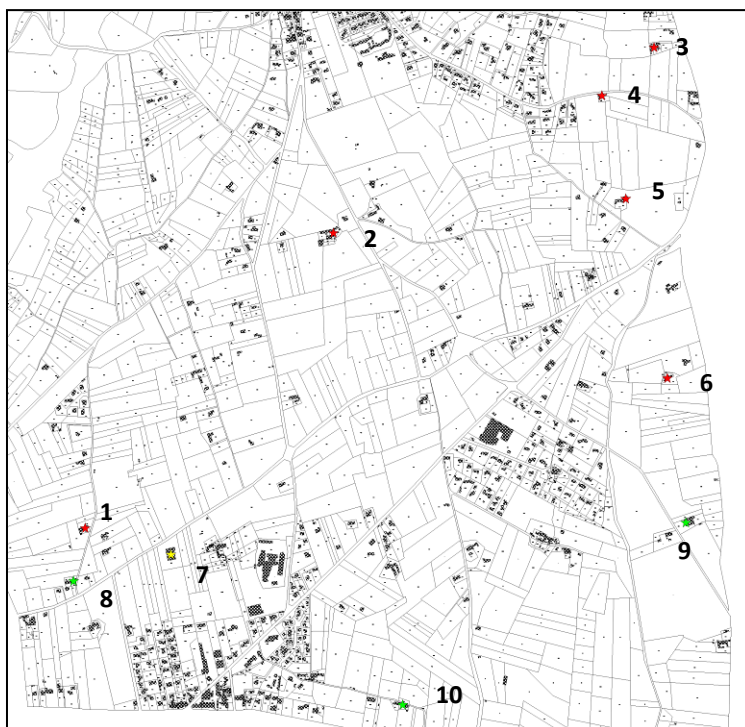
Toutes ces règles permettent donc de limiter la consommation de foncier. Cela favorise l'économie de l'espace et permet également de préserver les terres agricoles et celles ayant un caractère naturel. De fait, il s'agit de prendre en compte une situation existante, en intégrant le fait que certaines constructions soient situées au sein de zones agricoles et naturelles.

Ainsi, on maintient une vitalité et des liens sociaux dans les secteurs ruraux de la commune, éléments qui caractérisent la vie de la commune avec un espace rural porteur d'une identité liée au caractère agricole et rural dominant et à la présence d'une vie sociale.

f) Les bâtiments identifiés au sein de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme

En terme de patrimoine architectural et bâti, la municipalité a voulu identifier des bâtiments situés en zone agricole pouvant faire l'objet de changement de destination. Ces bâtiments sont identifiés au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme. Cet article précise d'ailleurs que « *Dans les zones agricoles ou naturelles (...), le règlement peut désigner des bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site* ».

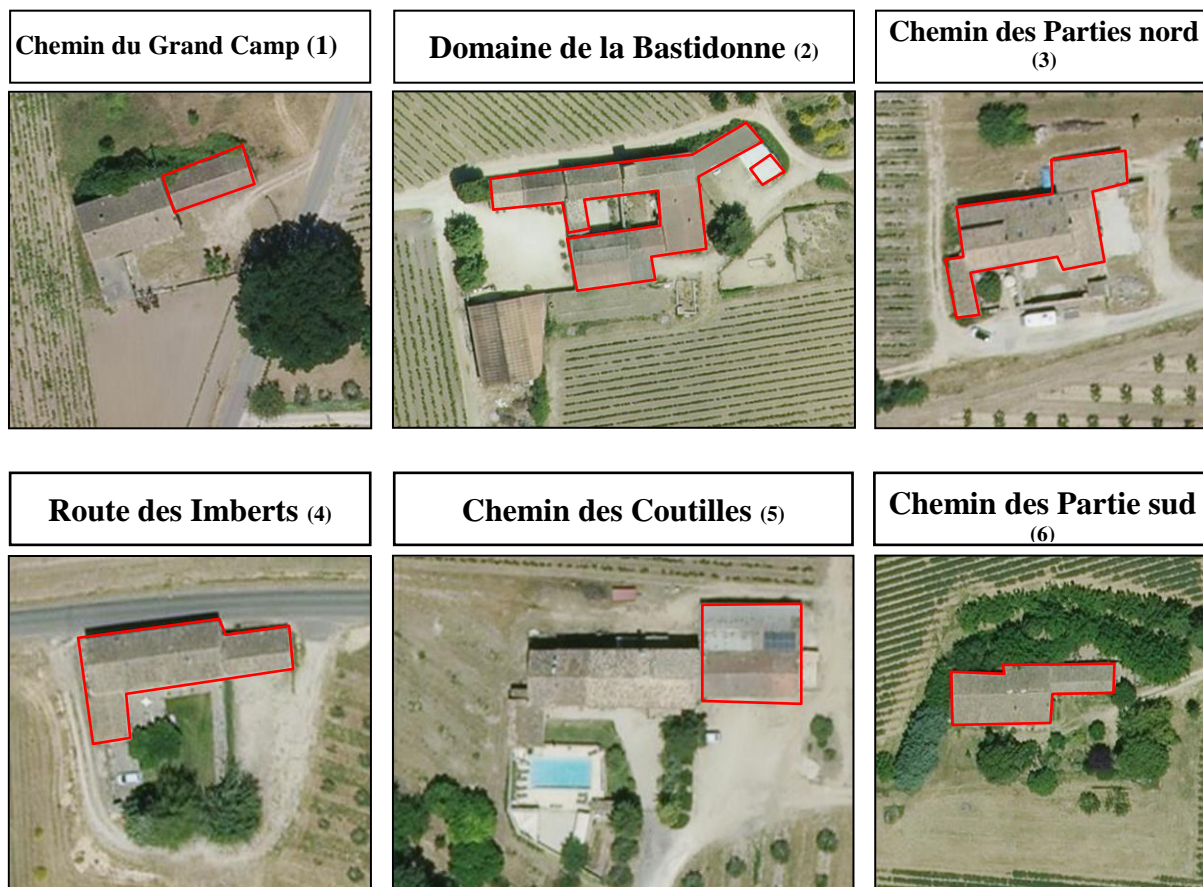
**Les bâtiments identifiés en vue d'un changement de destination**



Ainsi, les élus ont recensé 10 bâtiments situés en zone agricole.

Le choix de ces bâtiments s'est fondé sur différents critères : la présence actuelle de logements à proximité, la qualité architecturale des bâtiments et l'absence de risques naturels. Ce dernier point ne concerne pas le bâtiment de la SICA des Bories, situé en aléa fort du risque inondation.

6 bâtiments ont été identifiés en vue d'un changement de destination en logement :



Ces bâtiments sont en majorité des bâtiments ayant un caractère architectural remarquable, constitués de pierres sèches notamment. Leur transformation en logement permettrait de maintenir ce patrimoine bâti en bon état ou sa restauration. Les habitations créées devront avoir une surface de plancher d'au moins 60 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, le nombre de logements est limité à 4 par bâtiment identifié et la mise en place d'un écran végétal entre l'espace domestique et l'espaces agricole est souhaitée.

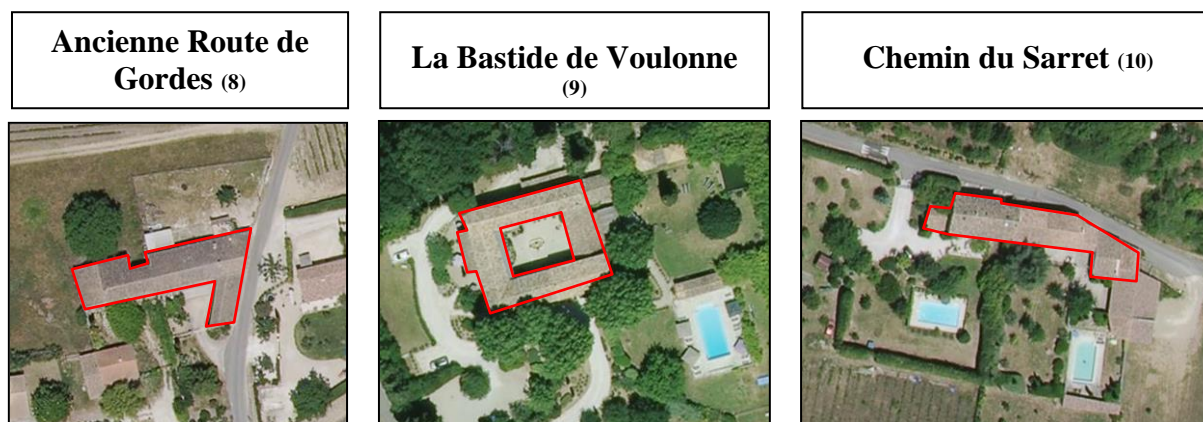
1 bâtiment agricole a été identifié en vue d'un changement de destination pour accueillir un entrepôt :

Ce hangar abrite la SICA des Bories dont l'activité va cesser à court terme. Son changement de destination à la fermeture permettrait ainsi l'accueil d'une nouvelle activité, dans un bâtiment existant, ne nécessitant pas de consommation d'espaces agricoles ou naturels.





Enfin, 3 bâtiments d'habitation ont été identifiés à part. Ces constructions abritent en partie des logements. Le but de leur identification est de permettre de créer de nouveaux logements dans les espaces n'ayant pas cette destination (greniers, annexes, ...). Le nombre de logements est également limité à 4 par bâtiment.

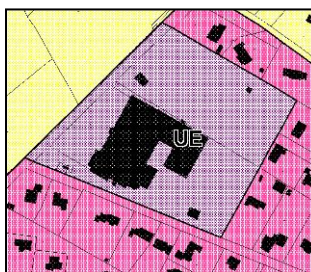


g) La prise en compte des activités économiques en milieu urbain

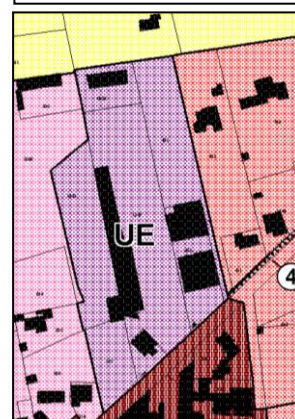
La commune de Cabrières d'Avignon bénéficie d'un tissu économique important et diversifié, que ce soit par l'offre commerciale au sein de Coustellet ou la présence d'activités artisanales et industrielles.

Deux activités économiques ont d'ailleurs fait l'objet d'un zonage spécifique (zone UE) afin de les prendre en compte et de n'autoriser que des constructions à usage d'activités (commerciale, artisanale, industrielle et de bureaux). Il s'agit d'une activité de fourniture de matériaux de constructions enclavée au sein du hameau de Coustellet et d'une fabrique de produits cosmétiques au quartier de Lise.

**Zone UE au quartier de Lise**

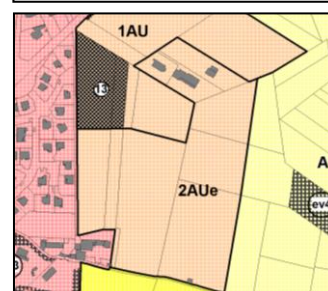


**Zone UE sur Coustellet**



Peuvent également être autorisées, les constructions à usage d'habitation, à condition qu'elles soient destinées aux personnes dont la présence constante est nécessaire pour assurer la gestion ou le gardiennage des établissements, dans la limite d'un logement par établissement implanté dans la zone et devront être intégrées aux bâtiments d'activité. Leur surface ne pourra avoir une surface de plancher supérieure à 80 m<sup>2</sup>. En aucun cas, la surface du logement ne pourra être supérieure à la moitié de celle du local réservé à l'activité.

**Zone 2AUe**



Au sein de ces secteurs le foncier disponible est faible, et fait partie d'un ensemble permettant aux activités existantes de pouvoir évoluer en cas de nouveaux besoins. Ainsi, l'arrivée de nouvelles activités au niveau du secteur du hameau de Coustellet sur Cabrières d'Avignon est très limitée. C'est pourquoi la commune a souhaité prévoir une zone future d'urbanisation à vocation

économique (zone 2AUe), déjà envisagée dans le précédent document d'urbanisme. Néanmoins, avant toute ouverture à l'urbanisation de cette zone, une analyse foncière (dents creuses, bâtiments à réhabiliter au sein du hameau, etc.) devra être menée.

La commune entend poursuivre le développement de son tissu économique par la création d'une zone 2AUe (superficie d'environ 4ha hors terrains bâtis au Nord), dans l'optique de réaliser un pôle de petits artisanats/services de proximité sur le hameau de Coustellet. En effet, la localisation est propice au développement de ce type de projet, proche d'axes routiers importants (RD 900 notamment). Cette zone a également été identifiée par le SCOT comme un secteur de développement dédié aux activités économiques de proximité (capacité foncière inférieure à 5ha).

La compétence « développement économique » relève de LMV Agglomération, qui devra réaliser les études permettant de juger de la faisabilité du projet.

La zone est donc actuellement fermée à l'urbanisation en attendant la réalisation des études, ainsi que la desserte en équipement de la zone, en continuité immédiate de la zone 1AU et donc tributaire de son urbanisation. Son ouverture pourra être possible par une évolution du PLU (modification). Des constructions à usage d'habitat et d'activités sont présentes dans cette zone et des possibilités d'évolution ont été fixées, dans l'esprit de la zone agricole et naturelle.





Enfin, au sein des zones urbaines à vocation principale d'habitat, la mixité des fonctions est favorisée. En effet, des règles ont été mises en place afin que des activités de commerces et services puissent s'implanter. Il faudra seulement qu'elles ne nuisent pas à la vocation principale d'habitat de chaque zone et que la question du stationnement de la clientèle soit traitée. Cela permet de favoriser l'implantation de commerces de proximité notamment, que ce soit sur le village mais également sur Coustellet.

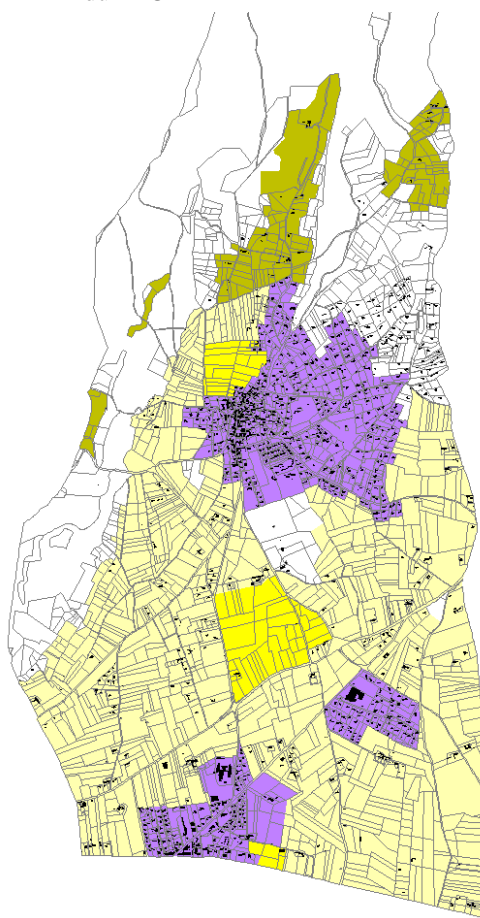
#### **IV.1.5 - Recentrer les valeurs communales autour de l'identité rurale du territoire**

##### **a) La préservation de la vocation agricole de la commune**

Le paysage agricole de Cabrières d'Avignon se caractérise par une polyculture composée notamment de vignes et de vergers. Les espaces agricoles font ainsi partie intégrante des paysages de la commune.

#### **La zone agricole sur Cabrières**

-  Zone A
-  Zone Ap
-  Zone Aco
-  Enveloppe constructible du PLU



L'agriculture joue également un rôle économique au niveau local. La commune est d'ailleurs desservie par le réseau d'irrigation géré par la Société du Canal de Provence, sur la partie Sud du territoire communal.

Ainsi, les élus ont souhaité classer en zone agricole les espaces présentant un potentiel agronomique, biologique et/ou économique pour l'activité agricole et définir une réglementation adaptée de la zone agricole.

De fait, les élus ont protégé les terres agricoles par une réglementation adaptée. Elle autorise les constructions nécessaires aux exploitations agricoles :

- des logements à condition de prouver la nécessité pour l'occupant d'être logé sur son exploitation et que le logement ne dépasse pas 150 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- des bâtiments techniques (hangars, remises, caveaux, ...) ;

Les constructions seront autorisées à condition qu'elles forment un ensemble cohérent et regroupé avec les bâtiments existants lorsque le siège d'exploitation existe. Pour les nouveaux sièges d'exploitation, l'implantation des constructions doit être recherchée de manière à limiter le mitage des espaces agricoles et assurer une bonne intégration paysagère : les implantations seront étudiées à proximité de bâtiments existants.

Ces règles permettent ainsi d'offrir des possibilités aux agriculteurs pour se développer et l'installation de nouveaux agriculteurs sur la commune.

La zone A abrite également des constructions à usage d'habitation. Les élus ont souhaité permettre à ces constructions d'évoluer à l'avenir par le biais d'extension limitée et d'annexes. Des règles, encadrant cette évolution de l'habitat en zone agricole, ont été fixées dans le règlement afin de ne pas nuire à l'activité agricole et aux paysages qui s'en dégagent.

Par ailleurs, afin de permettre aux agriculteurs de faciliter la culture des espaces agricoles sans contraindre de manière trop importante les espaces à vocation d'habitat notamment, un écran végétal devra être prévu dans le cadre de réalisation d'extensions ou d'annexes à une habitation, dans le cas de changement de destination autorisés au sein des bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-11-2° du Code de l'Urbanisme, ainsi qu'au niveau des zones 1AU et 2AUe.

Des secteurs agricoles sont également présents au sein d'espaces ayant un intérêt écologique important. Ces espaces cultivés sont enclavés au sein des espaces boisés des Monts de Vaucluse, considérés par la Charte du PNR comme Zone de Nature et de Silence (ZNS) et comme réservoir de biodiversité par le SCOT. Ainsi, afin de limiter l'urbanisation au maximum sans pour autant contraindre le développement des exploitations existantes, toute implantation de nouvelle exploitation est interdite. La présence de haies et alignements d'arbres dans ces secteurs jouant un rôle primordial dans la transition d'espèces entre les espaces boisés, ils devront être protégés dans la mesure du possible. Les clôtures créées devront être perméables pour permettre le déplacement d'espèces, en étant constituées de haies vives d'essences locales ou de grillage à maille large (20x20 cm minimum).

Les élus ont souhaité contraindre de manière plus stricte la constructibilité sur les secteurs ayant un intérêt paysager important. Ainsi, trois secteurs Ap ont été délimités en raison des cônes de vue qu'ils offrent :



- Au Nord du village, des terrains agricoles vierges de constructions entretiennent des vues dégagées sur le château ;
- Entre le village et la RD 15, une étendue de vignes légèrement pentue permet d'avoir en vue le village doublé par les Monts de Vaucluse en arrière-plan. A l'inverse, quand on prend la direction de Coustellet, il est possible d'observer le massif du Luberon ;
- Le long de la RD 900, en arrivant sur Coustellet, où le secteur est sensible paysagèrement parlant.

En zone Ap, toute nouvelle construction est donc interdite. Néanmoins, les extensions et annexes des bâtiments d'habitation sont autorisées.

#### b) Le maintien des écosystèmes et la préservation du rôle écologique des massifs boisés

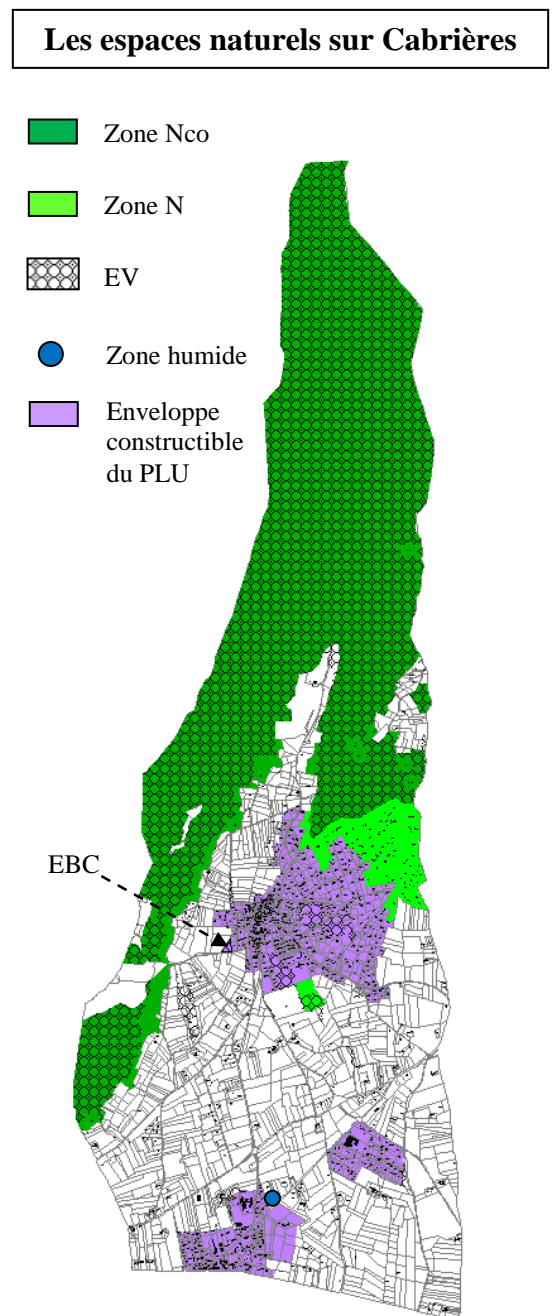
La commune de Cabrières d'Avignon dispose d'un patrimoine naturel riche, de par sa situation notamment, sur les premières pentes des Monts de Vaucluse. La partie Nord est entièrement boisée, le risque incendie de forêt étant très fort d'ailleurs.

Ces boisements font ainsi l'objet d'un classement en zone N dans le PLU. Ils sont doublés par une identification au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme (EV 2) correspondant à des espaces forestiers d'envergures ayant une fonction écologique et paysagère importante. Le but de cette identification est de les préserver sans pour autant contraindre leur évolution dans une optique de sécurisation (défense contre l'incendie) et de mise en valeur (création de chemins de randonnée).

Font également l'objet d'un classement en zone naturelle, les secteurs habités soumis à un aléa d'incendie de forêt fort identifié par le PPRif Sud Ouest des Monts de Vaucluse dont leur présence au sein du massif constitue des enjeux de protection notamment paysagère.

Au sein de la zone naturelle, s'appliquent les mêmes règles qu'en zone agricole, à savoir l'autorisation pour les constructions nécessaires à l'exploitation agricole ainsi que l'extension limitée et les annexes des constructions à usage d'habitation.

Les secteurs naturels et boisés situés au Nord de la commune ont été classés en zone Nco, correspondant notamment à la ZNS définie par la Charte du PNR et au réservoir de biodiversité défini par le SCOT.



Afin de préserver la richesse écologique de cet espace faisant partie intégrante des Monts de Vaucluse, toute implantation de nouveau siège d'exploitation est interdite.

Seule l'évolution des constructions et exploitations existantes est permise. Les clôtures créées devront être perméables pour permettre le déplacement d'espèces, en étant constituées de haies vives d'essences locales ou de grillage à maille large (20x20 cm minimum).

De plus, une identification fine au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme a été réalisée afin de préserver différents espaces verts, boisés et zone humide sur le territoire communal.

Ainsi, hormis les espaces forestiers liés aux Monts de Vaucluse (EV 2), il a été recensé six autres types d'espaces boisés ayant à la fois un rôle écologique et paysager :

- EV 1 correspondant à la forêt de cèdres située au Nord du village ;
- EV 3 correspondant à des haies et boisements localisés à proximité des zones urbaines qui peuvent jouer un rôle de transition entre les corridors écologiques pour certaines espèces animales ;
- EV 4 qui représentent des haies et boisements dispersés au sein des espaces agricoles pouvant avoir la même fonction que l'EV 3, où sont rendus possibles la création de passage afin de ne pas contraindre l'activité agricole ;
- EV 5 qui sont deux parcs arborés situés au sein de la zone urbaine jouant un rôle de « poumons verts » dans le tissu bâti. Le but est de les maintenir sans pour autant bloquer leur entretien (coupes, reboisement, ...).
- EV 6 représentant des espaces verts ludiques au sein du village où la création d'aménagements légers est permise.

Une zone humide située au Petit Sarret a également été identifiée. Les travaux de nature à porter atteintes et dommageables à cette zone humide sont proscrits. La destruction du milieu est interdite. Ainsi, les déblais et remblais de ces espaces sont interdits.

Enfin, un EBC a été placé en entrée de village Ouest, sur l'ancienne Route de Lagnes afin de conserver l'aspect boisé de ce terrain et de maintenir l'ambiance végétale sur le site.

#### c) La prise en compte du patrimoine architectural et bâti de la commune

La richesse de Cabrières d'Avignon réside aussi à travers son patrimoine architectural et bâti qui se compose de divers éléments. Par le biais de son PLU, la municipalité a donc voulu prendre en compte ce patrimoine qui véhicule l'identité communale et, à une échelle plus large, vauclusienne.

Le château tout d'abord situé au sein du village fait l'objet de plusieurs prescriptions afin de garantir la préservation de son environnement. Cela passe par le maintien du cône de vue (secteur Ap) au Nord ainsi que la réglementation de la hauteur des constructions sur le secteur UCh à l'Ouest. Une zone non aedificandi a également été délimitée sur les terrains non bâtis jouxtant le château à l'Ouest. La protection du château en lui-même est régie par la servitude d'utilité publique AC1, correspondant au classement sur la liste des monuments historiques. Au-delà du PLU, les autorisations d'urbanisme déposées dans le périmètre de 500 mètres autour du château sont soumises à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France.

Le patrimoine de Cabrières réside également dans la pierre sèche, qui est un élément incontournable de l'identité de la commune. Un nombre important d'éléments en pierre sèche est dispersé sur le territoire communal, que ce soit des cabanes, des puits ainsi que des murets.

En concertation avec l'Association Pierre Sèche en Vaucluse, il a été procédé à une délimitation des secteurs les plus concentrés en éléments de pierres sèches. Ainsi, deux périmètres ont été tracés :

- le premier allant du secteur des Estelles au secteur du Resquelet, à l'Est du village ;
- le second au Nord du village, sur le secteur des Cabanes.

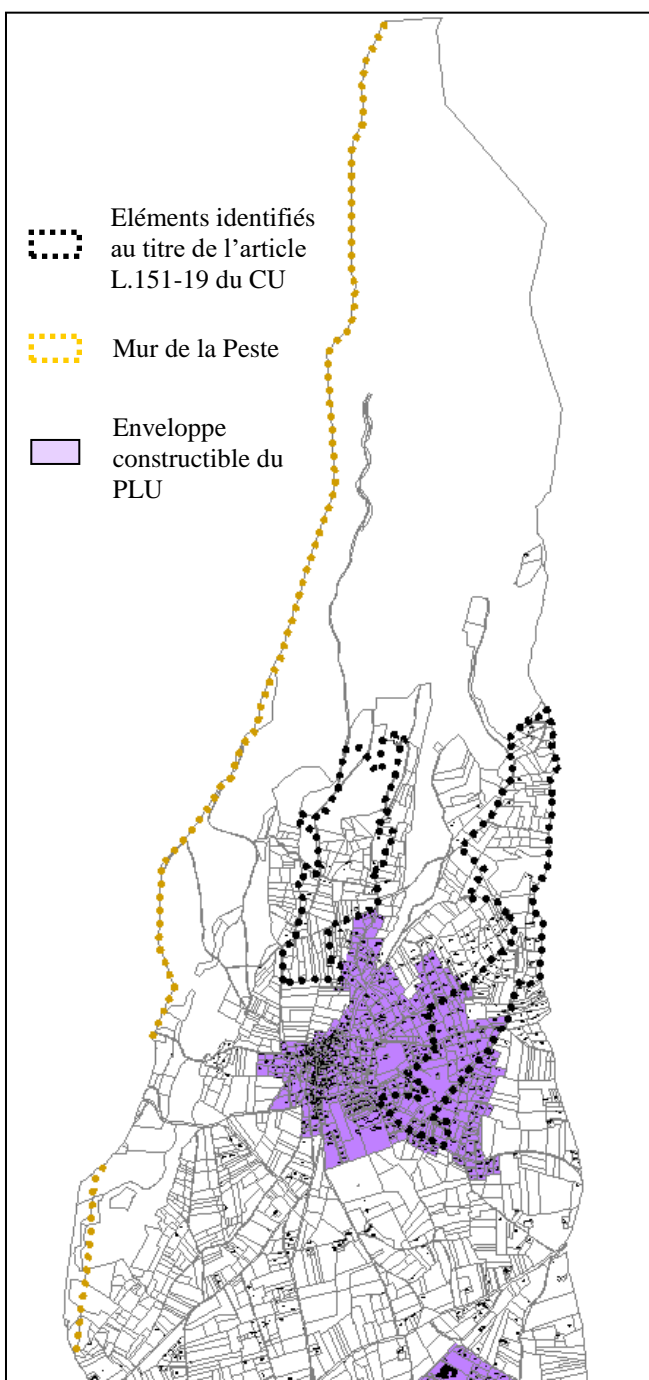
Pour tous les éléments issus du patrimoine agricole rural, situés dans ces périmètres, la démolition et la récupération de leurs éléments constitutifs sont strictement interdites, y compris pour les propriétaires des parcelles sur lesquelles ce patrimoine est érigé. Chaque demande de permis de construire sera assortie de l'obligation de conserver, voire de restaurer à l'identique ce patrimoine.

Les élus ont également souhaité faire apparaître sur le plan de zonage le tracé du Mur de la Peste, à titre informatif. Cet élément de patrimoine traversant le territoire sur la limite Ouest fait d'ailleurs l'objet d'une protection de sites au titre de la servitude d'utilité publique AC2.

d) La prise en compte des activités liées à l'exploitation du sous-sol

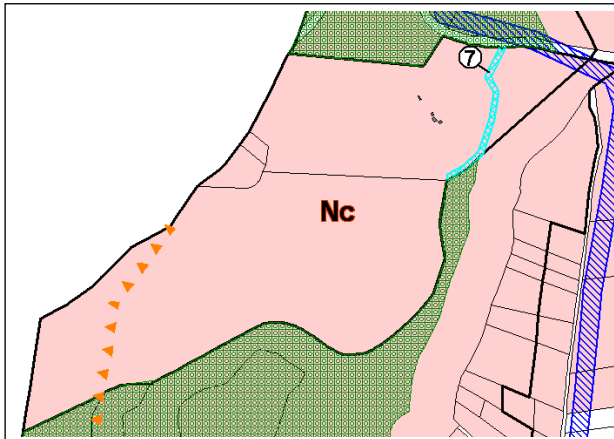
Cabrières d'Avignon compte une activité de carrière sur son territoire. Cette activité étant spécifique, et afin de ne pas la contraindre dans son fonctionnement, elle a été classée au sein d'un secteur spécifique Nc correspondant à la carrière Sylvestre situé à l'Ouest du territoire communal, sur l'ancienne Route de Lagnes. Seules sont autorisées les constructions et installations liées à l'activité de carrière.

**Les dispositifs de protection en faveur de la protection du patrimoine architectural et bâti**





## Secteur Nc



## **IV.2 – PRESENTATION DU ZONAGE ET ESPRIT DU REGLEMENT**

---

### **IV.2.1 - Présentation des différentes zones du PLU**

#### **a) Les zones urbaines**

Les zones urbaines comprennent les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants, ou en cours de réalisation, ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Ce statut dépend du niveau d'équipements (voirie, eau, assainissement, électricité et équipements communaux). Lorsqu'il est insuffisant ou inexistant, la collectivité s'engage à renforcer ou à réaliser ces équipements. Ces zones sont donc constructibles.

Néanmoins, tous les terrains convenablement équipés ne peuvent pour autant être classés en zone urbaine. La délimitation du zonage doit tenir compte des paramètres suivants :

- Des parties actuellement non urbanisées ;
- De la préservation des vues et du patrimoine bâti ;
- De la gestion économe de l'espace ;
- De la qualité des terres agricoles ;
- De l'intérêt des sites et milieux naturels ;
- De l'existence de risques ;
- Etc...

Les zones urbaines comprennent également les secteurs dans lesquels les équipements sont insuffisants et pour lesquels la commune s'engage à les renforcer ou les réaliser. Dans ce cas ne peuvent être classés en zone urbaine que les secteurs déjà urbanisés.

A noter qu'une partie des zones urbaines est concernée par le risque feu de forêt. Ainsi, les règles du PPRif Monts de Vaucluse Ouest s'imposent en sus du règlement du PLU.

Pour le risque inondation, ayant des répercussions sur les zones urbaines, des règles en fonction du niveau d'aléas sont placées en annexe du règlement du PLU. Elles s'imposent en sus du règlement des zones urbaines.

#### **• Zone UA**

La zone UA correspond au centre historique de la commune. Elle regroupe principalement de l'habitat ancien. Cependant, dans un objectif de mixité des fonctions, elle est destinée à accueillir des constructions à usage d'habitat, mais aussi toutes constructions et activités n'entraînant pas de nuisances incompatibles avec une zone d'habitat.

Un secteur UAc correspondant au cœur du hameau de Coustellet dispose de règles d'implantation des constructions spécifiques.

- **Zone UB**

La zone UB concerne les zones d'extension immédiate du centre ancien au Sud, à l'Est et au Nord. Elle comprend également le secteur Nord du hameau de Coustellet, regroupant des opérations d'habitat plutôt denses ainsi que des équipements publics (collège). Elle est destinée à accueillir des constructions à usage d'habitat et d'activités n'entraînant pas de nuisances incompatibles avec une zone d'habitat. Cette zone est destinée à être densifiée.

Elle comprend un secteur UBc correspondant au linéaire de constructions sur Coustellet situées le long de la RD 900, à l'Est du carrefour. Des règles spécifiques de retrait des constructions s'appliquent.

Elle comprend un secteur UBa correspondant à un secteur non raccordé au réseau d'assainissement collectif.

- **Zone UC**

La zone UC concerne les extensions urbaines plus récentes, caractérisées par une vocation principale d'habitat, situées sur le village, le hameau de Coustellet mais également le quartier de Lise. Située en zone de périphérie, cette zone accueille une partie des constructions récentes sous la forme de maison individuelle. Elle accueille les constructions sous forme de lotissements mais aussi en ordre discontinu et en général en recul par rapport à l'alignement du domaine public. La morphologie bâtie peut cependant varier en fonction de la structure urbaine.

Elle comprend un secteur UCa correspondant à un secteur non raccordé au réseau d'assainissement collectif.

Un secteur UCh autour du château dispose de règles spécifiques de hauteur pour des raisons paysagères.

- **Zone UD**

La zone UD représente les secteurs d'habitat peu denses situés au Nord-Est du village de Cabrières. Malgré un risque incendie de forêt présent sur ces secteurs, l'aléa permet tout de même la réalisation de constructions. Le but de cette zone est de permettre le comblement des dents creuses et une légère densification des parcelles bâties en prenant en compte les questions d'accès et de desserte en réseau.

- **Zone UE**

La zone UE est une zone destinée aux activités économiques. Elle correspond à l'activité de fabrication de produits cosmétiques au quartier de Lise et à un fournisseur de matériaux de constructions à Coustellet.



## b) Les zones à urbaniser

### • Zone 1AU

La zone 1AU est une zone destinée à l'urbanisation future, ouverte immédiatement à l'urbanisation dans la mesure où elle est desservie par tous les réseaux. Elle est située au Nord du hameau de Coustellet, en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie. Elle fait l'objet d'orientations d'aménagement et de programmation et devra être aménagée dans le cadre d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble.

La zone 1AU est concernée pour partie par le risque inondation (étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'élaboration du PPRi du Calavon-Coulon).

### • Zone 2AU

La zone 2AU est une zone destinée à l'urbanisation future fermée et qui ne pourra s'aménager qu'après avoir réalisé la desserte en équipement de la zone, notamment l'amélioration des accès. Le PLU devra faire l'objet d'une procédure de modification afin de pouvoir ouvrir la zone à l'urbanisation. Cette zone correspond au secteur d'aménagement situé en cœur d'îlot, à l'arrière des constructions implantées au Nord de la Route des Imberts.

### • Zone 2AUe

La zone 2AUe est une zone d'urbanisation future fermée destinée à la réalisation d'une zone d'activités artisanales, au niveau de Coustellet, à proximité immédiate de la RD 900. Le PLU devra faire l'objet d'une modification afin que les aménagements sur le secteur puissent être réalisés.

## c) Les zones agricoles

La zone A est une zone à maintenir en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle ne peut accueillir que les constructions et installations nouvelles nécessaires à l'exploitation agricole. Cette délimitation contribue au maintien de la vocation de ces espaces qui constituent le support d'activités économiques indispensables à la collectivité. Cette zone intègre également des constructions à usage d'habitation, où l'extension limitée et la création d'annexes sous conditions sont autorisées.

Elle comprend un secteur Ap correspondant à trois secteurs :

- un secteur cultivé offrant des vues sur le Château au Nord du village ;
- un secteur agricole situé entre Coustellet et le village où résident des points de vue sur le village, sur les Monts de Vaucluse et sur le Luberon ;
- un secteur cultivé entrée d'agglomération à l'Est de Coustellet, offrant des vues sur le village et les Monts de Vaucluse.

Elle comprend des secteurs Aco, correspondant à des espaces agricoles enclavés au sein du milieu naturel des Monts de Vaucluse, présentant une richesse écologique avérée. Toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation est interdite.

Elle comprend un secteur Aj destiné à la réalisation de jardins familiaux.

La zone A est concernée par le risque inondation (étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'élaboration du PPRi du Calavon-Coulon) et par le risque feu de forêt (PPRif Monts de Vaucluse Ouest).

#### d) Les zones naturelles

La zone N est une zone naturelle et forestière qui englobe des espaces à protéger en raison de la qualité des paysages ou de leur intérêt écologique. Au sein de cette zone, les mêmes règles que la zone agricole s'appliquent.

Un secteur Nco correspondant aux espaces naturels et boisés des Monts de Vaucluse interdit toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation.

Le secteur Nc correspond à la carrière situé sur l'ancienne Route de Lagnes.

Des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) ont été délimités au sein de la zone pour la prise en compte

- d'équipements publics pouvant être amenés à évoluer :
  - o secteur Nm : cimetière communal ;
  - o secteur Ns : équipements sportifs ;
  - o secteur Nst : aire de stationnement ;
  - o secteur Nstep : station d'épuration.
- d'une activité existante pouvant également être amenée à évoluer :
  - o secteur Ne (et Nep) : activité de traitement de matériaux nobles et recyclables.

La zone N est concernée par le risque inondation (étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'élaboration du PPRi du Calavon-Coulon) et par le risque feu de forêt (PPRif Monts de Vaucluse Ouest).

### **IV.2.2 - Autres délimitations**

Le Plan Local d'Urbanisme délimite également :

- Des emplacements réservés pour la réalisation ultérieure d'équipements ou d'ouvrages publics ;
- Des zones non aedificandi représentant les abords du château de Cabrières ainsi qu'une parcelle située le long de la RD 900 en entrée d'agglomération.
- Des secteurs impactés par un risque « géologique » où sont interdits toute nouvelle construction, à l'exception des annexes d'une habitation existante et de l'extension des constructions existantes, toute création de logement. En zone A toute nouvelle construction est interdite.
- Des espaces boisés classés (EBC) à protéger ou à créer, pour assurer la pérennité de l'état existant ou la création d'un espace végétal. La gestion du boisement (coupe et abattage d'arbres) est autorisée mais le défrichement est interdit, ainsi que la plupart des constructions. La réduction ou la suppression de cette protection implique la mise en oeuvre de la procédure de révision.

- Des bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme. Ces bâtiments participent à l'identité du territoire et doivent être protégés. Ainsi, leur restauration et leur changement de destination sont autorisés.
- Des éléments de paysages liés au patrimoine de pierres sèches (cabanons, puits, ...), identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. D'après cet article, « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres* ».
- Des éléments et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. D'après cet article, « *Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres. Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent* ».
- L'enveloppe du risque incendie de forêt du PPRif Monts de Vaucluse Ouest. Ainsi, pour les terrains concernés par l'enveloppe du risque figurant sur le document graphique, les occupations et utilisations du sol admises dans la zone pourront être autorisées sous réserve d'être compatibles avec les prescriptions issues du PPRif : document annexé au PLU en tant que Servitude d'Utilité Publique.
- L'enveloppe du risque inondation résultant de l'étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'élaboration du PPRi du Calavon-Coulon. Ainsi, Pour les terrains concernés par ce risque, les occupations et utilisations du sol admises dans la zone pourront être autorisées sous réserve d'être compatibles avec les prescriptions spécifiques situées en annexe du règlement.

#### **IV.2.3 - L'esprit du règlement**

##### **a) Limitations concernant les occupations et utilisations du sol**

Les limitations concernent l'interdiction d'implanter des constructions ou une occupation du sol liées à une activité ou une fonction qui ne seraient pas compatibles avec la vocation de la zone concernée.

Les zones UA, UB, UC, UD et 1AU ont ou auront pour vocation principale d'accueillir de l'habitat dans un contexte de mixité fonctionnelle. En conséquence, ne sont interdites dans ces zones que les activités nuisibles ou incompatibles avec l'habitat et les activités de proximité.



Les constructions en zone 1AU ne pourront l'être qu'à la condition qu'elles se réalisent sous la forme d'une seule ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble qui ne remettent pas en cause le principe d'organisation défini dans les orientations d'aménagement et de programmation.

Au sein de la zone 2AU, toute nouvelle construction est interdite dans la mesure où la zone est fermée à l'urbanisation. Une procédure de modification ou de révision du PLU permettra par la suite de l'ouvrir.

Au sein de la zone UE, les constructions à usage commercial, artisanal, industriel et de bureaux sont autorisées. De même, les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Les constructions à vocation d'habitation sont autorisées dès lors que la présence constante d'une personne est nécessaire à la gestion ou au gardiennage des établissements, dans la limite d'un logement par établissement implanté dans la zone. Il devra être intégré aux bâtiments d'activité et sa surface ne pourra être supérieure à 80 m<sup>2</sup> sans être supérieure à la moitié de celle du local d'activité.

La zone 2AUe étant fermée, elle n'autorise que l'évolution des constructions à usage d'habitation et d'activité existantes :

- l'extension limitée à 30% de la surface de plancher des constructions à usage d'habitation à la date d'approbation du PLU dès lors qu'elle n'a pas pour effet de porter la surface de plancher à plus de 150 m<sup>2</sup> ;
- les annexes des constructions à usage d'habitation sans dépasser 2 unités bâties (hors piscines), chacune ne devant pas dépasser 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol ;
- l'extension limitée à 30% des bâtiments à usage d'activité sans changement de destination.

En zone A et N, les limitations visent à protéger le potentiel agronomique et économique des terres agricoles et les milieux naturels et boisés. Ainsi, en dehors des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, ne sont autorisées, à condition de ne pas nuire à l'activité agricole ou la qualité paysagère du site, que quelques occupations du sol :

- l'extension en contiguïté limitée à 30% de la surface de plancher des habitations existantes à la date d'approbation du PLU, dans la mesure où elle n'a pas pour effet de porter la surface de plancher à plus de 150 m<sup>2</sup> par logement et que la superficie minimale de l'habitation soit de 70 m<sup>2</sup>. L'extension se réalisant dans les volumes existants n'est pas limitée, à condition qu'il n'y ait pas création de nouveaux logements : l'extension de l'emprise au sol n'est dans ce cas pas autorisée ;
- les annexes des habitations existantes, dans la limite de 2 unités bâties, ne devant pas dépasser 20 m<sup>2</sup> d'emprise au sol chacune. Pour les piscines, l'emprise au sol ne pourra pas dépasser 80 m<sup>2</sup> plage comprise.

Les extensions et annexes devront former un ensemble cohérent avec le bâtiment dont elles dépendent, en devant se situer dans un rayon de 20 mètres autour du bâtiment principal.

Au sein des secteurs Aco et Nco, toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation est interdite.

Au sein des secteurs Ap, toute nouvelle construction est interdite.

Dans le secteur Nc, seules sont autorisées les constructions et installations liées à l'activité de carrière.

Par ailleurs plusieurs STECAL ont été définis et règlementés de la manière suivante :

Dans le secteur Aj, seuls sont autorisés les constructions, aménagements et équipements nécessaires aux activités de jardins familiaux, et les équipements d'intérêt collectif ne remettant pas en cause la vocation de la zone, à condition que l'emprise au sol n'excède pas 30 m<sup>2</sup>.

Au sein du secteur Ne, seuls peuvent être autorisés les constructions, installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables, à condition que l'emprise au sol totale des constructions n'excède pas 7% de la superficie du secteur. Peuvent également être autorisés les dépôts de matériaux.

Au sein du secteur Nep, seuls peuvent être autorisés les installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables, ainsi que les serres agricoles à condition que l'emprise au sol totale des constructions n'excède pas 2% de la superficie du secteur. Peuvent également être autorisés les dépôts de matériaux

Dans les secteurs Nm et Ns, seules sont autorisées les constructions et installations liées à la vocation de chaque zone, à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 5% de la superficie du terrain à la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nst, seuls sont autorisés les installations et aménagements liés à l'utilisation et au fonctionnement des espaces de stationnement à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 20 m<sup>2</sup> à la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nstep, seules sont autorisées les constructions et installations liées au fonctionnement de la station d'épuration à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 10% de la superficie de la zone.

#### b) Limitations relatives à l'accès et à la voirie

L'objectif des limitations est ici d'assurer pour toutes constructions et notamment les constructions nouvelles :

- La sécurité et le bon fonctionnement des accès ;
- L'accessibilité aux services de lutte contre les incendies ;
- L'accès aux services d'entretien ;
- Les possibilités de manœuvre et de retournement.

#### c) Limitations relatives aux conditions de desserte par les réseaux

Les limitations visent à :

- Garantir de bonnes conditions sanitaires aux (futurs) habitants et de garantir la santé et la sécurité publique ;
- Préserver les ressources souterraines en eau ;
- Limiter l'impact de l'urbanisation sur l'écoulement naturel des eaux de ruissellement ;
- Déterminer les moyens de défense extérieure contre l'incendie ;
- Définir les modalités d'assainissement des futures constructions ;
- Favoriser le déploiement des réseaux de communication numérique.

#### d) Limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Dans la zone UA, les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies publiques ou privées existantes, modifiées ou à créer. Cependant, si plusieurs constructions existantes marquent un retrait par rapport à la limite du domaine public, les constructions doivent s'implanter en tenant compte de l'alignement ainsi constitué. En cas de décrochement entre les constructions qui l'encadrent, le bâtiment peut soit être aligné sur l'une ou l'autre de ces constructions, soit être implanté entre ces deux limites.

Dans le secteur UAc et dans les zones UB, UC, 1AU et 2AU, les constructions doivent être implantées à l'alignement des voies ou à 4 mètres minimum.

Dans le secteur UBc, les constructions devront respecter un retrait de 25 m par rapport à l'axe de la RD 900.

Dans la zone UD, un retrait de 7 mètres minimum de l'axe des voies doit être respecté par les constructions. Toutefois, les constructions nécessaires au service public ou d'intérêt collectif pourront s'implanter à l'alignement des voies ou à 4 mètres minimum.

Dans la zone UE et 2AUe, les constructions doivent être implantées à 7 mètres minimum de l'axe des voies.

Au sein des zones A et N et hors agglomération c'est le règlement de voirie départementale qui s'applique. Ainsi, les constructions doivent être implantées de la façon suivante :

- 75 mètres minimum de la RD900 en application de la loi Barnier (sauf exception) ;
- 25 mètres minimum de l'axe de la RD 900 (au sein des espaces urbanisés en application de la loi Barnier), et RD 2 ;
- 15 mètres de l'axe de la RD 15, RD 100, RD 110, RD 147, RD 148 et RD 211 ;
- 7 mètres de l'axe des chemins ruraux et communaux.

Compte tenu des caractéristiques des zones A et N où la pression foncière est moindre, les constructions devront être implantées à au moins 10 mètres de la limite du domaine public ou des berges, le long des cours d'eau et des canaux.

#### e) Limitations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les règles ont pour objet :

- d'homogénéiser le bâti
- d'assurer des conditions de sécurité (propagation des incendies, accessibilité aux services de lutte contre les incendies).

Dans la zone UA, en bordure de voie, les constructions doivent être édifiées en ordre continu, d'une limite latérale à l'autre, sur une profondeur maximum de 15 m compté à partir de l'alignement existant ou de fait. Ces règles visent à proposer un habitat dense dans l'espace central. Au-delà de cette profondeur des dispositions particulières s'appliquent.

Dans les zones UB, UC, UD, 1AU, 2AU, 2AUe, A et N, tout point d'une construction qui ne jouxte pas la limite séparative doit en être situé à une distance au moins égale à 4 mètres.



Dans la zone UE, toute construction doit être distante des limites séparatives d'au moins 5 mètres. Seules les constructions nécessaires au service public ou d'intérêt collectif pourront être implantées en limite séparative ou à 4 mètres.

Afin de prendre en compte la gestion des interfaces entre les milieux agricoles et les espaces urbanisés, une distance minimale de 5 mètres devra être respectée par rapport aux limites séparatives qui marquent la limite avec la zone A. Cela concerne les zones 1AU, 2AUe ainsi que certaines constructions en zone A et N (extensions, annexes, bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination).

f) Limitations relatives à l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Au sein des zones UA, UB, UC, UD, 1AU et 2AUe, deux constructions non contiguës implantées sur une même propriété doivent respecter l'une par rapport à l'autre une distance au moins égale à 4 mètres. Cette distance est portée à 5 mètres en zone UE.

Cet article n'est pas réglementé pour les zones 2AU, A et N.

g) Limitations relatives à l'emprise au sol

Cet article n'est pas réglementé en zone UA pour laquelle d'autres règles s'appliquent.

En zone UB et 1AU, l'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la superficie du terrain.

En zone UC, l'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la superficie du terrain.

En zone UD, l'emprise au sol des constructions est limitée à 15% de la superficie du terrain.

En zone UE, l'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la superficie du terrain. Le libre écoulement des eaux pluviales doit être assuré.

Dans les zones 2AU et 2AUe, l'emprise au sol n'est pas réglementée.

Au sein des zones A et N, dans le cas d'extension de bâtiments d'habitation, l'emprise au sol créée ne pourra excéder 30% de l'emprise au sol existante du bâtiment.

Dans le cas des annexes, l'emprise au sol créée de l'ensemble des constructions ne pourra excéder 40 m<sup>2</sup>. Pour les piscines, elle est limitée à 80 m<sup>2</sup> plage comprise.

Dans le secteur Aj, l'emprise au sol créée ne pourra excéder 30 m<sup>2</sup>.

Dans le secteur Nm et Ns, l'emprise au sol créée ne devra pas excéder 5% de la superficie du terrain) la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nst, l'emprise au sol créée est limitée à 20 m<sup>2</sup> à la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nstep, l'emprise au sol ne devra excéder 10% de la superficie de la zone.

Dans le secteur Ne, l'emprise au sol totale des constructions en pourra excéder 7% de la superficie du secteur. Pour le secteur Nep, l'emprise au sol totale des constructions ne pourra excéder 2% de la superficie du secteur.

#### h) Limitations relatives à la hauteur maximale des constructions et installations

Les règles mises en place limitent en hauteur les constructions, afin que leur volume ne nuise pas au caractère du site qui les entoure et afin de renforcer l'intégration des constructions dans le paysage environnant.

Afin de conserver l'aspect actuel du centre village, dans la zone UA, la hauteur des faîtes doit s'inscrire dans l'enveloppe générale des toitures de la zone. De plus, la hauteur est limitée à celle des immeubles voisins.

En zone UB, UC, UD, 1AU et 2AUe, la hauteur est limitée à 6 mètres à l'égout des toitures et 8 mètres au faîte. Dans les zones UC, UD, 1AU et 2AUe, en cas d'implantation en limite séparative, la hauteur est limitée à 3,5 mètres sur une bande de 4 mètres de large à compter de la limite séparative.

Dans le secteur UCh, afin de préserver les vues sur le château, la hauteur est limitée à 1 niveau soit 3,5 mètres à l'égout des toitures et 5 mètres au faîte.

Au sein de la zone UE, la hauteur maximum des constructions et installations est limitée à 8 mètres au faîte.

Dans la zone 2AU, la hauteur n'est pas réglementée.

En zone A et N, la hauteur des constructions est limitée à 7 mètres à l'égout des toitures et 8,5 mètres au faîte. Les annexes sont quant à elles limitées à 3,5 mètres à l'égout des toitures. Des adaptations pourront être admises en cas de terrains en pente ou si elles sont justifiées par des impératifs techniques, comme pour les bâtiments agricoles.

#### i) Limitations relatives à l'aspect extérieur des constructions

Les dispositions réglementant l'aspect extérieur des constructions ont une fonction d'ordre paysager, esthétique, urbanistique et architectural. Elles visent à l'intégration des constructions dans leur site et leur environnement naturel ou bâti, et au maintien d'une certaine qualité architecturale, par des dispositions concernant l'usage de matériaux et de couleurs, les formes et pentes de toitures, ou les clôtures.

#### j) Limitations relatives au stationnement

Les conditions de stationnement sont réglementées dans les zones où cette donnée est susceptible d'occasionner des dysfonctionnements.

Les règles édictées sont motivées par les objectifs suivants :

- La satisfaction des besoins générés par l'habitat ou les activités en matière de stationnement,

- Le fonctionnement des espaces publics (nuisances apportées par l'encombrement de véhicules en stationnement sur le domaine public).

k) Limitations relatives aux espaces libres et plantations

Ces limitations sont motivées par des impératifs d'intégration et de mise en valeur des constructions et des sites (amélioration de l'aspect des terrains, masquage d'éléments inesthétiques, protection de la végétation existante). Elles complètent l'article 11 du règlement. Par exemple, il est précisé pour l'ensemble de zones qu'il convenait de privilégier la plantation de plantes non allergisantes.



## **5 : EVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT**

## PREAMBULE

---

Le Plan Local d'Urbanisme de Cabrières d'Avignon est un document d'urbanisme, qui, à l'échelle de la commune, établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire communal.

### *Contexte réglementaire*

La Directive Européenne du 21 juillet 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, impose la réalisation d'une évaluation environnementale des documents d'urbanisme dès le stade de leur planification. Elle a été transposée en droit interne par :

- l'ordonnance du 3 juin 2004, modifiant notamment le code de l'Environnement et le code de l'Urbanisme ;
- les décrets 608 et 613 du 27 mai 2005, codifiés dans le code de l'Environnement et le code de l'Urbanisme ;
- la circulaire du 12 avril 2006, relative à l'évaluation de certains plans, schémas, programmes et autres documents de planification ayant une incidence notable sur l'environnement ;
- le décret n°2010-365 du 9 avril 2010, relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000;
- la loi n°2014-366 du 24 mars 2014, relative à la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR).

Le champ d'application de l'évaluation environnementale des PLU découle des critères fixés par le code de l'Urbanisme au titre de l'article R121-14 dans sa rédaction résultant de l'application du décret du 23 août 2012. De fait, cet article prévoit de soumettre, à une évaluation environnementale, entre autres :

**« 1° Les plans locaux d'urbanisme dont le territoire communal comprend en tout ou partie un site Natura 2000 ;**  
*2° Les plans locaux d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L.321-2 du code de l'environnement ;*  
*3° Les plans locaux d'urbanisme situés en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'une unité touristique nouvelle soumise à autorisation en application de l'article L.145-11. »*

Le territoire étant concerné en partie par deux sites relevant du réseau Natura 2000 (ZSC « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse » et ZPS « Massif du Petit Luberon »), le plan local d'urbanisme de Cabrières d'Avignon est soumis à évaluation environnementale.

Dans ce contexte, et suite à l'analyse des enjeux et besoins en matière de développement et d'environnement ainsi que de l'explication des choix liés au projet de la commune et de leurs déclinaisons réglementaire, au sein des parties précédentes, la présente partie a pour principal objectif d'analyser la prise en compte de l'environnement par le PLU et d'en évaluer les incidences, conformément au code de l'Urbanisme et à l'obligation de soumettre ce plan à une évaluation environnementale.

## **V.1 – INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT**

---

### **V.1.1 – Développement urbain et durable**

#### **a) La prise en compte de la bipolarité de Cabrières d'Avignon**

L'objectif des élus pour le P.L.U. est de conserver un dynamisme démographique capable de favoriser une mixité sociale et intergénérationnelle sur la commune. Pour se faire, la commune souhaite favoriser l'arrivée de 200 nouveaux habitants durant les dix prochaines années, afin de porter la population communale à environ 1940 habitants d'ici 2028. Au vu de la composition actuelle des ménages, 90 logements seront nécessaires pour accueillir ces habitants supplémentaires, auxquels s'ajoutent environ 10 logements pour prendre en compte le phénomène de desserrement des ménages.

Le village de Cabrières s'est établi sur les premières pentes des Monts de Vaucluse, dominant ainsi la vallée du Calavon. La RD 900, axe majeur du département de Vaucluse reliant Avignon à Apt, a vu se développer le hameau de Coustellet, situé à la fois sur Cabrières d'Avignon, Maubec, Robion et Oppède. Dès lors, la commune dispose de deux pôles urbains pouvant entrer en concurrence. Les élus ont décidé à travers le PLU de prendre en compte ces deux entités, en permettant un développement spécifique à chacune, en fonction des enjeux.

Coustellet se caractérise par une organisation urbaine contemporaine, les constructions étant en grande majorité récentes. On y trouve une mixité des fonctions importante (habitat, commerces, services, équipements publics, ...) ainsi qu'une diversité dans les formes urbaines. Sa situation dans la vallée contraint néanmoins son développement sur certains secteurs à cause du risque inondation.

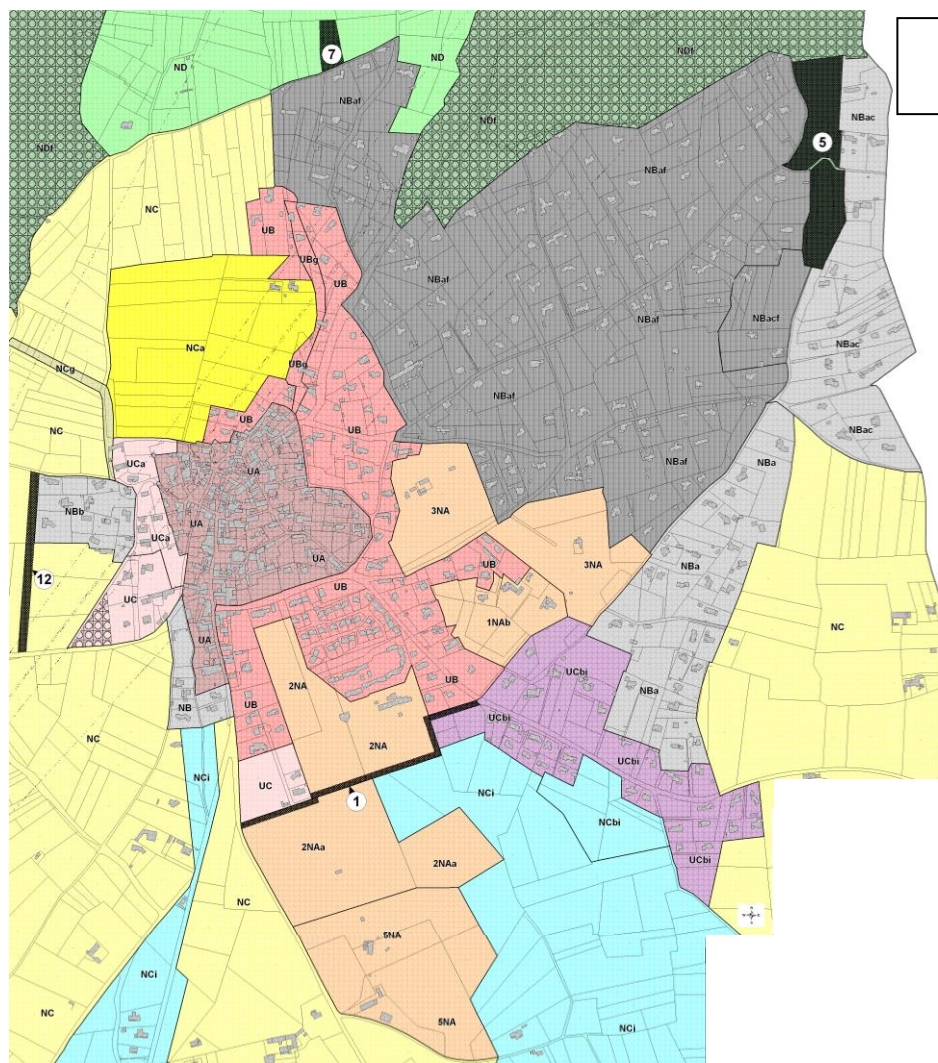
Le village quant à lui a connu un développement ancien, avec la présence de constructions anciennes et de monuments historiques (château). Les formes urbaines sont peu diversifiées dès lors qu'on s'éloigne du centre-village : les extensions urbaines sont quasi-uniquement composées de maisons individuelles. La mixité des fonctions est peu présente sur le village. Son développement est très contraint par les risques naturels (incendie de forêt et inondation principalement) et par les servitudes de protection du patrimoine bâti.

L'objectif des élus pour le P.L.U. est donc de développer ces deux pôles : environ 70% des futurs logements se réaliseront sur Coustellet et environ 30% sur le village. Les élus ont choisis d'encourager une densité plus forte, la densité résidentielle moyenne minimale sera de 20 logements/ha pour les opérations de production de logements en extension urbaine, et de 30 logements/ha concernant le secteur de Coustellet.

Ils souhaitent également redessiner les contours de l'enveloppe constructible au plus près de l'existant afin de favoriser un développement au sein du tissu bâti. Seul le développement de Coustellet se réalise en continuité de l'urbanisation, à proximité des équipements et facile d'accès.

Pour atteindre ces objectifs, le P.L.U. a redéfini une grande partie des anciennes zones urbaines et à urbaniser du P.O.S., afin notamment, de favoriser la mise en place d'une densité plus importante et de garantir une meilleure cohérence urbaine.



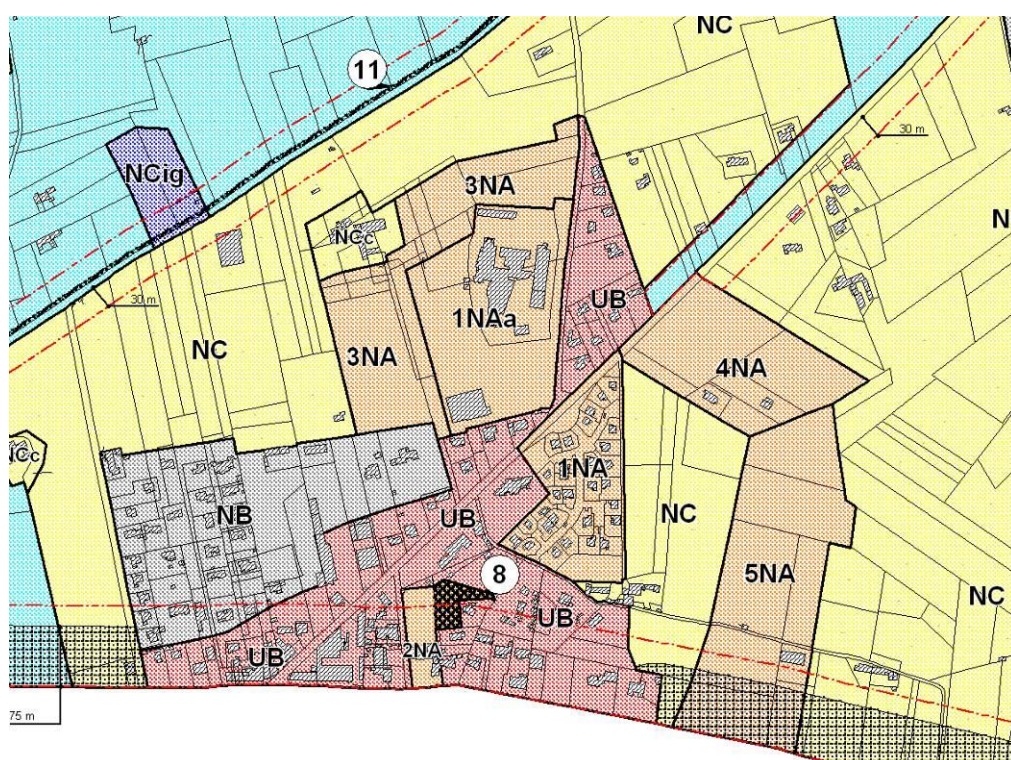
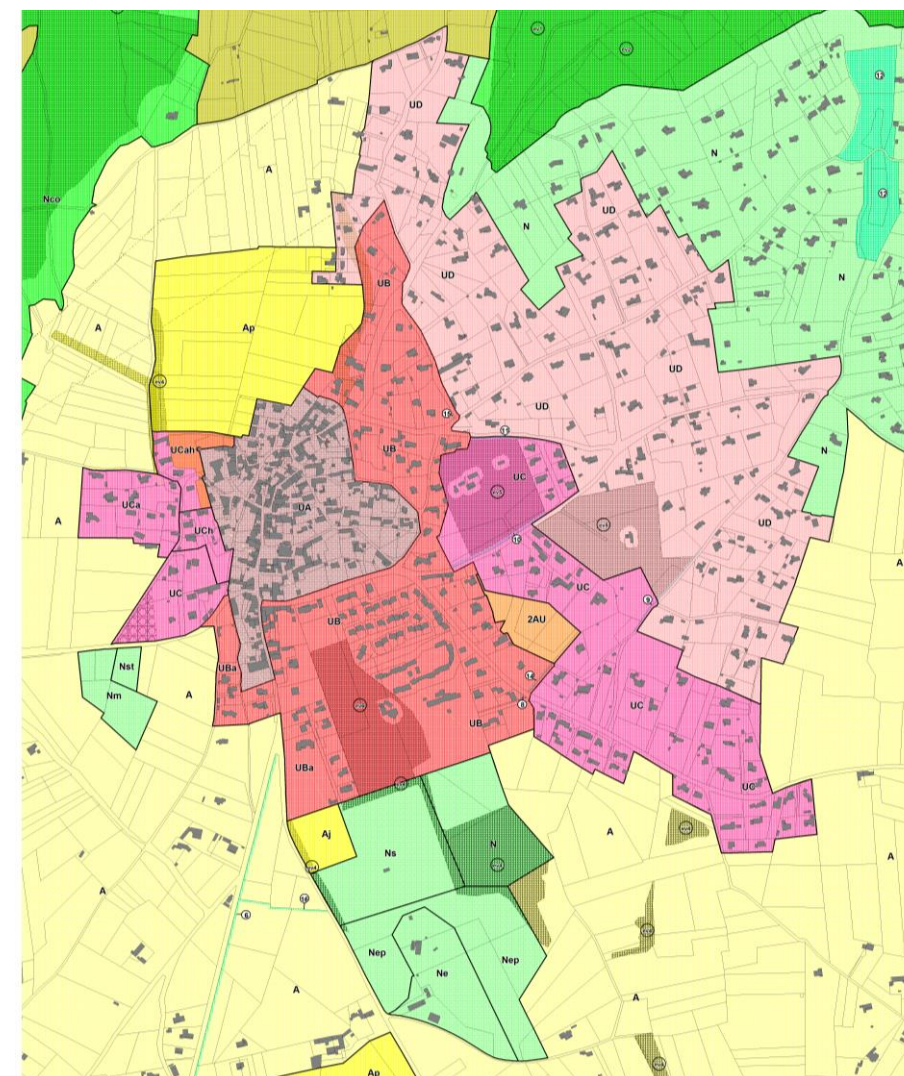


## Evolution du zonage entre le POS et le PLU sur les secteurs du village et de Coustellet

### Sur le village

L'évolution de l'enveloppe constructible entre le POS et le PLU s'est fondée sur plusieurs critères :

- la prise en compte de la zone rouge du PPRif au Nord a entraîné le déclassement de certaines parcelles classées en zone Nb du POS en zone N du PLU ;
- le secteur très peu dense et en manque d'équipements au Nord Est (NBa) a également été classé en zone N ;
- l'enveloppe bâtie a été prise en compte sur toute la partie Sud-Est et Nord-Ouest de l'enveloppe constructible, entraînant le déclassement de parcelles non bâties en zone agricole ;
- les zones 3NA font l'objet d'un classement en zone urbaine doublé d'une protection des espaces boisés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ;
- la prise en compte d'équipements et d'activités (cimetière, espace de loisirs, stationnement et carrière) a entraîné la création de sous-secteurs de la zone N, l'évolution y étant très encadrée.



### Sur Coustellet

On note peu de différences entre l'enveloppe du POS et celle du PLU. Les évolutions sont :

- La suppression de la zone 3NA, non bâtie et fortement soumise au risque inondation ;
- La restructuration de la partie Est du hameau. A surface constante par rapport au POS, les zones 1AU et 2AUe viendront étendre l'urbanisation en continuité immédiate de l'existant. Un secteur Ap au Sud, le long de la RD900, vient protéger la qualité paysagère de l'entrée du hameau offrant des vues notamment sur le village et les Monts de Vaucluse.





La qualité du cadre de vie n'a pas été occultée, bien au contraire. Les élus ont ainsi délimité de nombreux emplacements réservés au sein des deux pôles urbains afin de traiter notamment la question des déplacements doux et du stationnement. Les liens entre le village et Coustellet ont également été pensés, puisqu'un projet de liaison piétonne est prévu (ER 6). Un cheminement piéton est également prévu entre le hameau de Lise et Coustellet.

La préservation du cadre de vie passe également par la protection d'éléments boisés. Un certain nombre de haies, bosquets et massifs ont été identifiés, au sein de chaque pôle urbain, ainsi qu'au sein de la plaine agricole. Ils sont protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, la municipalité de Cabrières d'Avignon s'est attachée à mettre en place un tissu urbain cohérent et respectueux de l'environnement. Le reclassement des anciennes zones NB sous-équipées ou soumis à un risque feu de forêt maximal, permet de recentrer le développement de l'urbanisation à proximité du centre-village ou sur le hameau de Coustellet. La suppression de nombreuses zones NA permet aussi d'éviter la consommation excessive de terres agricoles et naturelles. La mise en place des zones urbaines permettra de développer en synergie le caractère bipolaire de la commune et de maintenir un bâti et une densité cohérente en leur sein.

*La délimitation des zones constructibles issue de l'élaboration du PLU présente donc une faible incidence sur l'environnement dans la mesure où la capacité de l'enveloppe constructible permet de répondre aux besoins futurs de la population de Cabrières d'Avignon. De plus, l'élaboration du PLU apporte même une plus value par rapport au document d'urbanisme antérieur dans la mesure où les zones urbaines existantes visent à renforcer la densification des zones urbaines du village et ainsi limiter la consommation des espaces agricoles et naturels. Enfin l'enveloppe constructible a été délimitée en lien avec le risque feu de forêt et le risque inondation.*

#### b) Le développement économique sur Cabrières d'Avignon

Le diagnostic tend à montrer que Cabrières d'Avignon possède un tissu commercial bien développé dû notamment au rôle de Coustellet, carrefour incontournable de vallée du Calavon. Les services divers jouent également un rôle important dans l'économie du village. Le village dispose également de quelques commerces mais connaît une forte concurrence de Coustellet, situé sur un axe routier très emprunté. De plus, Cabrières d'Avignon possède également quelques activités artisanales et industrielles sur son territoire communal.

Le PLU permet l'accueil, le développement et le maintien de différentes activités économiques sur le territoire communal.

Ainsi, au sein des zones urbaines et à urbaniser à vocation principale d'habitat, la mixité des fonctions est encouragée. Les activités sont permises à condition qu'elles n'apportent pas de nuisances (bruits, odeurs, poussières, ...) aux habitations. Le principe est de continuer à développer la mixité fonctionnelle qui existe sur les deux pôles urbains de la commune.

Trois secteurs situés en zone constructible sont toutefois propres à l'activité économique. Il s'agit de deux secteurs classés en zone UE. Le premier, situé sur Coustellet, est une entreprise

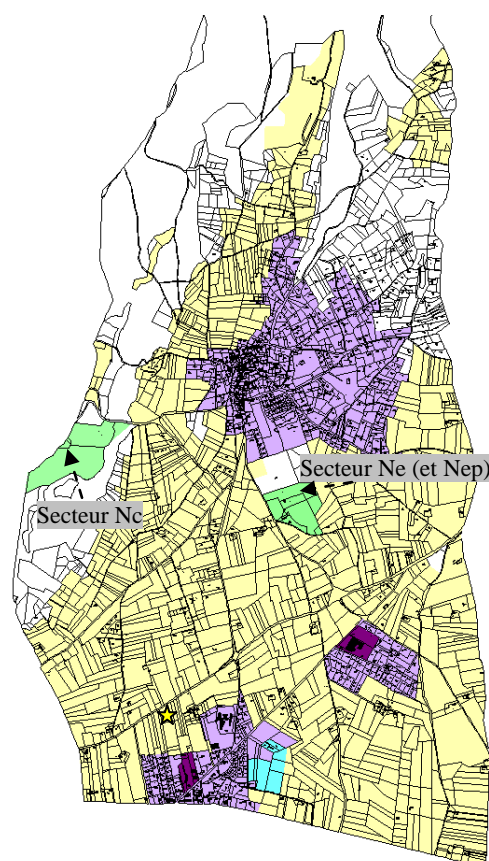
de matériaux de constructions. Le second situé sur le Quartier de Lise, est une activité de fabrication de produits cosmétiques. Ce classement en zone UE permet de pérenniser ces deux activités. Enfin, le troisième secteur, à l'Est du hameau de Coustellet, classé en zone 2AUe est voué à accueillir une zone artisanale intercommunale. Située en continuité immédiate du tissu urbain et proche des axes de communications majeurs, elle bénéficierait d'un emplacement idéal sans entraîner de mitage des espaces agricoles.

**La prise en compte et le développement des activités économiques sur Cabrières d'Avignon**

Plusieurs activités sont présentes en dehors des espaces urbanisés de Cabrières d'Avignon. Tout d'abord, la zone agricole (zone A) permet le développement et la pérennisation de l'activité. Ainsi, sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et l'extension limitée et les annexes des constructions à usage d'habitation existante.

Au sein de la zone N, deux secteurs font l'objet d'un règlement adapté. Il s'agit du secteur Nc correspondant à la carrière située sur l'ancienne Route de Lagnes, où seules sont autorisées les constructions et installations liées à l'activité de carrière. Le second secteur identifié est le secteur Ne (comprenant un sous-secteur Nep). Il s'agit d'une ancienne carrière où une procédure de remise en état du site est en cours. Actuellement, une activité de traitement de matériaux et de recyclage existe. Le but est de permettre la pérennité de cette activité.

Ainsi, outre ce qui est autorisé au sein de la zone N, sont également autorisées au sein du secteur Ne (sous conditions) les constructions, installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables les constructions et installations liées et nécessaires à l'activité de carrière et à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables. Le sous-secteur Nep rend possible (sous conditions) les installations et aménagements liés et nécessaires à l'activité de traitement de matériaux nobles et recyclables, ainsi que les serres agricoles.



- Les activités classées en zone UE
- Le projet de zone artisanale (zone 2AUe)
- La zone agricole
- Les activités économiques spécifiques de la zone naturelle
- L'identification de la SICA des Bories au titre de l'article L.151-11 du CU
- L'enveloppe constructible du PLU

Enfin, un bâtiment a été identifié au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme, permettant ainsi sont changement de destination. Il s'agit du local de la SICA des Bories. Au vu de la superficie du bâtiment et de sa position en pleine zone agricole, il est seulement permis son changement de destination en entrepôt.












### c) Le paysage

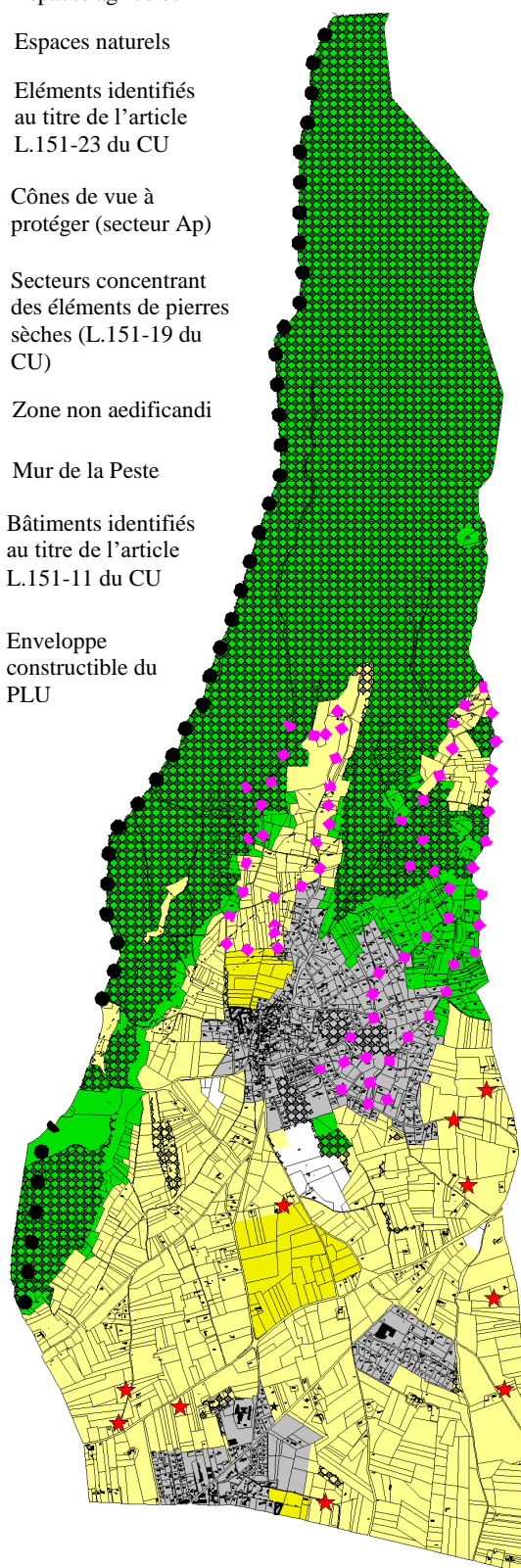
La commune de Cabrières d'Avignon possède un patrimoine naturel varié, de qualité : des espaces agricoles structurants au Sud, et un massif boisé sur la partie Est et Nord de la commune qui participe au découpage paysager du territoire.

La dynamique de croissance démographique n'est pas sans bousculer l'occupation du territoire communal et l'équilibre entre activités humaines et cadre environnemental. Face à ce constat, les élus souhaitent que la commune conserve une qualité de cadre de vie. C'est pourquoi les grands espaces du territoire doivent être préservés.

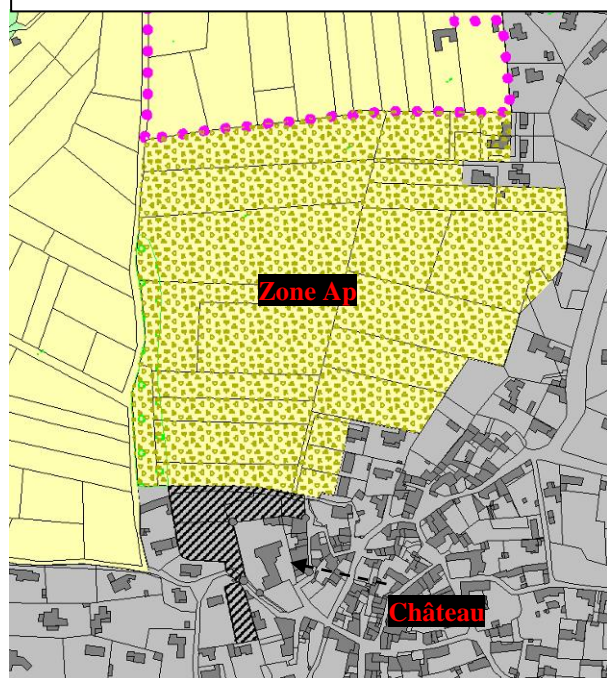
Les élus ont donc étendu la protection des espaces agricoles, par une réglementation et un zonage adaptés, et qui devra tenir compte obligatoirement de l'évolution de ces espaces.

### La protection des paysages sur Cabrières d'Avignon

-  Espaces agricoles
-  Espaces naturels
-  Eléments identifiés au titre de l'article L.151-23 du CU
-  Cônes de vue à protéger (secteur Ap)
-  Secteurs concentrant des éléments de pierres sèches (L.151-19 du CU)
-  Zone non aedificandi
-  Mur de la Peste
-  Bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-11 du CU
-  Enveloppe constructible du PLU



### La préservation de l'environnement immédiat du château



Ainsi, les grands espaces constitutifs du paysage communal ont été clairement identifiés à travers le PLU : Classement en zone N avec identification des boisements importants au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et le classement en zone A de la plaine agricole.

La protection des secteurs agricoles sensibles paysagèrement parlant se traduit pas la délimitation de secteurs Ap, interdisant toute nouvelle construction. Il s'agit :

- du secteur agricole central, entre le village et Coustellet, qui offre une réciprocity de vues (Monts de Vaucluse et village au Nord, Coustellet et Luberon au Sud) ;
- de l'entrée d'agglomération Est de Coustellet ;
- du secteur cultivé au Nord du château et du village, sensible en raison des vues sur le patrimoine bâti de Cabrières.

Les terrains non bâtis jouxtant le château à l'Ouest sont également préservés de toute construction par la mise en place d'une zone non aedificandi.

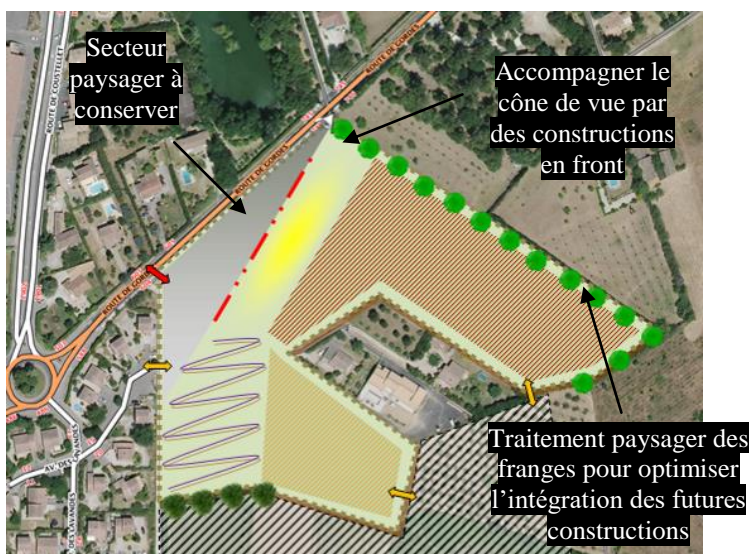
Le territoire communal dispose d'autres éléments constitutifs du patrimoine bâti que les élus souhaitent conserver. Il est notamment très présent sur la moitié Nord du territoire communal, où plusieurs éléments bâtis en pierre sèche sont recensés (cabanons, murs, ...). Des secteurs ont ainsi été délimités sur le plan de zonage, au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. ). La démolition et la récupération de leurs éléments constitutifs sont strictement interdites, y compris pour les propriétaires des parcelles sur lesquelles est érigé ce patrimoine. Chaque demande de permis de construire sera assortie de l'obligation de conserver, voire de restaurer à l'identique ce patrimoine.

Le Mur de la Peste, longeant la limite communale avec Lagnes, a également été identifié au titre de l'article L.151-19.

D'autres bâtiments remarquables ont fait l'objet d'une identification au titre de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme. Disséminés au sein des espaces agricoles, ils ont ainsi la possibilité de changer de destination, pour devenir des logements. Cet outil leur permet ainsi d'être pérennisés, de pouvoir retrouver une vocation et ainsi être entretenus.

Enfin, l'OAP sur le hameau de Coustellet introduit différentes prescriptions en faveur de la préservation des paysages.

#### Les mesures de protection paysagère au sein du schéma d'aménagement de la zone 1AU









*Toutes ces règles visent à mettre en valeur et à préserver les vues sur la silhouette du village ainsi que les éléments naturels et bâtis. On favorise ainsi une meilleure intégration des constructions dans leur environnement tout en préservant le caractère villageois: les incidences sur l'environnement sont donc faibles.*

## V.1.2 – Infrastructure et équipements

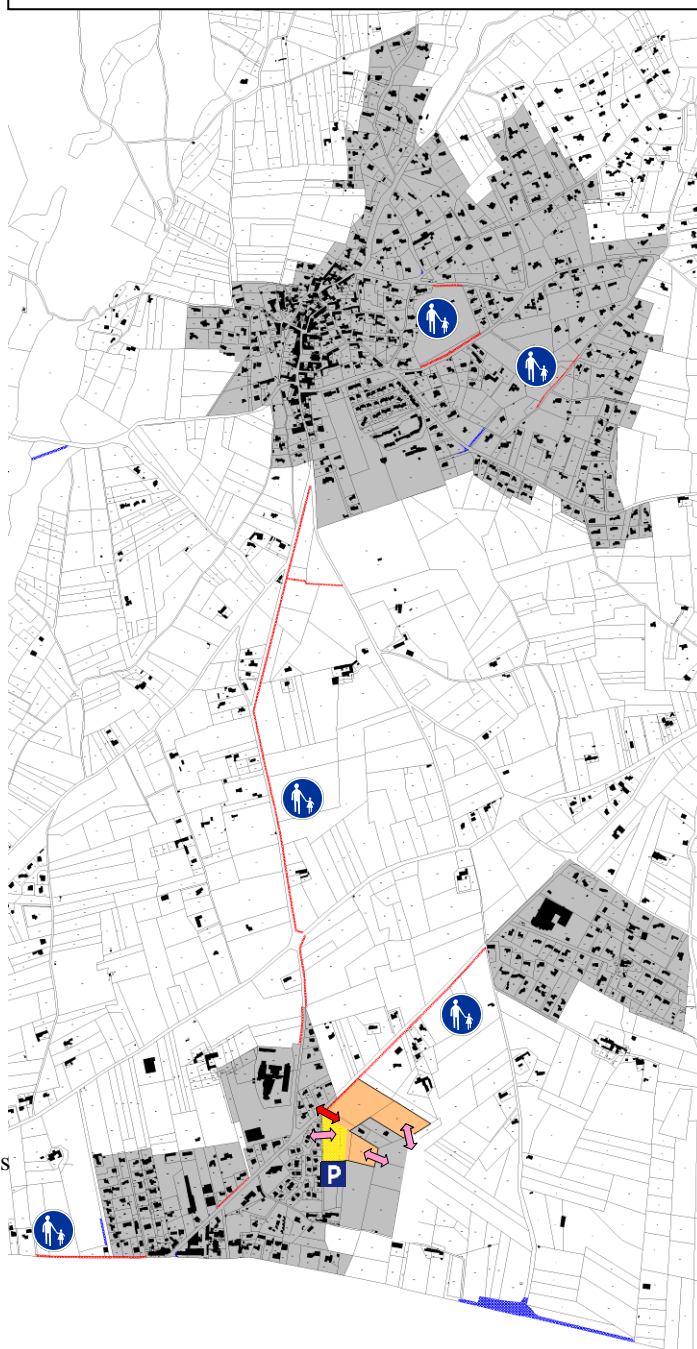
### a) Les déplacements

La municipalité de Cabrières d'Avignon souhaite prendre en compte la problématique des déplacements dans le développement de la commune, notamment la question de l'accessibilité et des déplacements doux entre les différents pôles urbains. Ainsi, le développement urbain nécessitera une adaptation et un développement de la trame viaire, en sécurisant les voies, améliorant le maillage et limitant les impasses.

Pour cela, les orientations d'aménagement et de programmation fixent des principes concernant la desserte du secteur à enjeux sur Coustellet (IAU) avec les zones urbaines existantes et futures afin de créer une cohérence et d'optimiser le maillage de ces secteurs.

-  ER cheminements doux
-  ER aménagement voirie/route
-  ER stationnement
-  Accès principal de l'OAP
-  Connexions possibles aux autres secteurs urbanisés
-  Enveloppe constructible PLU

### La mise en place d'une véritable politique des déplacements





Des règles concernant les accès sont également introduites dans le règlement afin de prendre en compte cette problématique de la desserte et des accès dans le PLU. L'objectif de toutes ces règles est d'anticiper l'arrivée d'une nouvelle population sur les secteurs urbanisés et donc, de prévoir un réseau viaire de capacité et de largeur suffisantes (ER n°3, 8, 14, 15 et 17), et de développer les modes de déplacement doux avec la création de voies piétonnes notamment (ER n°2, 4, 5, 6, 9, 10, 11 et 16).

La problématique du stationnement est également prise en compte dans les projets de la commune avec la création d'un emplacement réservé sur Coustellet (ER n°13) au sein de la zone 1AU.

*Ces mesures permettront de répondre aux besoins de la population en intégrant la problématique du stationnement notamment dans les futurs projets du centre du village. Malgré l'augmentation de la population et donc, par conséquent, des déplacements motorisés, ces dispositions permettent de limiter les nuisances et les incidences sur l'environnement à travers la prise en compte des problématiques de stationnement et de liaisons douces.*

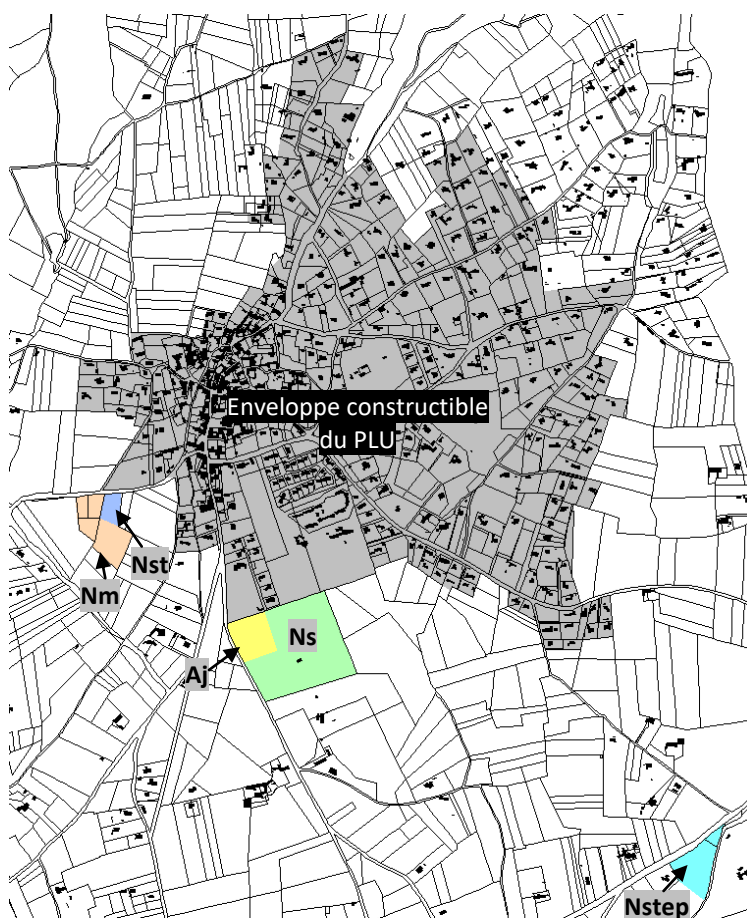
#### b) Les équipements publics

Le développement démographique acceptable pour le territoire communal a été fixé en accord avec les capacités des équipements publics existants (écoles, équipements sportifs et de loisirs,...). Les perspectives de développement actuelles évitent donc la saturation des équipements communaux.

Pour assurer le bon fonctionnement du cimetière, d'une aire de stationnement et de la STEP, ainsi que de l'espace de sports et de loisirs, les élus ont souhaités créer des STECAL particuliers. Il s'agit de prendre en compte des équipements existants et de créer un espace de jardins familiaux en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie du village.

Le secteur Aj, correspondant aux jardins familiaux, n'autorise que les constructions, les aménagements et les équipements nécessaires aux activités de

#### **La prise en compte des équipements sur Cabrières d'Avignon**



jardins familiaux et les équipements d'intérêt collectif qui ne remettent pas en cause la vocation de la zone. L'emprise au sol est limitée à 30 m<sup>2</sup>, pour permettre notamment la réalisation de cabanons.

Les secteurs Nm (cimetière) et Ns (espace de sports et de loisirs) autorisent seulement les constructions et installations liées à leur vocation à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 5% de la superficie du terrain à la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nst, seules sont autorisées les installations et aménagements liés à l'utilisation et au fonctionnement des espaces de stationnement à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 20 m<sup>2</sup> à la date d'approbation du PLU.

Dans le secteur Nstep, seules sont autorisées les constructions et installations liées au fonctionnement de la station d'épuration à condition que l'emprise au sol créée n'excède pas 10% de la superficie de la zone.

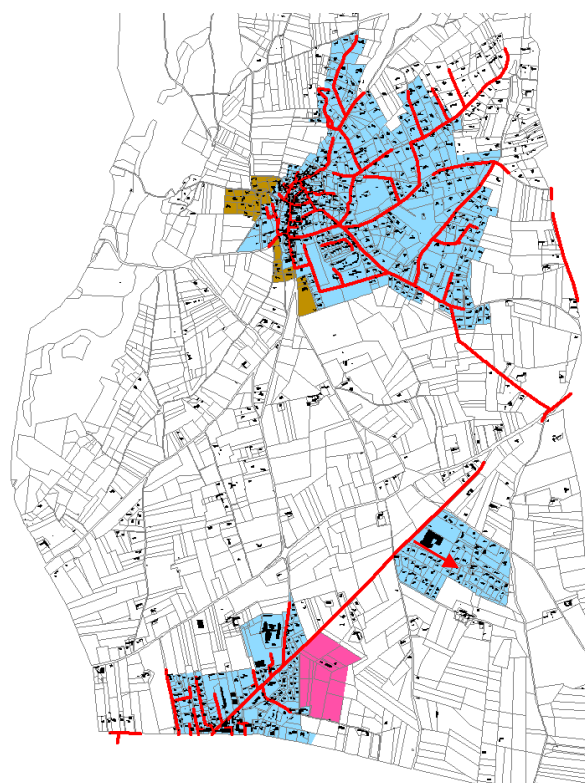
### c) L'assainissement communal

Les eaux usées collectées sur la commune de Cabrières d'Avignon sont dirigées vers la station d'épuration située sur le territoire de la commune. La station d'épuration, en fonctionnement depuis 1992, possède une capacité de 1 600 équivalents habitant (EH). Les effluents d'une partie de la commune sont également traités sur la station d'épuration intercommunale du Coustellet dimensionnée pour 3200 EH.

La commune dispose d'un réseau de collecte des eaux usées de type séparatif qui dessert l'agglomération et les principales zones d'habitat périphériques. Une grande partie des zones urbanisées et l'ensemble des zones à urbaniser sont desservies, sauf les secteurs UBa et UCa sur la partie Ouest du village en assainissement autonome. Dans ces secteurs, toutes les eaux usées doivent être dirigées par des canalisations souterraines sur des dispositifs de traitement non collectifs conformément aux règles sanitaires en vigueur.

Dans le reste des zones urbaines et à urbaniser, toute construction ou installation nouvelle doit évacuer ses eaux usées par des canalisations souterraines raccordées au réseau collectif d'assainissement.

### Le traitement des eaux usées sur Cabrières d'Avignon



- Secteurs d'assainissement collectif
- Secteurs d'assainissement collectif futur
- Secteurs d'assainissement autonome
- Enveloppe constructible du PLU
- Réseau d'assainissement
- Réseau d'assainissement en cours (quartier de Lise)

La volonté des élus est de parvenir à assurer un développement urbain, en cohérence avec l'ensemble des réseaux, afin de limiter les coûts d'équipements pour la collectivité, tout en favorisant une urbanisation au sein des zones urbaines existantes.

Une mise à jour du schéma directeur d'assainissement et la réalisation du zonage d'assainissement de la commune ont été réalisées conjointement avec l'élaboration du PLU.

Concernant la station d'épuration localisée sur la commune, celle-ci reçoit les effluents du village, ainsi que ceux du hameau des Imberts sur la commune de Gordes. La STEP atteint aujourd'hui sa capacité limite (1260 EH en charge entrante). En effet, celle-ci est dimensionnée pour recevoir une charge de 1 600 EH. Compte tenu des perspectives envisagée par la commune de Cabrières d'Avignon au niveau du village (+100EH environ) et ceux de Gordes au niveau des Imberts (+300EH), des travaux sur la STEP sont nécessaires. Ceux-ci devraient être engagés entre la mi 2019 et fin 2020. Ces travaux permettront ainsi d'augmenter significativement la capacité nominale de la station à 2250EH, améliorant ainsi ses capacités épuratoires, organique et hydraulique (garantissant l'absence d'impact sur le milieu naturel de la Sénancole, milieu récepteur).

Concernant la station d'épuration de Maubec recevant les effluents de Coustellet, celle-ci est dimensionnée pour 3200 EH. D'après le schéma directeur d'assainissement, la station d'épuration reçoit aujourd'hui environ 530 EH sur les 1 095 EH réservés pour Cabrières. Il a été estimé à 400EH le développement de l'urbanisation future sur le secteur de Coustellet (Cabrières). Ainsi, l'augmentation des effluents sera acceptée sans problème par la STEP.

*La station d'épuration des Imberts possède une capacité de 1600 Équivalents Habitants (EH), et la capacité actuelle de traitement ainsi que les travaux envisagés laissent la possibilité d'accueillir de nouvelles populations d'ici les 10 prochaines années. Il en est de même au niveau de Coustellet. De manière générale, nous pouvons ainsi affirmer que l'ensemble des effluents nouveaux sur le territoire communal pourront être traités de manière satisfaisante.*

#### d) L'eau potable

La commune de Cabrières d'Avignon est desservie par un réseau d'eau potable géré par le Syndicat Durance Ventoux. Les principales sources sont situées sur les communes de Cavaillon et Cheval Blanc. Le réseau syndical est divisé en deux services maillés afin d'assurer un secours mutuel. Le captage de Cheval-Blanc permet de desservir les communes du Haut Service quant au Bas Service, il est alimenté par les deux autres captages de Cavaillon.

Cabrières d'Avignon fait partie des communes du Haut-Service.

En 2017, la production des stations de pompage est quasi stable (-0,4%). Elle s'élève à 10 638 342 m<sup>3</sup> en 2017 contre 10 676 378 m<sup>3</sup> en 2016. Les captages des Iscles, situé sur la commune de Cheval Blanc, alimente la commune de Cabrières d'Avignon en eau potable, et dessert au total 21 communes et plus de 30.000 habitants.

Le captage des Iscles, dispose d'une capacité de production de l'ordre de 20 000 m<sup>3</sup>/j, soit une ressource annuelle mobilisable de l'ordre de 7 300 000 m<sup>3</sup>/an. En 2017, 5 102 472 m<sup>3</sup> ont été produits (-0.2% par rapport à 2016 et stable depuis 2013), soit 70% de la ressource annuelle mobilisable.



La ressource au sein des différents captages n'est donc pas sous pression et bénéficie d'une marge de consommation relativement importante.

En 2017, le nombre d'abonnés sur la commune était de 1090, pour une consommation globale de 253792 m<sup>3</sup> (estimation moyenne de 193 m<sup>3</sup>/abonné). On estime que d'ici une dizaine d'années le nombre d'habitants supplémentaires sera de +200 habitants (300 abonnés environ) soit une consommation annuelle supplémentaire moyenne d'environ + 58 000 m<sup>3</sup> liée à l'accueil de la nouvelle population (soit +1.1% de la production du captage des Iscles en 2017).

A noter qu'il n'existe pas de captage public d'eau potable, ni de périmètres de protection sur la commune de Cabrières d'Avignon.

Par ailleurs, les derniers résultats de l'ARS (Agence Régionale de Santé), font état d'une eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés. En effet, les paramètres microbiologiques, azotes, photophores, oligo-éléments, etc., sont conformes aux références de qualité.

Concernant la possibilité d'utiliser une ressource privée (captage, forage, puits, ...) dans les zones A et N, il est rappelé que cette installation doit être conforme à la réglementation en vigueur et devra faire l'objet d'un dossier de déclaration auprès de la mairie, ou d'un dossier d'autorisation préfectorale. Cependant, conformément à l'article 14 du règlement sanitaire départemental du Vaucluse, lorsque la parcelle est desservie par le réseau public d'eau potable, le raccordement doit être rendu obligatoire.

Afin de prendre en compte la problématique de l'eau, le règlement prévoit que dans les zones urbaines et à urbaniser ainsi qu'au niveau des STECAL, toute construction ou installation doit être desservie par une conduite publique de distribution d'eau potable de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau public d'adduction d'eau.

*La problématique des ressources en eau potable a été prise en compte par la commune. Celles-ci sont suffisantes pour accueillir les nouveaux habitants de Cabrières d'Avignon pour les 10 prochaines années.*

#### e) Les communications numériques

Afin de prendre en compte le développement des communications numériques sur le territoire communal, les élus ont souhaité intégrer une disposition dans leur règlement allant vers une meilleure prise en compte de la fibre optique pour les constructions nouvelles. En effet, il s'agit de favoriser le déploiement des réseaux de communications numériques.

Pour cela, le règlement précise dans toutes les zones urbaines que : toute nouvelle construction à usage d'habitation ou d'activités doit intégrer les équipements et/ou aménagements (fourreaux, boîtiers, ...) permettant un raccordement à la fibre optique.

*Les communications numériques sont donc prises en compte par le PLU*

#### f) Les consommations d'énergie

Au sein du département de Vaucluse, le résidentiel et le tertiaire sont les principaux postes consommateurs d'énergie. Les déplacements et l'agriculture sont également bien représentés.

A Cabrières d'Avignon, le résidentiel et les transports participent également à cette consommation d'énergie.

L'objectif de la commune est donc d'agir sur ces différents postes afin de favoriser une limitation des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. En effet, l'augmentation de la population prévue par le PLU va engendrer automatiquement des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires. Il est donc important de limiter cela.

Nous avons vu dans la partie I du rapport de présentation que la commune de Cabrières d'Avignon comptait en 2012, 770 ménages, soit des rejets s'élevant à 11 935 000 kg de CO2 par an.

Le souhait des élus pour les années à venir serait d'accueillir environ 200 nouveaux habitants, soit 90 ménages environ. Nous pouvons donc calculer ainsi, de manière générale, les émissions supplémentaires qui seront induites, dans le domaine des déplacements, par l'arrivée de ces nouveaux ménages :

- 110 véhicules supplémentaires ;
- Soit environ 1 129 140 km parcourus chaque année ;
- Soit plus de 347 000 kg d'émission de CO2 supplémentaires (+11,7%).

Cependant, il convient de noter que les émissions de gaz à effet de serre seront bien moins importantes que celles qui auraient pu être générées avec le maintien des règles d'urbanisme du précédent document d'urbanisme. En effet, l'urbanisation se concentre principalement au sein des pôles urbains (commerces, services, etc.) existants et en continuité immédiate du tissu bâti existant, et avec une certaine densification. L'enjeu pour la commune de Cabrières d'Avignon consiste donc à compenser ces nouvelles consommations d'énergie et émission de CO2 par des mesures et par un projet de développement adapté à la situation.

#### Les mesures prises dans le PLU

Tout d'abord, pour compenser cette hausse de population qui engendrera des besoins et des consommations supplémentaires dans le domaine des transports, la commune a choisi de développer l'offre en stationnement. Elle a également prévu, parallèlement à cela, d'organiser les déplacements internes des zones urbaines par la mise en place d'emplacements réservés à la création ou l'agrandissement de voirie, mais aussi aux déplacements externes par la création de plusieurs liaisons piétonnes notamment entre le village et Coustellet. La zone à urbaniser est largement concernée par ces mesures, puisqu'il s'agit d'un secteur actuellement non construits et localisés en continuité du hameau de Coustellet. Il y a donc des enjeux forts en terme de desserte et de liaisons piétonnes que la commune a pris en compte.

La limitation des déplacements passe également par une densification des secteurs déjà urbanisés en assurant un effet de densification à mesure que l'on s'approche du centre. L'objectif est donc de recentrer l'urbanisation autour du centre du village et du hameau de Coustellet. Pour cela, les orientations d'aménagement permettent d'organiser durablement le territoire en s'appuyant sur la diversité des formes d'habitat et donc sur la densité. Ainsi cette

diversité des formes d'habitat permet de développer un habitat plus compact, ce qui permet de réduire les impacts liés à la consommation des espaces naturels et agricoles, mais aussi aux impacts liés aux émissions de gaz à effet de serre.

Enfin, le règlement du PLU n'interdit pas l'utilisation des énergies renouvelables sur la commune, en s'attachant toutefois à ce que cela se réalise dans le respect de l'intérêt patrimonial du territoire.

*La hausse de la population d'ici à 10 ans engendrera automatiquement des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires, ce qui, à terme, pourrait avoir des incidences négatives sur l'environnement.*

*Cependant, pour anticiper cela, les émissions de gaz à effet de serre, qui sont parmi les plus importantes dans le domaine des transports, sont prises en compte à travers l'organisation des déplacements au sein et entre les deux pôles urbains de la commune. Cette dernière essaie ainsi de limiter les incidences négatives que pourrait avoir cette hausse de population sur l'environnement.*

*En outre, notons que la situation a été améliorée en comparaison des règles d'urbanisme applicables dans le précédent document d'urbanisme. Les décisions prises par la municipalité dans la réorganisation des zones constructibles et du sens du développement urbain, dans les mesures réglementaires et celles prises en faveur de l'environnement permettront ainsi de rejeter moins de gaz à effet de serre par ménage qu'avec le POS actuellement en vigueur.*

### **V.1.3 – Incidences sur l'environnement communal**

#### **a) Cadre méthodologique**

Dans le cadre du P.L.U., les élus ont souhaité identifier des milieux naturels aptes à favoriser la fonctionnalité du territoire communal et essentiels au maintien de la biodiversité. Pour ce faire, un cadre méthodologique strict a été mis en place afin de dégager les enjeux écologiques du territoire, via notamment le croisement des données disponibles.

Ainsi, dans un premier temps, est identifié et étudié la situation des zones d'inventaire et de protection déjà présentes sur le territoire afin de situer les premières zones où des enjeux écologiques ont déjà été soulevés. La situation et les données des zones sont ensuite confrontées à une première photo interprétation afin d'estimer l'état des milieux les composants, notamment :

- Si les milieux présents sont susceptibles de présenter les caractéristiques des milieux ayant justifié le classement de la zone (pelouses sèches, ripisylves, zones rocailleuses, etc.).
- Estimer l'occupation des sols actuelle au sein de la zone d'inventaire ou de protection : état de l'urbanisation, zones agricoles intensifs ou extensifs, état des boisements, etc.).

Cette première analyse permet de déterminer les zones où les enjeux sont plus importants et si des connections entre les zones d'inventaires sont possibles.



Une seconde photo-interprétation est ensuite menée à l'échelle du territoire dans le but d'identifier des secteurs, hors zones de protection ou d'inventaires, susceptibles de présenter un intérêt particulier pour l'écologie communale, notamment en constituant un réservoir de biodiversité à l'échelle communale. Pour cette identification de ces zones d'intérêt, plusieurs critères sont retenus, notamment :

- La diversité des milieux que présente l'ensemble identifié ;
- La présence ou non de zones humides, mares, ou autres éléments ponctuels ou sensibles (garrigues, pelouse sèches, marais, etc.);
- Pour les zones agricoles, la présence ou non d'un réseau de haies bocagères ;
- La superficie des boisements ;
- La situation de l'ensemble identifié vis-à-vis des zones urbaines ou des zones de protection et d'inventaire identifié ;
- La distance et les milieux entre chaque ensemble d'intérêt ;
- La situation géographique et topographique de l'ensemble ;
- etc.

Cette seconde analyse permet de dégager de potentiels réservoirs à l'échelle de la commune, en complément des zones de protection ou d'inventaire déjà répertoriées. Elle permet également d'estimer les potentiels liens qui peuvent s'opérer entre ces ensembles via une la présence d'éléments naturels ponctuels ou la composition même des milieux interstitiels susceptibles d'agir sur leur perméabilité, c'est-à-dire la facilité avec laquelle la faune peut traverser une zone. Beaucoup d'éléments rentrent alors en compte : distances entre les ensembles, occupation du sol des milieux interstitiels, présence d'obstacles, etc.

Vient ensuite la prise en compte des documents supra-communaux ou complémentaires (comme le S.Co.T., le S.R.C.E.), etc, pour assurer que les ensembles et continuités repérés sont cohérentes avec des ceux repérés par ces documents et éventuellement compléter l'étude par leurs données.

Ces données sont ensuite confrontées aux résultats d'inventaire communaux, via notamment l'analyse de la base de données Silene et de la LPO PACA, afin de déterminer les espèces à enjeux présentes sur le territoire, hors espèces relevées par les Z.N.I.E.F.F. ou les zones Natura 2000, les milieux d'intérêts pour ces espèces (ont-ils bien été pris en compte ?) et les menaces potentielles qui peut faire peser le P.L.U. sur ces espèces.

A la suite de ces trois analyses, une carte schématique des enjeux est réalisée afin de hiérarchiser les enjeux des ensembles repérés et d'envisager les outils nécessaires à leur protection. Le P.L.U. peut alors estimer :

- Les zones à forts enjeux où des protections renforcées sont nécessaires (zones **Nco** et **Aco** inconstructibles, trame E.B.C., etc.)
- Les zones naturelles plus « banales » où des protections plus simples suffisent (zone **A** et **N** classique).

La dernière étape consiste en un passage sur le terrain, permettant, via des relevés floristiques, faunistiques et des recherches de traces si les enjeux préalablement identifiés trouvent une réalité pratique (une zone naturelle peut présenter, en théorie, des très forts enjeux

écologiques mais en pratique, être assez peu riches (espèces végétales banales, peu de faunes à enjeux, etc.) ou peu usité par la faune).

Grâce à ces analyses, le P.L.U. peut alors mettre en place les outils nécessaires à la protection, la valorisation ou la restauration des milieux naturels, corridors et réservoirs écologiques.

### **Limites et difficultés potentielles :**

Comme toute chose, cette méthodologie a des limites et peut rencontrer certaines difficultés. Parmi les limites les plus fréquentes on compte :

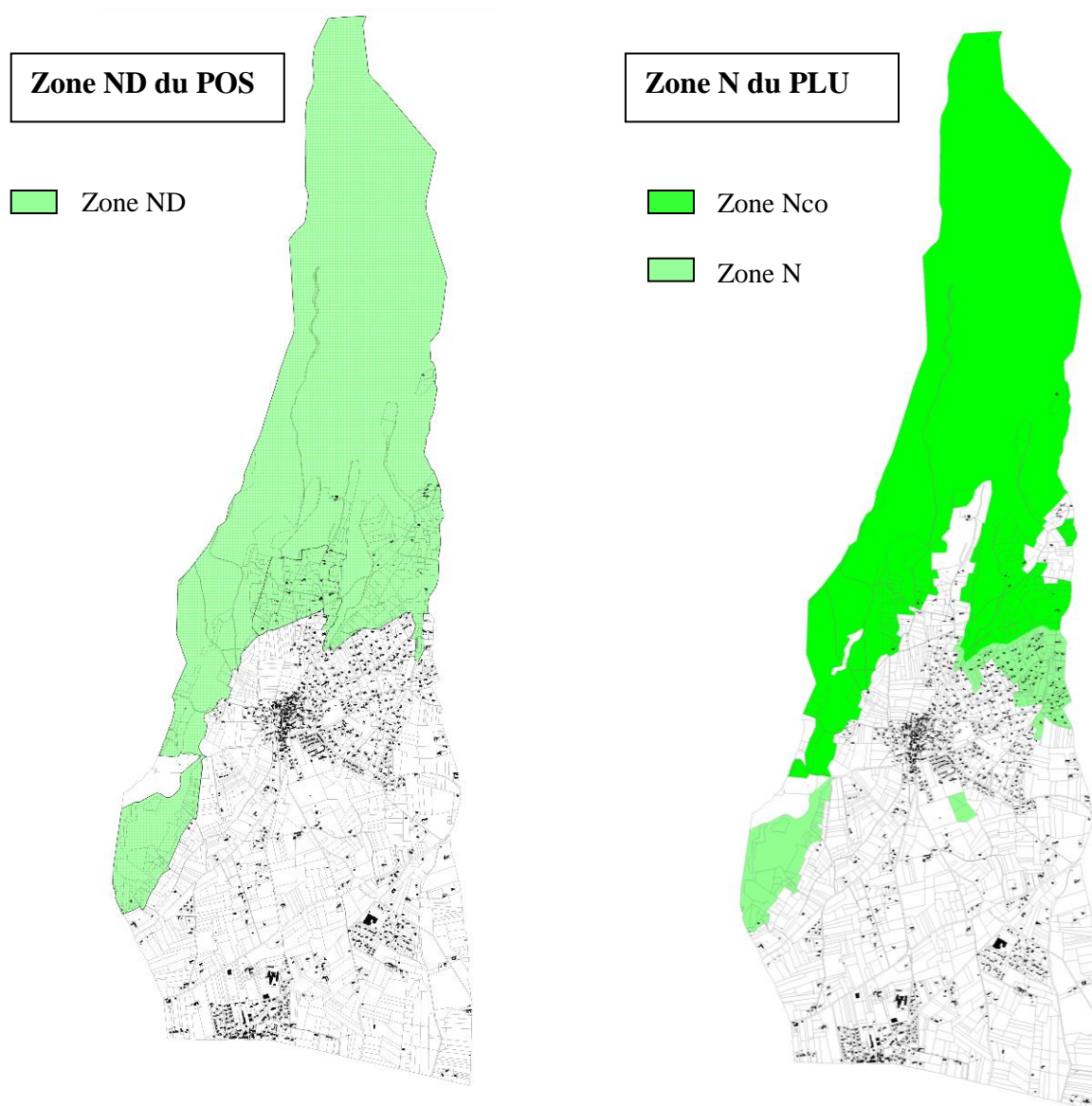
- La non exhaustivité des bases de données floristiques et faunistiques. D'une manière générale, les bases naturalistes ne sont pas inépuisables, certains taxons peuvent, en fonction des communes et des experts la prospectant, être moins renseignée que d'autres. A titre d'exemple, l'avifaune est, en règle générale, une des catégories les plus complètes des bases communales, du fait de l'abondance d'experts en la matière et des nombreuses zones de protection dédiée aux oiseaux (Z.P.S. par exemple). A l'inverse, l'ichtyofaune est généralement absente, tout comme les données sur les mycètes ou les bryophytes.
- Le statut biologique des espèces relevées (reproduction, chasse, etc.) est en général difficile à déterminer.
- Des erreurs d'interprétations des photos aériennes sont possibles mais peuvent être rectifiées grâce aux données de terrains.
- L'estimation de la perméabilité d'un milieu dépend de l'espèce concernée. Ainsi, un hérisson, un triton palmé et un cerf n'ont pas les mêmes capacités de mouvement et de franchissement des obstacles. L'estimation pour la faune en général est donc basée sur des données globales ne prenant pas toujours en compte les spécificités de chaque espèce.

Parmi les difficultés fréquentes :

- L'identification des espèces ou des milieux, sur le terrain ou via les plateformes participatives tels que la base de la LPO PACA, peut parfois poser problème, voir être source d'erreur.
- L'obsolescence des données peut parfois poser problème.

#### **b) Identification, protection et incidences sur les milieux naturels**

La commune de Cabrières d'Avignon est surtout marquée par la présence du massif boisé des Monts de Vaucluse, qui compose en grande majorité la moitié nord du territoire communal.



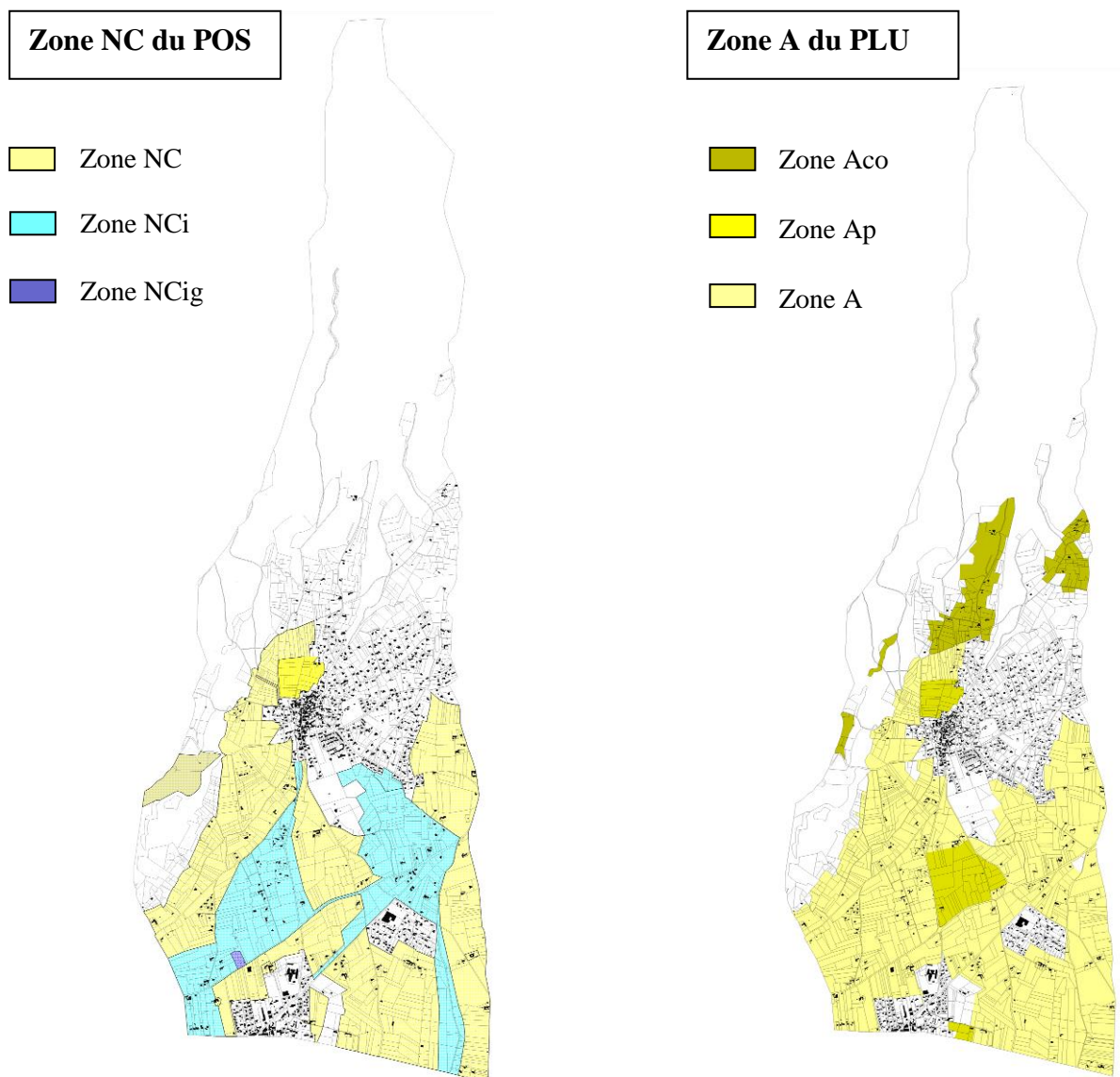
Malgré que l'urbanisation ait grignoté une partie du massif, notamment au Nord du village, il reste cependant très bien représenté. Il est le seul réservoir de biodiversité identifié au SRCE sur la commune et est couverte par deux ZNIEFF de type I (n°84-129-118, « Combes occidentales des Monts de Vaucluse, de la Sénancole au Grand Marignon » et n°84-129-119, « Combes méridionales des Monts de Vaucluse, de la Sénancole au Grand Marignon »), une ZNIEFF de type II (n°84-129-100, « Monts de Vaucluse ») et deux zones Natura 2000 sur une infime partie au Nord-Est (ZPS « Massif du Petit Luberon » et ZSC « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse »).

Il constitue ainsi un espace naturel de grande qualité, essentielle dans l'écologie communale. Dans le PLU, cet ensemble boisé fait l'objet d'un classement en zone **Nco**, au sein de laquelle toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation est interdite.

Sont classés en zone **N** « classique », les espaces naturels ne présentant pas d'intérêt écologique majeur ainsi que le secteur urbanisé au Nord-Est du village, où l'urbanisation doit être stoppée pour des raisons liées au risque feu de forêt (zone rouge du PPRif) et des raisons d'insuffisance de la desserte en équipements (voies étroites, absence de réseau d'assainissement, ...).



Un travail fin de délimitation des espaces agricoles et naturels a été effectué ce qui explique les différences entre la zone naturelle du POS (zone ND) et celle du PLU (zone N et Nco).

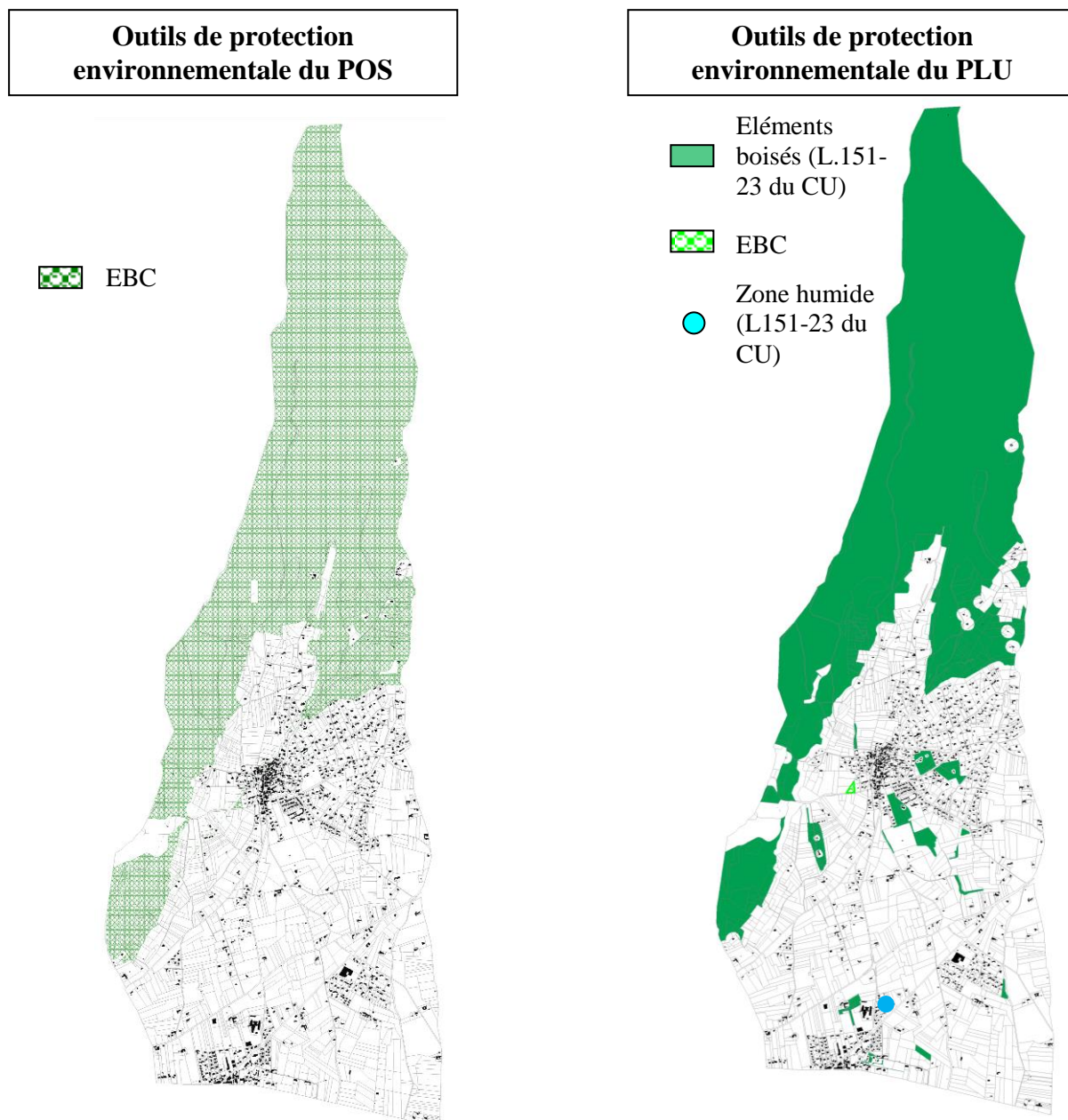


La zone agricole peut également jouer un rôle écologique important, dans les phases de déplacement, de chasse voire de nidification pour certaines espèces.

Ainsi, à l'instar de la zone naturelle, des espaces cultivés enclavés au sein du massif des Mont de Vaucluse, ont été classés en zone **Aco** interdisant toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation.

Les espaces cultivés sur la moitié Sud du territoire communal ont un intérêt écologique moindre et sont ainsi classés en zone **A** « classique ». On note néanmoins la création de deux secteurs **Ap**, où toute nouvelle construction est interdite pour des raisons paysagères.

Ainsi, au même titre que la zone naturelle, la zone agricole est un espace de protection, où la constructibilité est limitée au développement d'exploitation agricole, à la création d'équipements publics ne générant pas une remise en cause du caractère de la zone et aux extensions et annexes des constructions à usage d'habitation.



Des outils complémentaires sont utilisés afin de préserver divers éléments boisés ou aquatiques sur le territoire communal. Ainsi, l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme a permis d'identifier plusieurs éléments boisés, que ce soit le Massif des Monts de Vaucluse (EV 2), la forêt de cèdres (EV 1) ou encore divers haies et boisements dispersés au sein de la zone agricole (EV 4).

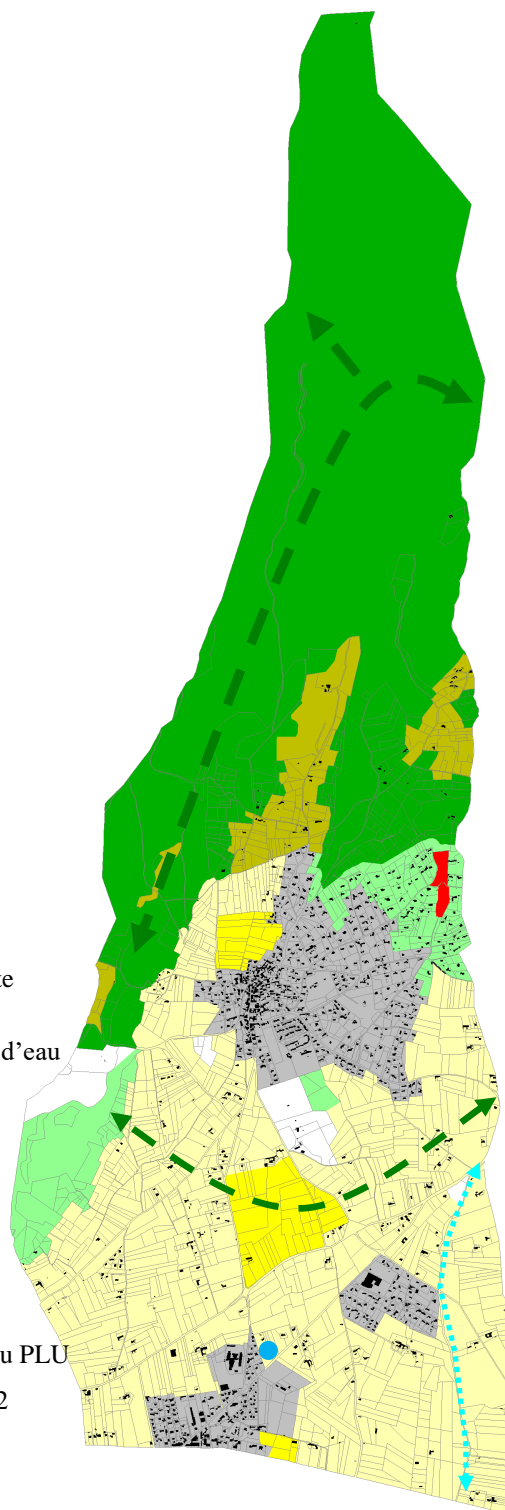
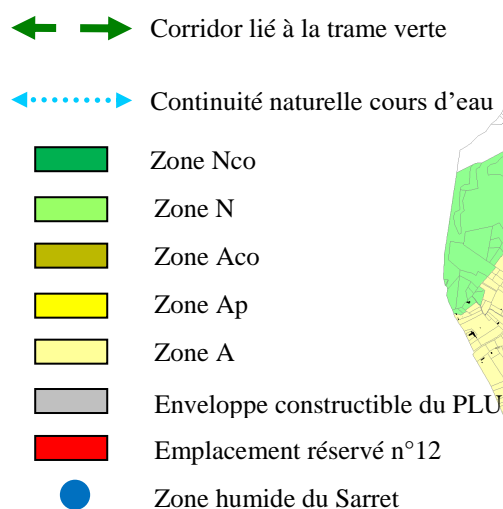
Outre le fait que ces outils peuvent préserver des éléments paysagers, ils jouent également un rôle de protection d'éléments naturels pouvant avoir un rôle écologique non négligeable. Les haies et bosquets situés en zone agricole peuvent être des zones de repos ou de nidification pour un certain nombre d'espèces, telles que les chiroptères.

### La prise en compte de la trame verte et bleue dans le PLU

La délimitation des espaces boisés identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme a été affinée par rapport aux EBC du POS. En effet, des espaces cultivés (oliviers notamment) enclavés au sein du massif des Monts de Vaucluse, n'ont pas été pris en compte afin de ne pas bloquer leur évolution.

La Sénancole et l'ensemble des cours d'eau et canaux sont également préservés dans le règlement, les constructions devant être implantées à au moins 4 mètres de la limite du domaine public ou des berges.

Enfin, une zone humide au Nord du hameau de Coustellet a également été protégée. Il s'agit de la mare située au Petit Sarret. Proche de milieux agricoles, cette mare offre un habitat idéal pour les espèces d'amphibiens, notamment en réduisant les déplacements entre le lieu d'hibernation, de reproduction, de chasse et de quartiers d'été.



On notera que ce milieu se situe dans un espace très fragmenté de part les nombreux aménagements urbains qui l'entourent. Néanmoins, la partie Nord se situe en continuité d'un espace agricole ouvert, impacté par le risque inondation, limitant fortement les possibilités de constructions et d'aménagement, et donc d'enclavement du milieu (maintien de relations fonctionnelles avec les milieux naturels environnants). Ainsi, les travaux de nature à porter



atteintes et dommageables à cette zone humide sont proscrits. La destruction du milieu est interdite. Ainsi, les déblais et remblais de ces espaces sont interdits.

Concernant l'ER n°12 destiné à créer un bassin de rétention afin de notamment maîtriser les eaux du ruisseau des Estelles, celui-ci se situe au sein d'un espace bâti (hors espaces naturels majeurs du territoire). Néanmoins, afin de limiter les effets de rupture sur les continuités écologiques secondaires, le règlement précise à l'article 13 de la zone N que le caractère boisé au sein de l'ER12 devra être maintenu. Ainsi tout défrichement et déboisement est interdit. Pour rappel, cet ER existait déjà dans le précédent document d'urbanisme.

Ces mesures d'identification et de protection sont en faveur de la biodiversité communale et vise particulièrement à prendre en compte la trame verte et bleue sur le territoire communal, notamment via la protection de réservoir de biodiversité et des continuités écologiques.

Le Massif des Monts de Vaucluse joue un rôle structurant dans la trame verte et bleue de Cabrières d'Avignon, notamment par son rôle de réservoir de biodiversité et crée une continuité écologique d'ordre régional, puisqu'il s'étale sur tout le massif, englobant toute la partie Est du département de Vaucluse. Le classement de ce secteur en zone Aco et Nco s'explique donc par la volonté des élus de préserver cet espace.

Ensuite, l'espace agricole situé entre Coustellet et le village, joue également un rôle de transition et de déplacements non négligeable. Il y a d'ailleurs plusieurs haies et bosquets au sein de cet espace qui ont été identifiés afin de les protéger. Le zonage agricole A et Ap limite également la constructibilité, permettant ainsi de protéger les déplacements d'espèces sur la zone.

Dans une moindre mesure, la Sénancole et les autres cours d'eau et canaux peuvent jouer un rôle de continuité, dans la mesure où il s'agit d'espaces humides plus ou moins boisés au sein des espaces agricoles et naturels.

Enfin, on compte également quelques continuités dites « marginales », qui s'appuient sur des éléments plus ponctuels et moins développés. A ce titre, le système bocager relativement bien développé des cultures participe à ces continuités, ainsi que plusieurs petits linéaires plus ou moins affirmés.

#### c) Incidences sur la faune et la flore communales

Historiquement, le village de Cabrières s'est développé sur les pentes des Monts de Vaucluse, dominant ainsi la plaine du Calavon. Le massif boisé au Nord de la commune est concerné par plusieurs périmètres d'inventaires et de protection :

- La ZNIEFF de type I n°84-129-118 « Combes occidentales des Monts de Vaucluse, de Valescure à la Grande Combe » ;
- La ZNIEFF de type I n°84-129-119 « Combes méridionales des Monts de Vaucluse, de la Sénancole au Grand Marignon » ;
- La ZNIEFF de type II n°84-129-100 « Monts de Vaucluse » ;
- La Zone Spéciale de Conservation FR9301582 « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse », qui couvre en bordure Nord-Est de la limite communale avec Gordes ;

- La Zone de Protection Spéciale FR9310075 « Massif du Petit Luberon », qui touche une infime partie du territoire au Nord-Est.

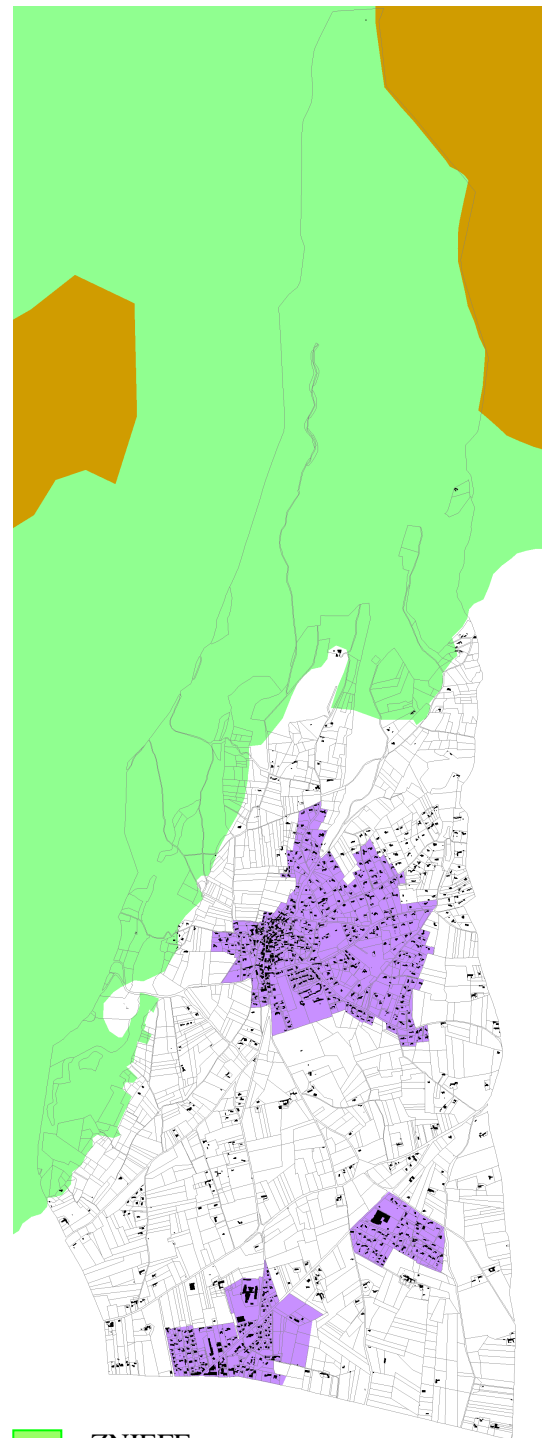
Il est important de noter qu'aucun périmètre d'inventaires ou de protection environnemental ne concerne la zone constructible du PLU. En effet, ils sont relativement éloignés de tout espace de projet urbain. Le périmètre le plus proche est celui de la ZNIEFF de type II des Monts de Vaucluse, situé à environ 200 mètres à l'Ouest du village. Les zones Natura 2000 sont quant à elles situées à plus de 2 kilomètres.

Cependant, il convient de noter que le PLU a pris de nombreuses dispositions supplémentaires pour la protection de l'environnement. Parmi les dispositions les plus importantes, l'ensemble du Massif des Monts de Vaucluse sur la moitié Nord du territoire communal, fait l'objet d'un classement en zone **Nco** et de l'identification au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme des éléments boisés remarquables. Il s'agit de milieux boisés qui sont ouverts et semi-ouverts. Ces dispositifs de protection permettent une meilleure protection des milieux associés aux Monts de Vaucluse, notamment les populations de chênes blancs pubescents et de chênes verts.

L'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme a également permis d'identifier divers boisements, principalement sous forme de haies et de bosquets, situés au sein des espaces agricoles. Ces éléments structurent les déplacements d'espèces animales sur le territoire communal, jouant un rôle d'abri et de chasse pour l'avifaune et les chiroptères.

Concernant la localisation de la zone d'extension urbaine située sur Coustellet, elle a été définie en minimisant l'impact sur les espaces agricoles et naturels. La zone 1AU est située en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie, sur des terrains qui ont été cultivées. Elle présente de nombreuses friches buissonneuses, en phase de recolonisation, pouvant jouer un rôle potentiel pour de nombreux oiseaux (alouette lulu, pie-grièche écorcheur notamment). En prévoyant des zones arbustives au sein de cette zone, constituées d'essences locales, l'incidence pourrait être faible.

#### Situation des inventaires de protection par rapport à l'enveloppe constructible du PLU



- ZNIEFF
- Sites Natura 2000
- Enveloppe constructible du PLU

C'est ainsi que dans l'OAP, les éléments boisés existants structurant le site devront être préservés, notamment au Sud.

De plus, le secteur paysager sur la façade Ouest devra prévoir un aménagement paysager tel que des plantations d'essences compatibles avec la région, et à grand développement.

Concernant l'impact sur la flore déterminante identifiée sur la commune, force est de constater que les mesures de protection amenées par le PLU réduisent fortement les risques de destruction des différentes variétés d'Orchis, présentent principalement dans les milieux forestiers (Orchis pourpres, Orchis géant, Orchis simia, ...). Les classements Nco, Aco et dans la même mesure Ap, contraignent fortement la constructibilité et donc la destruction d'espèces floristiques.

Concernant l'Anémone couronnée, cette espèce floristique fait l'objet d'une protection nationale et revêt d'un enjeu fort de conservation. Une station a été repérée au niveau du quartier de Lise. Néanmoins l'enveloppe constructible au niveau de ce secteur a été définie au plus près des espaces déjà bâtis et artificialisés. Aucune extension de l'urbanisation n'est rendue possible sur les milieux proches assurant ainsi la préservation de cette espèce. Quant aux zones à urbaniser de Coustellet (1AU et 2AUe) situées à proximité, aucune station n'a pour l'heure actuelle été recensée sur ces sites. Cependant, en phase opérationnelle (zone 1AU), où lors de l'ouverture de la zone 2AUe, il conviendra de s'assurer à nouveau de l'absence de cette espèce floristique.

L'impact sur la flore déterminante et remarquable relevée dans les différents périmètres de protection est donc faible et les mesures de protection adoptée permettent de garantir le maintien des milieux essentiels pour les espèces potentielles sur la commune.

Au niveau de la faune, le PLU a également un impact limité sur les espèces remarquables relevées par les sites Natura 2000 et les ZNIEFF. Concernant les mammifères, seul l'écureuil roux est une espèce protégée au titre de l'article 2 de l'arrêté national du 27 avril 2003. L'environnement qu'il apprécie est le milieu boisé, de type forestier comme le massif des Monts de Vaucluse. Ainsi, au vu des mesures de protection inscrites au PLU, aucune incidence n'est à relever. Les différentes espèces de chiroptères bien que non observées, sont potentielles sur le territoire de Cabrières d'Avignon. Ainsi, deux espèces répertoriés et dont l'enjeu de conservation est majeur, peuvent être présentes sur la commune : le Minioptère de Schreibers et le Verpetillon à oreilles échancrées. Le Petit et le Grand Rhinolophe constituent des espèces à enjeu de conservation fort. D'autres espèces sont potentielles avec des enjeux plus modérés. Le PLU est favorable au maintien des chiroptères puisqu'il préserve un bon nombre de boisements, haies et bosquets (article L.151-23 du CU) au sein de milieux naturels mais aussi agricoles, permettant la préservation de zones de chasse et de repos. Ainsi, les protections instaurées par le PLU permettent de limiter l'atteinte aux milieux d'intérêts pour ces espèces et les incidences sur celles-ci restent faibles.

Concernant l'avifaune remarquable relevé sur la commune, plusieurs espèces ont pu être observées. On relève plusieurs espèces protégées au titre de l'arrêté national du 29 octobre 2009, dont l'Aigle de Bonelli, le Circaète Jean-le-Blanc ou encore le Busard Saint-Martin. La présence de l'Aigle de Bonelli semble peu probable aujourd'hui sur le Massif des Monts de Vaucluse, mais la proximité du Luberon peut tout de même avoir une incidence. L'impact du P.L.U. sur ces espèces, et notamment des zones d'extensions urbaines, est très faible grâce aux mesures de protection adoptée, notamment de protection des espaces boisés structurant la zone 1AU de Coustellet.



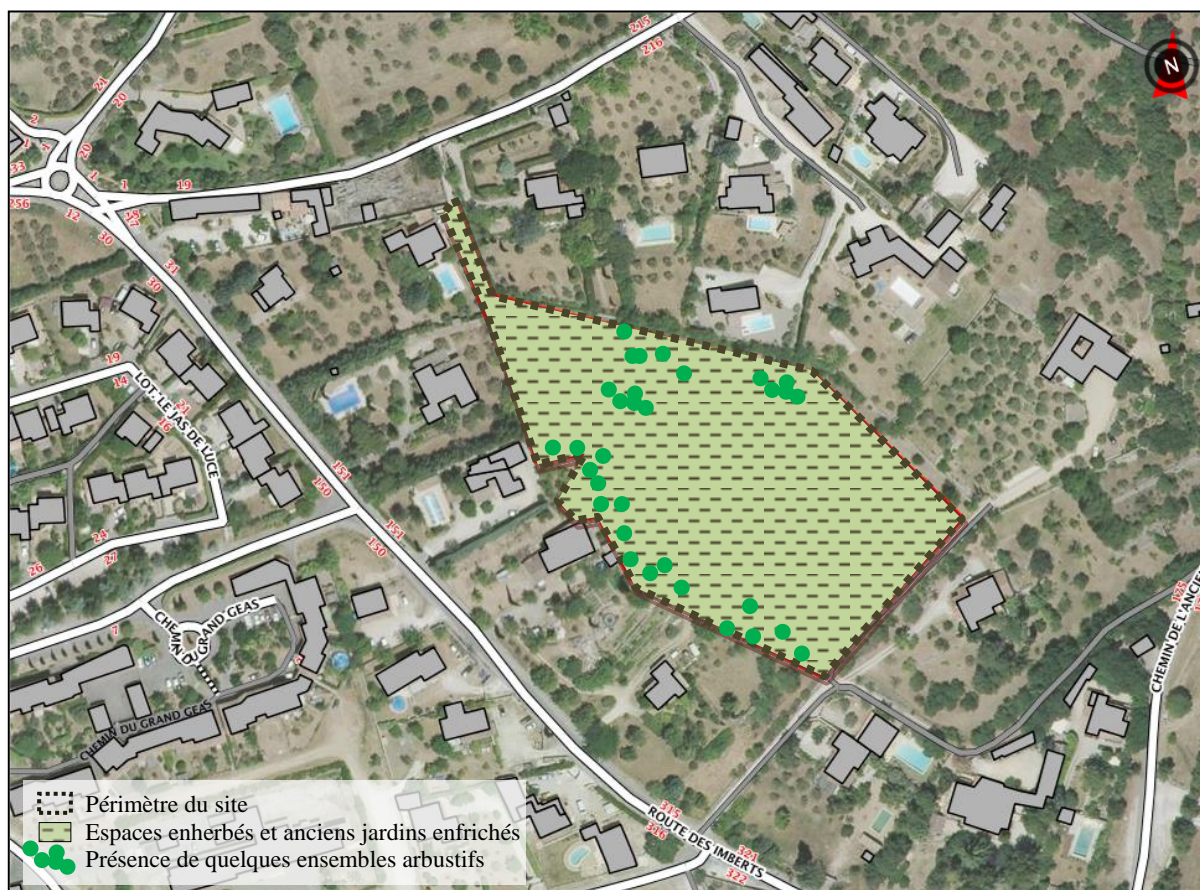
D'une manière générale, les zones urbaines en général se situent loin des boisements. La protection des boisements identifiés au titre de l'article L.151-23 définies par le PLU permet de maintenir ces milieux, qu'ils soient de grandes envergures (massif des Monts de Vaucluse) ou plus ponctuels (haies, bosquets, espaces boisés enclavés dans le tissu urbain, ...).

De manière plus localisée, les secteurs de projets, compte tenu de leur développement futur, sont susceptibles d'avoir des incidences sur les milieux naturels ainsi que sur la faune.

Toutefois, ces incidences restent très limitées :

- Au niveau de la zone 2AU du village, le site s'étend sur des espaces enherbés (hautes herbes), occupés sur certains endroits par de petites serres individuelles (jardinage), et enclavé dans le tissu urbain du village. Les milieux qui composent cet espace sont peu variés. Par ailleurs, les incidences sur la faune sont également très réduites : aucun habitat rivulaire ne traverse le site et aucune zone humide n'y est recensé. De plus, de part sa localisation au sein du tissu urbain du village et l'absence de boisement important réduit de manière importante sont attrait pour les mammifères des sites Natura 2000 alentours.

#### *Habitats naturels – zone 2AU village*

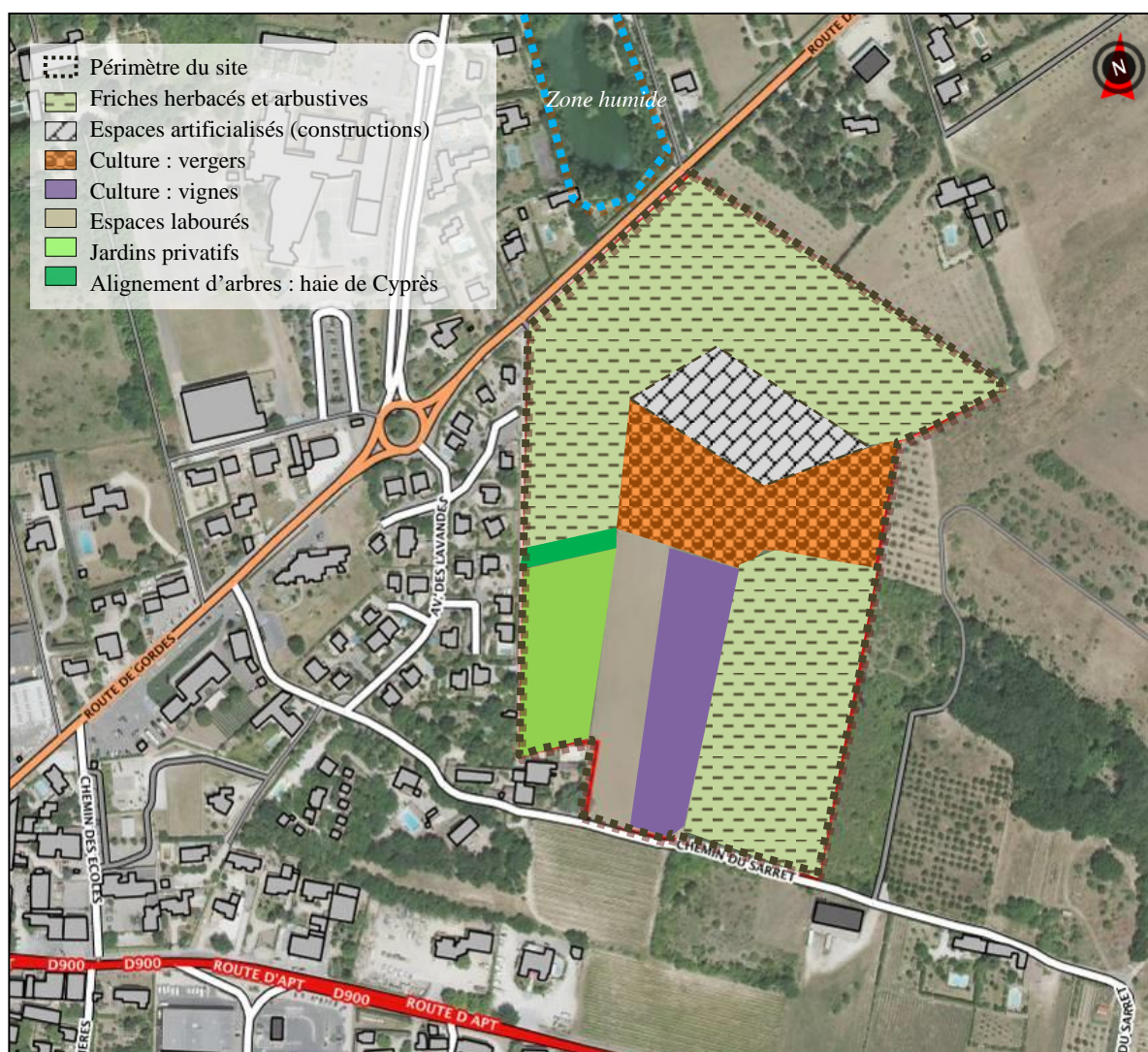


- Au niveau du secteur d'extension de Coustellet (zone 1AU et 2AUe), le site s'étend sur des milieux naturels différenciés.

En premier lieu de nombreux espaces en friche occupent le site. Quelques éléments bocagers au sein de ces espaces peuvent servir de points d'appuis pour la chasse, notamment pour ceux qui affectionnent les milieux ouverts. La présence d'une zone humide au Nord de Coustellet (identifiée et préservée dans le PLU) pourrait permettre également d'apporter une richesse écologique sur le site, mais les liens entre ces espaces apparaissent très limitées avec la présence de la RD2, élément important de fragmentation des milieux.

Par ailleurs, un espace artificialisé au cœur du site comprenant quelques constructions sont susceptibles d'avoir des incidences (nuisances sonores, lumineuses, etc.) sur les milieux environnants et notamment sur les secteurs de la zone 1AU et 2AUe, au même titre que toute la frange Ouest à proximité immédiate du lotissement.

### *Habitats naturels – secteur Coustellet (zone 1AU et 2AUe)*





Enfin, le site s'insère dans un paysage encore partiellement marquée par l'agriculture, en témoigne les vergers et vignes qui occupent une partie du site. A noter qu'un petit linéaire boisé à l'Ouest du site est susceptible de présenter un intérêt pour certains oiseaux, notamment comme lieu de transit ou comme élément fonctionnel pour la chasse (point haut au sein d'un milieu ouvert).

On notera néanmoins que les zones 1AU et 2AUe se situe sur des espaces agricoles irrigués ou irrigables identifiées par la Charte du PNR Luberon et la disposition D12 du SAGE (réseau sous pression du Canal de Provence). Par cette disposition, le SAGE souhaite limiter l'urbanisation sur ces espaces et préserver les réseaux d'irrigation existants.

Pour rappel, ces terrains étaient en grande partie déjà constructibles dans le précédent document d'urbanisme et ont déjà faits l'objet de plusieurs réflexions d'aménagement. La vocation agricole de la zone a donc disparue depuis de nombreuses années. Par ailleurs, en matière de planification, le développement de l'urbanisation sur cet espace répond à différentes problématiques à la fois démographique, économique, urbaine (création d'aménagement doux le long de la RD2 en bordure, présence du collège, etc.) mais aussi environnementale, puisqu'il s'agit du seul espace aujourd'hui mobilisable au regard du risque inondation très important sur la partie Ouest de la RD2. De plus, l'enveloppe constructible de la zone a été redéfinie par rapport au document d'urbanisme précédent, puisque que celle-ci a été resserrée au plus proche de l'enveloppe bâtie du hameau. Enfin, on rappellera que de nombreux espaces ont été rendus à la zone agricole du PLU (anciennes zones 3NA de Coustellet).

Par ailleurs, la pérennité du réseau d'irrigation sous pression sera assurée. En effet, de part sa situation le réseau se situe sur des espaces de franges, ou sera très peu impacté par une urbanisation future. A noter que le réseau d'irrigation est sous protection d'une servitude (A2).



## V.1.4 – Risques et nuisances

### a) Risque inondation

La commune de Cabrières d'Avignon est concernée par le projet de PPRi du Coulon/Calavon prescrit le 26 juillet 2002 (le zonage réglementaire est en cours).

Le risque inondation concerne à la fois le village mais également le hameau de Coustellet, avec des secteurs pouvant être rendus inconstructibles car situés en zone d'aléa fort.

Le porter à connaissance du risque inondation a été repris dans le règlement (titre VII) concernant les dispositions applicables aux différents niveaux d'aléas.

### b) Risque feu de forêt

La commune de Cabrières d'Avignon est concerné par le risque incendie de forêt sur une grande partie Nord du territoire (massifs boisés des Monts de Vaucluse).

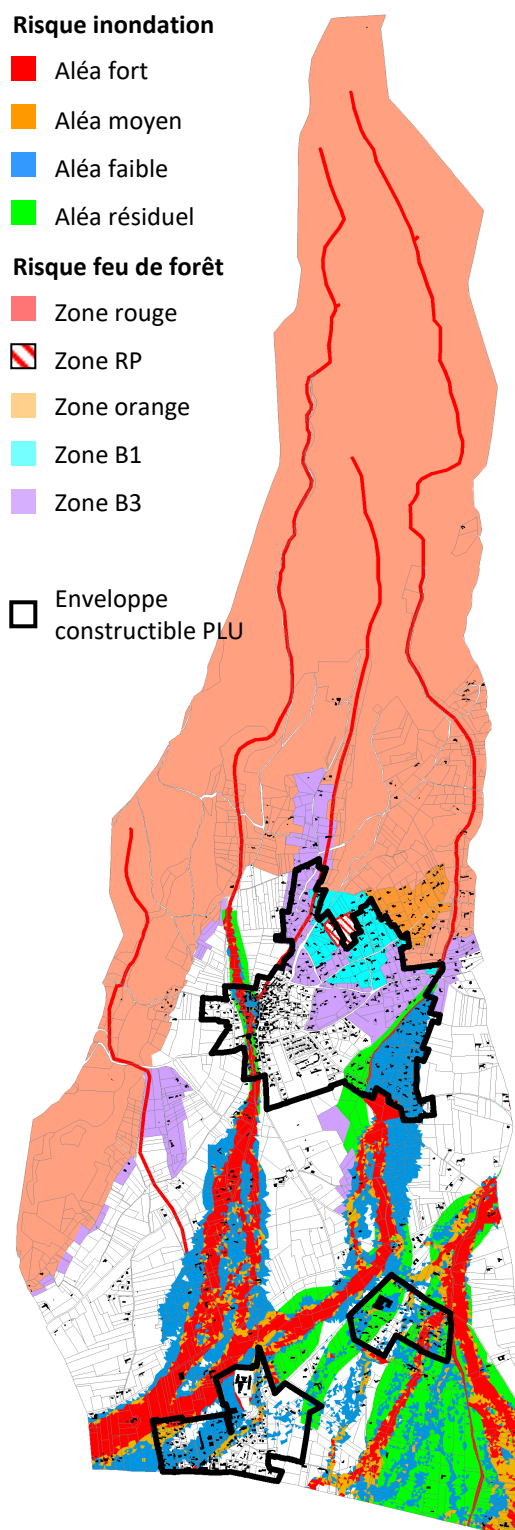
Un Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt (PPRif) du massif des Monts de Vaucluse Ouest, concernant les communes de Saint-Didier, Le Beaucet, La Roque sur Pernes, Pernes les Fontaines, Velleron, Isle sur la Sorgue, Saumane de Vaucluse, Fontaine de Vaucluse, Cabrières d'Avignon, Gordes, et Lagnes a été réalisé et approuvé le 03 décembre 2015 (servitude d'utilité publique).

Ce risque impacte quelques secteurs urbanisés de la commune dont certains se situent au sein du village.

Afin d'être en cohérence avec le PPRif des Monts de Vaucluse Ouest, la zone constructible du PLU a été redéfinie en fonction de niveau d'aléa.

Ainsi, les secteurs classés les plus impactés par le PPRif (zone rouge et orange notamment) ont été déclassés de la zone constructible.

### Les risques naturels intégrés au PLU de Cabrières d'Avignon



c) Lutte contre les nuisances

La mixité des fonctions est accompagnée de dispositions réglementaires de manière à faire cohabiter habitat et activités économiques. Le PLU interdit les activités nuisantes dans les secteurs d'habitat.

Le PLU présente des mesures visant à faire face à des problèmes en matière d'accès, des emplacements réservés ont été définis pour permettre la création ou l'élargissement de voies.

## **V.2 – INCIDENCES SUR LES ZONES NATURA 2000**

---

### **V.2.1 – Rappels des caractéristiques des zones Natura 2000 sur Cabrières d’Avignon**

Le territoire de Cabrières d’Avignon est concerné par deux zones Natura 2000, touchant une infime partie du territoire communal, le long de la limite Nord-Est avec la commune de Gordes. Il s’agit de :

- La ZSC n°FR9301582 « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse » ;
- La ZPS n°FR9310075 « Massif du Petit Luberon ».

Celles-ci sont relativement éloignées des espaces urbanisés et a fortiori de tout aménagement projeté à travers le PLU.

#### **ZSC FR9301582 « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse »**

Date de l’arrêté : 08/11/2007      Superficie : 1 734 ha      DOCOB approuvé en février 2013

Site calcaire entaillé de profonds vallons rocheux et de combes aux escarpements abrupts, avec un réseau hydrographique superficiel uniquement en cas de fortes pluies. Ce site est remarquable de par sa végétation mésoméditerranéenne à laquelle s'ajoutent des groupements rupestres xérothermophiles. Il accueille des stations ponctuelles remarquables de landes à Genêt de Villars, et abrite un des plus beaux mattorals à Genévrier de Phénicie de la région.

Vulnérabilité : La fréquentation des milieux rupestres présente un risque de dégradation des habitats naturels en plus de déranger la faune nicheuse (avifaune, chiroptères).

#### **ZPS FR9310075 « Massif du Petit Luberon »**

Date de l’arrêté : 23/12/2003      Superficie : 17 049 ha      DOCOB approuvé en novembre 2012

Massif calcaire accidenté et sauvage. Mosaïque de milieux naturels : falaises, pelouses sèches, garrigues et forêts. Site d'importance Nationale pour la reproduction de plusieurs espèces de rapaces : Percnoptère d’Egypte (*Neophron percnopterus*), Aigle de Bonelli (*Hieraetus fasciatus*), Grand-duc d’Europe (*Bubo bubo*).

Vulnérabilité :

- Régression des zones ouvertes pour cause de déprise agricole et de reforestation. La fermeture du milieu est un facteur défavorable pour les rapaces (milieux ouverts = territoires de chasse).
- Zone sensible aux incendies, mais relativement bien préservée depuis 50 ans.
- Fréquentation touristique intensive.
- Pénétration importante du massif par les véhicules à moteur.



### V.2.2 – Incidences du PLU sur les zones Natura 2000

Les zones constructibles délimitées dans le PLU ne sont pas situées au sein d'un site relevant du réseau Natura 2000. De plus, les secteurs constructibles sont relativement éloignés (plus de 2 km) des sites Natura 2000. Il est tout de même nécessaire d'évaluer si le projet de développement de la commune aura des incidences notables sur ce site.

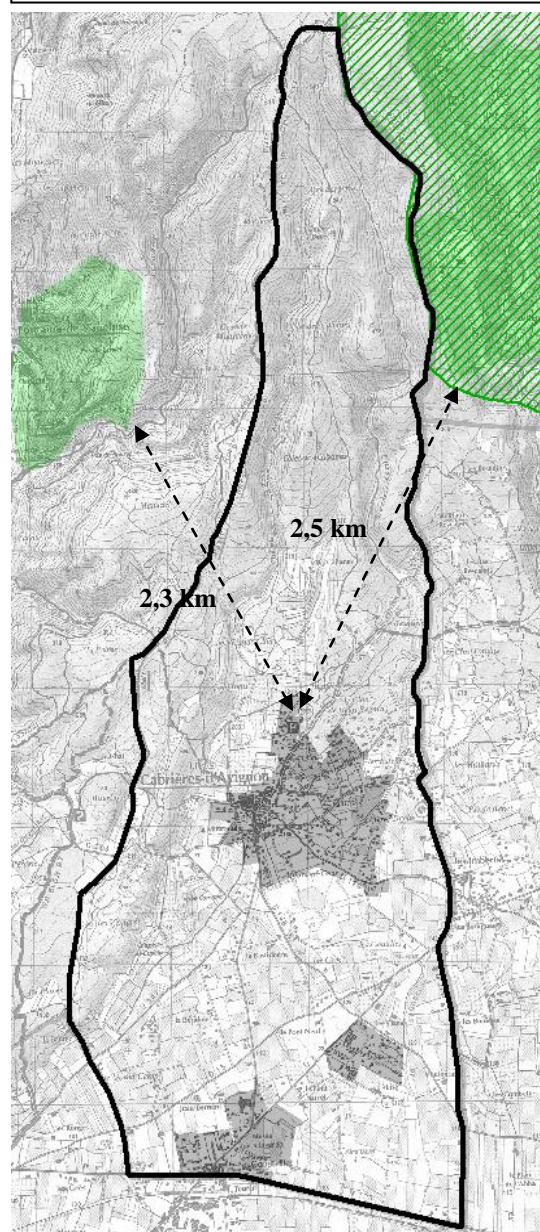
Les élus, dans la révision de leur document d'urbanisme, ont adopté une démarche responsable et durable en vue de concilier au mieux enjeux environnementaux et développement des espaces urbanisés. Ainsi, la délimitation des zones constructibles a largement été redéfinie par rapport aux risques feu de forêt et inondation, aux enjeux paysagers, et au fonctionnement urbain.

De plus, les espaces naturels et agricoles sont très faiblement impactés par l'extension de l'enveloppe constructible qui ne comprend qu'un secteur majeur (zones 1AU et 2AUe sur Coustellet). En outre, l'enveloppe constructible a été définie en prenant en compte le tissu bâti existant du village et du hameau de Coustellet.

Par conséquent, cette limitation de la consommation de l'espace, en assurant une densification des secteurs déjà bâtis (quartier de Lise par exemple) et en recentrant le projet de développement sur les deux pôles urbains principaux (village et Coustellet), contribue à la préservation des espaces naturels et des secteurs à forte valeur écologique et/ou environnementale. La protection des espaces agricoles a été renforcée, les paysages et le patrimoine naturel ont été protégés.

En outre, un certain nombre de règles introduites par le PLU concourent à réduire les incidences éventuelles de l'urbanisation sur les espaces naturels majeurs (prises en compte du risque inondation, maîtrise de l'étalement urbain, création de secteurs spécifiques interdisant toute nouveaux sièges d'exploitation = Nco, Aco, protection des espaces boisés et d'une zone humide via l'article L.151-23 du CU, ...).

#### Situation de l'enveloppe constructible par rapport à N2000



■ ZSC « Rochers et Combes des Monts de Vaucluse »

■ ZPS « Massif du Petit Luberon »

■ Enveloppe constructible du PLU

Au travers de toutes de ces règles, on protège ainsi ces sites à enjeux écologiques et environnementaux forts.

Concernant les équipements et infrastructures, nous avons constaté que leur capacité serait suffisante pour prendre en compte l'évolution démographique, notamment le système d'assainissement et le réseau d'eau potable.

**Par conséquent, conscients de l'ensemble des enjeux portés par cet espace écologiquement sensible, il apparaît que les élus de Cabrières d'Avignon ont mené une réflexion transversale à l'échelle du territoire communal en vue d'établir un ensemble de règles et d'outils spécifiques destinés à mieux prendre en compte les milieux naturels. Le PLU, compte tenu des éléments évoqués dans cette partie et dans la partie concernant les incidences du PLU sur les composantes environnementales, n'aura pas d'incidences notables sur les sites Natura 2000 liés aux Monts de Vaucluse et au Petit Luberon.**

## **V.3 – OUTILS DE SUIVI ET MESURES COMPENSATOIRES**

---

### **V.3.1 – Mesures d'évitement, de réduction et de compensation**

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation visent à limiter voire compenser les incidences négatives évoquées précédemment, dans l'étude des incidences du PLU sur l'environnement.

#### **a) Les mesures d'évitement**

D'une manière générale, certaines mesures projetées par le PLU ont un impact positif sur l'environnement et permettent d'éviter les nuisances. Il s'agit notamment :

- de la protection des cours d'eau et leur ripisylve par un retrait défini pour les constructions ;
- de la préservation des corridors écologiques et des espaces naturels remarquables ;
- de la préservation des espaces à forts enjeux écologiques grâce à un zonage et une réglementation adaptée ;
- du maintien d'une zone urbaine compacte, avec une extension sur Coustellet en continuité immédiate du tissu urbain ;
- du développement des modes doux qui constituent une alternative à la voiture et favorisent, ainsi, la réduction des nuisances sonores et des rejets de gaz à effet de serre ;
- de la densification des zones déjà urbanisées, des futures zones à urbaniser (20 logements par hectares) et de la délimitation de l'enveloppe constructible en adéquation avec la capacité souhaitée d'accueil de nouveaux ménages ;
- de la prise en compte des risques naturels et de la préservation de la ressource en eau ;

Il faut noter également que ce document d'urbanisme est compatible avec le SCOT intégrateur du bassin de vie de Cavaillon, Coustellet et l'Isle sur la Sorgue (cf p. 226 et suivantes).

#### **b) Les mesures de réduction et de compensation**

Bien que les mesures prises dans le PLU cherchent à limiter les impacts sur l'environnement, l'extension des zones constructibles sur la zone agricole et l'augmentation de la population conduit à des incidences négatives sur l'environnement. Les impacts négatifs les plus significatifs sont concentrés sur les secteurs d'urbanisation future (espaces non bâtis voués à l'urbanisation). Des mesures de réduction et de compensation ont d'ores et déjà été mises en place par le PLU.

Les mesures de réduction :

- Les extensions de l'urbanisation sont en cohérence avec les besoins de développement définis dans le PADD ;



- La délimitation de la zone urbaine s'intègre à l'objectif de renforcement de la centralité du village et du hameau de Coustellet ;
- Cette extension s'appuie sur des terrains présentant des enjeux paysagers modérés et n'affectent pas les zones à forts enjeux naturels. La question paysagère est traitée dans l'OAP avec la préservation du cône de vue ;
- Réduction des nuisances liées au fonctionnement urbain.

Les mesures de compensation :

- Protection des secteurs à forts enjeux naturels et paysagers (secteurs Aco, Nco et Ap et zone non aedificandi) ;
- Renforcement de la protection de la zone agricole, notamment au travers d'un règlement hiérarchisé et limitant l'usage des sols ;
- Préservation des linéaires boisés et boisements importants via l'identification au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ;
- Renforcement de la protection des espaces naturels et prise en compte des éléments de continuité écologique ;
- Renforcement du village et de Coustellet à travers une densification des espaces d'urbanisation prioritaire ;
- Meilleure optimisation de l'espace au travers de nouvelles règles de morphologie urbaine.

D'autres impacts négatifs sont à prévoir, compte tenu de l'augmentation de la population, sur la qualité de l'eau, la qualité de l'air et les consommations d'énergie qui sont à relativiser au vu de la politique d'aménagement de la commune (objectifs et orientations du PADD).

Par ailleurs, afin de protéger la reproduction de la faune certaines dispositions sont à prendre en compte :

- **La période d'activité et de reproduction de la faune s'étale de mars à août.** Cette période correspond à une phase de sensibilité accrue pour les différentes espèces.

Ainsi, les travaux lourds devront être effectués en dehors de cette période. Pour les oiseaux notamment, dans le cadre d'éventuels travaux, il serait préférable d'intervenir hors périodes de reproduction et de développement des jeunes, c'est-à-dire, éviter la période s'étalant de mars à août.

Il est préconisé d'organiser l'éventuel chantier d'aménagement en deux phases :

#### 1. « Défavorabilisation » écologique :

Dans un premier temps, il est préconisé de « défavorabiliser » ces zones à végétation dense en amont des périodes sensibles pour la faune, donc pendant des périodes défavorables du point de vue écologique.

Pour défavorabiliser ces zones il convient de réaliser un premier débroussaillage sévère, gyrobroyage et/ou déboisement de type coupe à blanc en fin d'été - début d'automne (août - octobre).


De même, il convient de retirer toutes les éléments et structures (tas de pierres, bois, gravats) pouvant servir potentiellement de gîte pour les amphibiens et reptiles. Cette intervention et sa période empêcheront l'installation des espèces pour l'hibernation (amphibiens, reptiles, chiroptères) et rendront la zone défavorable à la reproduction de l'avifaune forestière et des chiroptères au printemps.


## 2. Réalisation des éventuels travaux de terrassement :


Les travaux de terrassement proprement dits interviendront dans un deuxième temps, une fois les actions de « défavorabilisation » écologique (débroussaillage/ déboisement/gyrobroyage) terminées.

Ces préconisations n'ont pas pour but de contraindre la mise en place du chantier pendant toute la période d'activité écologique, mais surtout d'effectuer les premiers travaux de défrichement à une période peu sensible pour éviter la destruction d'individus (gîte de chauves-souris, nids d'oiseaux, etc....) et de rendre ainsi la zone d'emprise peu favorable à sa fréquentation ultérieure par des espèces à enjeux.

	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil
1. Défavorabilisation des zones d'emprise												
2. Travaux de terrassement après défavorabilisation												

 Période défavorable aux travaux

 Période favorable aux travaux dits lourds

 Période favorable aux travaux dits lourds, à condition que les travaux de « défavorabilisation » aient été finalisés sur les parties concernées.

### • Limitation et adaptation des éventuels éclairages

Le respect de cette mesure permettra de ne pas effaroucher certaines espèces de chauves-souris comme les rhinolophes. La pollution lumineuse induite par l'éclairage perturbe les déplacements des espèces sensibles et peut conduire à l'abandon des zones de chasses. Ainsi, tout éclairage permanent est à proscrire, surtout s'il s'agit d'halogènes, sources puissantes et dont la nuisance sur l'entomofaune (disponibilité en proie) et donc sur les chiroptères lucifuges, est accentuée.

Une utilisation ponctuelle peut être tolérée, seulement si les conditions suivantes sont respectées :

- minuteur ou système de déclenchement automatique (système plus écologique mais aussi plus économe et dissuasif (sécurité)) ;
- éclairage au sodium à basse pression ;
- orientation des réflecteurs vers le sol, en aucun cas vers le haut ;
- l'abat-jour doit être total ; le verre protecteur plat et non éblouissant (des exemples de matériels adaptés sont cités dans les documentations de l'Association Nationale pour la Protection du Ciel Nocturne (ANPCN)) ;



Représentation des différentes manières d'éclairer.

Source : ANPCN, 2003

- moins de 5 % de l'émission lumineuse doit se trouver au-dessus de l'horizontale (voir schémas ci-contre) ;
- minimiser les éclairages inutiles, notamment en bordure du parc afin de limiter l'impact sur les populations limitrophes à la zone.

L'application durable de cette mesure garantira un moindre dérangement des espèces de chiroptères lucifuges.

Cette mesure sera également favorable à l'ensemble de la faune du secteur. En effet, la pollution lumineuse entraîne une modification du rythme circadien de la faune (entomofaune, avifaune, mammifères).

D'autres impacts négatifs sont à prévoir sur la qualité de l'eau, la qualité de l'air et les consommations d'énergie qui sont à relativiser au vu de la politique d'aménagement de la commune (objectifs et orientations du PADD).

**Des études spécifiques (dossiers « Loi sur l'Eau », études d'impact, ...)** pourront être réalisées avant l'urbanisation des secteurs et permettront d'approfondir l'état initial qui a été réalisé dans le cadre du PLU, ainsi que les mesures de suppression, réduction, compensation à appliquer.

### **V.3.2 – Les outils de suivi**

#### **a) Rappels réglementaires**

Rappelons que d'après l'article R123-2 §6 du Code de l'Urbanisme :

*« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles L. 121-10 et suivants, le rapport de présentation [...]*

*6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade*



*précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;... »*

Par ailleurs, l'article L.153-27 du Code de l'urbanisme précise que :

*« Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan ».*

Ainsi, la collectivité se doit d'effectuer un suivi de son document d'urbanisme afin d'en réaliser un bilan à 9 ans. Ce travail s'appuie sur des indicateurs de suivi, en regard des enjeux environnementaux et des objectifs correspondants au PLU.

Un indicateur de suivi quantifie des données pouvant être mesurées et surveillées pour déterminer si un changement est en cours.

Le tableau ci-après liste, pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressants pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal de Cabrières d'Avignon, du fait qu'ils permettent de mettre en évidence des évolutions en terme d'amélioration ou de dégradation de l'environnement, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

#### b) Les indicateurs de suivi

Le respect des enjeux fixés par le PLU doit faire l'objet d'un contrôle dans le temps afin de juger de l'évolution positive ou négative de la mise en oeuvre de politique urbaine sur l'environnement.

Pour ce faire, il convient de définir les indicateurs permettant d'apprécier les résultats de la mise en oeuvre du PLU sur le territoire communal au regard des principaux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire de Cabrières d'Avignon, dans le respect des grands objectifs d'équilibre énoncés par le code de l'urbanisme. Il s'agit des éléments suivants :

- **En matière de développement urbain et durable** : nombre (et nature) de logements construits, densité, mixité sociale, en lien avec la nécessité de recentrer le développement de l'urbanisation à proximité des espaces centraux (stopper l'urbanisation linéaire, conforter les zones urbaines à proximité des équipements, concevoir de nouvelles formes urbaines, conforter Coustellet et le village, etc.).

- **En matière d'occupation des sols et de paysages** : consommation des sols (habitat, activités, équipements...), en lien avec la protection des espaces agricoles, naturels et des éléments de paysage (notamment entrée de village et secteur du château). Les surfaces « à urbaniser » inscrites dans le document d'urbanisme ont-elles été optimisées et l'objectif de densité moyenne fixé a-t-il été respecté ?

• **En matière d'infrastructures et d'équipements**, dont les déplacements (notamment les cheminements doux) : capacités des réseaux à répondre aux nouveaux besoins, compatibilité des équipements aux besoins, amélioration des déplacements, etc.

• **En matière d'enjeux écologiques et de prise en compte des risques** : zones inconstructibles et réservoirs de biodiversité/corridors (en particulier : le massif boisé au Nord, ...) et protection des espaces agricoles et naturels. Les ressources naturelles ont-elles été préservées et ont-elles été suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs ? Y a-t-il des conséquences liées au développement de l'urbanisation sur les risques naturels ? Déploire t-on de nouvelles nuisances urbaines liées au développement de l'urbanisation ?

	Indicateur	Source	Fréquence
<b>L'habitat construit est-il suffisamment dense et diversifié ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rythme de construction est-il respecté (taux annuels moyens) : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Nombre d'habitants supplémentaires</li> <li>* Evolution du nombre de ménages</li> <li>* Evolution du nombre de logements (catégories et types de logements)</li> </ul> </li> <li>- Les objectifs de mixité sociale sont-ils respectés : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Evolution des résidences principales selon le statut d'occupation (propriétaire ou locataire)</li> <li>* Nombre de logements à loyer maîtrisé réalisé</li> <li>* Densité des logements à l'hectare des opérations nouvelles</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Insee.</li> <li>* Filocom.</li> <li>* AOS (Autorisation d'occuper le sol).</li> </ul>	<b>2 à 3 ans</b>
<b>Les constructions sont-elles en continuité et en lien avec le tissu urbain existant ?</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bilan de l'urbanisation de la zone 1AU (les règles de morphologie et de fonctionnement urbain des OAP ont-elles permis une bonne insertion des nouvelles constructions ?) : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Mise en valeur de l'entrée de hameau et traitement paysager des franges de la zone urbaine</li> <li>* Morphologie urbaine des constructions réalisées (typologie, hauteur, distance entre les constructions, alignement par rapport aux voies et entre les constructions, ...)</li> <li>* Les élargissements et créations de voirie ont-ils été réalisés ?</li> <li>* Les voies et accès nouveaux</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>* Permis d'aménager ou autre procédure d'urbanisme délivré au sein des zones 1AU.</li> <li>* AOS pour les autres zones urbaines de la commune, avec le cas échéant, avis de l'architecte conseil.</li> <li>* Travail d'observation et enquête type « sociologie urbaine » évaluant la satisfaction et les usages des habitants des quartiers nouveaux de la commune.</li> <li>* Analyse de l'augmentation du trafic routier.</li> </ul>	<b>2 à 3 ans</b>

	<p>sont-ils suffisants pour répondre aux besoins, notamment en matière de liaison inter-quartiers ?</p> <p>* Les règles de construction définies au sein des autres zones urbaines ont-elles permis la production de bâtiments répondant aux enjeux d'intégration urbaine ?</p>		
<p><b>Les espaces consommés ont-ils eut pour effet de respecter les enjeux en matière de protection des milieux naturels, agricoles et des paysages ?</b></p>	<p>- Nombre de logements accordés et densité à l'hectare réalisée.</p>	<p>* Insee. * AOS.</p>	<b>2 à 3 ans</b>
	<p>- Superficie consommée dans les zones <b>U</b>, <b>AU</b>, <b>N</b> et <b>A</b> selon l'usage de la construction (agricole, habitat, activité économique, équipements, ...).</p>	<p>* Evolution du cadastre. * AOS.</p>	<b>2 à 3 ans</b>
	<p>- L'objectif zéro nouvelle construction au sein des secteurs <b>Ap</b> t-il été atteint ?</p> <p>- Les zones <b>N</b> et <b>A</b> ont-elles connues un mitage ?</p> <p>- L'objectif de protection des zones <b>N</b>, <b>Nco</b> et <b>Aco</b> a-t-il été atteint ?</p>	<p>* Evolution du cadastre.</p>	<b>2 à 3 ans</b>
<p><b>L'urbanisation s'est-elle faite en lien avec la politique d'équipements, notamment en matière de déplacement doux ?</b></p>	<p>- Les chemins d'accès et voies nouvelles ont-ils cherchés, dans la mesure du possible, à se connecter au fonctionnement urbain du village (connexion avec les voies existantes, en limitant les voies se terminant en impasse) ?</p> <p>- Les cheminements doux ont-ils répondu à leur rôle de liens urbains et sociaux ? Permettent-ils de réduire la circulation motorisée dans le village et ont-ils permis une augmentation de la fréquentation du village (commerces, services et activités de loisirs) ?</p>	<p>* Permis d'aménager ou autre procédure d'urbanisme délivré au sein des zones 1AU. * Dossier de procédure d'évolution du PLU. * Evolution du cadastre et observation de terrain. * Avancement des E.R.</p>	<b>9 ans</b>
<p><b>L'urbanisation s'est-elle fait dans le respect des enjeux environnementaux identifiés sur la commune de Cabrières d'Avignon?</b></p>	<p>- Evolution des surfaces agricoles et naturelles ?</p> <p>- Surfaces imperméabilisées au sein des zones agricoles et naturelles.</p> <p>- Les linéaires aquatiques ont-ils fait l'objet de travaux (busage, recalibrage, dérivation des cours d'eau, et/ou coupes d'arbres) ?</p> <p>- Les boisements classés en zone <b>N</b> et <b>Nco</b> ont-ils été préservés, hormis évolution naturelle, maladie, etc. ?</p> <p>- La protection du Massif des</p>	<p>* Comparatif de la photo aérienne et observation de terrain. * Déclaration de travaux. * Inventaire naturaliste.</p>	<b>2 à 3 ans</b>



	<p>Monts de Vaucluse a-t-elle été respectée, notamment à travers l'identification au titre de l'article L.151-23 du CU ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'identification des continuités et réservoirs de la commune a-t-elle profité à la biodiversité communale ?</li> </ul>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution de la capacité des ressources en eau potable ?</li> <li>- Norme de la station d'épuration ?</li> <li>- Les secteurs d'assainissement autonome posent-ils des problèmes sur la commune ?</li> <li>- Etat de la remise à la norme des installations d'assainissement individuel ?</li> </ul>	<p>* Bilans annuels en eau potable et en assainissement.</p>	<p><b>1 an</b></p>

## V.4 – ARTICULATIONS AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

---

### V.4.1 – Préambule

Le code de l'urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un rapport de compatibilité entre certains d'entre eux.

L'article L.131-4 (ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015) explique que :

*« Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :*

*1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;*

*2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;*

*3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;*

*4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;*

*5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L. 112-4 ».*

Par ailleurs, la loi ALUR du 24 mars 2014 a modifié l'article L. 131-1 et suivants du code de l'urbanisme en renforçant le SCOT qui devient l'unique document de référence (quand il existe) pour les PLU.

D'après l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme :

*« Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :*

*1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L. 172-1 ;*

*2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*

*3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;*

*4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*

*5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;*

*6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement ;*

*7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;*

*8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas*

*directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;*

*9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;*

*10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7 ;*

*11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement ;*

*12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodrômes prévues à l'article L. 112-4. »*

Ensuite, l'article L.131-2 du Code de l'Urbanisme rappelle les documents devant être pris en compte par les SCOT :

*« Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :*

*1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales ;*

*2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;*

*3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime ;*

*4° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;*

*5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;*

*6° Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière. »*

Pour rappel, il existe deux types de relations entre les documents de planification :

- Le principe de compatibilité. Il s'agit d'une obligation de non contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.
- Le principe de prise en compte, est une obligation de ne pas ignorer.

La notion de prise en compte est moins stricte que celle de compatibilité et implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document.

Concernant le PLU de Cabrières d'Avignon, **celui-ci doit être compatible avec le SCOT intégrateur du Bassin de vie de Cavaillon, Coustellet et l'Isle sur la Sorgue.**

Le SCOT (version 2) a été approuvé en Novembre 2018. Ainsi, **les justifications portant sur la compatibilité du PLU sont basées sur le SCOT révisé.** Ce dernier étant un SCOT intégrateur, prenant en compte les évolutions apportées par la Loi Alur, prenant en compte le SRCE PACA et étant compatible avec la Charte du PNR du Luberon, le SDAGE Rhône Méditerranée et le SAGE Calavon-Coulon, il s'agit seulement de justifier la compatibilité du PLU avec le SCOT.



Il se décline en 4 piliers stratégiques :

- Consolider la qualité patrimoniale, paysagère, naturelle et environnementale du territoire ;
- Organiser le développement urbain par un maillage territorial équilibré ;
- Dynamiser l'économie territoriale ;
- Limiter les besoins en déplacement et diversifier l'offre de mobilité.

#### **V.4.2 – Articulation du PLU avec le SCOT du Bassin de Vie de Cavaillon, Coustellet et l'Isle-sur-la-Sorgue**

Orientations du SCOT	Intégration des orientations du SCOT dans le PLU
<p>I. <u>Consolider la qualité patrimoniale, paysagère, naturelle et environnementale du territoire</u></p>	<p><u>Environnement/Écologie</u></p> <p>Le SCOT identifie pour Cabrières d'Avignon un réservoir de biodiversité majeur : l'ensemble boisé des Monts de Vaucluse. Toute cette entité a été préservée dans le PLU par la mise en place d'un zonage adapté (zone Nco et Aco) interdisant toute nouvelle implantation d'exploitation agricole. Ce zonage a été doublé par l'identification au titre de l'article L.151-23 des boisements de grande envergure afin de les préserver.</p> <p>Un corridor écologique traversant les espaces agricoles d'Est en Ouest est également identifié par le SCOT. Ce dernier est également intégré au PLU, par un zonage A et Ap (secteur inconstructible pour des raisons paysagères). Aucune ouverture à l'urbanisation n'est engendrée par le PLU sur ce secteur, permettant de préserver cette continuité. De plus, des boisements (haies, bosquets) ont été préservés au sein de cet espace, par l'identification au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.</p> <p><u>Paysage</u></p> <p>Plusieurs éléments paysagers de la commune façonnent l'identité communale. Ainsi, les vues sur le village et le château sont préservées par la création de secteur Ap interdisant toute nouvelle construction dans leur champ de vision. Concernant le château, une zone non aedificandi a été délimitée sur la façade Ouest du château, sur des terrains non bâtis, afin de ne pas altérer son</p>

	<p>environnement immédiat.</p> <p>De plus, le patrimoine bâti de Cabrières renferme également de nombreux éléments de pierre sèche. Les secteurs concentrant plusieurs éléments ont fait l'objet d'une identification au titre de l'article L.151-19 du CU. Egalement, des bâtiments remarquables, héritage du passé agricole (mas, bastide), se voient la possibilité de changer de destination (logements notamment) afin de permettre leur pérennité.</p> <p><u>Ressource en eau</u></p> <p>La prise en compte des réseaux et de leur capacité à desservir de façon satisfaisante a été intégrée dans la délimitation de l'enveloppe constructible du PLU. Ainsi, les constructions incluses en zones U et AU devront être raccordées au réseau d'eau potable et d'assainissement collectif (hormis secteurs UBa et UCa). On notera que des travaux sur la STEP des Imberts sur la commune seront réalisés d'ici fin 2020 permettant d'améliorer le système épuratoire de l'ouvrage (charge nominale de 1600 EH à 2250 EH).</p> <p><u>Richesse du sous-sol</u></p> <p>On dénombre une carrière sur Cabrières, prise en compte par le PLU. La carrière sur l'Ancienne Route de Lagnes toujours en activité, fait l'objet d'un classement en zone Nc permettant de pérenniser cette activité. Le PLU permet ainsi l'exploitation durable du site.</p> <p><u>Risques naturels</u></p> <p>La commune est concernée par deux risques naturels majeurs : le risque feu de forêt et le risque inondation. Le premier a été pris en compte notamment dans la délimitation de l'enveloppe constructible, la zone rouge du PPRif ayant été déclassée.</p> <p>Le risque inondation a permis notamment de définir l'enveloppe constructible sur le</p>
--	---

	<p>hameau de Coustellet, et a été un des critères de sélection des bâtiments identifiés en vue d'un changement de destination.</p> <p>Le PPRif des Monts de Vaucluse Ouest et l'étude hydraulique du PPRi du Calavon sont d'une manière générale intégrés au PLU.</p> <p>Le risque géologique a également été intégré au sein du zonage et des dispositions ont été prévues au sien du règlement.</p>
<p>II. <u>Organiser le développement urbain par un maillage territorial équilibré</u></p>	<p>L'objectif de la municipalité est d'accueillir 200 nouveaux habitants d'ici une dizaine d'années (2028), soit un taux de croissance annuel moyen de +0.9%.</p> <p>Les besoins en logements à prendre en compte sur la commune de Cabrières d'Avignon sont ainsi d'environ 100 logements.</p> <p>La répartition des nouveaux logements entre les deux pôles urbains est la suivante : 70% des besoins en logement se réalisera sur le hameau de Coustellet et 30% se réalisera sur le village.</p> <p>En se fixant comme objectif de modération de consommation de l'espace une densité moyenne de 20 logements/ha pour les opérations de production de logements en extension urbaine, et de 30 logements/ha concernant le secteur de Coustellet on augmente la densité moyenne de ces 10 dernières années, permettant ainsi une densification de l'urbanisation sur le territoire, et une diversification des formes d'habitat (la commune poursuit sa volonté de mixité, traduit depuis quelques années par la réalisation d'opérations organisées : mixité urbaine et sociale).</p> <p>Ainsi, les besoins en foncier sont de l'ordre de 5 à 6 hectares. La commune a ainsi opté pour un projet de développement raisonné, respectueux de son terroir agricole et de son patrimoine naturel.</p>



	<p>En matière de diversification de l’habitat, les élus ont souhaité favoriser le développement d’une typologie d’habitat diversifiée (habitat groupé, collectif, etc.) et de poursuivre sa politique d’habitat pour tous, en proposant des règles qui incitent au développement de l’offre de logement à caractère social (par exemple au sein de la zone 1AU, objectif de créer un minimum de 20% de logements sociaux. Les logements PLS ne devant pas représenter plus du tiers des logements affectés à du LLS).</p> <p>De fait, le projet démographique de la commune est compatible avec le SCOT.</p>
<p>III. <u>Dynamiser l’économie territoriale</u></p>	<p>L’économie territoriale regorge de plusieurs facettes sur Cabrières d’Avignon.</p> <p>Tout d’abord, la préservation des espaces agricoles est assurée par le PLU. En effet, une identification fine des espaces ayant un potentiel agricole a été effectuée. Ainsi, on recense une zone A « classique » sur une grande majorité des espaces cultivés. 3 secteurs Ap (protection paysagère) ont été délimités ainsi que 3 secteurs Aco (secteurs cultivés au sein du réservoir de biodiversité). Afin d’assurer la protection de ces espaces mais aussi la pérennité des exploitations, les règles de constructibilité limitent l’artificialisation des sols. Les secteurs de protection (Ap et Aco) vont jusqu’à interdire toute nouveau siège d’exploitation voire toute nouvelle construction.</p> <p>Ensuite, la mixité des fonctions est assurée dans les zones U et AU à vocation principale d’habitat. Les activités sont autorisées à condition qu’elles ne génèrent de nuisances pour les zones d’habitat.</p> <p>La zone 1AU prévoit également l’implantation d’un établissement hôtelier dans l’optique de développer l’offre d’hébergement touristique sur la commune.</p> <p>Enfin, une zone 2AUe sur Coustellet permettra à moyen terme de réaliser une zone d’activités artisanales (environ 4ha) qui sera</p>

	portée par LMV Agglomération. Cette zone est d'ailleurs inscrite au SCOT (secteur de développement dédié aux activités économiques → fonction économique de proximité d'une capacité foncière inférieure à 5ha).
IV. <u>Limitier les besoins en déplacement et diversifier l'offre de mobilité</u>	<p>La problématique des déplacements est traitée de manière approfondie dans le PLU de Cabrières d'Avignon.</p> <p>Tout d'abord, les élus font le choix de créer une alternative aux déplacements motorisés en créant tout un maillage de cheminements doux avec la mise en place d'emplacements réservés. Ils permettraient ainsi de créer des connexions entre les différents pôles urbains de la commune.</p> <p>L'amélioration des déplacements motorisés n'est pour autant pas occultée en créant de nouvelles voies notamment pour l'intégration des zones à urbaniser (ER + OAP). Un projet de contournement de Coustellet est d'ailleurs en cours, permettant d'améliorer la circulation au sein du hameau (ER n°1).</p>

Nous constatons ainsi que les mesures prises dans le PLU de Cabrières d'Avignon permettent de répondre aux grands objectifs du SCOT. **Les deux documents sont donc compatibles.**

## **V.5 – RESUME NON TECHNIQUE**

---

### **V.5.1 – Contexte du projet et évaluation environnementale : la méthode retenue**

Le Plan Local d'Urbanisme constitue l'un des principaux outils locaux de planification urbaine et rurale. Il établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire communal.

Dans un premier temps, elle consiste à analyser l'état initial de l'environnement sur le territoire de Cabrières d'Avignon et à dégager les principaux enjeux environnementaux qui servent de base à l'évaluation des incidences potentielles du PLU sur l'environnement.

Il s'agit ensuite d'analyser l'ensemble des composantes du PLU afin de dégager les éventuelles incidences sur l'environnement de manière globale. A noter que le PLU est un document d'urbanisme et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade. L'objectif ici est donc de cibler les secteurs à fort enjeu. Concernant l'analyse des incidences du PLU sur l'environnement, pour chaque thématique environnementale sont présentées les dispositions réglementaires mises en place par la municipalité.

Cette analyse permet également de faire ressortir la cohérence entre les enjeux identifiés dans le diagnostic, les orientations prises dans le PADD et la traduction réglementaire de celles-ci. En effet, l'analyse des incidences du PLU est effectuée en confrontant les différents types de disposition du document (objectifs du PADD, orientations d'aménagement et de programmation) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement. Ainsi une réflexion critique est menée sur les impacts aussi bien négatifs que positifs du PLU. Enfin, les mesures d'atténuation permettant de compenser ou d'atténuer les incidences négatives potentielles sur l'environnement, sont présentées. Des indicateurs sont également proposés afin de permettre le suivi puis l'évaluation environnementale de la mise en oeuvre du PLU dans le temps.

Une grande importance a été accordée à la phase de collecte des données tout au long du processus de PLU. La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. La phase de collecte des données a consisté à : réaliser une étude de terrain afin d'appréhender au mieux les grandes caractéristiques du territoire (les paysages, la morphologie du village, le système viaire, etc.) ; analyser et synthétiser les données (données à disposition du maître d'ouvrage, études diverses, consultation de sites Internet, Porter à connaissance de l'État, ...).

### **V.5.2 – Analyse de l'état initial de l'environnement**

L'analyse de l'état initial de l'environnement porte sur les 6 grandes thématiques, dont les caractéristiques et enjeux sont présentés ci-après : contexte socio-économique, occupation du sol et paysage, milieux naturels et biodiversité, infrastructures et équipements, consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, et risques naturels et nuisances.



#### a) Contexte socio-économique

**Population** : La commune connaît une hausse démographique constante depuis les années 1975. Sur la période 2007-2012 par contre, la commune a vu sa population diminuer de 10 habitants, soit un taux de croissance annuel moyen de -0,1% par an durant cette période. La population reste relativement âgée (3 personnes sur 10 ont plus de 60 ans, en hausse par rapport à 2007), ne permettant pas le renouvellement de la structure de la population. Enfin, le nombre moyen d'occupants par ménage tend à diminuer depuis de nombreuses années (2.38 personnes par ménages en 2007 contre 2.25 en 2012).

***L'enjeu est de favoriser l'accueil d'une population jeune et dynamique, afin de maintenir une population homogène sur le territoire. Il s'agit également de relancer une croissance démographique par rapport aux évolutions passées tout restant en cohérence avec les équipements communaux.***

**Habitat** : Compte tenu de sa localisation, la commune bénéficie du développement actuel de l'habitat résidentiel en milieu rural, en offrant un cadre de vie de qualité, puisqu'on observe près de 193% d'augmentation du parc de logements depuis 1975. Signe d'un dynamisme résidentiel important, la part de résidences principales représente près de 73,6% du parc de logements en 2012, même si elle diminue au profit des résidences secondaires (20,3% en 2012). Le nombre de locataires a augmenté très légèrement entre 2007 et 2012 (+0,9%), représentant 30,1% du parc de logement. A noter que le nombre de petits logements (entre 1 et 3 pièces) reste minoritaire sur la commune, où les logements de 4 pièces et plus représentent plus de 78% du parc.

***L'enjeu est de permettre à la population de pouvoir franchir les différentes étapes de leur parcours résidentiel. Il s'agit également de proposer une offre d'habitat diversifiée (création de logements groupées, collectifs) adaptée aux besoins de la population.***

**Activités économiques** : le nombre d'actifs sur la commune est en hausse, avec un taux de chômage qui augmente cependant depuis 2007. Par ailleurs, la commune est proche des bassins d'emplois de l'Isle sur la Sorgue et Cavaillon, favorable à une augmentation des migrations journalières domicile/travail. Toutefois, la fonction économique sur le territoire de la commune est en devenir avec la présence d'activité touristique. L'activité agricole, de part la qualité agronomique de son terroir, reste un atout en matière économique.

***L'enjeu est d'être attentif au type d'activités à développer sur la commune afin de ramener davantage d'emplois sur le territoire et de l'activité à la fois sur le village mais aussi sur Coustellet, déjà bien développée. Par ailleurs, il est important de maintenir l'activité agricole et de trouver un équilibre entre le maintien de l'agriculture et le développement de l'urbanisation.***

#### b) Occupation du sol et paysage

**Hydrographie** : La Sénancole, principal cours d'eau du territoire, traverse la commune à l'Est, avec notamment la présence de sa ripisylve. D'autres cours d'eau drainent la commune de façon intermittente.

***L'enjeu est de préserver ces éléments naturels qui constituent des continuités écologiques secondaires sur le territoire.***

Unités paysagères : le territoire communal appartient à l'entité des Monts de Vaucluse à l'échelle du département : ce moutonnement boisé a une forte présence dans la région. Il constitue un fond de scène sombre pour de nombreux points de vue. Espace tampon entre le bassin d'Apt et le plateau de Sault, il est parcouru par des petites routes inscrites dans les nombreuses fractures de ce massif calcaire.

***L'enjeu est de préserver et protéger les grandes entités paysagères en assurant le maintien de l'agriculture (par une réglementation adaptée de la zone agricole) et des espaces naturels tout en encadrant l'urbanisation.***

Cônes de vue et enjeux paysagers : la topographie du territoire communal offre des vues imprenables sur le village depuis la plaine du Calavon et sur les Monts de Vaucluse. La présence du château constitue également un élément paysager important. La commune possède un caractère paysager indéniable, marqueur du patrimoine et de l'identité de la commune.

***L'enjeu est de veiller à sauvegarder les vues et les paysages depuis les axes routiers et depuis la plaine agricole. Le château de Cabrières constitue également un enjeu paysager fort.***

Morphologie urbaine : la commune est composée de deux grands secteurs d'urbanisation : le village composé de son centre ancien et de zones d'extension urbaine et le pôle de Coustellet formé de constructions plus récentes. Enfin, le territoire présente également un habitat dispersé au sein de la zone agricole (mas, bâtiments d'exploitation, logements) et d'un secteur bâti en discontinuité (Quartier de Lise).

***L'enjeu est de privilégier le maintien de l'équilibre entre les deux pôles urbains majeurs du territoire, et de s'assurer d'une urbanisation maîtrisée visant à limiter la consommation de l'espace tout en délimitant les zones constructibles en adéquation avec la capacité souhaitée d'accueil de nouveaux ménages.***

Patrimoine historique : le village possède un patrimoine bâti principalement situé dans le village. En effet, le noyau historique possède un caractère architectural de qualité avec la présence de constructions authentique, qu'il convient de préserver. De plus, des éléments bâtis hérités de l'identité agricole de la commune sont disséminés sur la partie Nord du territoire (bories, murs en pierre sèche, Mur de la Peste).

***L'enjeu est de sauvegarder et de valoriser le patrimoine bâti de la commune et la qualité architecturale du centre ancien, qui confère une identité au village et à son territoire.***

#### c) Milieux naturels et biodiversité

Mesures de protection de l'environnement : la commune est concernée par : 3 Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF), 2 zones Natura 2000, toutes associées au massif des Monts de Vaucluse. Cela marque la présence de secteurs à forte

valeur écologique et/ou environnementale. La commune fait également partie du Parc Naturel Régional du Luberon.

***L'enjeu est de prendre en compte ces mesures de protection dans les choix de développement de l'urbanisation, notamment par un zonage et un règlement adaptés, visant à préserver les richesses écologiques et environnementales du territoire.***

Continuités écologiques et réservoirs de biodiversité : la commune est couverte par le massif boisé des Monts de Vaucluse, constituant un réservoir de biodiversité majeur, identifié notamment par le SCOT. La plaine agricole joue également le rôle de continuité écologique, du fait de sa structuration ouverte et la présence de haies et bosquets.

***L'enjeu est de prendre ces éléments naturels de biodiversité afin d'en assurer leur préservation et leur mise en valeur.***

#### d) Infrastructures et équipements

Déplacements : la commune est bien desservie par les axes routiers avec la présence de routes départementales et de routes locales qui maillent le territoire communal. Cependant, elle bénéficie d'une desserte plutôt bonne par les transports en commun (en direction de l'Isle sur la Sorgue, Avignon et Cavaillon). Enfin, des zones de stationnement ont été prévues afin de faciliter l'accès aux principaux équipements de la commune. Les déplacements doux sont plutôt bien développés dans les secteurs urbanisés.

***L'enjeu est d'intégrer la problématique des déplacements dans le développement de la commune, et notamment du stationnement, afin de limiter les déplacements motorisés.***

Réseaux : la station d'épuration à une capacité de 1600 EH, et les derniers bilans réalisés par les organismes de contrôle révèlent un fonctionnement de la station conforme en équipement et en performance. Le réseau d'eau potable est à la charge du syndicat des eaux Durance Ventoux. La qualité et la quantité d'eau produite sont conformes aux besoins actuels et futurs.

***L'enjeu est d'être vigilant à l'adéquation entre la capacité des équipements (station d'épuration, réseau d'eau potable, école, etc.) et les nouveaux besoins induits par l'apport d'une nouvelle population pour les 10 prochaines années.***

Équipements : présence de divers équipements publics : Mairie, groupe scolaire, collège, salle des fêtes, poste, crèche, bibliothèque,...

***L'enjeu est de prendre en compte la capacité des équipements dans le développement de la commune. Il s'agit également de trouver un équilibre entre le village et Coustellet en les affirmant comme les deux pôles de vie sur le territoire.***

#### e) Consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre

Consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre : les secteurs du résidentiel et des transports sont les deux postes les plus consommateurs d'énergie sur la commune, tout comme dans le département de Vaucluse.

***L'enjeu est de favoriser une maîtrise des consommations d'énergie et une diminution des gaz à effet de serre notamment dans le domaine des transports, des déplacements et de l'habitat (formes urbaines variées, l'utilisation de matériaux renouvelables ou bioclimatiques ainsi que les constructions à énergie positive ou à très hautes performances environnementales).***

f) Risques naturels, technologiques et nuisances

Risque inondation : la commune de Cabrières d'Avignon est soumise au risque d'inondation principalement par le cours d'eau du Coulon/Calavon, au sein des secteurs urbanisés du village et de Coustellet et sur les espaces agricoles. Le PPRi du « Coulon/Calavon » est en cours d'élaboration, mais des dispositions réglementaires ont déjà été prises au niveau du PLU, en lien avec les études en cours.

***L'enjeu est de prendre en compte le risque inondation, d'intégrer les dispositions particulières dans les documents réglementaires et d'assurer une bonne gestion des réseaux du pluvial dans le développement de la commune.***

Risque feu de forêt : en raison du nombre de boisements sur la partie Nord et Ouest du territoire, la commune est impactée par ce risque. Un plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRif) a été approuvé le 03 décembre 2015.

***L'enjeu est de prendre en compte le risque incendie de forêt dans la délimitation de l'enveloppe constructible du village.***

Autres risques : la commune est également concernée par le risque sismique (aléa modéré) et le risque lié au retrait gonflement des argiles. De plus, certaines voies (RD900 notamment), en raison du trafic qu'elles supportent, sont considérées comme bruyantes.

***L'enjeu est d'intégrer la présence de ces risques.***

### **V.5.3 – Les incidences du PLU sur l'environnement**

Cette partie de l'évaluation analyse le projet de PLU au regard des composantes environnementales identifiées dans l'état initial de l'environnement. Pour chacun des thèmes, l'évaluation aborde les incidences positives et négatives ainsi que les dispositions mises en place dans le Plan Local d'Urbanisme.

a) Contexte socio-économique

Incidences positives : les objectifs démographiques fixés par les élus permettent une croissance démographique maîtrisée d'ici une dizaine d'années. Par ailleurs, les règles mises en place dans le PLU permettent de favoriser une mixité à la fois sociale et urbaine à travers la réalisation de formes d'habitat plus variées, venant ainsi contrebalancer l'offre de maisons individuelles. Enfin, concernant l'aspect économique, les règles permettent de développer les activités de proximité, et de tourisme et de soutenir également les activités existantes.



*Incidences négatives* : l'arrivée d'une nouvelle population engendrera automatiquement des consommations d'énergie supplémentaires, notamment dans le domaine du résidentiel mais également des transports. Il faudra donc que la commune soit vigilante à cela pour atténuer ces incidences négatives sur l'environnement.

#### b) L'occupation du sol

- Morphologie urbaine

*Incidences positives* : le projet de la commune consiste à relancer la croissance démographique de manière durable, et à maîtriser le développement de son urbanisation. Afin de délimiter l'enveloppe constructible du PLU, plusieurs critères ont été pris en compte : les limites naturelles, la présence d'un tissu bâti existant, le risque feu de forêt et l'adéquation entre la capacité des zones constructibles, les objectifs démographiques et la capacité des réseaux collectifs. Ainsi, les élus ont été attentifs à l'adéquation entre la capacité des zones constructibles et les objectifs démographiques fixés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. De plus, la limitation de la consommation de l'espace est passée par une densification des secteurs déjà urbanisés notamment le village et par un renforcement de l'urbanisation sur Coustellet. Enfin, l'objectif est également de permettre une diversification des typologies d'habitat, notamment dans les secteurs stratégiques situés à proximité de toutes les commodités et des équipements.

- Espaces à vocation agricole

*Incidences positives* : les espaces à vocation agricole ont vu leur protection renforcée lors de l'élaboration du PLU. Trois secteurs classés Ap (zone protégée pour des raisons paysagère) ont été créés où l'implantation de toute nouvelle construction est interdite. Plusieurs secteurs cultivés au sein du massif des Monts de Vaucluse (secteurs Aco) interdisent toute implantation de nouveaux sièges d'exploitation pour des raisons environnementales. On limite ainsi le mitage de ces espaces. L'extension limitée des constructions à usage de logements et la création d'annexes d'habitation sont autorisées sous conditions. De plus les règles mises en place dans le PLU permettent de limiter la consommation des espaces agricoles par une densification des secteurs déjà construits.

- Espaces naturels et continuités écologiques

*Incidences positives* : les espaces naturels sont protégés par un classement en zone naturelle (N) dans laquelle une réglementation stricte a été mise en place, limitant ainsi la consommation des espaces naturels. L'ensemble du massif boisé des Monts de Vaucluse a été classé dans un secteur de protection Nco interdisant l'implantation de nouveaux sièges d'exploitation. De plus, des éléments identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ont été délimités, afin de renforcer la protection des bois (massifs boisés des Monts de Vaucluse, forêt de cèdres, haies et bosquets disséminés au sein de la zone agricole, ...) présentant un intérêt écologique et naturel indéniable. L'ensemble de ces mesures vise à protéger de manière efficace les espaces, en tenant compte de leur particularité et de leur besoin de préservation. Ces espaces naturels incluent également les secteurs présentant un intérêt écologique et/ou environnemental. Enfin les règles mises en place dans le PLU permettent de limiter la consommation des espaces naturels par une densification des secteurs déjà construits.

### c) Infrastructures et équipements

*Incidences positives* : la capacité de la station d'épuration de la commune sera suffisante pour anticiper les futurs besoins des habitants. Les ressources en eau potable sont également suffisantes pour prendre en compte l'évolution de la population. De plus, les objectifs du PLU sont compatibles avec les dispositions du SDAGE. La problématique de l'accessibilité, des déplacements et du stationnement est bien prise en compte notamment dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), mais aussi dans le zonage (emplacements réservés).

### d) Consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre

*Incidences positives* : la municipalité souhaite faciliter la circulation au sein du village et permettre le développement de circulations douces notamment entre le village et le hameau de Coustellet. Il s'agit de limiter les déplacements motorisés. De plus, une aire de stationnement sera créée au sein du hameau de Coustellet, permettant d'anticiper la venue de nouveaux habitants et de nouvelles activités. Enfin, notons que la commune est desservie par les transports en commun, avec cependant une cadence moyenne. Ces dispositions apportent donc une plus value sur l'environnement.

*Incidences négatives* : l'augmentation de la population d'ici 10 ans va engendrer des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie supplémentaires, liées notamment au domaine des déplacements et du résidentiel. Cependant ces incidences négatives sont atténuées par la mise en place d'un réseau viaire plus performant afin de faciliter l'accessibilité du village et de Coustellet. De plus, la limitation de la consommation de l'espace et la densification des secteurs déjà urbanisés, tendent également à limiter les déplacements sur la commune et réduisent les consommations d'énergie.

### e) Risques naturels et nuisances

*Incidences positives* : les risques naturels inondation, incendie de forêt et autres risques ont bien été pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme. La délimitation des zones constructibles et les documents règlementaires tiennent compte de ces risques et nuisances majeures.